



## Appel à communication : Journée d'étude portant sur le thème

### L'intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie

#### Argumentaire

L'intelligence territoriale (IT) est un concept qui renvoie à un processus complexe nécessitant la collaboration de nombreux acteurs, tels que les collectivités locales, les acteurs socioéconomiques, la société civile, les universités, etc. Tous ces acteurs devraient travailler en étroite collaboration afin d'élaborer une vision commune du développement de leur territoire et mettre en œuvre des actions concrètes pour atteindre les objectifs fixés préalablement. Ce concept englobe la collecte, le traitement et l'utilisation des informations afin de comprendre et développer un territoire spécifique. Il s'agit d'une approche transversale qui vise à améliorer la gouvernance, la planification stratégique et le développement économique en exploitant les données relatives au territoire.

La mise en pratique de ce concept nécessite d'une part la constitution des données et leur utilisation optimale en s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour mieux cerner les problèmes relatifs au développement d'un territoire. D'autre part, elle nécessite la disponibilité des ressources et l'engagement effectif des différents acteurs, notamment les collectivités locales.

Par ailleurs, l'intelligence territoriale vise à mobiliser et à valoriser les ressources

existantes afin de les utiliser d'une manière optimale. Ainsi, en tant qu'approche analytique s'inscrivant dans une vision stratégique, l'intelligence territoriale contribue efficacement au développement économique durable du territoire. L'IT renvoie également à la capacité des acteurs d'un territoire à mieux exploiter toute l'information nécessaire pour la prise de décisions éclairées, justes et cohérentes. Elle contribue donc à l'amélioration de la gouvernance territoriale en utilisant des méthodes et des outils d'aide à la prise de décision. L'IT peut jouer un rôle important dans le développement en fournissant des informations et des analyses pour soutenir les décideurs d'un territoire dans le processus de prise de décisions.

Le développement des technologies de l'information et de communication (TIC) a permis à l'IT de connaître un essor sans précédent. De nos jours, les TIC se présentent comme un outil indispensable à toute élaboration de décisions concernant les territoires. En effet, vue la quantité et la diversité des données d'une part et la complexité de leur traitement, l'apport des TIC à l'IT se situe à plusieurs niveaux : la collecte des données, leur organisation, leur traitement et leur mise à disposition des acteurs.

En Algérie, il y a lieu de constater que les TIC ont connu une dynamique

considérable grâce aux efforts consentis par les pouvoirs publics dans une perspective de généraliser leur utilisation dans la quasi-totalité des secteurs d'activité. La mise en place de la stratégie de la numérisation remonte à l'année 2008, à l'occasion de l'adoption du plan stratégique dénommé e-Algérie. Ce plan avait comme ambition d'asseoir une politique publique d'accompagnement de la transition numérique, en initiant différents projets d'envergure nationale comme : le e-Administration ; le e-Entreprise ; le e-Citoyen, etc. Même si ce plan stratégique n'a pas atteint les objectifs visés, depuis 2013 une nouvelle dynamique de numérisation a été amorcée dont les résultats sont relativement importants sur le terrain dans la plupart des domaines d'activité : les PTT, les

collectivités locales, l'enseignement supérieur et l'éducation nationale, les banques, etc.

Toutefois, des efforts importants restent encore à consentir pour consolider cette dynamique, il s'agit de développer la e-gouvernance, la culture numérique et de mettre en place un écosystème favorable à l'économie numérique. C'est pourquoi, après un sondage réalisé par le Haut-Commissariat à la Numérisation, un plan stratégique et d'action visant la grande transformation numérique en Algérie à l'horizon 2024-2034 a été adopté. La mise en œuvre progressive de ce plan permettra à tous les acteurs d'un territoire d'adopter une logique de réseaux, et par conséquent, de la mettre à la disposition du développement économique.

### Problématique

Avec le niveau de développement actuel des Technologies de l'information et de la communication, l'application de l'intelligence territoriale peut-elle contribuer au développement économique des territoires en Algérie ?

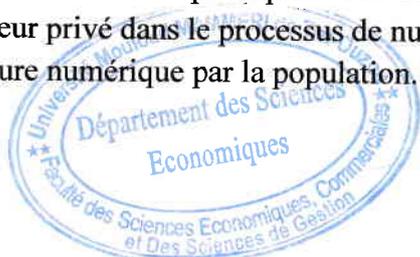
### Objectifs

L'objectif principal recherché à travers cette manifestation scientifique, est de réunir à fois les chercheurs universitaires -travaillant sur les questions relatives au développement économique, notamment ceux qui s'intéressent aux problèmes de réseaux territoriaux- et les praticiens ayant acquis des expériences en matière de transition numérique au niveau des différents secteurs d'activité, autour de la thématique traitant du rôle des TIC dans

l'application de l'intelligence économique au profit du développement économique en Algérie. Il s'agit donc de débattre des concepts de l'intelligence économique, de l'intelligence territoriale, des TIC, du développement des territoires et des conditions nécessaires à mettre en œuvre pour converger vers la conception à long terme du développement économique durable.

### Axes

- 1- Intelligence territoriale et développement économique : théories et expériences.
- 2- Importance des TIC et stratégies de développement des territoires.
- 3- Data base et gouvernances des territoires.
- 4- Numérisation des administrations publiques : état des lieux et impacts.
- 5- Implication du secteur privé dans le processus de numérisation.
- 6- Adoption de la culture numérique par la population.



**Président d'honneur :** Dr LAICHE Mohamed, Doyen de la Faculté des SECSG

**Président du comité scientifique :** Pr AIT TALEB Abdelhamid

**Président du Comité d'organisation :** Dr KHAZNADJI Mohammed

### Comité scientifique

- AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO ;
- HADDAD Madouda, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAHMOUN Naima, Professeur à l'UMMTO ;
- HACHEMAOUI Bahidjeddine, Maitre de conférences à l'UAM-Bejaia ;
- ABRIKA Belaid, Professeur à l'UMMTO ;
- ALOUACHE Ouarda, Professeur à l'UMB-Boumerdès ;
- BELLAL Samir, Professeur à l'UMMTO
- BERBAR Mouloud, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- HAMOUTENE Ourdia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- BELLAHCENE Ouerdia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- CHIKH-AMNACHE Sabrina, Professeur à l'UMMTO ;
- GUELMINE Mohamed Hichem, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- DAHMOUNE Rhadia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- HADJI Soumya, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- KARA Rabah, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- OUCHALAL Houria, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAHMOUNI Djamila, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAMDINI Samira, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SAM Hocine, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SALMI Madjid, Professeur à l'UMMTO ;
- SMADI Amina, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SMAILI Nabila, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- ZOURDANI Safia, Maitre de conférences à l'UMMTO.



### Comité d'organisation

KHAZNADJI Mohammed (**Président**) ; OUSSAID Aziz ; FERRAT Marzouk ; LOUNACI Djamila ; KHAMES Abdennour ; BOUCHAKOUR Souad BOUABBACHE Aissa ; FERRAT Massilva ; NAIT SLIMANI Mohand ; BOUDEMAGH Mohamed Lamine ; COULIBALY Samuel Losin ; AMIAR Habib, BOUALLACHE A/Karim.

### Dates importantes à retenir

- Réception des propositions de communication au plus tard le 16 /05/2024
- Notification d'acceptation : **30/05/2024**
- Réception des textes intégraux et confirmation de participation : **15/06/2024**
- Tenue de la journée d'étude : **23/06/2024**

### Résumé de la communication :

Le résumé de la communication doit être présenté en format Word (.doc ou .docx). Il ne doit pas dépasser 1000 mots, tout compris (le titre, la problématique, la méthodologie adoptée, les données utilisées, les principaux résultats de la recherche obtenus et les références de base utilisées).

### Langues de la journée d'étude:

Français, Arabe, Anglais

### Format :

- Les communications peuvent-être rédigées en français, en anglais ou en arabe.
- Les communications en français et en anglais, doivent être rédigées en utilisant la police **Time New Roman**, (taille 12 avec interligne 1 Pt
- Les communications en langue arabe doivent être rédigées en utilisant la police **Simplified Arabic** (taille 14 avec interligne 1,5 pts
- Le texte de la communication ne doit pas dépasser 15 pages.

### Contacts :



Email : [journeeetude2024@ummto.dz](mailto:journeeetude2024@ummto.dz)

Tel : 0790166524 / 0667678066





Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou  
 Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion  
 Département des sciences économiques

Équipe de recherche PRFU : **Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie**

**Journée d'étude portant sur l'intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie »**

## PROGRAMME DE LA JOURNÉE



8h30 - 9h00		Accueil des participants		
9h00 - 9h30	Séance inaugurale		Lien Google meet : <a href="https://meet.google.com/fjk-naqa-cfq">https://meet.google.com/fjk-naqa-cfq</a>	
09h30 - 12h15		<b>Première Séance</b> <b>Présidente : HAMOUTENE Ouardia</b> <b>Rapporteur : BERBAR Mouloud</b>		
		<b>Intitulé de la communication</b>	<b>Auteur(s)</b>	<b>Affiliation</b>
09h30 - 09h45	L'intelligence territoriale au service du développement économique en Algérie		AIT TALEB Abdelhamid (Pr) KHAZNADJI Mohamed (MCB)	UMMTO UMMTO
09h45 - 10h00	Quelles compétences managériales sont indispensables pour orchestrer avec succès un projet d'intelligence territoriale ?		TAHI Hanifa (Consultante en PME/PMI)	Indépendante à Paris
10h00 - 10h15	L'importance des pratiques de l'intelligence territoriale dans le développement local durable : expérience de la mise en œuvre du plan communal de développement durable « Capdel » (cas de communes pilotes : Beni Maouche et Djanet).		AMGHAR Malek (MCA), HACHEMAOUI Bahidjeddine (MCA) BAKLI Mustapha (MAA)	UAM-Béjaïa UAM-Bejaia UAM-Béjaïa
10h15 - 10h30	Analyse des disparités Socio-économiques et développement territorial : Cas de la Wilaya de Bejaia.		BAHLOUL Lotfi (Docteur)	UAM-Bejaia

Première Séance



	10h30 - 10h45	Les TIC et l'intelligence territoriale comme facteurs déclencheurs d'une destination touristique en Algérie.	SMADI Amina (MCA) SELMI Amar (Doctorant) Krim Hakim (Doctorant)	UMMTO UAMO-Bouira UMMTO
	10h45 - 11h00	Les TIC dans le domaine de la finance : premières expériences de la fintech en Algérie.	SAM Hocine (MCA)	UMMTO
	11h00 - 11h15	La transition numérique en Algérie : état des lieux et impacts sur le développement de l'entrepreneuriat.	OUSSAID Aziz (MAA) AIT TALEB Abdelhamid (Professeur)	UMMTO UMMTO
	11h15 - 11h30	Intelligence économique territoriale, entre théories et pratiques	TADJINE-DAHMOUNE Rhadia (MCA) BENAMARA-SAIT Karima (MCB)	UMMTO UMMTO
	11h30 - 12h15	<b>Débat</b>		
12h30 - 13h00		<b>Pause déjeunée</b>		
<b>Deuxième Séance</b>	13h00 - 15h00	<b>Deuxième séance</b>		<i>Lien Google meet : <a href="https://meet.google.com/ftk-naqa-cfq">https://meet.google.com/ftk-naqa-cfq</a></i>
	<b>Présidente : SMADI Amina, Rapporteur : SAM Hocine</b>			
		<b>Intitulé de la communication</b>	<b>Auteur(s)</b>	<b>Affiliation</b>
	13h00 - 13h15	Système d'information territorial et décision publique.	KHAZNADJI Mohammed (MCB) ALOUACHE Ouarda (Professeure)	UMMTO UMB-Boumerdès
	13h15 - 13h30	Les pôles émergents dans le secteur des TIC comme stratégie de développement économique des territoires en Algérie : le cas du pôle technologique de Sidi Abdallah.	HAMMOUTENE Ourdia (MCA)	UMMTO
13h30 - 13h45	Le Big Data pour une progression durable des territoires.	BAHLOUL Lotfi (Docteur en économie)	UAM-Bejaia	
13h45 - 14h00	Impact de la numérisation sur la responsabilité sociale des entreprises.	BOUDEMAGH Md lamine (Doctorant) AIT TALEB Abdelhamid (Professeur) BENMOUHOU Thiziri (Doctorante)	UMMTO UMMTO UAM-Bejaia	

14h00 - 14h15	Cartographier les ressources du territoire. Une voie de développement des vertus de l'attractivité et de la compétitivité territoriales.	BAKLI Mustapha (MAA), AMGHAR Malek (MCA) HACHEMAOUI Bahidjeddine (MCA)	UAM-Bejaia UAM-Bejaia UAM-Bejaia
14h15 - 14h30	Le e-gouvernement en Algérie : état des lieux et perspectives	BOUDIAB Taous (Doctorante) BERBAR Mouloud (MCA)	UMMTO UMMTO
14h30 - 15h00	Impact de la numérisation sur la qualité de vie des habitants de la ville de Tizi Ouzou.	COULIBALY Samuel Losin (Doctorant) AIT TALEB Abdelhamid (Professeur)	UMMTO UMMTO
15h00 - 15h30	<b>Débat</b>		
15h30 - 16h00	Synthèse des travaux présentés		
16h00	Clôture de la journée		





## Appel à communication : Journée d'étude portant sur le thème

### L'intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie

#### Argumentaire

L'intelligence territoriale (IT) est un concept qui renvoie à un processus complexe nécessitant la collaboration de nombreux acteurs, tels que les collectivités locales, les acteurs socioéconomiques, la société civile, les universités, etc. Tous ces acteurs devraient travailler en étroite collaboration afin d'élaborer une vision commune du développement de leur territoire et mettre en œuvre des actions concrètes pour atteindre les objectifs fixés préalablement. Ce concept englobe la collecte, le traitement et l'utilisation des informations afin de comprendre et développer un territoire spécifique. Il s'agit d'une approche transversale qui vise à améliorer la gouvernance, la planification stratégique et le développement économique en exploitant les données relatives au territoire.

La mise en pratique de ce concept nécessite d'une part la constitution des données et leur utilisation optimale en s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour mieux cerner les problèmes relatifs au développement d'un territoire. D'autre part, elle nécessite la disponibilité des ressources et l'engagement effectif des différents acteurs, notamment les collectivités locales.

Par ailleurs, l'intelligence territoriale vise à mobiliser et à valoriser les ressources

existantes afin de les utiliser d'une manière optimale. Ainsi, en tant qu'approche analytique s'inscrivant dans une vision stratégique, l'intelligence territoriale contribue efficacement au développement économique durable du territoire. L'IT renvoie également à la capacité des acteurs d'un territoire à mieux exploiter toute l'information nécessaire pour la prise de décisions éclairées, justes et cohérentes. Elle contribue donc à l'amélioration de la gouvernance territoriale en utilisant des méthodes et des outils d'aide à la prise de décision. L'IT peut jouer un rôle important dans le développement en fournissant des informations et des analyses pour soutenir les décideurs d'un territoire dans le processus de prise de décisions.

Le développement des technologies de l'information et de communication (TIC) a permis à l'IT de connaître un essor sans précédent. De nos jours, les TIC se présentent comme un outil indispensable à toute élaboration de décisions concernant les territoires. En effet, vue la quantité et la diversité des données d'une part et la complexité de leur traitement, l'apport des TIC à l'IT se situe à plusieurs niveaux : la collecte des données, leur organisation, leur traitement et leur mise à disposition des acteurs.

En Algérie, il y a lieu de constater que les TIC ont connu une dynamique

considérable grâce aux efforts consentis par les pouvoirs publics dans une perspective de généraliser leur utilisation dans la quasi-totalité des secteurs d'activité. La mise en place de la stratégie de la numérisation remonte à l'année 2008, à l'occasion de l'adoption du plan stratégique dénommé e-Algérie. Ce plan avait comme ambition d'asseoir une politique publique d'accompagnement de la transition numérique, en initiant différents projets d'envergure nationale comme : le e-Administration ; le e-Entreprise ; le e-Citoyen, etc. Même si ce plan stratégique n'a pas atteint les objectifs visés, depuis 2013 une nouvelle dynamique de numérisation a été amorcée dont les résultats sont relativement importants sur le terrain dans la plupart des domaines d'activité : les PTT, les

collectivités locales, l'enseignement supérieur et l'éducation nationale, les banques, etc.

Toutefois, des efforts importants restent encore à consentir pour consolider cette dynamique, il s'agit de développer la e-gouvernance, la culture numérique et de mettre en place un écosystème favorable à l'économie numérique. C'est pourquoi, après un sondage réalisé par le Haut-Commissariat à la Numérisation, un plan stratégique et d'action visant la grande transformation numérique en Algérie à l'horizon 2024-2034 a été adopté. La mise en œuvre progressive de ce plan permettra à tous les acteurs d'un territoire d'adopter une logique de réseaux, et par conséquent, de la mettre à la disposition du développement économique.

### Problématique

Avec le niveau de développement actuel des Technologies de l'information et de la communication, l'application de l'intelligence territoriale peut-elle contribuer au développement économique des territoires en Algérie ?

### Objectifs

L'objectif principal recherché à travers cette manifestation scientifique, est de réunir à fois les chercheurs universitaires -travaillant sur les questions relatives au développement économique, notamment ceux qui s'intéressent aux problèmes de réseaux territoriaux- et les praticiens ayant acquis des expériences en matière de transition numérique au niveau des différents secteurs d'activité, autour de la thématique traitant du rôle des TIC dans

l'application de l'intelligence économique au profit du développement économique en Algérie. Il s'agit donc de débattre des concepts de l'intelligence économique, de l'intelligence territoriale, des TIC, du développement des territoires et des conditions nécessaires à mettre en œuvre pour converger vers la conception à long terme du développement économique durable.

### Axes

- 1- Intelligence territoriale et développement économique : théories et expériences.
- 2- Importance des TIC et stratégies de développement des territoires.
- 3- Data base et gouvernances des territoires.
- 4- Numérisation des administrations publiques : état des lieux et impacts.
- 5- Implication du secteur privé dans le processus de numérisation.
- 6- Adoption de la culture numérique par la population.



**Président d'honneur :** Dr LAICHE Mohamed, Doyen de la Faculté des SECSG

**Président du comité scientifique :** Pr AIT TALEB Abdelhamid

**Président du Comité d'organisation :** Dr KHAZNADJI Mohammed

### Comité scientifique

- AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO ;
- HADDAD Madouda, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAHMOUN Naima, Professeur à l'UMMTO ;
- HACHEMAOUI Bahidjeddine, Maitre de conférences à l'UAM-Bejaia ;
- ABRIKA Belaid, Professeur à l'UMMTO ;
- ALOUACHE Ouarda, Professeur à l'UMB-Boumerdès ;
- BELLAL Samir, Professeur à l'UMMTO
- BERBAR Mouloud, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- HAMOUTENE Ourdia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- BELLAHCENE Ouerdia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- CHIKH-AMNACHE Sabrina, Professeur à l'UMMTO ;
- GUELMINE Mohamed Hichem, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- DAHMOUNE Rhadia, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- HADJI Soumya, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- KARA Rabah, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- OUCHALAL Houria, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAHMOUNI Djamila, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- RAMDINI Samira, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SAM Hocine, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SALMI Madjid, Professeur à l'UMMTO ;
- SMADI Amina, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- SMAILI Nabila, Maitre de conférences à l'UMMTO ;
- ZOURDANI Safia, Maitre de conférences à l'UMMTO.



### Comité d'organisation

KHAZNADJI Mohammed (**Président**) ; OUSSAID Aziz ; FERRAT Marzouk ; LOUNACI Djamila ; KHAMES Abdennour ; BOUCHAKOUR Souad BOUABBACHE Aissa ; FERRAT Massilva ; NAIT SLIMANI Mohand ; BOUDEMAGH Mohamed Lamine ; COULIBALY Samuel Losin ; AMIAR Habib, BOUALLACHE A/Karim.

### Dates importantes à retenir

- Réception des propositions de communication au plus tard le 16 /05/2024
- Notification d'acceptation : **30/05/2024**
- Réception des textes intégraux et confirmation de participation : **15/06/2024**
- Tenue de la journée d'étude : **23/06/2024**

### Résumé de la communication :

Le résumé de la communication doit être présenté en format Word (.doc ou .docx). Il ne doit pas dépasser 1000 mots, tout compris (le titre, la problématique, la méthodologie adoptée, les données utilisées, les principaux résultats de la recherche obtenus et les références de base utilisées).

### Langues de la journée d'étude:

Français, Arabe, Anglais

### Format :

- Les communications peuvent-être rédigées en français, en anglais ou en arabe.
- Les communications en français et en anglais, doivent être rédigées en utilisant la police **Time New Roman**, (taille 12 avec interligne 1 Pt
- Les communications en langue arabe doivent être rédigées en utilisant la police **Simplified Arabic** (taille 14 avec interligne 1,5 pts
- Le texte de la communication ne doit pas dépasser 15 pages.

### Contacts :



Email : [journeeetude2024@ummto.dz](mailto:journeeetude2024@ummto.dz)

Tel : 0790166524 / 0667678066



**Intitulé :** L'intelligence territoriale au service du développement économique en Algérie

(Axe 1)

**Résumé de la communication proposée par :**

- M. AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'université de Tizi-Ouzou.
- M. KHAZNADJI Mohamed, Maitre de conférences -B- à l'université Tizi-Ouzou.

**Résumé :**

Aujourd'hui, il est plus que nécessaire pour les acteurs économiques de maîtriser la quantité de données et les contenus issus des flux d'information. L'enjeu dans ce nouvel environnement caractérisé par une rude concurrence n'est le fait de savoir comment trouver l'information, qui est devenue disponible grâce au développement des Technologies de l'Information et de Communication, mais plutôt comment choisir parmi un ensemble de choix et combiner les meilleures informations permettant de prendre des décisions justes et fiables concernant l'avenir des acteurs d'un territoire. L'intelligence territoriale comme démarche pour faire face à cette nouvelle problématique très complexe et pour stimuler le développement socioéconomique d'un territoire. Ce nouvel outil, très appliquée ces dernières années en Europe (France), au Canada et dans d'autres pays développés. Cette nouvelle approche est préconisée par des spécialistes dans ce domaine (André, Torre, Augustin Girard, Bertacchini, Girardot, Spindler, Maude Pélissier...). Dans cette communication, notre questionnement est orienté vers la possibilité d'adoption de la démarche ascendante de l'intelligence territoriale au profit du développement économique en Algérie. Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie basée sur la recherche documentaire.

**Références**

Pélissier, M. (2009). Étude sur l'origine et les fondements de l'intelligence territoriale : l'intelligence territoriale comme une simple déclinaison de l'intelligence économique à l'échelle du territoire ? *Revue internationale d'intelligence économique*, 1, 291-303.  
<https://www.cairn.info/revue--2009-2-page-291.htm>.



Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou  
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion  
Département des sciences économiques

**Équipe de recherche PRFU :**

« Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie »

**Journée d'étude portant sur l'intelligence territoriale, TIC et  
développement économique en Algérie**

Intitulé de la communication:

**L'intelligence territoriale au service du développement  
économique en Algérie**

**Réalisée par :**

**M. AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO.**

**M. KHAZNADJI Mohamed, Maître de conférences à l'UMMTO**



# Plan de la communication

**I- Introduction, contexte et problématique**

**II- Éléments théoriques sur l'intelligence territoriale**

**III- L'intelligence territoriale au cœur du développement territorial**

**IV- La mise en œuvre de l'Intelligence territoriale en Algérie**

**V- Les Défis et perspectives**

**VI-Comment faire pour surmonter ces défis et libérer le plein potentiel de l'IT**

**VII-Conclusion**

# Introduction et contexte et problématique

## **-Quelques indicateurs relatifs au développement socioéconomique en Algérie**

Selon le rapport 2021–2022 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'indice de développement humain (niveau de vie, espérance de vie, accès à l'éducation, accès aux soins et santé ) de l'Algérie s'est amélioré, notre pays occupe désormais **la 91eme place sur 191 pays**. (niveau de vie, espérance de vie , accès à l'éducation, soins et santé )

Selon le FMI (cité dans : Indicateurs et conjoncture de la Direction Générale du Trésor de France), L'Algérie avec son PIB estimé à 244,7 Mds USD en 2023, elle occupe la 3ème place en Afrique (après l'Afrique du Sud avec un PIB estimé à 373 Mds USD et l'Égypte avec un PIB estimé à 347 Mds USD). Avec son PIB par habitant estimé à 4 982 USD, est considéré le plus élevé du Maghreb.

## **L'Algérie a désormais changé de statut**

Selon le rapport du FMI de 2022, l'Algérie en passe du statut de pays «émergent». Ce résultat a été obtenu grâce aux efforts consentis et l'effort national de diversification et de justice sociale.

# Introduction et contexte et problématique

## Nouveaux indicateurs démographiques

-L'Algérie dispose d'un vaste territoire de 2,4 millions de km<sup>2</sup>

-Selon la Banque Mondiale L'Algérie a enregistré une croissance démographique estimée à 700 000 habitants en 2023 et sa population totale avoisine les 46 millions d'habitants.

## Nouvelle dynamique dans la réalisation de projets

- l'exploitation de grands gisements miniers (fer à Gara Djebilet, phosphate à Tébessa, zinc et plomb à Oued Amizour);
- la réalisation de 7 nouvelles stations de dessalement d'eau de mer;
- le maillage du Sahara par un dense réseau ferroviaire;
- développement des énergies renouvelables;
- l'extension du métro d'Alger...

# Introduction et contexte et problématique

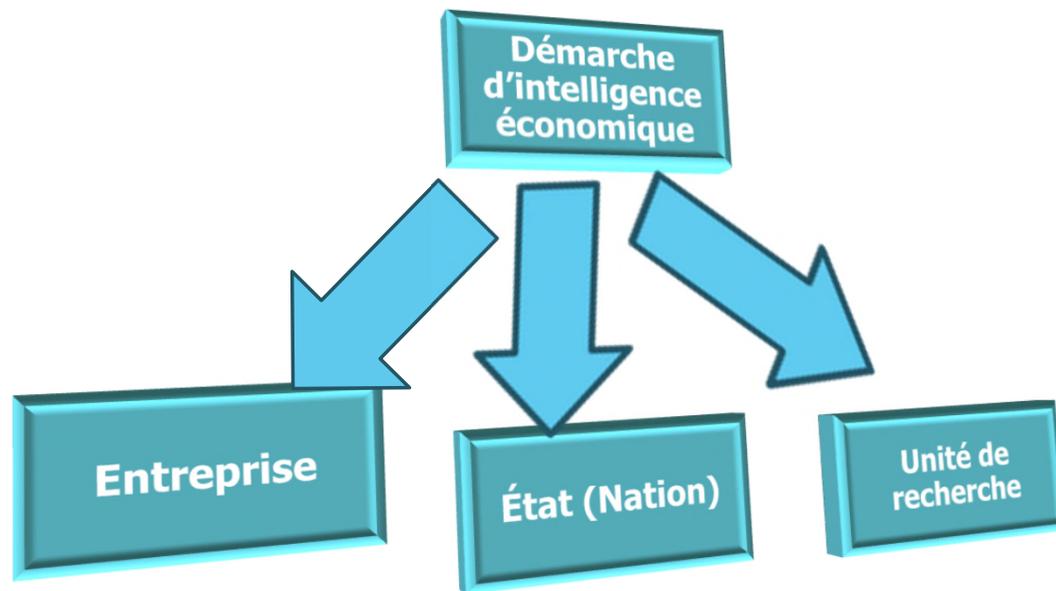
## Questionnement :

**L'adoption de la démarche de l'intelligence territoriale peut-elle soutenir la dynamique actuelle et mobiliser les acteurs locaux au service de développement économique en Algérie ?**

Dans cette communication, notre questionnement est orienté vers la possibilité d'adoption de la démarche de l'intelligence territoriale (ascendante et/ou descendante) au service du développement économique en Algérie. Pour ce faire, nous avons adopté une méthodologie basée sur la recherche documentaire.

# Éléments théoriques sur L'IT

Pour Atteindre les objectifs du développent économique et faire face à la concurrence, deux démarches sont généralement préconisées :

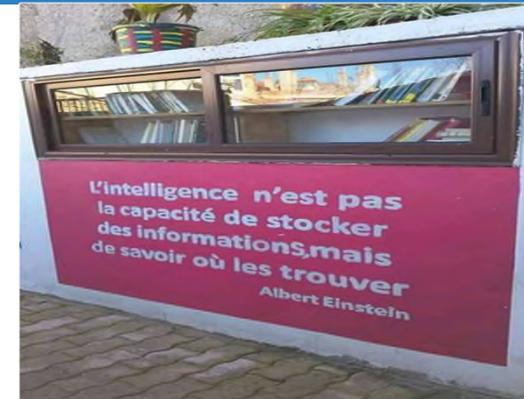
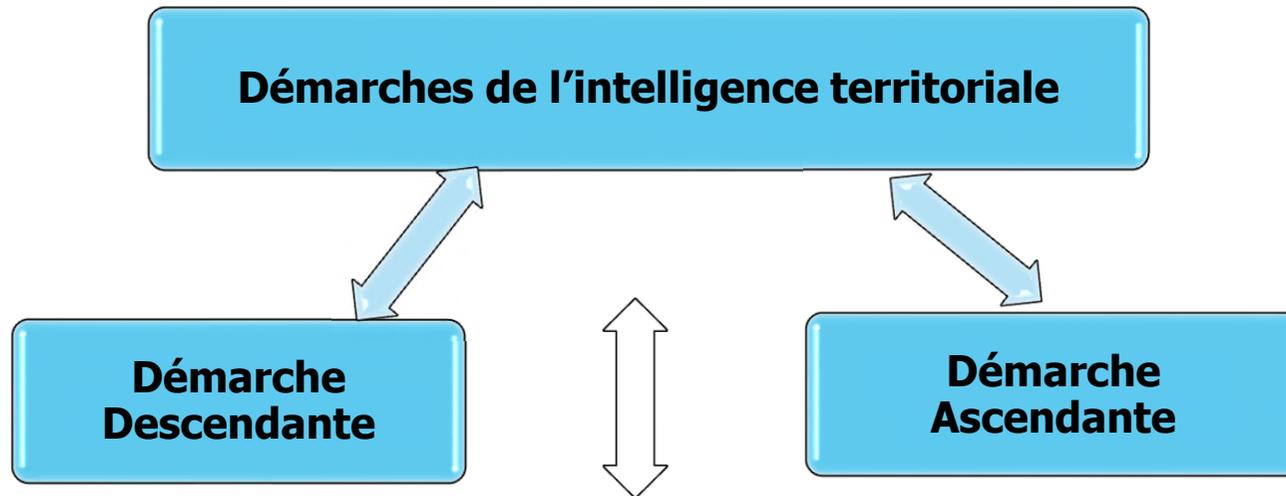


**l'Intelligence selon le dictionnaire Larousse :**  
« c'est l' aptitude d'un être humain à s'adapter à une situation, à choisir des moyens d'action en fonction des circonstances »



# Éléments théoriques sur L'IT

## La démarche d'intelligence Territoriale



**l'Intelligence selon le dictionnaire Larousse :**  
« c'est l' aptitude d'un être humain à s'adapter à une situation, à choisir des moyens d'action en fonction des circonstances »



## Éléments théoriques sur L'IT

En adoptant l'approche d'IT, les acteurs locaux s'approprient **des données et des informations pertinentes** relatives à leur territoire, ce qui leur permettra donc de :

Prendre des décisions justes et fiables,

Optimiser l'utilisation des ressources

Stimuler la croissance économique durable

# L'IT au cœur du développement territorial

L'IT consiste à collecter, analyser et exploiter des informations sur un territoire donné dans le but d'identifier ses forces, ses faiblesses, ses opportunités et ses menaces. Cette connaissance approfondie du territoire permet aux acteurs locaux de :

**Définir des stratégies de développement adaptées**

**Attirer des investissements**

:

**Promouvoir l'innovation**

**Aménager le territoire durablement**

# Mise en œuvre de l'IT en Algérie

Plusieurs initiatives ont été lancées en Algérie pour promouvoir l'IT au service du développement économique :



**Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)**



**Observatoires économiques territoriaux**



**Expérimentations locales**

# Défis et perspectives de la mise en œuvre de l'IT en Algérie

Malgré les progrès accomplis, l'adoption de l'IT à grande échelle en Algérie se heurte à certains défis :

**Manque de culture de l'information**

**Infrastructure numérique insuffisante**

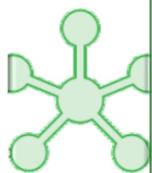
**Compétences spécialisées nécessaires**

# Défis et perspectives de la mise en œuvre de l'IT en Algérie

Pour surmonter ces défis et libérer le plein potentiel de l'IT, il est nécessaire de :



**Sensibiliser et former les acteurs locaux**



**Renforcer l'infrastructure numérique**



**Encourager la collaboration et le partage de données**

## Conclusion

- ❑ L'intelligence territoriale constitue un outil précieux pour stimuler un développement économique durable et inclusif en Algérie. En s'appropriant cette approche et en mettant en place les conditions nécessaires à sa réussite, les acteurs locaux peuvent faire de leurs territoires des moteurs de croissance et de prospérité.
- ❑ L'adoption de la démarche de l'intelligence territoriale pourrait avoir comme conséquence l'augmentation du niveau de développement économique en Algérie.
- ❑ La démarche de l'intelligence territorial a un potentiel important pour stimuler la croissance économique et le bien-être des populations locales, à condition qu'elle soit mise en œuvre de manière efficace et adaptée aux contextes spécifiques des territoires algériens.

***Merci de votre attention***

**Axe de recherche :** Intelligence économique, intelligence territoriale.

## **Quelles compétences managériales sont indispensables pour orchestrer avec succès un projet d'intelligence territoriale ?**

**Résumé de la communication proposée par :**

**-TAHI Hanifa**

Pour prendre des décisions stratégiques concernant le développement de leurs territoires, les Walis et les Maires ont besoin d'informations précises, complètes et actualisées sur leurs collectivités territoriales. Dans ce cadre, l'intelligence territoriale (IT) est l'outil par excellence dont ils ont besoin. L'IT est fondée sur la maîtrise de l'information. Elle résulte d'un partenariat entre les pouvoirs publics et les parties prenantes d'un territoire, incluant les entreprises, les institutions académiques, les organisations non gouvernementales, et les citoyens. Ce partenariat permet de collecter, analyser et utiliser des informations locales pour orienter les décisions et les actions en faveur d'un développement maîtrisé et équilibré du territoire, répondant aux besoins des collectivités et des citoyens.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un pilier fondamental de l'IT. Elles jouent un rôle important en facilitant la collecte, le traitement et la diffusion des données auprès des différents acteurs, ce qui a des conséquences considérables sur la prise de décisions. En plus elles favorisent une communication fluide et une coordination efficace entre les parties prenantes impliqués dans les projets de développement territorial.

En Algérie, le développement récent de ces technologies est une opportunité majeure pour initier et renforcer les projets d'intelligence territoriale, d'autant plus que le pays bénéficie d'une diversité géographique impressionnante. Cette avancé technologique ne permet pas seulement de produire et diffuser des connaissances locales, mais aussi de contribuer à l'attractivité des territoires.

Toutefois, la réussite d'un projet d'intelligence territoriale au sein d'un territoire nécessite des compétences managériales importantes des Walis et des Maires pour fédérer et faire coopérer les acteurs impliqués dans le projet. En effet, les acteurs du territoire ne sont pas liés par des relations hiérarchiques, mais plutôt par des relations coopératives. Il est donc nécessaire de faire appel à des modes d'organisation et de gestion capables d'instaurer une culture de

coopération entre eux. Un "chef d'orchestre" doté d'un leadership fort est indispensable pour embarquer l'ensemble des acteurs dans la réalisation des projets définis.

**Journée d'étude:**

**Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie? Université Mouloud MAMMERY  
Tizi-Ouzou**

**Quelles compétences managériales sont indispensables pour orchestrer avec succès un projet d'intelligence territoriale ?**

**Hanifa TAHI**

23/06/2024



*« Si vous connaissez l'ennemi et que vous vous connaissez vous-même, vous n'avez pas à craindre le résultat de cent batailles. Si vous vous connaissez mais ne connaissez pas l'ennemi, pour chaque victoire obtenue vous subirez également une défaite. Si vous ne connaissez ni l'ennemi ni vous-même, vous succomberez à chaque bataille ».*

*SUN TZU*



# A- Qu'est-ce que l'intelligence territoriale?

## Approches de l'IT

**Descendante**

Développement global

Nation/Rôle secondaire  
des territoires

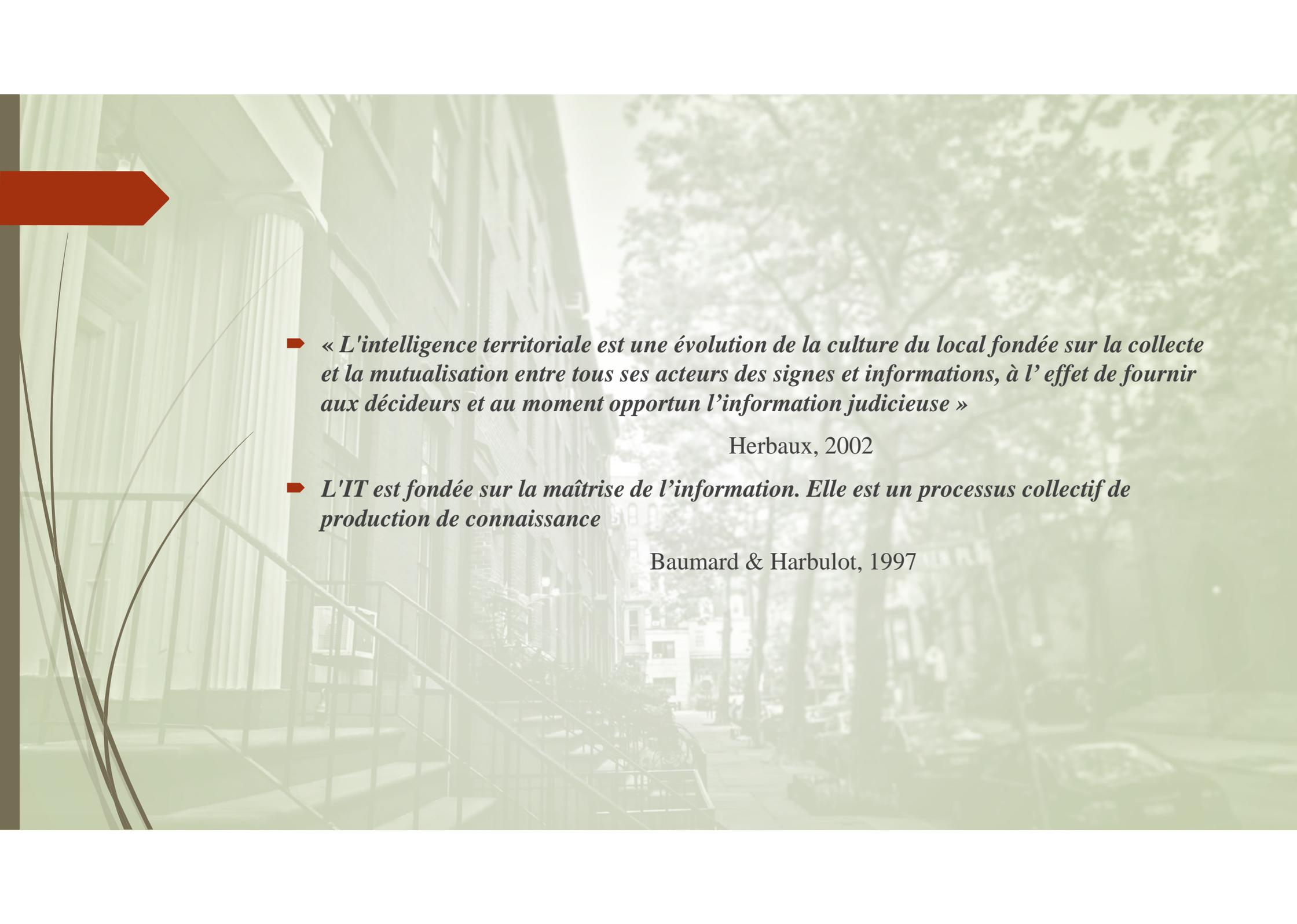
IT/Déclinaison de l'IE au  
niveau des territoires

**Ascendante**

IT/Pratique

Le territoire au centre du  
développement

Intelligence territoriale

- 
- *« L'intelligence territoriale est une évolution de la culture du local fondée sur la collecte et la mutualisation entre tous ses acteurs des signes et informations, à l'effet de fournir aux décideurs et au moment opportun l'information judicieuse »*

Herbaux, 2002

- *L'IT est fondée sur la maîtrise de l'information. Elle est un processus collectif de production de connaissance*

Baumard & Harbulot, 1997



➤ Maitrise de l'information

➤ Pluralité des acteurs

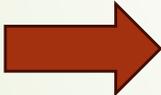
## 1- L'information comme base de développement

- Qu'est-ce que l'information?

Une donnée qui a un sens (Baumard)

- Informations = Connaissance du territoire (spécifié, besoins des acteurs, ressources, population)

- TIC, collecter, traiter, stocker, diffuser l'information

- Information  Prise de décision

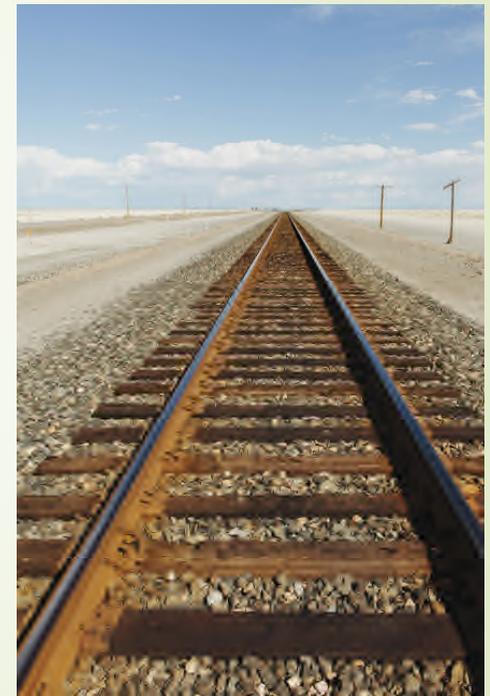
**IT = Développement maîtrisé des territoires**

La wilaya et la commune peuvent-elles décider de manière autonome des projets de développement local ?

NON

Pouvoir de la tutelle

**Décentraliser, financer, Former**



## 2-Pluralité des acteurs

IT =Projet commun (Moinet)



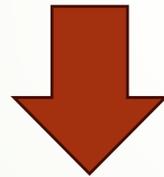


## B- Les fondamentaux d'un projet d'IT

Partenariat public /Privé

Relation transversale/Pyramidale

Absence de hiérarchie /relation de coopération



Réseau opérationnel

# C- Les compétences relationnelles clés pour l'intelligence territoriale?

## **Les softs skills**

- Leadership fédérer, prendre des décisions, gérer les conflits
- Savoir écouter
- Négocier
- Savoir s'adapter
- Être Bienveillant



---

## **Le Maire**

---

Compétences managériales/ Formation

---

## **Le Wali**

---

Revoir les critères de nomination des Walis

# Conclusion

- Réussir un projet d'IT en Algérie
- TIC
- Autonomie décisionnelle des collectivités territoriales
- Formation
- Homme, Femme et conviction
- Mode projet



Merci

### **Intitulé de la communication :**

**L'importance des pratiques de l'intelligence territoriale dans le développement local durable : expérience de la mise en œuvre du plan communal de développement durable « Capdel » (cas de communes pilotes : Beni Maouche et Djanet).**

### **Résumé de la communication proposée par :**

AMGHAR Malek. Maître de conférences, Laboratoire de recherche en management et techniques quantitatives (RMTQ). Université de Bejaia

HACHEMAOUI Bahidjeddine. Maître de conférences, Laboratoire de recherche en management et techniques quantitatives (RMTQ). Université de Bejaia

BAKLI Mustapha. Maître-assistant / Doctorant. Laboratoire d'économie et développement (LED). Université de Bejaia.

### **Résumé :**

Le développement durable des territoires occupe aujourd'hui le centre d'intérêt des acteurs politiques et sociaux dans la mesure où une prise de conscience réelle de ces derniers a suscité des dynamiques collectives différenciées impliquant un mode de gestion participatif et intégré dans le cadre de projets de développement locaux.

En tant qu'outil qui permet aux élus locaux d'être régulièrement informés des changements du territoire, de prendre les spécificités locales et de maîtriser ainsi leurs relations avec les autres acteurs locaux (représentations citoyennes et économiques notamment). L'objet de cette communication est d'examiner l'importance et le rôle de l'intelligence territoriale dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre d'un projet communal de développement qui intègre le principe d'un développement durable et inclusif. A ce propos, la question principale de notre recherche est de savoir comment les pratiques d'intelligence territoriale contribue à la réalisation d'un développement local durable à travers l'expérience des projets communaux de développement de la nouvelle génération initiés dans le cadre du programme Capdel soutenu par le PNUD pour un développement local concerté.

Cette recherche sera illustrée, à travers une méthodologie exploratoire basée sur une recherche d'information et documentaire, par l'examen de l'apport de ce programme au développement de bonnes pratiques en matière de gouvernance et de gestion de projet de développement local à travers plusieurs types d'actions : sensibilisation et formation, accompagnement et financement de projets durables dans les communes participantes.

**Mots clés :** Développement local, intelligence territoriale, développement durable, projets communaux de développement, acteurs locaux.

### **Références de bases utilisées :**

- Abdelmalki, L. ; Courlet, C. Les nouvelles logiques de développement. Paris : Ed. L'Harmattan, 1996.
- Ferfera, M.Y. Le développement local, ses institutions et son statut dans le modèle algérien de développement. In : Abdelmalki, L. ; Courlet, C. (sous la dir.). Paris : Ed. L'Harmattan, 1996.
- Ferguène A, et Coissard S, (2021). De l'intelligence économique à l'intelligence territoriale : L'information comme ressource stratégique pour le développement local au Sud comme au Nord. Revue TADAMSAD- UNEG MU. Volume 1 n°: 1, Mars 2021. PP : 93- 118
- Les PCD sont institués par le décret n°73-136 du 9 août 1973 relatif aux conditions de leur gestion et de leur exécution
- Document de projet PNUD. Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales. Développement local et démocratie participative CapDel, 2016. Disponible sur : undp.org
- Ludovic François (Eds.), Intelligence territoriale : l'intelligence économique appliquée au territoire. Paris, LAVOISIER.

**Titre :** « Analyse des Disparités Socio-Économiques et Développement Territorial : Cas de la Wilaya de Bejaia »

**Résumé de la communication proposée par :**

**M. Lotfi BAHLOUL , Docteur, membre du Laboratoire LED, Université de Bejaia**

**Résumé :**

La présente communication porte sur l'analyse des disparités socio-économiques et le développement territorial de la Wilaya de Bejaia, une région riche et diversifiée en Algérie. Elle examine l'impact des disparités socio-économiques sur le développement territorial et propose des approches pour atténuer ces différences et promouvoir le développement durable.

**Mots clés :**

disparités socio-économiques, développement territorial, Bejaia, Algérie

**Introduction :**

La wilaya de Bejaia, située en Algérie, est une région à la riche histoire et aux nombreux attraits naturels et culturels. Cependant, malgré ses ressources, la région fait face à d'importants défis en termes de disparités socio-économiques et de développement territorial, ce qui a des implications importantes pour sa population et son économie.

**Contexte socio-économique de la Wilaya de Bejaia :**

Bejaia est une région caractérisée par une grande diversité naturelle et culturelle. Elle abrite des monuments historiques, des plages, des forêts et des sites d'intérêt tels que le fort de Gouraya, les ruines romaines de Tiklat et le musée d'Ifri. Cependant, malgré cette richesse, la région connaît une urbanisation croissante et de nombreux défis socio-économiques. Les écarts de développement sont marqués entre les zones urbaines et rurales, entraînant des inégalités en matière d'emploi, d'éducation, de santé et d'accès aux services publics.

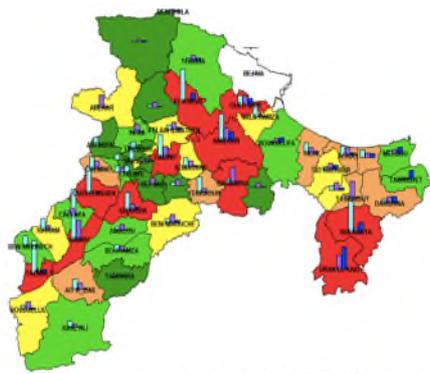
**Cadre théorique de l'analyse des disparités socio-économiques :**

Les disparités socio-économiques se rapportent généralement à la distribution inégale des ressources, des richesses, des opportunités et des résultats entre différents groupes au sein d'une société. Dans le contexte du développement territorial, comprendre ces disparités est une étape fondamentale pour la formation de politiques et stratégies efficaces. Les théories économiques et sociologiques fournissent un cadre pour analyser comment les ressources et les opportunités sont distribuées et comment elles peuvent être équilibrées pour favoriser un développement inclusif.

## Analyse des disparités socio-économiques au sein de la wilaya de Bejaia :

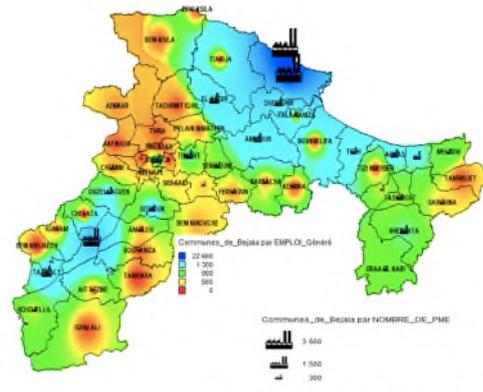
Exploitant diverses sources de données, cette section de l'étude se penche sur les caractéristiques socio-économiques spécifiques de la wilaya de Béjaïa. Cela comprend une analyse des taux d'emploi, de la distribution des revenus, de l'accès à l'éducation et aux services de santé, ainsi que des infrastructures disponibles. Des techniques de cartographie et des systèmes d'information géographique (SIG) sont utilisés pour visualiser les disparités spatiales au sein de la région.

**Figure 01 :** Pression démographique



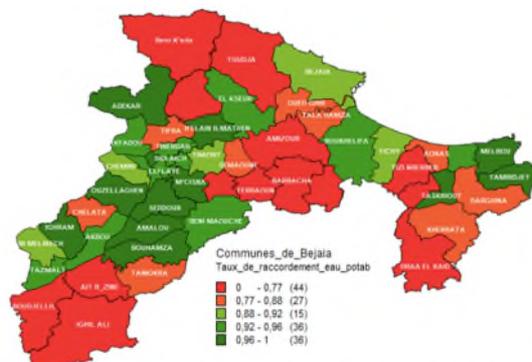
Source : Etabli par l'auteur a l'aide du logiciel Mapinfo.

**Figure 02 :** Emploi



Source : Etabli par l'auteur a l'aide du logiciel Mapinfo.

**Figure 03 :** Représentation cartographique du taux de raccordement à l'eau potable



Source : Etabli par l'auteur a l'aide du logiciel Mapinfo.

### **Répercussions des disparités socio-économiques sur le développement territorial de la wilaya de Bejaia :**

Ce segment de l'étude explore comment les disparités socio-économiques influencent directement le développement territorial dans la wilaya de Béjaïa. Les implications économiques incluent la réduction de la productivité et la hausse du taux de pauvreté. En termes d'aménagement du territoire, les disparités peuvent entraîner une inégalité d'accès aux services publics et une concentration des investissements dans certaines zones au détriment d'autres. Les répercussions sociales comprennent des tensions sociales et une diminution de la cohésion communautaire.

### **Stratégies et politiques pour atténuer les disparités socio-économiques et favoriser le développement territorial :**

Ici, l'étude propose un examen des stratégies et politiques actuelles visant à atténuer les disparités socio-économiques dans la wilaya de Bejaia. Cela inclut l'évaluation des initiatives gouvernementales telles que les programmes de développement régional, les investissements dans les infrastructures et les services publics. Le rôle des autorités locales est également examiné, ainsi que les actions de la société civile et l'implication des entreprises privées. Des recommandations sont formulées pour une approche intégrée et coordonnée visant à réduire les écarts de développement et à promouvoir un développement territorial équilibré et durable.

### **Conclusion :**

En conclusion, cet article propose une synthèse des points clés abordés tout au long de l'étude. Les conclusions mettent en évidence l'importance de comprendre et de traiter les disparités socio-économiques pour favoriser un développement territorial équitable. Les perspectives de recherche futures incluent l'approfondissement des analyses spatiales et l'évaluation des impacts des politiques mises en œuvre.

**Université Mouloud MAMMERY de Tizi-Ouzou**  
**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion**  
**Département des sciences économiques**  
**Équipe de recherche PRFU : Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie**

**Journée d'étude:**  
**« Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie »**

**« Analyse des Disparités Socio-Économiques et Développement  
Territorial : Cas de la Wilaya de Bejaia »**

Mr Lotfi BAHLOUL  
Laboratoire LED  
Université de Bejaia

## **Intérêt du sujet**

### **Pourquoi étudier ces disparités?**

**Compréhension de la société, l'équité. Questions liées développement durable et a la stabilité sociale. Les notions d'Intelligence économique et intelligence territoriale**

### **Défis scientifiques**

**Nature Complexes des Disparités  
Définitions Variables  
Mesure des Inégalités  
Données Limitées ou Biaisées  
Facteurs Multiples  
Changements dans le Temps  
Subjectivité  
Échelles Géographiques  
Défis Culturels**

### **Défis pratiques**

**Collecte de données  
Variété des indicateurs  
Nature multidimensionnelle  
Temporalité  
Perception subjective  
Impacts non linéaires  
Éthique et confidentialité  
Contextualisation locale  
Participation des parties prenantes**

# **Plan de la présentation**

**Introduction**

**Contexte socio-économique de la Wilaya de Bejaia**

**Cadre théorique de l'analyse des disparités socio-économiques**

**Analyse des disparités socio-économiques au sein de la wilaya de Bejaia**

**Stratégies et politiques pour atténuer les disparités socio-économiques et favoriser le développement territorial :**

**Conclusion**

**Limites de la recherche**

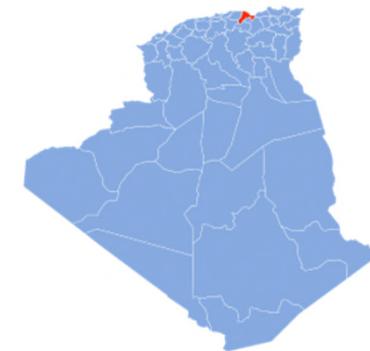
## Introduction

Ce travail se concentre sur l'étude des disparités socioéconomiques au sein des communes de la wilaya de Béjaïa, en Algérie.

01 Wilaya  
19 Daïra  
52 Communes

3268 Km<sup>2</sup>

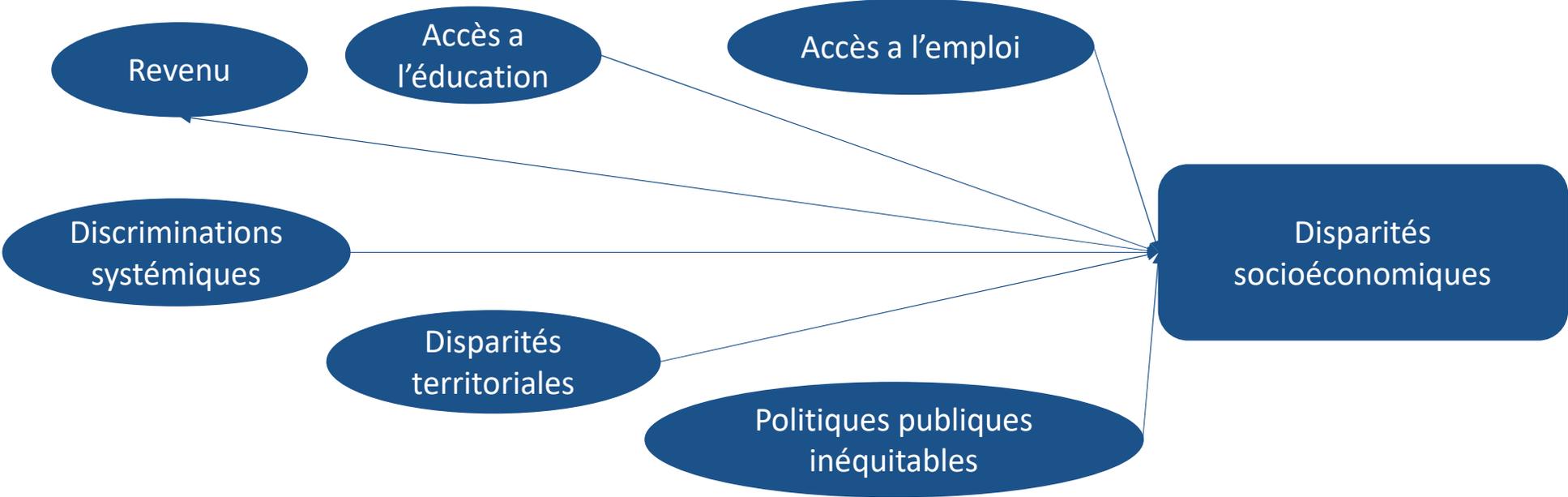
Daïra	Nombre de communes	Communes	Superficie (km <sup>2</sup> )	Population (hab.)
Adekar	3	Adekar, Taourirt Ighil, Beni Ksila	363,10	24 105
Akbou	4	Akbou, Chellata, Ighram, Tamokra	212,29	78 454
Amizour	4	Amizour, Beni Djellil, Semaoun, Ferraoun	212,88	74 455
Aokas	2	Aokas, Tizi N'Berber	80,63	28 613
Barbacha	2	Barbacha, Kendira	129,33	22 265
Béjaïa	2	Béjaïa, Oued Ghir	168,15	197 333
Beni Maouche	1	Beni Maouche	94,86	13 412
Chemini	4	Chemini, Tibane, Souk-Oufella, Akfadou	100,27	36 766
Darguina	3	Darguina, Aït-Smail, Taskriout	140,67	32 582
El Kseur	3	El Kseur, Fenaïa Ilmaten, Toudja	306,40	49 496
Ighil Ali	2	Ighil Ali, Aït-R'zine	269,93	24 089
Kherrata	2	Kherrata, Draâ El-Kaïd	217,85	81 265
Ouzellaguen	1	Ouzellaguen	61,40	22 719
Seddouk	4	Amalou, M'cisna, Bouhamza, Seddouk	268,54	64 298
Sidi-Aïch	5	Sidi-Aïch, Leflaye, Tinabdher, Tifra, Sidi Ayad	81,69	39 839
Souk El-Ténine	3	Melbou, Souk El Ténine, Tamridjet	127,02	33 854
Tazmalt	3	Tazmalt, Beni Mellikeche, Boudjellil	176,29	48 874
Tichy	3	Boukhelifa, Tichy, Tala Hamza	211,87	36 987
Timezrit	1	Timezrit	38,09	25 853



**L'examen de ces disparités revêt une importance capitale, car elles ont une incidence significative sur la qualité de vie des résidents des différentes communes de la région.**

**Introduction**

Ces disparités résultent d'un ensemble de facteurs complexes et interconnectés



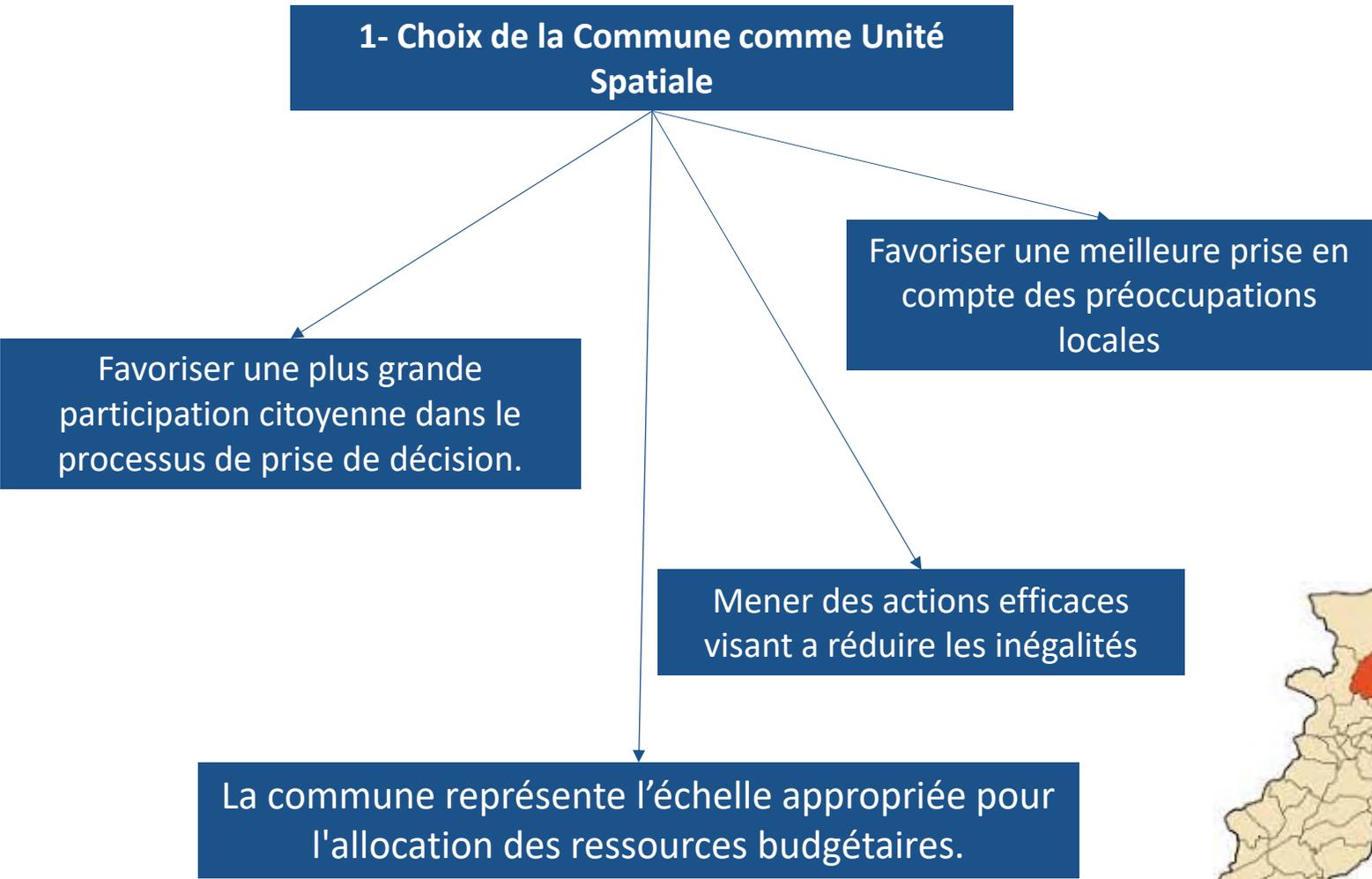
**Objectifs de départ**

Comprendre comment les facteurs structurels, naturels et les politiques publiques locales contribuent à ces disparités socioéconomiques spécifiques aux communes de la wilaya de Bejaïa.

L'objectif sous-jacent est d'établir une base de données territoriales exhaustive pour éclairer les acteurs locaux dans la compréhension de leurs territoires et dans leurs prises de décisions stratégiques.



**Choix  
Méthodologiques  
et Démarche**



**Choix  
Méthodologiques  
et Démarche**

**2- Choix de l'Analyse Monographique**

Eviter la généralisation des observations et des résultats et tenir compte des spécificités territoriales

Mieux appréhender les dynamiques locales (Une commune à la fois)

**3- Choix de la Construction des Échelles de Mesure**

Nécessité de disposer d'outils robustes et réputés pour évaluer la qualité du cadre de vie dans chaque commune.

**Choix  
Méthodologiques  
et Démarche**

**Outils utilisés**

**Tests d'hypothèses**



**Validation statistiques de  
certaines relations**

**Analyses de fiabilité,  
mesure des échelles et  
classification**

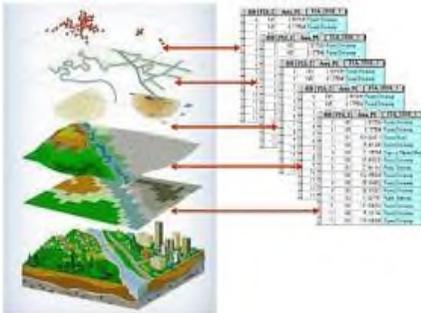


**Elaboration de la grille d'analyse  
du cadre de vie et génération de  
profils des communes**

**SIG**

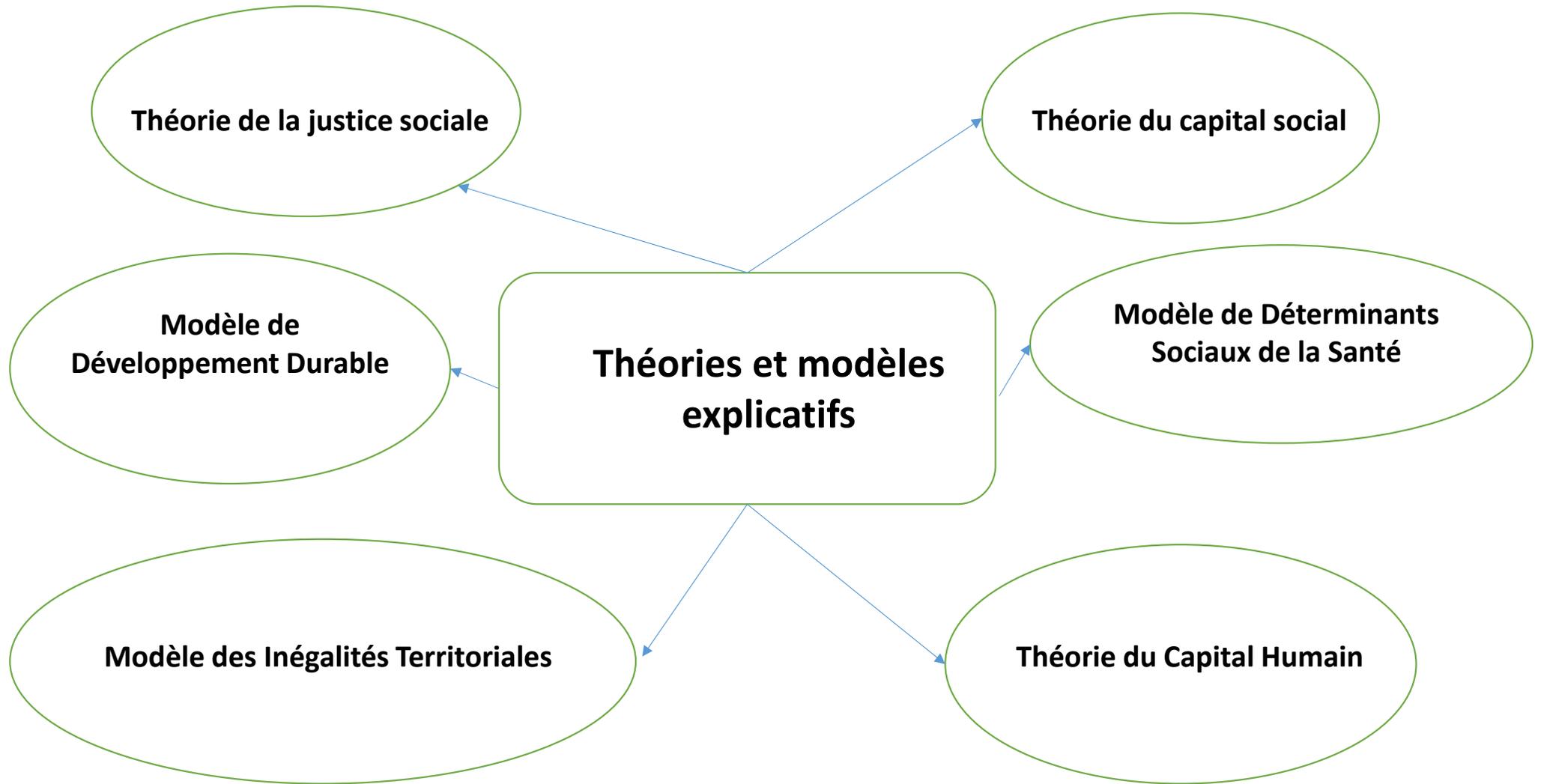


**Outil d'observation privilégié des  
disparités**



# Revue de la littérature

Murdie et. al 1992	Gueymard S. 2006	Manusset S. et.al 2007	Putosch J. 2007	LeGoff W. 2009	Okham E. 2011	IWEPS 2011	Stiglitz 2012	INSEE 2013	Choay 2013	OCDE 2014
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement</li> <li>• Prix</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Criminalité</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Population</li> <li>• Densité</li> <li>• Mobilité</li> <li>• Collective</li> <li>• Energie</li> <li>• Consommation</li> <li>• Emploi</li> <li>• Taux</li> <li>• d'emploi</li> <li>• Richesse</li> <li>• Revenu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurité</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Environnement</li> <li>• social</li> <li>• Espaces verts</li> <li>• Nuisances</li> <li>• Bruit</li> <li>• Esthétisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Habitat</li> <li>• Zone</li> <li>• Commerces</li> <li>• Zone</li> <li>• Mobilité</li> <li>• Routière et piétonne</li> <li>• Espaces verts</li> <li>• Arbres</li> <li>• rivières</li> <li>• forêts</li> <li>• Patrimoine</li> <li>• remarquable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones bâties</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Risques</li> <li>• industriels</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Commerces</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Population</li> <li>• Mixité</li> <li>• sociale</li> <li>• Espaces extérieurs</li> <li>• Qualité</li> <li>• Mobilité</li> <li>• Collective</li> <li>• Biodiversité</li> <li>• Espaces verts</li> <li>• Nuisances</li> <li>• Pollutions</li> <li>• Patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement</li> <li>• Qualité</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Criminalité</li> <li>• Sécurité routière</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Population</li> <li>• Mixité</li> <li>• sociale</li> <li>• Espaces extérieurs</li> <li>• Qualité</li> <li>• propreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement</li> <li>• Qualité et coût</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Commerces</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Mobilité ferroviaire t routière</li> <li>• Eléments naturels</li> <li>• Tranquilité</li> <li>• Patrimoine</li> <li>• Bâti/naturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Habitat</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Services</li> <li>• Commerces</li> <li>• Population</li> <li>• Espace de rencontre</li> <li>• Infrastructures de base</li> <li>• Paysage</li> <li>• Environnement</li> <li>• Equilibre</li> <li>• Nuisances</li> <li>• Pollution</li> <li>• salubrité</li> <li>• bruit</li> <li>• Production</li> <li>• Conditions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inégalités économiques et sociales</li> <li>• Education</li> <li>• Santé</li> <li>• Environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement</li> <li>• Qualité</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Criminalité</li> <li>• Services</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Commerces</li> <li>• Accessibilité</li> <li>• Nuisances</li> <li>• Pollutions</li> <li>• bruit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ville</li> <li>• Espaces</li> <li>• Culture urbaine</li> <li>• Urbain</li> <li>• Ville spectacle</li> <li>• Tourisme</li> <li>• Commerces</li> <li>• Consommations</li> <li>• Conservation</li> <li>• Developpement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revenu et patrimoine</li> <li>• Travail et qualité de l'emploi</li> <li>• Logement</li> <li>• Santé</li> <li>• Connaissances et competences</li> <li>• Qualité de l'environnement</li> <li>• Bien-etre subjectif</li> <li>• Sécurité</li> <li>• Vie pro/Vie perco</li> <li>• Liens sociaux</li> <li>• Engagements civiques</li> </ul>



## Analyse monographique de la wilaya de Bejaia



### Disparités "Structurelles" :

- Liées à des facteurs institutionnels et politiques.
- Le modèle de gouvernance locale.
- Impact : Accentuation des inégalités entre les communes.

### Impact :

Influence sur les conditions de vie des habitants.



### Disparités "Naturelles" :

- Liées aux caractéristiques géographiques et environnementales.
- Disparités liées au relief, au climat, etc.

### Importance :

- Comprendre l'origine des disparités est essentiel pour concevoir des solutions adaptées.



### Patrimoine :

- **Origines des disparités** : Historiques, politiques et environnementales.
- **Conséquences actuelles** : Inégalités socioéconomiques et de qualité de vie.

- Faciliter la mise en place de politiques de réduction des inégalités.

# **Analyse des disparités socio-économiques au sein de la wilaya de Bejaia**

## Liste des indicateurs socio-économiques retenus

1. Secours et évacuation	19. Distance temps à un service ferroviaire moyen
2. Accidents de la circulation	20. Nombre de bus de transport en commun
3. Incendies	21. Nombre de lignes TPV
4. Opérations diverses	22. Nombre de Taxi
5. Taux de raccordement eau potable	23. Nombre de stations de Taxi
6. Taux de raccordement assainissement	24. Nombre de camions de TPM
7. Nombre de décharges contrôlées	25. Tonnage TPM
8. Mauvais état des chemins communaux	26. Parc logement
9. Infrastructures sportives	27. Parc Habité
10. Foyers et maisons de jeune	28. Taux d'occupation de logements TOL
11. Aires de jeux (TSP)	29. Taux d'occupation par classe (Primaire)
12. Centres culturels	30. Taux de scolarisation 6-10 ans
13. Cinémathèque	31. Taux de réussite au 5ème
14. Bibliothèques Municipales	32. Taux d'occupation par classe (moyen)
15. Nombre de Mosquées	33. Taux de scolarisation 6-15 ans
16. Nombre d'écoles coraniques	34. Taux de réussite au BEM
17. Nombre de zaouiyates	35. Taux d'occupation par classe (secondaire)
18. Nbr centres culturels islamiques	36. Taux de scolarisation 16-19 ans

65 Indicateurs

2860 Valeurs

Les indicateurs sélectionnés ont été choisis en fonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, leur existence et leur disponibilité au niveau communal ont été prises en compte pour garantir une évaluation pertinente et représentative. De plus, ces indicateurs doivent être régulièrement mis à jour pour s'assurer qu'ils sont pertinents et actuels.

## Standardisation et normalisation des indicateurs

La première étape a consisté à rendre les mesures de chacun des 65 indicateurs comparables en les standardisant et ramener chaque indicateur à une valeur comprise en 0 et 1, de telle sorte qu'ils puissent être comparés et agrégés.

### Indicateur 01 : « Distance temps à un service ferroviaire moyen »

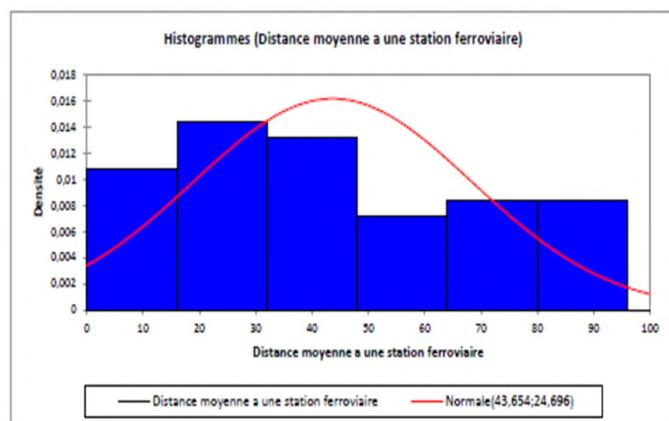
Temps le plus court nécessaire aux habitants d'une commune pour se rendre à une gare ferroviaire à destination d'une autre commune, au chef-lieu de la wilaya de Bejaia ou vers la station de Beni Mansour (Toutes destinations : Centre, Est et Ouest du pays).

Pour mesurer la distance temps, nous avons retenus les chefs-lieux des 52 communes et le trajet se fait en voiture. Les applications utilisées sont : Google Maps 30 minutes avant l'arrivée du train vers la gare ferroviaire de chaque commune.

Statistique	Distance moyenne a une station ferroviaire Unité de mesure = Minutes
Nb. D'observations	52
Minimum	10,000
Maximum	95,000
Amplitude	85,000
1er Quartile	23,750
Médiane	42,500
3eme Quartile	65,000
Moyenne	43,654
Variance (n-1)	609,917
Ecart-type (n-1)	24,696
Coefficient de variation	0,560

Source : Etabli par l'auteur sur XLSTAT V18

$$Indice I_x = \frac{\text{Valeur observée } ix - \text{valeur minimale } i}{\text{valeur maximale } i - \text{valeur minimale } i}$$



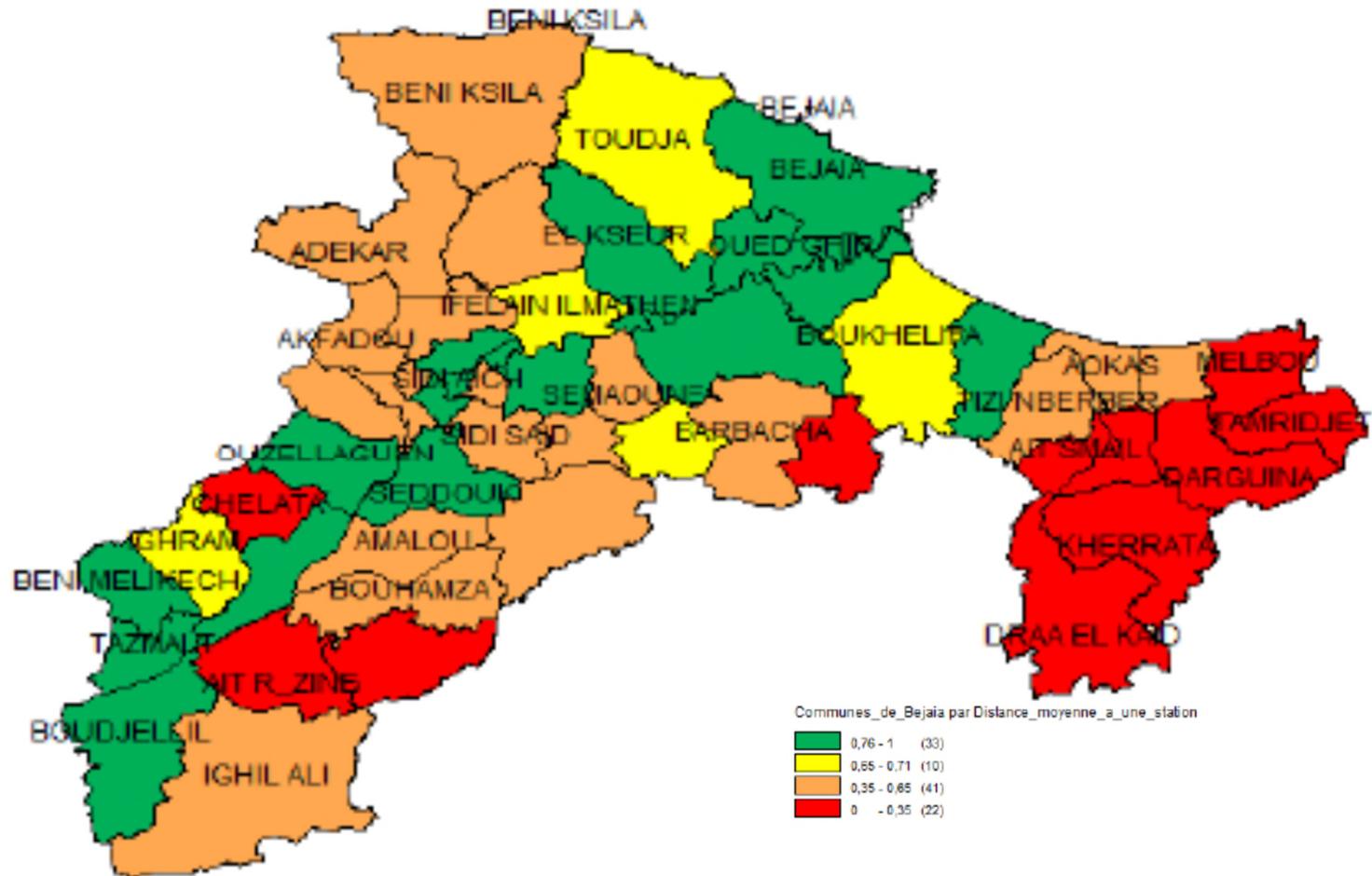
Source : Etabli par l'auteur sur XLSTAT V18.

Tableau 5.6 : Le Top 11 des valeurs extrêmes de l'indicateur.

La moins élevée			La plus élevée		
Code	Communes	Valeur	Code	Communes	Valeur
607	TIMEZRIT	0,000	641	MELBOU	0,706
627	TAZMALT	0,000	646	TAMRIDJET	0,706
639	SIDI AICH	0,000	628	AIT R'ZINE	0,706
651	OUED GHIR	0,000	613	KENDIRA	0,765
636	OUELLAGUENE	0,000	620	DARGUINA	0,824
601	BEJAIA	0,059	605	CHELLATA	0,824
625	AKBOU	0,059	606	TAMOKRA	0,824
640	EL KSEUR	0,059	631	TASKRIOUT	0,882
652	BOUDJELLIL	0,059	647	AIT SMAIL	0,882
602	AMIZOUR	0,118	644	KHERRATA	0,941
626	SEDDOUK	0,118	645	DRAA EL GAID	1,000

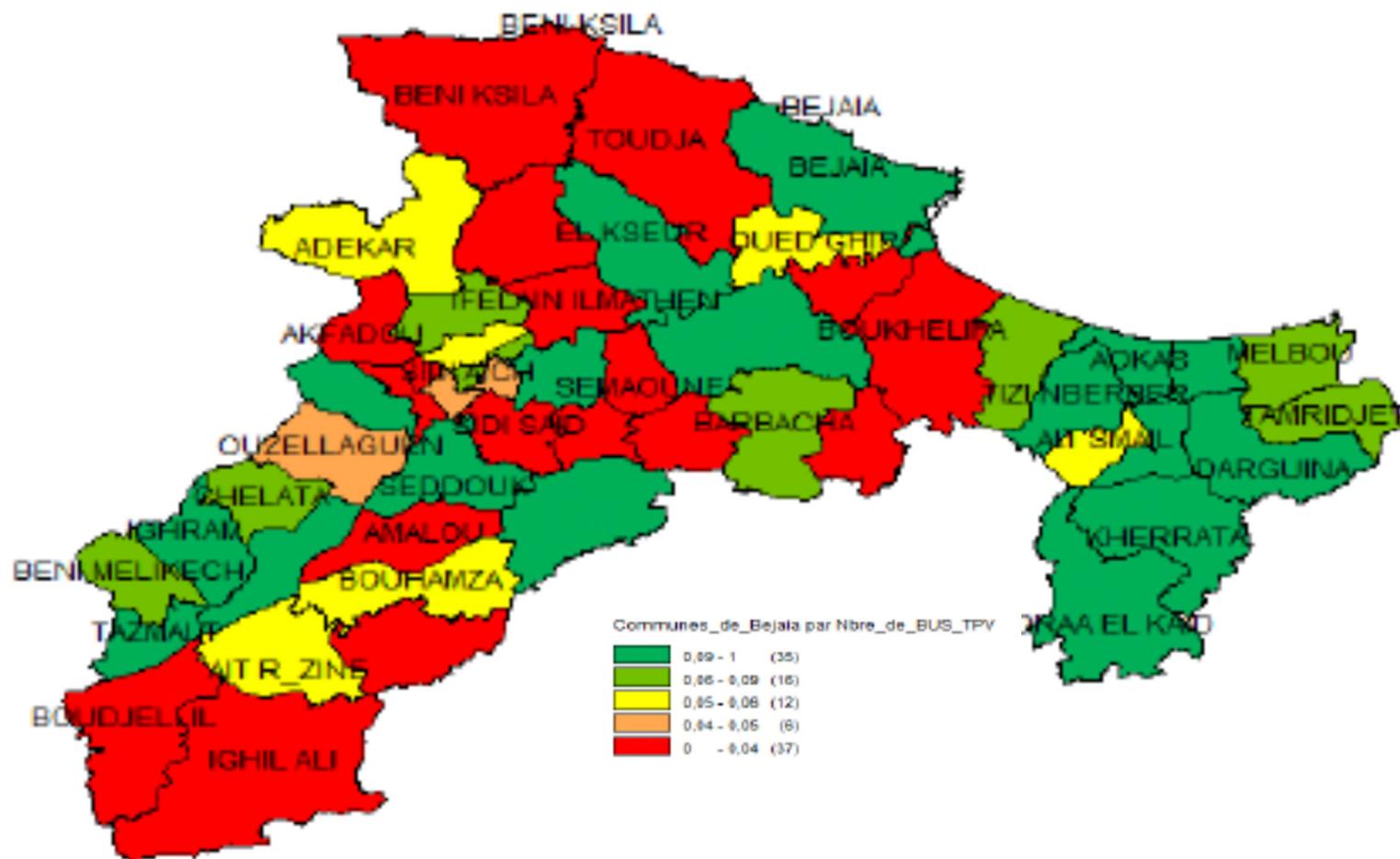
Source : Etabli par l'auteur sur XLSTAT V18.

« Distance temps à un service ferroviaire moyen ».



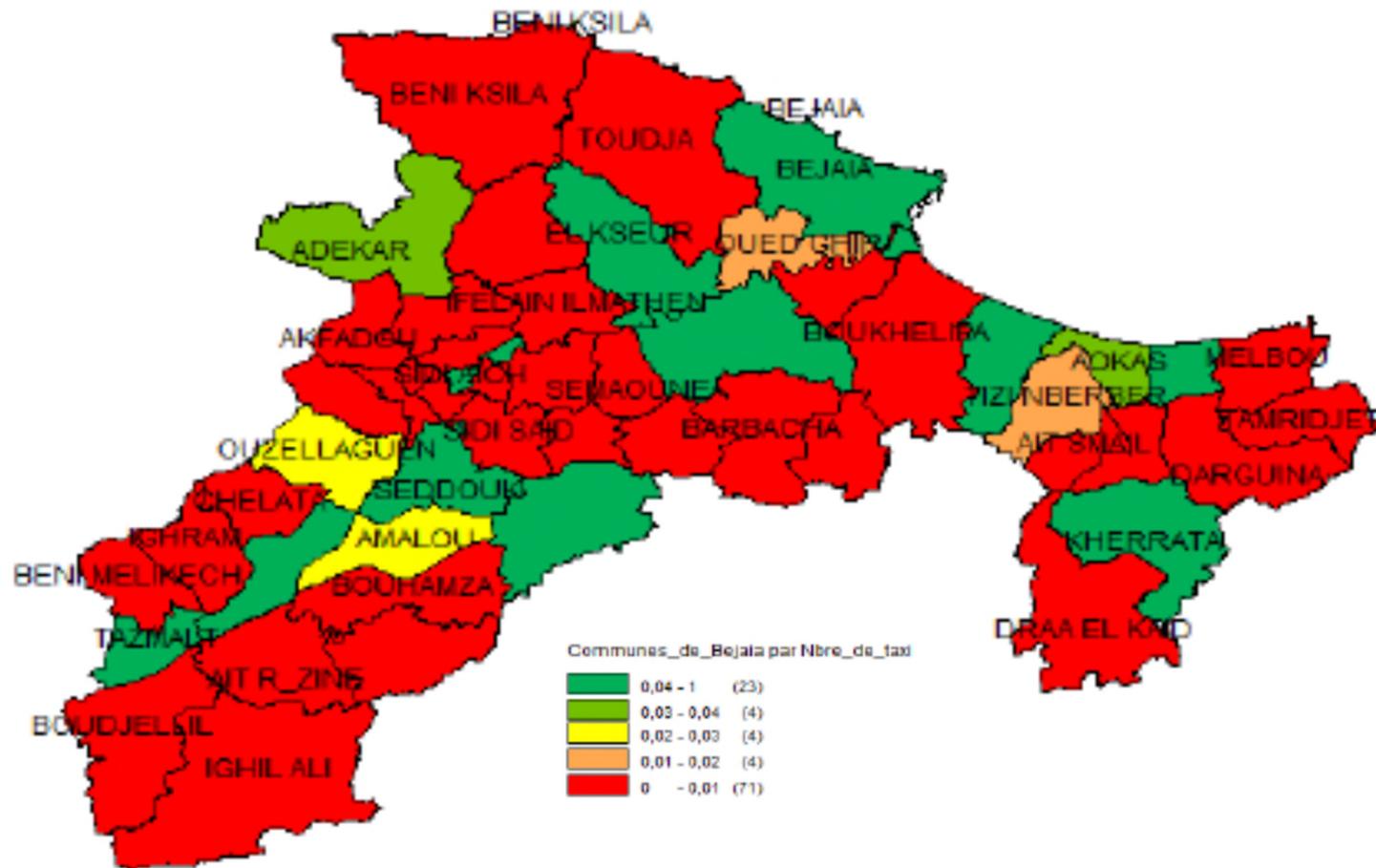
Etabli par l'auteur sur Mapinfo

## Nombre de bus de transport en commun



Etabli par l'auteur sur Mapinfo

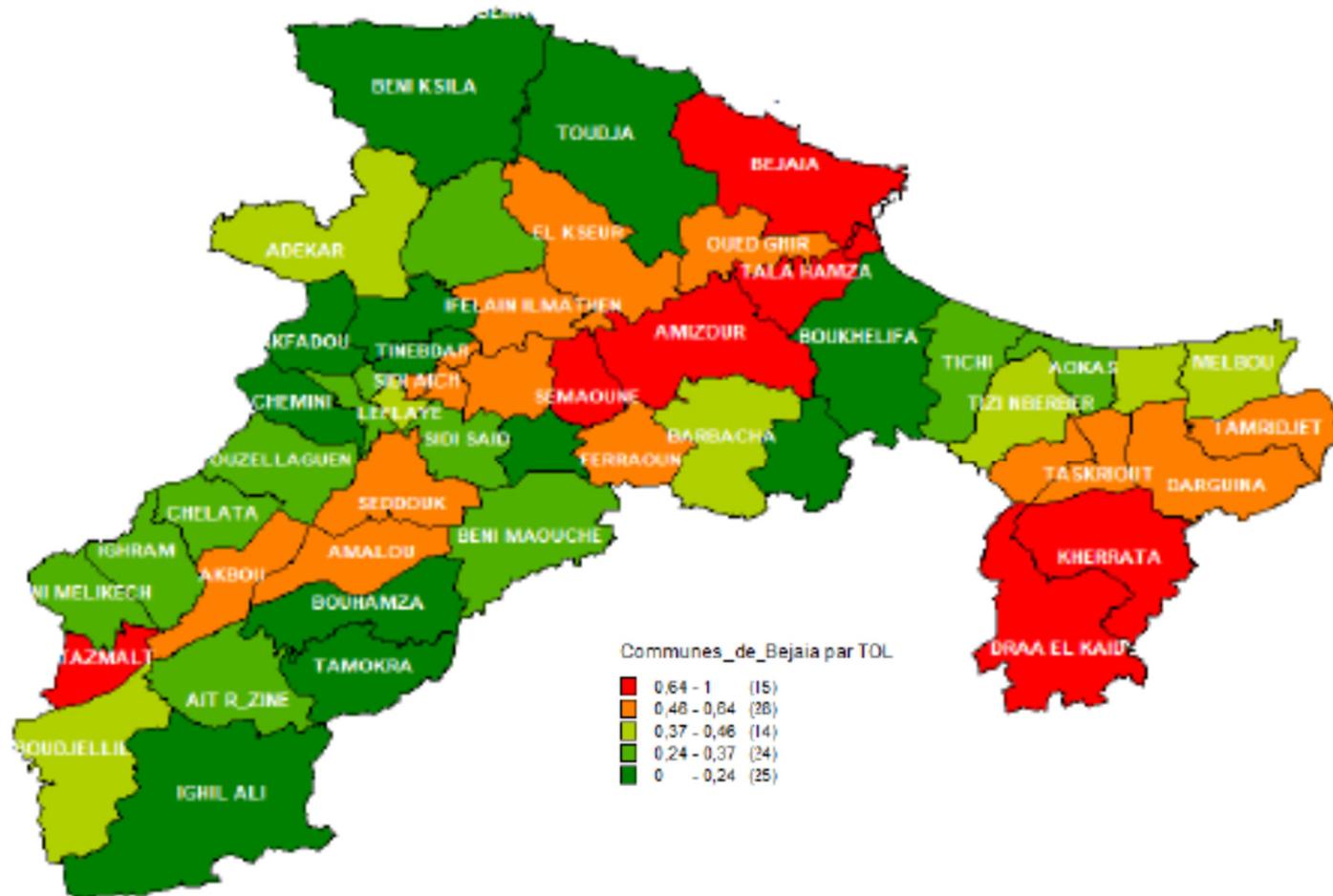
## Nombre de Taxi



Etabli par l'auteur sur Mapinfo

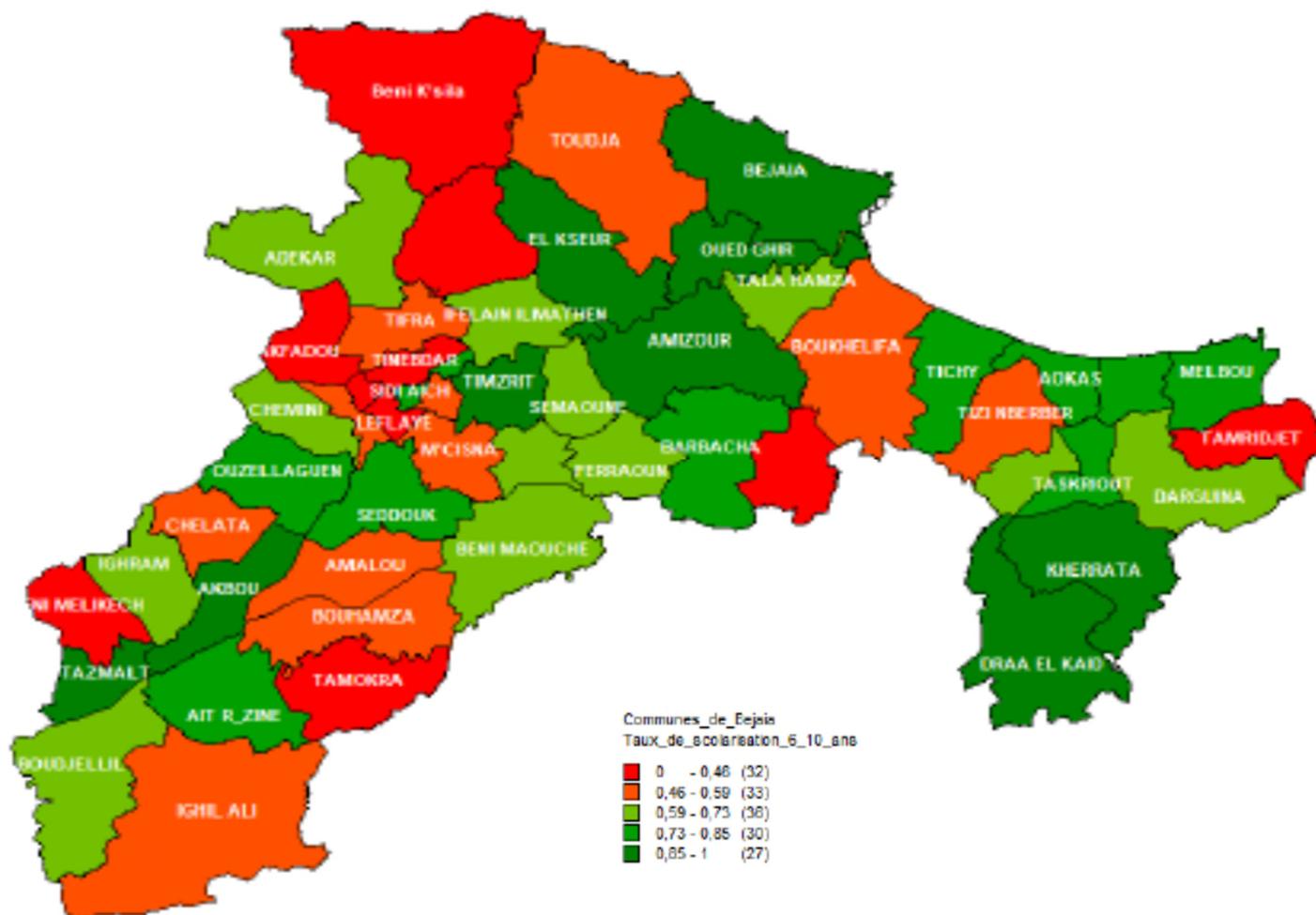


## Taux d'occupation de logement



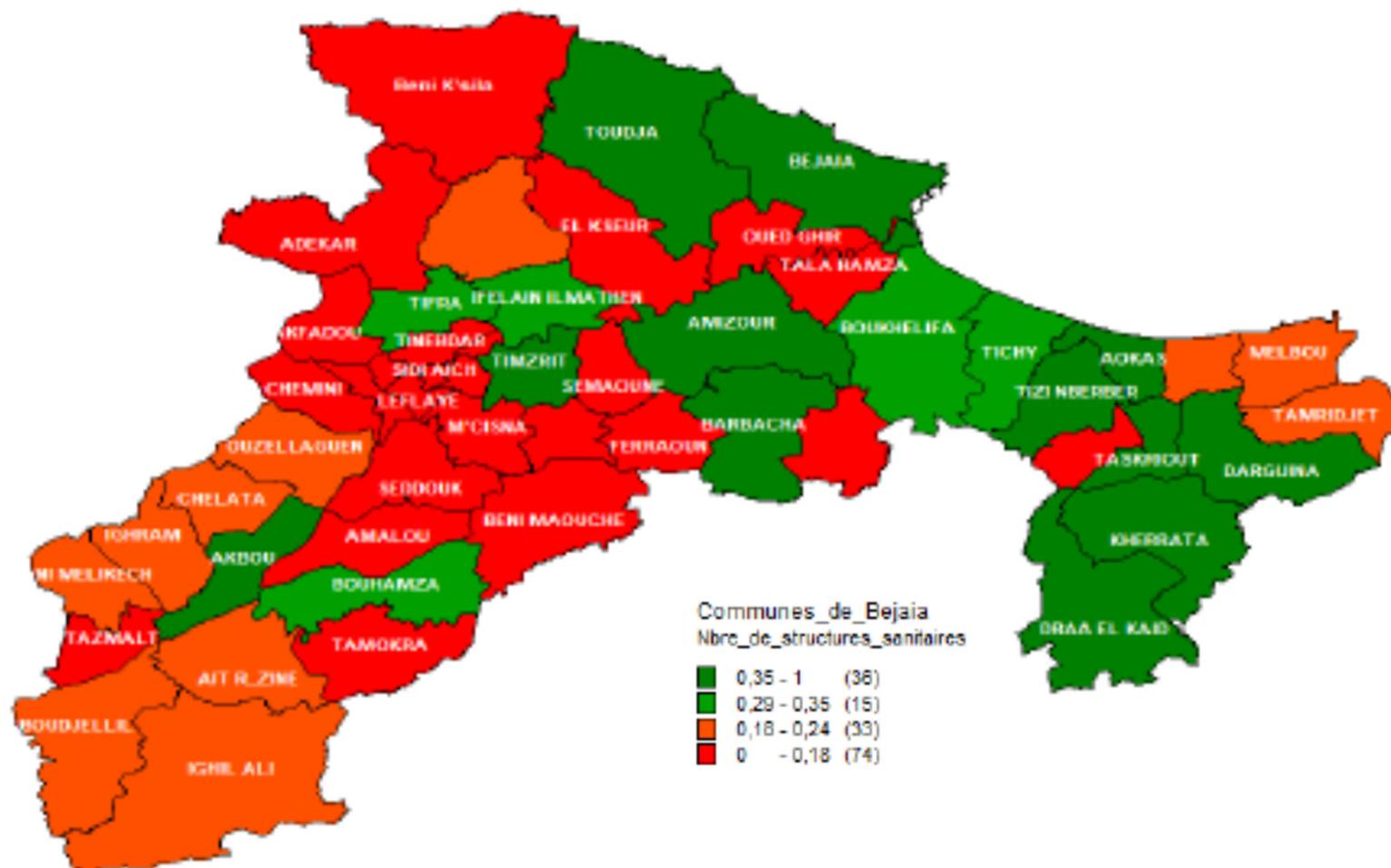
Etabli par l'auteur sur Mapinfo

## Taux d'occupation par classe des écoles primaires



Etabli par l'auteur sur Mapinfo

## Nombre de structures sanitaires disponibles



Etabli par l'auteur sur Mapinfo

## Conclusion

Les inégalités sociales et économiques observées dans la wilaya de Bejaia sont structurellement influencées par leur contexte spatial. En effet, les disparités territoriales, héritées des périodes coloniales et postindépendance, ont créé une réalité territoriale complexe où les communes se trouvent confrontées à des défis multidimensionnels.

L'économie rurale peine à se développer de manière soutenue

Urbanisation rapide et agglomération de la population dans certaines zones ont créé des poches de pauvreté et des déséquilibres démographiques

La gouvernance territoriale locale présente des lacunes dans la coordination entre les différentes directions de la wilaya et les collectivités territoriales. Les politiques publiques destinées à réduire les inégalités socio-économiques ont souvent été fragmentées et insuffisamment intégrées, conduisant à des résultats mitigés.

Le modèle de gouvernance locale a joué un rôle d'accentuation des disparités socio-économiques du cadre de vie entre les communes.

## Recommandations

Face aux disparités socio-économiques dans la wilaya de Bejaia, nous proposons les recommandations suivantes pour améliorer la qualité du cadre de vie.

Adopter une **approche territoriale intégrée**, incluant:

- Une planification territoriale,
- Le renforcement des capacités locales,
- La transparence,
- Des partenariats public-privé.

De plus, **l'investissement dans les infrastructures rurales** est crucial pour réduire les écarts entre zones urbaines et rurales. Cela implique:

- Le développement rural intégré,
- Le renforcement économique local,
- L'éducation, et la promotion du secteur agricole.

L'atténuation des disparités socio-économiques dans les communes de la wilaya de Bejaia est un défi de taille qui nécessite une approche globale, impliquant la participation de tous les acteurs concernés.

En prenant en compte les spécificités territoriales, en améliorant la gouvernance locale et en investissant dans le développement des infrastructures et des services de base, il est possible de tracer un chemin vers un avenir plus équitable et prospère pour l'ensemble de la population des communes de la wilaya de Bejaia.

**Merci pour votre attention**

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie)  
Faculté des sciences économiques commerciales et des sciences de gestion

Journée d'étude portant sur  
« **intelligence territoriale, TIC et développement économique en  
Algérie** »

## **Communication**

***Les TIC et l'intelligence territoriale comme facteurs  
déclencheurs de la destination touristique Algérie***

**SMADI Amina, MCA, UMMTO**  
**SELMI Amar, doctorant, université de Bouira**  
**KRIM Hakim, Doctorant, UMMTO**

# Le plan

Introduction

Contexte et objectif

Problématique et sous questions

Méthodologie de la recherche

Plans de travail

Résultat de la recherche

Conclusion

## Contexte



L'inscription sur le marché dans une économie monde (la diffusion des TIC créant un effet de connexité) et leur implication sur la **recomposition et/ou la résilience des territoires**.

L'avènement et l'accélération du numérique font que les **ressources** territoriales deviennent plus **attractives** sur le marché.

La création, la **résilience**, l'**attractivité** et d'une **destination touristique** figurent au cœur de la problématique du **numérique** constituant la base du fonctionnement des **professionnels du tourisme** et **du choix des clients**.

Le numérique intervient tout au long du séjour touristique (**avant, pendant et après**).

- Analyser le degré d'usage des TIC par les professionnels du tourisme
- Analyser les modes de coopération existants entre les acteurs du tourisme dans un contexte dominé par le numérique et le digital
- Etablir un état des lieux du e-tourisme dans la wilaya et relever les disfonctionnements
- Mettre l'accent sur la promotion de la destination touristique visée sous une logique d'intelligence territoriale
- Développer des méthodes et des outils pour faciliter le partage de l'information et la coordination entre les différents acteurs concernés.

# Objectifs





Dans le secteur touristique, **l'attractivité et la compétitivité** figurent au cœur de la problématique du numérique où ce dernier constitue la base du fonctionnement des acteurs et détermine la relation entre ceux-ci tout au long du séjour touristique dans toutes ses phases (avant, pendant et après). Dans ce contexte innovant, les **touristes** visent une **destination** organisée « **au préalable** », leurs **choix** s'opèrent sur la base de la **visibilité**, de **l'accessibilité** et sur le **degré de numérisation** de la destination visée. Quelle est la relation du numérique avec le niveau de fréquentation d'une *destination (moins fréquentée : potentialités touristiques)*?  
Le **marketing digital** peut-il être considéré comme **outil d'attractivité d'une destination**?

**Quel est le degré d'usage des TIC par les professionnels du tourisme en Algérie dans leur fonctionnement et les dans les différentes activités de promotion touristique ?**

## Sous questionnements



Quels sont les outils du marketing digital utilisés par les professionnels du tourisme ?

Quel est le degré d'usage du marketing digital par les professionnels du tourisme ?

Quelles sont les principales opportunités offertes par le marketing digital pour les professionnels du tourisme ?

Comment une stratégie du marketing digital peut-elle rendre une destination touristique attractive ?

Les professionnels du tourisme collaborent-ils selon une logique d'intelligence territoriale ?

**Hypothèse 01**

Les professionnels du tourisme de la wilaya de Tizi Ouzou utilisent les outils du marketing digital de voyages

**Hypothèse 02**

Les directions du tourisme et de l'artisanat en Algérie collaborent fortement avec les intermédiaires (agences de voyage et hôtels) pour promouvoir la destination Algérie

**Entretiens avec les directions du tourisme**

**Enquête par questionnaire auprès des agences de voyage et de tourisme et des hôtels** des deux wilayas : T-O et Bejaia

Etude quantitative (questionnaires) :

- **74 agences de voyages et de tourisme**
- **09 hôtels classés 3\*4\*5\***

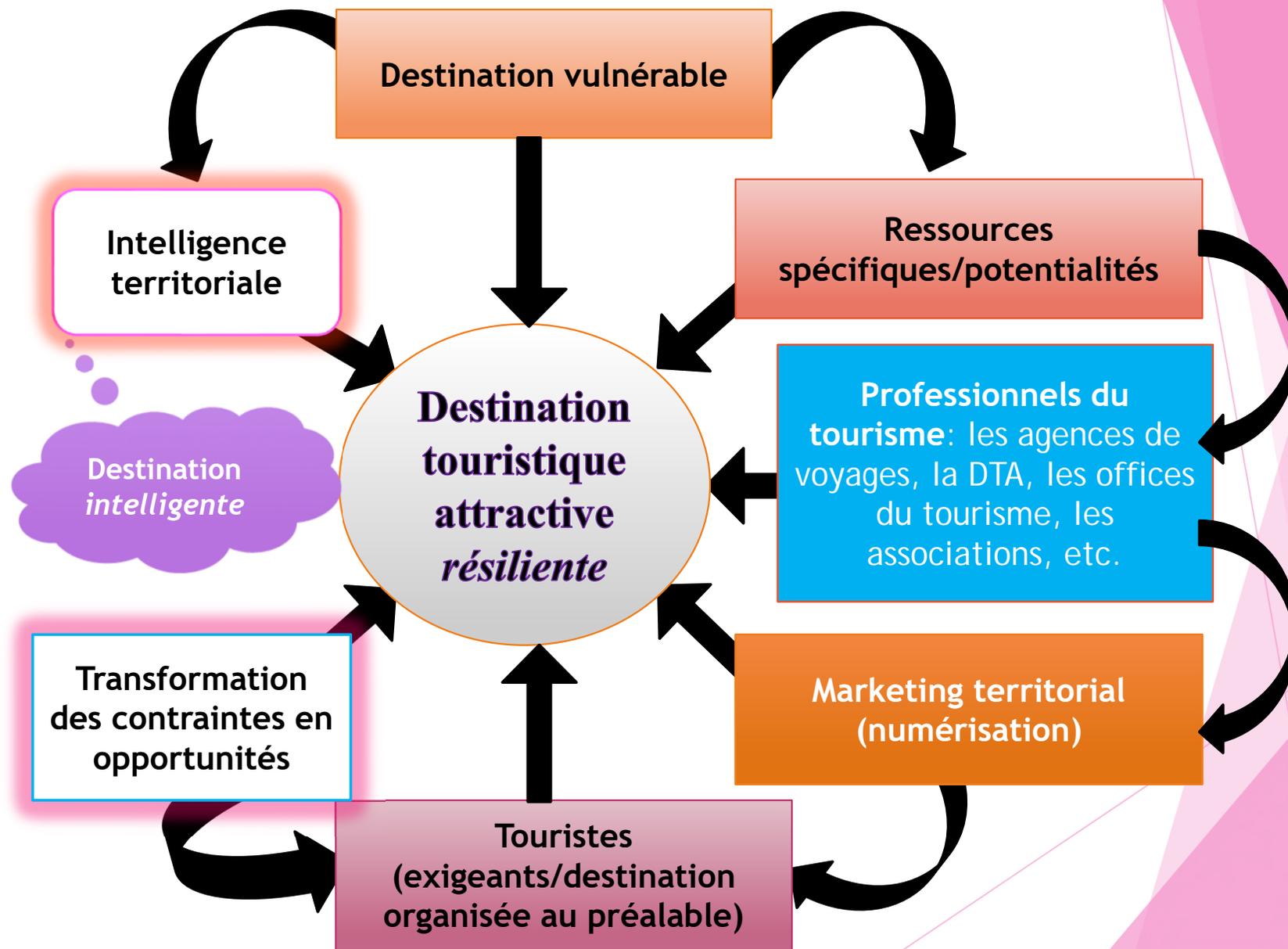
**Etude qualitative (guide d'entretien)**

- **DTA de Tizi-Ouzou**
- **DTA de Bejaia**



## Une destination touristique : approche par les ressources et la résilience

- ▶ La spécificité d'une destination dépend de ses **ressources** territoriales (**potentialités touristiques**).
- ▶ La **résilience territoriale** représente une réaction face à une **vulnérabilité** faisant appel à la **gouvernance participative** (*processus de rénovation de la gouvernance locale*).
- ▶ La **coordination d'acteurs** représente un facteur déclencheur d'une **image de qualité durable**.
- ▶ Les situations de crise/choc (**covid19**) peuvent être **source de développement et de pérennisation** d'une destination touristique (**processus d'apprentissage**).
- ▶ *L'intelligence territoriale, basée sur l'aptitude d'acteurs dans une logique de gouvernance territoriale participative, combine un processus d'accessibilité et de maîtrise des TICs et une démarche de coopération d'acteurs.*



# Résultats et discussions

## 1. Le rôle de la DTA dans la promotion de la destination

- ▶ **vulgarisation de l'information (événementiels)** via des supports **classiques** (cartes et affiches en papier) et **numériques** via le **site** de la DTA ainsi que sur les **réseaux sociaux**.
- ▶ L'**animation de l'événementiel** se fait par les **outils propres au personnel** (téléphone, connexion) avec une **maitrise** relative des TIC (non professionnels).
- ▶ Aucun **budget** ni **formation** sont assurés
- ▶ La DTA se limite à son **rôle de tuteur** des agences de voyages (coordination avec les agences).
- ▶ **Peu d'efforts consentis pour construire une image de la destination numérique et pas d'é-réputation**

## Les agences de voyage et de tourisme

- ▶ **L'intégration d'outils nouveaux (TIC) est limitée + 20% réservations en ligne**
- ▶ **Une maîtrise limitée aux outils basiques + Aucune actualisation des connaissances + Aucune innovation dans les technologies**
- ▶ **Le face book demeure le réseau le plus sollicité.**
- ▶ **Le suivi et le maintien de l'e-réputation sur le social media (30% des enquêtées : temps + personnel).**
- ▶ **La demande sur réseaux sociaux (70 %) avec un paiement sur place contre 30% totalement sur place.**
- ▶ **La part des clients qui font réservation en ligne : 83% disent que la réservation en ligne est très faible, car les clients n'ont pas encore confiance et l'expérience dans le digital.**
- ▶ **Promouvoir d'autres destinations « clé en main » au lieu de contribuer à relancer la destination locale.**
- ▶ **Le cas des villages les plus propres en s'appuyant sur les photos et vidéos disponibles et rendues publiques sur les réseaux sociaux à la suite du concours organisé par l'APW pour les deux wilaya**
- ▶ **La focalisation sur la promotion via des images et/ou vidéos émises par des hôtels (packages offerts) a montré ses limites.**

## **Groupe 1: Totalemment imprégnées, à l'air du numérique**

- ✓ insatisfaction de la connexion (débit)
- ✓ à distance sur les réseaux sociaux entre 50 et 75 % de leurs ventes
- ✓ Marketing digital : animation via les réseaux
- ✓ impact positif : chiffre d'affaires
- ✓ suivi « e-réputation »

## **Groupe 3 : usage marginal du numérique**

- satisfaction du débit de la connexion
- stratégie marketing non basée sur le numérique
- Faiblement présents sur les réseaux sociaux sous forme gratuite avec seulement 25% de leurs ventes à distance
- la majorité de leurs ventes se font sur place.

A1 **Groupe 2: Ne soigne pas l'image de marque malgré l'usage du numérique**  
□ présentent les mêmes caractéristiques que le groupe 1 à l'exception de celle de l'e-réputation (faible connexion et non importance).

## **Groupe 4: à caractère traditionnel**

- ❖ aucune importance accordée aux TIC ni aux réseaux sociaux
- ❖ Ils n'exercent aucune influence sur leur chiffre d'affaire ni sur leur part de marché
- ❖ Aucune e-réputation juste un compte face book

## Diapositive 13

---

A1

Pour explorer les données de l'enquête auprès de ces agences de voyage par la méthode ACM (analyse des composantes multiples), nous avons utilisé le logiciel SPSS (version 21). Toutefois, il est important de mentionner que les résultats dégagés ici sont proportionnels à la taille de l'échantillon et à la méthodologie utilisée. Ainsi, il ressort que les 20 variables introduites ont dégagé deux dimensions et qui représente 73,5% de l'inertie totale. Selon ces résultats, nous constatons que les agences enquêtées ne sont pas toutes homogènes, car leur distribution est éparse. Néanmoins, nous pouvons distinguer quatre catégories d'agences en fonction de la proximité des variables considérées:

ADMIN; 22/06/2024

## ► TIC dans les hôtels

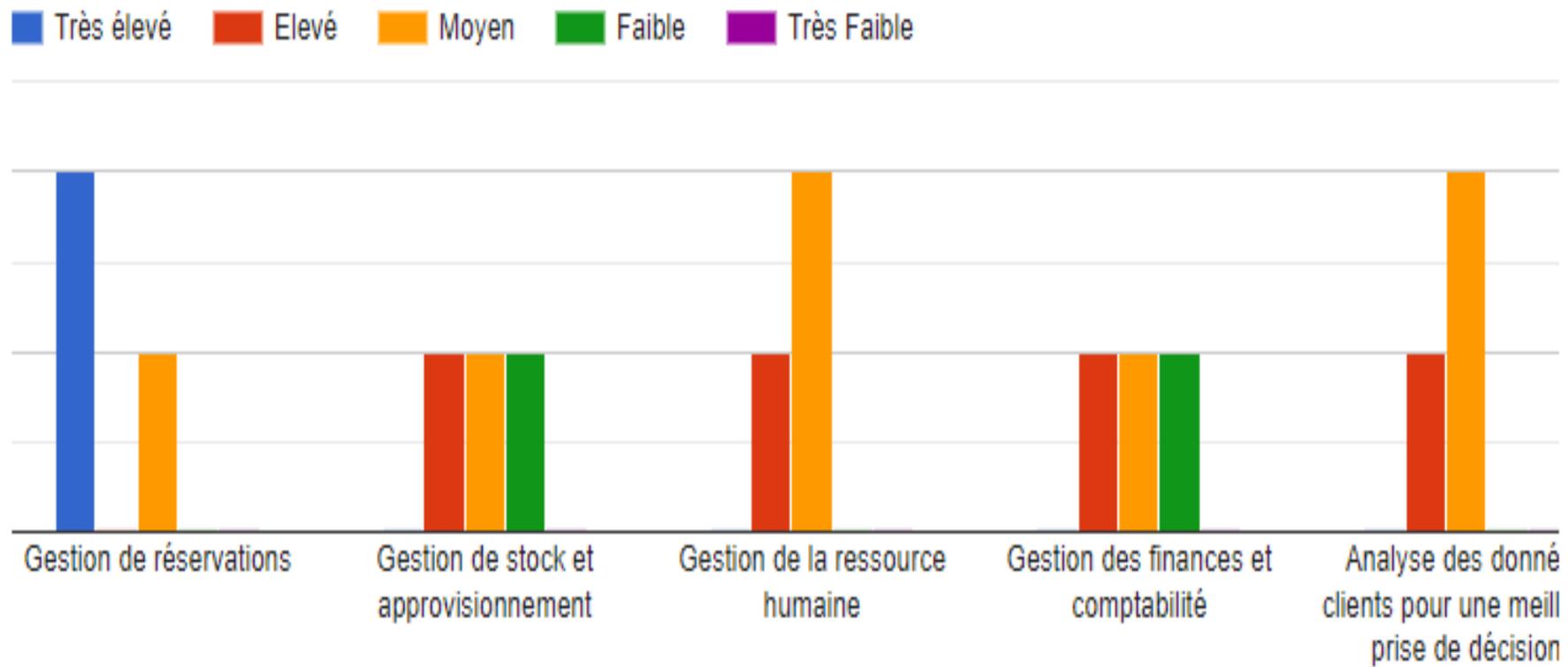
- Le taux d'occupation des hôtels s'élève à 55%, ce qui représente le pourcentage de chambres occupées pendant la basse saison. À l'inverse, pendant la haute saison, ce chiffre atteint 75%, démontrant une demande plus forte et une occupation plus importante des chambres. Enfin, pendant la moyenne saison, notamment durant les vacances scolaires le taux d'occupation s'établit à 65%, témoignant d'une période intermédiaire entre la basse et la haute saison.
- Le degré de maîtrise des TIC par le personnel de l'hôtel est en moyenne de 67%
- La fréquence utilisée des plateformes de réservation en ligne (site web de l'hôtel) est en moyenne de 33% plus les réseaux sociaux surtout Facebook « *grâce a ces plateformes on peut comparer facilement les option d'hébergement et de lire les avis des client et de réserver enligne les options d'hébergement et de pour Garner du temps* »
- Dans leur relation avec les agences, étant limitée, ils utilisent : les systèmes de réservation connectés 100% les emails et les appels téléphoniques 67%

Les systèmes de paiement proposés pour les clients pour la réservation de leur séjour : 67% en espèce sur place ou via des opérateurs mobiles, ils considèrent que les TIC jouent un rôle dans la promotion du tourisme en Algérie parce qu'elles facilitent la réservation et augmentent la visibilité et les réservations. Cela a permis aux hôtels d'atteindre un public plus large et de maximiser leurs taux d'occupation

**e-réputation : 33% des agences de voyages et 20% des hôtels suivent les commentaires sur leurs pages**

*« En ce qui concerne notre stratégie de marketing digital dans notre hôtel, nous nous appuyons sur plusieurs approches pour attirer et engager les clients et pour cela il faut avoir un Site web convivial faire le SEO et la présence sur les réseaux sociaux »*

## Usage des TIC dans la gestion interne de l'hôtel



## Le e tourisme pour les agences et les hôtels

55% pensent que l'e-tourisme est l'avenir du secteur touristique, C'est un raccourci qui fait gagner du temps.

30% considèrent le e-tourisme comme un facteur risque (surtout pour la fermeture des agences traditionnelles)

15% sont complètement contre en disant qu'il supprime le contact direct avec les clients

# Les différents types de marketing digital utilisés par les professionnels du tourisme



- **Marketing de contenu (textes 80%, images 74%, photos 67%) :**
- **Marketing moteurs des recherches (Google 93%, Bing 3%, DuckDuckGo 4%) :**
- **Marketing d’affichage (bannières publicitaires): 62%**
- **Marketing mobile: 77%**
- **Marketing des réseaux sociaux 87% (Facebook 77%, Twitter 9%, Instagram 9%, Tik Tok 5%) :**
- **Marketing d’email : 87%**
- **Marketing d’affiliation : 64%**
- **Marketing vidéo et audio : 51% Vidéos et 26% audio**

# Recommandations

- ▶ Améliorer les sites touristiques concernant (les guides touristiques, la restauration et hébergement, les moyens de transport et la publicité) pour le tourisme comme priorité
- ▶ Le recours à l'intelligence artificielle pour promouvoir et recommander aux clients des offres adéquates
- ▶ Site web et réservation en ligne et aussi utilisation des réseaux sociaux
- ▶ L'application du digital dans le tourisme représente une opportunité majeure pour améliorer l'expérience des voyageurs, promouvoir les destinations de manière efficace et soutenir un développement touristique durable. Cependant, cela nécessite une approche équilibrée pour maximiser les avantages tout en minimisant les inconvénients potentiels
- ▶ L'application du numérique dans le développement touristique offre un potentiel énorme pour améliorer l'accessibilité, l'expérience client, la gestion des destinations, la durabilité, l'innovation et la compétitivité. Cependant, il est également important de prendre en compte les défis et les risques associés à l'utilisation du numérique, tels que la protection des données, la sécurité en ligne et la fraude numérique.
- ▶ L'intégration de tous les acteurs dans la prise de décision dans une destination touristique et les TIC peuvent jouer un rôle important
- ▶ L'intelligence territoriale dans le secteur du tourisme est dans un état embryonnaire

## Conclusion

- ▶ Notre enquête effectuée auprès de ces professionnels du tourisme ayant analysé le degré d'intégration et de maîtrise des TIC dans le secteur touristique conclue sur quelques enseignements :
- ▶ L'intelligence territoriale résulte d'une décision volontaire, constructive et collective engendrée par des initiatives ayant pour but de réaliser un développement de leur collectivités territoriales à travers leur rôle d'aménagement de la destination et de son entretien permettant de revitaliser et de relancer celle-ci, en collaboration avec d'autres acteurs, chacun en fonction de ses moyens et de ses prérogatives, grâce aux initiatives innovantes pouvant enclencher les dynamiques de promotion de la destination dépassant les contraintes existantes
- ▶ l'intelligence territoriale par son objectif d'analyser et de faire connaître un territoire en recourant aux TICs, est une approche apte à propulser, avec la participation de tous les acteurs (gouvernance participative), une alternative aux modèles traditionnels de gouvernance et/ou de gestion du secteur du tourisme. D'ailleurs, l'intercommunalité (inter-territorialité) ayant prouvé son fort succès dans plusieurs autres secteurs, en réglant des conflits et en apportant des solutions communes par la participation de plusieurs acteurs, peut être une solution pouvant booster le secteur touristique;
- ▶ l'intelligence territoriale appliquée aux destinations touristiques porte un grand intérêt par ses objectifs liés à la valorisation et à la révélation des potentialités touristiques d'une destination, au développement d'instruments adéquats à une gestion collective et à la promotion collaborative grâce à l'information produite puis diffusée en partenariat avec les différentes parties prenantes.

## **Les TIC et l'intelligence territoriale comme facteurs déclencheurs d'une destination touristique en Algérie**

### **Résumé proposition :**

#### **- Smadi Amina**

Le territoire est un élément déterminant de la performance économique et/ou de compétitivité par l'ampleur et la diversité de ses composantes et de leur rôle dans son évolution et son développement dans le temps. Le territoire n'est jamais isolé, il forme un système ouvert qui entretient des échanges avec d'autres ensembles territoriaux dans lesquels il s'insère ou qui le constituent (Ertier, 1999). Il s'accommode aux multiples transformations qui émergent pour ne pas être écarté en l'articulant sur la rapidité d'adaptation des TICs ou de ce qu'appelle Nemery J.-C., (2007) la mise en œuvre de la méthode de « juste à temps ». Le territoire n'est pas fixe et se transforme continuellement du fait de son caractère systémique (Mérenne-Schoumakher B., (2002).

Avec l'immixtion du numérique, les ressources territoriales captent une certaine attractivité donnant lieu à des projets pertinents assurant la compétitivité sur le marché ce qui incite les professionnels du tourisme à revoir leurs stratégies afin de rendre une destination touristique plus attractive. Le développement de ce type de territoire, s'articule autour des différentes relations tissées par l'ensemble des acteurs dans une logique de coopération et de coordination donnant lieu à une gouvernance participative (Moine A., 2007) reflétant le degré d'intelligence territoriale. La relation du numérique au territoire est complexe non seulement par le nombre d'acteurs divers et les relations entretenues mais aussi de par l'évolution des innovations perpétuelles dans le domaine des TICs. Dans le secteur touristique, l'attractivité et la compétitivité figurent au cœur de la problématique du numérique où ce dernier constitue la base du fonctionnement des acteurs et détermine la relation entre ceux-ci tout au long du séjour touristique dans toutes ses phases (avant, pendant et après). Dans ce contexte innovant, les touristes visent une destination organisée « au préalable ». Leurs choix s'opèrent sur la base de la visibilité, de l'accessibilité mais aussi du degré de numérisation de la destination visée. En effet, le recours au numérique au niveau mondial (le PC, Smartphones, tablettes et autres) dans le choix et l'organisation du séjour pour le client devient quasi-systématique.

L'intelligence territoriale renvoie aux aptitudes intrinsèques d'acteurs activant dans une logique de gouvernance territoriale participative, prenant en considération la complexité du territoire, à agir face à la recombinaison des économies et des sociétés, pour les territoires à la recherche de moyens pour se développer suivant une économie de l'information et de la connaissance. L'intelligence territoriale permet, ainsi, de faire une vision systémique et dynamique des territoires. Elle est en lien direct avec la gouvernance dans le sens où elle dépend de nos jours d'un nouveau contexte celui de la société de la connaissance. Elle constitue à la fois un « *processus de connaissance ou d'auto connaissance du territoire* » (Dumas P., 2004) et un instrument permettant la compréhension des dynamiques territoriales au service des acteurs en combinant un processus d'accessibilité et de maîtrise des TICs et une démarche orientée vers la coopération des acteurs (Girardot J.-J., 2004). Elle peut être considérée comme une source de production et de transmission de d'information (intelligence), dans un processus organisationnel (Herbaux P. et Bertacchini Y., 2007) où chacun peut apporter son savoir faire et ses compétences sur un espace de relations significatives (Bertacchini Y., 2010).

De ce fait, notre communication cherche à voir à priori dans quelle mesure, les professionnels du tourisme en Algérie font-ils appel aux TICs dans les différentes politiques de promotion touristique ? Pour se faire, nous revenons sur la discussion théorique de l'intelligence territoriale levier de dynamisation de la destination touristique à dans un contexte marqué par une évolution incessante d'innovation de TIC et leurs introduction dans le secteur du tourisme déterminant le comportement des touristes et orientant leurs choix. Puis, nous cherchons à vérifier selon l'approche de l'intelligence territoriale et par le biais de trois enquêtes, qualitatives et quantitatives, menées auprès des principaux acteurs du tourisme (la Direction du Tourisme et de l'Artisanat, les agences du tourisme et de voyage et les hôtels) touchant deux wilayas (Tizi-Ouzou, Bejaia et Bouira). Et ce dans un objectif d'évaluer le degré d'implication du secteur touristique dans les TICs et leur usage pour le développement de celui-ci en collaborant ensemble dans une logique d'intelligence territoriale. Nos résultats concluent que malgré la présence d'une volonté de changement et de numérisation du secteur pour une meilleure visibilité touristique, le processus de coopération et de coordination inter-acteurs demeure complexe et long et ce à travers l'absence de gouvernance participative mettant en synergie les acteurs du tourisme et d'un e-tourisme embryonnaire traduisant la faible accessibilité aux TICs par les professionnels du tourisme.

**Mots clés :** Intelligence territoriale, TIC, destination touristique, acteurs, agences de voyage, DTA, Hôtels

### Références bibliographiques

1. Bertacchini Y., (2007), *Intelligence territoriale, Le territoire dans tous ses états*, Collection Les ETIC, Presses Technologiques, Toulon. ISBN : 2-9519320-1-4. EAN : 9782951932012
2. Bertacchini Y., (2010), *intelligence territoriale : une lecture retro-prospective*, Lavoisier « Revue internationale d'intelligence économique » 2 (1), 65-97. <https://www.cairn.info/revue-internationale-d-intelligenceeconomie-1-2010-1-page-65.htm>
3. Dumas P., (2004), *Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française*, ISDN 16, Article N° 163 - mai 2004 – 3p.
4. Girardot J-J., (2004), *Intelligence territoriale et participation*, ISDM 16, Article 161, TIC & Territoire, mai 2004, 13p.
5. Herbaux P. et Bertacchini Y., (2007), *La rupture, un des corollaires de la vitesse. L'intelligence territoriale, une posture d'anticipation*. in Bertacchini Y., *Intelligence territoriale: Le territoire dans tous ses états*. Collection Les ETIC, Presses Technologiques, Toulon. ISBN : 2-9519320-1-4 EAN : 9782951932012
6. Mérenne-Schoumakher B., (2002), *analyser les territoires : savoirs et outils*, 2è édition, collection Didact Géographie, Presses Universitaires de Rennes.
7. Moine A., (2007), *le territoire : comment observer un système complexe*, l'harmattan, paris.
8. Nemery J-C. et Loinger G. (dir.), (1997), *Recomposition et développement des territoires : enjeux économiques, processus, acteurs*, éditions Harmattan.
9. [Vellayoudom J.](#), [Coussi O.](#), [Nicolas Moinet](#) (2022), Vers un cadre conceptuel d'analyse de l'intelligence territoriale « pleine et parfaite » : les apports de l'utopie concrète d'Ernst Bloch. Dans [Revue internationale d'intelligence économique 2022/1 \(Vol. 14\)](#), pages 17 à 40.

## **AXE 4 :**

### **Intitulé de la communication :**

## **Les TIC dans le domaine de la finance : premières expériences de la fintech en Algérie**

**Résumé de la communication proposée par :**

**M. SAM Hocine**

**Résumé :**

*La crise sanitaire de covid 19 a démontré au monde entier le rôle prépondérant que joue les technologies d'information et de communication dans le développement des relations que nouent le secteur financier avec la population notamment celles souffrant de l'éloignement, de la marginalisation et de l'exclusion financière, économique voire sociale. La Fintech, l'un des témoins de l'avancée technologique, est vue comme une opportunité, une alternative, une complémentarité et un processus de transformation profonde que connaît aujourd'hui le monde de la finance.*

*En Algérie, le défi technologique est loin d'être relevé en dépit de la multiplication des efforts de modernisation de l'infrastructure financière et bancaire, l'écart entre la mise en place des outils de technologie d'information et de communication (TIC) et l'intérêt que manifestent les usagers pour vulgariser leur pratique sur le terrain demeure extrêmement important.*

**Mots clés :** *accessibilité financière, banque, finance technologique (fintech), TIC*

### **1. Introduction**

La montée en puissance des start-ups, des fintech, la blockchain, l'intelligence artificielle, a bousculé les codes de la finance classique et a imposé aux acteurs financiers d'appréhender autrement leur métier. On se doit aujourd'hui de reconnaître que la technologie a révolutionné le monde de la finance en particulier et il devient un rempart contre le phénomène d'exclusion financière car elle vient en réponse aux besoins d'autonomie et d'indépendance formulés par les populations dont les besoins financiers sont en croissance permanente.

Par exemple, durant la crise sanitaire de covid 19, les moyens technologiques mobilisés ont été remarquablement soutenus et fortement exploités par les entreprises, les établissements scolaires, les universités, institutions financières pour contenir la propagation du virus et sa contagion mortelle.

Les politiques publiques s'engagent sans cesse dans la voie de réduction des écarts de développement technologique entre les régions afin de permettre d'atteindre un niveau optimal d'inclusion financière numérique et permettre par conséquent la proximité et l'accessibilité aux services financiers par la population exclue et marginalisée.

Particulièrement, les banques, pour rester dans la course de compétitivité et de rentabilité, se repositionnent pour passer de l'acteur indéniab le produisant et commercialisant exclusivement des produits financiers (crédit, épargne, virement, moyen de paiement, bancassurance,...) à celui qui adopte les TIC en intégrant des outils technologiques devant être adaptés aux attentes d'une large clientèle (carte de crédit, automates, e-banking, fintech...).

Si le monde de la finance est en révolution manifeste grâce à l'accélération des innovations technologiques, les défis de l'Algérie interpellent plusieurs acteurs susceptibles d'apporter un grand changement à son domaine d'exercice. Les banques sont avant tout amenées à bancariser les populations, entre celles qui refusent de nouer une relation d'« usure » pour des raisons religieuses et culturelles et celles qui exercent dans un marché parallèle rentable et non fiscal, on voit que le chemin est encore long pour parvenir à une finance classique pour tous. L'apport des pouvoirs publics à ce sujet n'est pas à ignorer ; nous assistons à une série d'actions qui touchent le secteur financier (la modernisation des systèmes de paiement ATCI et RTGS) qui œuvrent à l'inclusion financière et participent graduellement au grand basculement du scriptural à l'électronique. Est-il suffisant ? Quelle que soit la réponse, le secteur financier algérien en général devrait se doter de nouveaux instruments plus innovants dont l'accès et l'usage ne sont pas freinés par des barrières réglementaires. Créer une interaction entre les institutions financières et les consommateurs d'un côté et vulgariser les produits innovants de l'autre semble un impératif qui pourrait provoquer un déclic.

Pensé et considéré comme l'établissement le plus dense et bancarisé en termes de clients, Algérie Poste a presque réussi son décollage en termes de la technologie numérique et le développement de la monétique. Il s'agit d'un autre acteur certes dépourvu de pouvoir de création monétaire (crédit/épargne) qui est porteur d'espoir technologique. Selon plusieurs observateurs, Algérie Poste c'est la future « fin tech » qui développerait plus de produits innovants.

Contrairement à ce secteur, les compagnies d'assurance est le maillon faible du secteur financier en termes de la production technologique. Beaucoup reste à faire pour atteindre des clients spécifiques qui n'éprouvent parfois aucun intérêt à s'intégrer à la technologie en raison de la nature du contrat souscrit ; l'assurance-voyage est de nature occasionnelle, l'assurance automobile obligatoire est périodique, dans le premier contrat comme le second n'impliquerait aucunement une relation ni de fidélité ni de pérennité. Le besoin à la technologie est tributaire d'une perception positive ou négative, juste ou injuste, d'intérêt ou de méfiance de la clientèle envers institutions financière ; ici alors nous pouvons rappeler que les efforts des institutions financières devraient absolument se pencher sur le facteur psychologique et social des individus : il s'agit de l'étude profonde de la demande et non de l'offre.

Après ces brefs constats sur l'état de la finance technologique, on peut a priori dire que l'Algérie est en phase appelée « dynamique de changement » qui, malgré qu'elle affecte directement l'offre institutionnelle de services (banque, établissements financiers, Postes, assurances,...) à travers le déploiement des infrastructures électroniques, automates bancaires, instruments de paiement électroniques (CIB, TPE...), elle se doit de revenir sur la nécessité absolue de bâtir des relations durables et de confiance avec la population (demande).

La crise sanitaire a eu un effet positif sur une légère amélioration de l'engouement de la population en matière du recours à la technologie. Grâce à la banque en ligne via l'application E-Banking, le contact virtuel va enfin réussir son décollage ; nous ne sommes pas dans de

grandes avancées mais le nombre d'opérations de règlements de factures en ligne a augmenté de plus de 25% entre la fin du premier trimestre de l'année 2020 et le début de l'année 2022. Cette statistique bien qu'elle soit un indice de taille qui permet de dire que l'engouement n'est qu'une résultante de la dangerosité du covid 19 sur la santé des individus ; alors rester chez soi, se procurer des instruments technologiques servant à effectuer une opération à distance pour éviter tout contact physique est avant tout une protection en soi contre le risque de contamination.

Alors, beaucoup de questionnements sont à mettre en avant :

- L'introduction des technologies d'information et de communication dans le secteur financier va-t-elle bouleverser le modèle de fonctionnement des banques et des institutions financières classiques ?
- Peut-on vraiment s'inscrire dans un secteur financier algérien complètement orienté vers la finance technologique ?
- Quel devenir des banques et institutions classiques dans un monde concurrentiel ?

## **2. Finance technologique entre éclairages théoriques et pratiques**

Le monde de la finance a connu plusieurs bouleversements ces dernières années, l'intensité des échanges économiques quotidiens et la montée en puissance de la financiarisation des rapports sociaux placent la finance numérique au centre des débats de l'heure et rendent nécessaire l'intérêt d'investir dans la façon d'entretenir efficacement des relations distancielles entre les institutions financières et leurs clients. Nous assistons aujourd'hui à l'apparition de plusieurs concepts qui débouchent sur plusieurs définitions techniques et théoriques mais elles se situent dans le même centre d'intérêt : faciliter l'accès et l'usage aux/des services financiers aux populations.

### **2.1.Finance technologique (FINTECH) en quelques approches conceptuelles**

En consultant le livre blanc paru en 2016 « Banque & Fintech : enjeux d'innovation dans la banque de détail » on comprend que la FinTech est une contraction de deux termes anglais, Financial Technology, qui se traduit en français par "Technologie financière".

Bien que l'expression existe depuis les années 80, ce n'est que suite à la crise financière mondiale de 2007 - 2008 que certains groupes ont commencé à employer le terme dans un contexte professionnel. Suite à un essor mondial (une croissance exponentielle du nombre de projets et du financement dédié au secteur) en 2012, l'expression s'est popularisée avec le grand public à partir de 2015.

Des auteurs comme Coughlan et Coughlan (2002) voient l'émergence de la Fintech comme le résultat de l'interaction entre les organisations financières, les consommateurs et les marchés.

Le développement rapide de l'écosystème Fintech a entraîné des profonds changements structurels au sein du système financier. L'auteur Pushmann (2017) rapproche le concept de Fintech avec celui « d'innovation financière » qui est défini comme « *l'acte de créer puis de vulgariser de nouveaux instruments financiers ainsi que de nouvelles technologies, institutions*

*et marchés financiers* ». L'auteur voit la Fintech comme un processus d'innovation majeure dans le monde financier.

En constante évolution, la fintech suit le rythme de développement des nouvelles technologies de l'information et de pointe. Cette évolution est passée des logiciels archaïques dans des ordinateurs à la fin des années 1990, puis des applications mobiles après l'apparition des smartphones à la fin des années 2000 et enfin des technologies de pointe comme l'intelligence artificielle depuis le milieu des années 2010. En lisant quelques passages de la thèse de Thomas STEINVILLE sur « la fintech et les nouveaux rapports de force sur le secteur bancaire et financier », on relève trois dimensions qui sont mises en exergue par Pushmann qui soutiennent aussi que la fintech est une forme des innovations financières :

- *Objet de l'innovation* : Les cinq catégories citées plus haut sont les principaux objets de l'innovation des Fintechs ;

- *Degré de l'innovation* : Les technologies sur lesquelles s'appuie la Fintech peuvent « disrupter » les entreprises et le secteur financier aussi bien de façon incrémentale (amélioration de l'existant) que radicale (rupture et création et de nouveaux produits, business models...).

- *Portée de l'innovation* : La portée des innovations Fintech peut être intra ou inter-organisationnelle. Les innovations intra-organisationnelles sont concentrées sur des changements internes liés aux objets de l'innovation alors que les innovations inter-organisationnelles permettent des améliorations externes sur la chaîne de valeur.

Or, les auteurs comme Shin et Lee (2017) parlent « d'écosystème Fintech », qui est constitué des startups, les développeurs et fournisseurs de technologies (ex : le cloud computing ou les cryptomonnaies), les gouvernements et instances de régulation des marchés financiers, les clients et les acteurs financiers traditionnels (banques, fonds d'investissement, sociétés boursières, etc).

On peut affirmer que c'est l'existence de l'interaction entre ces parties prenantes qui est à l'origine des innovations. La segmentation des services du secteur financier et la spécialisation des nouveaux acteurs sur chacun de ces services sont les principaux moteurs de croissance des Fintechs et de concurrence des produits et services des acteurs financiers traditionnels. Par conséquent, les acteurs traditionnels (les banques par exemple) sont bousculés sur leur offre de produits et services principalement globale.

Défini comme une innovation financière, la Fintech permet des changements incrémentaux et surtout radicaux dans le secteur financier en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information pour apporter de nouveaux produits et services, changer les business models, réorganiser les structures, optimiser les processus et améliorer les systèmes.

## **2.2. Leviers de la fintech**

- A. *Les données de masse ou le Big Data* englobent tous les ensembles de données massives émises par les utilisateurs des réseaux internet. Pour Philippe Laflamme (2017), Le Big Data (ou mégadonnées) représente les collections de données caractérisées par un volume, une vitesse et une variété si grands que leur transformation en valeur utilisable requiert l'utilisation de technologies et de méthodes analytiques spécifiques.

Lorsqu'un utilisateur a une activité sur un navigateur web, un site internet ou une application mobile, il émet des données pouvant être récoltées par les entreprises afin d'être exploitées à des fins commerciales. Ces technologies se développent grâce aux caractéristiques suivantes :

- Le volume, c'est-à-dire une énorme quantité de stockage à un coût raisonnable ;
- La Vitesse pour agrandir la capacité de manière progressive ;
- La variété ou un système de fichier « général » qui permet de stocker n'importe quel genre de donnée.

Nous devons tout à l'internet ! En effet, ce système d'interconnexion de machines qui constitue un réseau informatique mondial. En utilisant un ensemble standardisé de protocoles de transfert de données, l'internet transporte un large spectre d'information et permet l'élaboration d'applications et de services variés comme le courrier électronique, la messagerie instantanée et le World Wide Web (www).

Aujourd'hui l'émergence de la Fintech dans le monde compte parmi les vertus de l'internet et notamment le web (partie d'internet composée de pages de web stockées sur les serveurs et affichées par les utilisateurs (clients) à l'aide d'une application appelée navigateur).

Considéré comme un système global d'information, l'internet est aussi vu par ses différentes facettes : le réseau informatique (infrastructure), le protocole de communication et les possibilités ouvertes aux utilisateurs (usages). Les banques ont développé les réseaux en ligne de communication de données (informations) avec leur clientèle via le système internet (e-banking par exemple).

B. *L'intelligence artificielle* : son but étant de concevoir des systèmes capables de reproduire le comportement de l'humain dans ses activités de raisonnement. La recherche en intelligence artificielle a permis de réaliser d'importants progrès dans la dernière décennie, et ce dans différents secteurs. Les avancées les plus connues sont celles réalisées dans l'apprentissage automatique, grâce notamment au développement d'architectures d'apprentissage profond, des réseaux de neurones « convolutifs » multicouche dont l'apprentissage s'opère à partir de gros volumes de données sur des architectures de calcul intensif.

Il s'agit simplement d'un système informatique intelligent qui permet aux machines d'apprendre et réfléchir comme des humains. On peut citer deux formes d'intelligence artificielle :

- Machine learning (ML) » (apprentissage automatique) qui s'appuie sur des algorithmes pour analyser de grandes quantités de données pour émettre un résultat ou comprendre un comportement. Au fur et à mesure que le machine learning engrange des données et apprend de façon autonome, le système ML affine ses analyses.
- Deep Learning (DL) » (apprentissage profond) est une forme plus évoluée d'IA, basée sur des algorithmes et sur un réseau neuronal, ce qui va rendre le système plus libre dans son évolution.

C. *La Blockchain* est apparue pour la première fois sous forme de Bitcoin, il s'agit essentiellement d'une cryptomonnaie non régulée par les autorités monétaires mais intégrable dans tous les domaines en passant par la finance.

Techniquement, la Blockchain permet d'archiver des enregistrements immuables de données de transaction par l'intermédiaire de réseaux distribués. Elle permet de conserver tout l'historique des transactions, ce qui en garantit la vérification et le contrôle indépendant. La blockchain consiste également en un transfert de valeur pair à pair, qui peut potentiellement rendre les intermédiaires superflus. De plus, des contrats dont la prise d'effet est déclenchée par des événements, appelés contrats intelligents, peuvent être enregistrés et signés grâce à la technologie blockchain.

### **2.3. Les banques traditionnelles face au numérique**

Les banques sont les premiers établissements de crédit considérés comme acteurs indéniables de la diffusion des services financiers. Les banques ont-elles su garder leur hégémonie en la matière ?

Selon le rapport de synthèse de l'ACRP consacré à « la transformation numérique dans le secteur bancaire français », trois grandes évolutions caractérisent la transformation numérique.

- En premier lieu, les attentes des clients, dont les usages digitalisés ont été confirmés par la récente crise sanitaire de covid 19 ;
- En deuxième lieu, le rapport a évoqué d'abord le contexte concurrentiel, l'émergence effective de nouveaux acteurs, les « fintechs » et la perspective d'une présence accrue des « bigtechs » ;
- En dernier lieu, le développement des nouvelles technologies, qui renouvellent les perspectives en matière d'analyse des données et de connexions avec d'autres acteurs, partenaires ou clients.

Par ailleurs, l'analyse des risques et des opportunités est la première évolution qui est au cœur de la réflexion des banques traditionnelles. Il s'agit de l'une des problématiques qu'elles doivent soigneusement affronter avec des nouveaux procédés. Plus explicitement, la transformation numérique du secteur traditionnel fait courir aux banques le risque d'une perte de la relation avec des clients qui ne parviendraient pas à satisfaire les nouveaux usages même si cette transformation leur permet d'envisager de nouvelles offres et des services de meilleure qualité.

Les efforts et les enjeux sont tellement importants ; les efforts sont le plus notables, les banques assurent une interaction en ligne qui est devenue la norme et les outils développés à cet effet. Pour les enjeux, c'est dans cette perspective que les banques envisagent la compétition à venir avec les nouveaux entrants. Même déterminées à conserver la relation avec le client dans leur chaîne de valeur, les banques doivent toutefois anticiper des scénarios où il sera nécessaire de composer avec leurs concurrents, c'est la multiplication des acquisitions d'acteurs innovants (fournisseurs techniques, fintechs...) et des partenariats qui témoignent de cette volonté des banques d'anticiper les mutations du marché bancaire.

### **3. La Fintech en Algérie, expériences et défis d'une transformation profonde d'un secteur financier fragile**

Rebâtir un secteur financier accessible et ouvert à tous devrait être l'une des priorités des pouvoirs publics et des autorités monétaires en vue de parvenir, comme premier objectif, à un niveau acceptable de l'inclusion financière et améliorer par ricochet la « scripturalisation » de l'économie en canalisant les quantités de cash en circulation. L'introduction des technologies d'information et de communication dans le secteur financier algérien se présente comme l'une des opportunités aidant les décideurs à mieux asseoir les stratégies de la finance inclusive via la technologie.

#### **3.1. Les banques algériennes face aux transformations numériques**

Les phases d'évolution de la finance technologique ont été marquées par la volonté des pouvoirs publics à promouvoir la monétique en vue de dématérialiser les instruments de paiements, en passant à la modernisation des systèmes de paiement jusqu'à l'installation des plateformes numérique dédié à la finance virtuelle ou banque en ligne.

##### **3.1.1. La promotion de la monétique, inachevée malgré les tentatives de dématérialisation**

Si la monétique se voit comme un levier important de la bancarisation des populations, il n'en reste pas moins que son utilisation en Algérie demeure insignifiante. Les retards marqués dans la réalisation d'une « finance inclusive » (accès pour tous aux services financiers) contraignent les autorités à agir en la matière.

Il convient de dire que le projet de promotion des instruments et système de paiements a été lancé en 1997 après la création de la SATIM (Société d'Automatisation de Transactions et de Monétique) qui vise notamment à développer le réseau automatique de distribution de billets de banques (DAB), suivi du lancement de la carte interbancaire (CIB) qui s'inscrit dans le cadre du projet de modernisation du système de paiement de masse et constitue l'un des maillons important pour le développement du secteur bancaire . Avant d'aborder les bienfaits de la monétique sur l'inclusion financière, il serait judicieux de rappeler brièvement un état des lieux sur l'utilisation des moyens de paiements en Algérie.

La dématérialisation des moyens de paiements s'explique essentiellement par :

- La vulnérabilité des chèques, l'utilisation des chèques reste prépondérante par rapport aux autres moyens de paiement pour des raisons d'ordre culturel et structurel (manque de culture bancaire et d'éducation financière, peu de campagnes de marketing des services et la prédominance de la culture du cash, entre autres). Le chèque, quant à lui, ne sert qu'aux opérations de retrait de fonds, cela dit qu'il n'est pas émis au service d'un paiement entre les clients et les fournisseurs. Les raisons que l'on peut avancer sont liées à l'absence de confiance (les fournisseurs/les commerçants) et au défaut de provision (de la clientèle), de vol ou de falsification. Par conséquent, les commerçants continuent à refuser le chèque comme instrument de règlement de transactions.

Outre ces limites, on souligne la lenteur de l'encaissement des chèques par les banques publiques et les retards dans la délivrance des chéquiers à la clientèle, ce qui entraîne systématiquement le recours au « cash », c'est-à-dire à la monnaie fiduciaire.

- Recours faible au virement, pourtant rapide et sécurisé. Quant à l'utilisation des prélèvements automatiques, permettant au consommateur algérien de payer ses autres factures automatiquement (l'eau, le gaz, l'électricité, etc.) directement depuis son compte bancaire ou postal, reste trop faible en par rapport aux attentes . Enfin, les effets de commerce, reposant sur une reconnaissance de dette, ne font pas partie de la culture du citoyen algérien qui préfère encaisser avec le chèque et dépenser avec le liquide.

Pour parvenir aux objectifs de la dématérialisation, de moult actions ont été mises en exécution pour promouvoir, d'une part, les systèmes de traitement des paiements et dématérialiser d'autre part, des supports traditionnels (chèques, l'espèce...) via la mise en place d'une plateforme monétique. Dans cette perspective, les banques algériennes ont créé la société d'automatisation des transactions interbancaires (SATIM), comme premier pas vers la modernisation du secteur bancaire. En effet, la société qui est une filiale de 08 Banques Algériennes (BADR, BDL, BEA, BNA, CPA, CNEP, CNMA, Al Baraka), créée en 1995 à l'initiative de la communauté bancaire, dont l'objectif consiste à accompagner et soutenir le processus de développement des produits monétiques (cartes interbancaires, mise en place des guichets automatiques et terminaux de paiement sur tout le territoire national, c'est-à-dire développer le réseau monétique interbancaire...).

De plus, la société met en place et gère la plate-forme technique et organisationnelle assurant une interopérabilité totale entre tous les acteurs du Réseau Monétique en Algérie. La société participe à la mise en place des règles interbancaires de gestion des produits monétiques interbancaires en étant une force de proposition ; accompagne la banque dans la mise en place et le développement des produits monétiques ; personnalise les chèques et les cartes de paiement et de retrait d'espèces et enfin, la société met en œuvre l'ensemble des actions qui régissent le fonctionnement du système. La solution monétique installée et gérée par la SATIM repose sur une infrastructure et des équipements techniques sécurisés et connectés aux sites informatiques et/ou monétique des banques qui répond aux exigences des normes internationales EMV en permettant de se prémunir contre les tentatives de fraude. Les premières démarches de la société consistent à dématérialiser les moyens de paiement par le lancement de la première carte interbancaire (CIB) en 1997.

A partir d'un distributeur automatique de billets (DAB), des retraits de fonds peuvent être effectués grâce notamment au réseau monétique interbancaire (RIM). A cet effet, la société assure les fonctions de connexion et de gestion des DAB/GAB, la personnalisation des cartes de retrait interbancaires pour les banques, la mise en place des switch pour les membres ayant leur propre système d'autorisation.

Si le paiement par carte interbancaire s'inscrit dans le cadre du projet de modernisation du système de paiement de masse, il constitue, de ce fait, l'un des maillons importants de solidité du secteur bancaire. En plus de sa fonction du retrait, la carte de paiement servira également au règlement des achats de biens et de services, auprès des commerçants affiliés au Réseau Monétique Interbancaire et dotés d'un Terminal de Paiement Electronique (TPE) . Remarquons aujourd'hui que toutes les banques publiques s'engagent pleinement dans le processus de développement de la monétique, elles ont lancé, en vue d'une meilleure couverture, voire la démocratisation des services bancaires « électroniques », des produits de la monétique comme outils de transaction.

En plus de la carte interbancaire offrant la sécurité, la confidentialité et la disponibilité à des coûts relativement acceptables, les banques ont mis en place le système de monétique mobile ou « services bancaires à distance », par lequel le client, en se connectant à distance à son compte, aura la possibilité d'effectuer ses paiements en ligne et être informé en temps réel sur la situation de son compte.

- *Implantation des TPE (Terminal de Paiement Electronique)* : cet équipement électronique, supposé être installé auprès des commerçants, de surfaces commerciales, pharmacies, hôtels et restaurants..., permet au titulaire d'une carte CIB de payer ses achats, ses factures d'une manière rapide et en toute sécurité. Toutefois, pour des raisons à la fois institutionnelles, sociales et culturelles, ces canaux restent faiblement diffusés et l'utilisation de la carte bancaire n'est toujours pas élargie. Or, du côté de la poste, les cartes magnétiques ont pris une légère supériorité en termes de demande et de l'emploi du fait de la densité du secteur en matière d'agences et de clients.

### **3.1.2. Au niveau macroéconomique, la modernisation de l'infrastructure bancaire est déjà un pas vers la révolution des banques**

A rappeler que la mise en place des nouveaux systèmes de paiement est un enjeu important qui intervient suite aux recommandations universelles du Comité sur les systèmes de paiement et règlement de la Banque de Règlements Internationaux.

D'autant plus, comme souligné plus haut, la vulnérabilité des instruments de paiement et de retrait laisse penser que le passage à la modernisation de l'infrastructure financière est plus qu'indispensable. En effet, cette réforme de modernisation constitue (selon le site de ministère des finances) « de par son étendue, la méthodologie déployée dans la mise en œuvre et la conjonction des efforts des diverses institutions associées, une démarche exemplaire de réforme portée par un projet structurant longtemps attendu par les acteurs et les usagers des services bancaires ». Il faut noter que les objectifs assignés à cette réforme vont couvrir, à la fois, la diversification des moyens de paiement effectivement utilisés et la mise en place de circuits d'échanges efficaces et sécurisés, et ce par la modernisation des infrastructures de traitement des paiements de masse.

Ce projet se concrétise effectivement en mai 2006 par la mise en œuvre de deux systèmes de paiements interbancaires modernes et efficaces, à savoir ; un système de règlements bruts en temps réel de gros montants et paiements urgents et un système de paiements de masse. Selon l'ex- Gouverneur de la Banque d'Algérie (2006), ces systèmes de paiement ont pour fonctionnalité d'assurer des transferts de fonds de façon efficace, sûr, rapide et sécurisé, tout en observant les recommandations universelles du Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CPSS) au niveau de la Banque des Règlements Internationaux. Cette réforme intervient dans un cadre de renforcement de bancarisation de personnes et de l'amélioration de l'inclusion financière, souvent considérée comme sujet central dans le contexte économique actuel.

Par ailleurs, la modernisation de système de paiement en Algérie a pour but d'améliorer la qualité du système de paiement qui semble un bon indicateur du fonctionnement de l'économie, améliorer le niveau d'intermédiation bancaire, s'adapter aux mutations financières et les progrès technologiques au niveau mondial. En plus, le développement des institutions et la concurrence ont amené les banques à instaurer des

systèmes d'information à leur niveau afin de mieux gérer la diversité des instruments et moyens de paiement d'un côté, et améliorer les procédures de paiement et de recouvrement, de l'autre.

Afin de parvenir efficacement à l'automatisation du circuit bancaire de transactions, il convient de mettre en place une infrastructure permettant une plus grande efficacité dans le traitement des opérations interbancaires et du marché financier et principalement développer le système de paiement de gros montants ; développement des normes et standards du système de compensation des transactions de petits montants ; modernisation du système d'information de la Banque d'Algérie en tant qu'appui au système de paiement et au traitement des opérations ; renforcement de l'infrastructure de télécommunication entre la Banque d'Algérie et le siège social des banques, des établissements financiers, du centre des chèques postaux, du Trésor Public et du dépositaire central.

Sur le plan réglementaire, le Conseil de la Monnaie et du Crédit a, au cours de l'année 2005, édicté trois règlements permettant aux systèmes ARTS et ATCI de fonctionner dans un cadre réglementairement bien défini, conforme aux normes universelles, il s'agit :

- En premier lieu, le règlement portant organisation et fonctionnement du système de règlement brut en temps réel de gros montants et de paiements urgents (RTGS), selon le rapport de la Banque d'Algérie établi en 2005, ce texte constitue l'ancrage réglementaire pour permettre le démarrage effectif des systèmes de règlements bruts en temps réel de gros montants et paiements urgents prévu début 2006. Etant un système interbancaire gérant les gros montants réalisés par la Banque d'Algérie, le RTGS constitue le principal volet de la modernisation des systèmes de paiements. En effet, un tel système de paiement moderne, rapide et sécurisé est l'élément pivot, en ce qu'il a pour finalité l'amélioration des services bancaires de base. Ce texte définit la responsabilité de l'opérateur du système (Banque d'Algérie), la responsabilité des participants au système et les modalités de fonctionnement du système.
- Ensuite, le règlement du 15 décembre 2005, portant sur le système de compensation de chèques et autres instruments, il faut savoir que le règlement portant sur le système de paiements de masse ou de détail dit Algérie Télécompensation Interbancaire (ATCI), couvre, non seulement, la définition, les caractéristiques, les méthodes de compensation, le fonds de garantie, les obligations pour les destinataires d'accepter les instruments dits de crédit (chèques, lettres de change, billets à ordre), mais aussi la responsabilité de l'opérateur du système et des participants au système ainsi qu'une série de règles de fonctionnement du système de paiements de masse .
- Enfin, le règlement relatif à la sécurité des systèmes de paiements portant sur la sécurité des systèmes de paiement a parachevé le dispositif réglementaire indispensable au bon fonctionnement des systèmes de paiements. Ce règlement présente ainsi, un intérêt majeur.

Il est évident que les systèmes de paiement doivent nécessairement intégrer les normes de sécurité maximales qui se traduisent par la fiabilité opérationnelle, la sécurité des paiements et la continuité de l'exploitation. Au plan pratique, la sécurité des systèmes de paiement porte sur l'infrastructure des systèmes de paiement et sur les moyens de paiement. Mais, elle concerne surtout les opérateurs des systèmes et les participants aux

systèmes. La sécurité des systèmes de paiement porte sur sa disponibilité, c'est-à-dire la continuité de son exploitation, son intégrité, sa confidentialité et son auditabilité. En ce qui concerne la sécurité des moyens de paiement, il faut souligner que la gestion des moyens de paiement dématérialisés doit s'inspirer, en tous points, des règles et des procédures inhérentes à la monnaie fiduciaire. En clair, la responsabilité du système d'échange est d'assurer à chaque participant la "bonne fin" des opérations qui y transitent. L'accent est mis sur la nécessité d'assurer l'intégrité des données et la sûreté de leur acheminement.

*Le premier système de paiement de gros montants (RTGS)* est un système interbancaire où s'effectuent les paiements de gros montants ou de paiements urgents mais uniquement par virement. A noter néanmoins que les ordres de virement sont effectués dans un système « un par un » et en temps réel. Il est à rajouter que les paiements ne sont pas compensés, ils sont irrévocables de façon à assurer la libre utilisation des fonds reçus par un participant pour l'exécution de ses propres opérations.

Les participants du système sont la Banque d'Algérie ; les banques ordinaires ; le Trésor Publics ; Algérie Poste ; Algérie Clearing pour les paiements à la Bourse et le Centre de pré-télécompensation interbancaire (CPI) pour les paiements en masse.

Il est important de souligner que les paiements effectués dans le système RTGS sont de la responsabilité des participants. En effet, chaque participant est tenu de gérer son compte de règlement ouvert dans le système, à la fin de la journée d'échange, toutes les opérations de paiement doivent systématiquement se transmettre par le biais d'une interface de lecture dans le système comptable de la Banque Centrale. En outre, au cours de la journée d'échange, les soldes compensés des autres systèmes de paiement (paiement en masse sur le marché financier) sont déversés dans le système RTGS.

Etant opérateur du système RTGS, la Banque d'Algérie assure la gestion, la surveillance et le contrôle de ce système en vue d'offrir une traçabilité de toute l'opération et de parvenir à sa réussite.

Enfin, le RTGS permet de développer la qualité des services bancaires en améliorant les délais de recouvrement des créances des entreprises qui optent pour les paiements urgents, en optimisant de la gestion de trésorerie de chaque banque participante et enfin, ce système offre une meilleure efficacité dans la conduite de la politique monétaire par la Banque d'Algérie conduisant, de ce fait, à une utilisation efficiente des ressources dans l'économie.

*La mise en place de la télé-compensation ou Algérie Télécompensation Interbancaire (ATCI)*, qui est un système des petits montants ou de détails, installé dans les locaux de la Banque d'Algérie.

Ici, il convient de rappeler que les banques, le Trésor et Algérie Poste adhèrent au système en tant que participants directs ou indirects. Le participant direct est raccordé au système via une plateforme dite plateforme participant, tandis que le participant indirect utilise celle d'un participant direct.

Par ailleurs, les caractéristiques du système reposent sur le calcul à la fin de chaque journée de compensation les soldes multilatéraux nets des participants et les déverse au système de règlement en temps réel et paiements urgents (RTGS) géré par la Banque d'Algérie ; il est autant auto-protégé à travers la détermination de limites maximales

autorisées de soldes multilatéraux débiteurs qu'il contrôle en permanence que sécurisé par les risques de fraude, car les échanges se font par le transfert de fichiers scellés, cryptés et signés. Il peut s'agir alors d'un système complètement automatisé et dématérialisé reposant sur l'échange des transactions électroniques dématérialisées.

Il est à souligner, de surcroît, que le système est un support pour tout type d'instructions de paiement de masse dématérialisée. A cet égard, il peut assurer les fonctions de gestion des « Remises Aller » transmises par les participants comme les contrôles d'accès, la validation des Remises Aller ainsi que la gestion des erreurs ; la gestion des rejets associés à chaque opération de paiement ; la gestion des Remises Retour, c'est-à-dire qu'à la fin de chaque séance de compensation, le système génère et diffuse des Remises Retour par le participant destinataire ; la gestion des demandes d'annulations d'opération de paiement ou ensemble d'opérations et le calcul des soldes de règlement, suivant un mode multilatéral en prenant en compte toutes les opérations de paiement dont la date de règlement est égale au jour de compensation.

Outre ces fonctions, le système ATCI s'occupe de la gestion des risques financiers , la prévention du risque de défaillance d'un participant ainsi que la fourniture d'informations techniques et financières aux participants (échancier de règlement, synthèse de flux aller et de flux retour à la fin de chaque séance, synthèse de règlement à chaque fin de journée et les statistiques de fonctionnement).

Installée et exploitée par un participant direct qui abrite des participants indirects, la plate forme de raccordement ou point d'accès unique au système ATCI permet, par ailleurs, une automatisation totale et sécurisée du raccordement des banques au système de télécompensation. De plus, la plate forme rend le système d'information des banques indépendant du protocole et règles d'échanges avec la télécompensation.

En tant qu'opérateur du système, le Centre de Pré-compensation Interbancaire (CPI), quant à lui, a pour rôle d'ouvrir le système, superviser le système central et des plates formes « participant », publier régulièrement des tableaux de bord, archiver des données et superviser des actions de maintenance préventive et curative.

Enfin, la mise en production du système de télécompensation est l'une des étapes les plus importantes de modernisation de l'infrastructure bancaire pour permettre d'améliorer la qualité de services bancaires. Au-delà de la réduction des délais de recouvrements bancaires, la réhabilitation des moyens de paiement scripturaux classiques, la généralisation des moyens de paiement automatiques (cartes, prélèvement...), le système permet d'assurer une meilleure bancarisation de l'économie en rendant le système bancaire plus attractif et plus accessible.

#### **4. Fintech en Algérie pour aspirer à la finance solide, accessible à tous et à moindre coût**

Les transformations digitales que nous avons abordées jusqu'-là ont fait l'émergence des nouveaux produits financiers tels que le E-banking, le e-paiement, ou le crowdfunding (financement participatif) bouleversant l'activité du secteur bancaire algérien. Leur progression, faut-il le dire, va à la fois faciliter l'accès aux services financiers et conduire à l'amélioration du bien-être des usagers, pouvant contribuer ainsi à l'inclusion financière

#### 4.1. Rappels utiles des événements actuels

Au début du mois mars 2024, nous tenons à rappeler d'un événement important ayant abordé la question de la Fintech en Algérie lors de la tenue du deuxième sommet de la *Fintech et du e-commerce* avec la participation de nombre d'experts, d'entrepreneurs et d'acteurs dans le secteur monétaire et technologique, nous relevons que dans un contexte de transition et d'adaptation aux avancées numériques, un tel événement représente un jalon clé pour le développement stratégique dans les domaines de la finance et du commerce en ligne.

A. **L'annonce de la stratégie « Algerian Fintech Strategy » 2024-2030** qui s'inscrit comme un engagement audacieux envers l'innovation et la transformation numérique.

Il s'agit d'une stratégie visant à positionner l'Algérie en tant qu'acteur majeur dans le domaine de la technologie financière sur la scène régionale et internationale. Si la stratégie Fintech Strategy est si primordiale c'est parce qu'elle répond à trois objectifs :

- ✓ L'innovation à grande échelle, c'est propulser l'économie vers de nouveaux sommets grâce à des solutions financières innovantes et surtout accessibles à tous.
- ✓ Les opportunités illimitées, il est nécessaire pour décideurs de saisir de cette opportunité pour parvenir à transformer et à moderniser le paysage financier algérien.
- ✓ L'inclusion financière, en tant que défi de l'heure, le projet de l'inclusion financière pour tous pourrait être soutenu par offrir aux populations (exclues et éloignées des services financiers traditionnels) l'accès aux services financiers grâce à des technologies novatrices.

#### 4.2. La Fintech algérienne Slick Pay

Selon son site, Slick-Pay est une Fintech Algérienne spécialisée dans les solutions innovantes et numériques de paiements. La fintech œuvre pour l'intégration des solutions digitales de paiement pour les web marchands, elle est non seulement au service du marchand, mais aussi aux particuliers souhaitant effectuer des transferts d'argent dans les deux sens (Envoi & Réception).

Il s'agit d'une application à produits numérique se caractérisant d'une interface intuitive rendant les paiements numériques accessibles à tous. Ces services permettent de répondre aux besoins financiers des clients comme l'envoi et/ou la réception de l'argent en quelques clics, la recharge (le crédit) et le paiement des factures et l'achat et le paiement à travers le code QR.

En partenariat avec les banques de la place ainsi que les autres acteurs tels que SATIM et GIE, Slick-Pay permet d'utiliser la carte (CIB / DAHABIA) pour payer et transférer de l'argent n'importe où et à n'importe quel moment. Cette fintech est disponible sur Apple Store et Play Store, qui permet une mobilité totale, l'utilisateur n'a plus besoin d'avoir sa carte bancaire pour effectuer des paiements en ligne ou de proximité, grâce à la technologie QR code embarquée dans l'application Mobile Slick-Pay qui permet un paiement sans contact via le scan QR Code.

Le succès de la Fintech Slick-pay apparaît pendant la crise sanitaire du covid-19 où l'on assiste à l'essor des activités de vente en ligne en Algérie, les citoyens algériens (commerçants et les consommateurs) n'ayant pas eu d'autre choix que de se mettre à vendre et à acheter en

ligne en raison des mesures de confinement et le respect de la distanciation sociale imposée par la dangerosité du virus. Depuis lors, la vente en ligne devient de plus en plus une habitude acquise par le consommateur qui continue à régler leurs achats sur le Net.

Enfin, les perspectives de la Fintech Slick pay visent à déployer avec ses clients un écosystème financier en Algérie plus fluide, plus performant, et surtout plein d'innovation.

## **5. Conclusions et perspectives**

En guise de conclusion, on s'accorde tous à dire que les technologies financières sont des solutions novatrices pour les institutions financières traditionnelles. Dans le but de pallier l'inaccessibilité financière, les avancées dans le secteur de la technologie financière explorent des approches inclusives pour répondre à des besoins nouveaux, non comblés ou mal comblés.

L'émergence, puis au développement de la finance technologique dans le monde se voit par des spécialistes comme une véritable révolution qui a réussi de provoquer des transformations au sein des acteurs traditionnels (banques, établissement financiers, assureurs,...) aussi dans les modes de fonctionnement des institutions « accessibilité financière relativement facile » que dans façon d'échanger avec les clients « usage des services financiers ».

Néanmoins, les transformations numériques et le développement des procédés technologiques a suscité des débats sur le devenir du secteur financier traditionnel. En effet, pendant que la cryptomonnaie débarque dans le monde de la finance et s'officialise dans certains pays comme le Salvador, on ne peut qu'assister à une confrontation directe entre le secteur financier traditionnel et le monde virtuel. Les banques redeviennent des acteurs qui devraient, dans un environnement fortement concurrentiel, s'innover et jouer le rôle du chef de file de la transformation numérique dans le secteur financier en général.

Face à plusieurs challenges, la Fintech en Algérie est une opportunité. A la fois une alternative qui pourrait accompagner les banques classiques dans leur politique de finance inclusive pour tous et une complémentarité qui va servir la modernisation profonde de l'industrie bancaire. Nous nous rendons compte que la transformation numérique en Algérie n'est pas un sujet facile du fait de la prédominance « historique » des modes de gestion archaïques qui ne permettent d'asseoir une véritable stratégie numérique inclusive. On ne peut non plus ignorer les progrès qui ont été réalisés jusqu'à présent en matière technologique :

- Primo, le secteur bancaire a montré au milieu des années 90 son intention d'investir dans un processus de dématérialisation des moyens de paiement en créant par le biais des banques et établissements financiers la société d'automatisation des transactions interbancaire et de monétique (SATIM) qui œuvre, à travers la mise en place des plateformes informatiques et numériques, pour la concrétisation du projet de « scripturalisation » de l'économie et la dématérialisation des instruments de paiement. Au début de ses missions, la société a, faut-il le rappeler, mis en place la carte interbancaire et a poussé l'implantation des automates bancaires (DAB/GAB) et la diffusion les appareils ou terminaux de paiements. Aujourd'hui, elle constitue le levier principal d'un écosystème monétique en Algérie, d'ailleurs elle obéit aux standards internationaux qui garantissent l'interbancaire, l'intégration, gestion et assistance des DAB/GAB, TPE et e-commerce, la veille technologique, la sécurité et conformité et la digitalisation des processus opérationnels.

- Secundo, concernant la banque virtuelle, malgré quelques avancées mentionnées plus haut, l'accès à l'application E-banking sollicite préalablement un accès garanti au compte comme droit d'un service de base « fondamental », c'est à partir de la bancarisation « physique » qu'on peut atteindre un niveau élevé des usagers de la technologie, cela dit que les banques algériennes sont appelées, en vue de saisir les opportunités des procédés de la technologie d'information et de communication (TIC) qu'elles disposent à leur niveau, à desserrer certaines des conditions d'accessibilité financière et de s'engager pleinement dans la promotion des services via une véritable politique de marketing de services.

Dans une perspective de développement de la Fintech en Algérie, nous avons vu aussi la création du Groupement d'Intérêt Economique Monétique (GIE Monétique) en 2014, l'objectif étant d'appuyer la démarche stratégique par la régulation du système monétique interbancaire et la définition des missions et des attributions de l'ensemble des acteurs de ce système. A noter aussi que le groupement est le véhicule à travers lequel l'interbancaire du système monétique et son interopérabilité avec des réseaux monétiques locaux ou internationaux pourraient être possibles.

Nous pouvons affirmer aussi que les démarches inclusives, qui se sont multipliées au niveau d'Algérie Poste en s'appuyant sur les services monétique, vont ouvrir plusieurs possibilités à l'accessibilité financière d'une population « mal » bancarisée et faiblement incluse financièrement. Grâce à la carte Edahabia, les services en ligne sont accessibles aux clients, les paiements s'effectuent à distance moyennant un réseau électronique mais impliquant d'autres intermédiaires non bancaires tels que les opérateurs téléphoniques, SONELGAZ, ADE...,

Nous pensons aussi que l'expérience de Natixis dans la banque mobile (BANXY) est l'une des étapes importantes qui va, à la fois, amener les banques publiques à s'impliquer davantage en matière de transformation numérique afin de parvenir à réduire les écarts de bancarisation entre les populations.

Enfin, la Fintech en Algérie pourrait représenter une chance pour les exclus du secteur financier formel et une complémentarité pour les institutions financières classiques dans la mesure où elle permettrait d'une part d'étendre la distribution des services financiers aux populations souffrant d'une faible accessibilité financière.

## **6. Références bibliographiques :**

### **1. Livres**

- Collection des Livres Blancs (2016), « banque et fintech : enjeux d'innovation dans la banque de détail », édition RB. Paris.
- EONNET Y & Manceron H (2018), « Fintech, les banques contre-attaquent », édition Dunod. Paris.
- Manceau D (2003), « Marketing et Management », 11<sup>e</sup> édition Pearson Education. Paris

### **2. Rapports et articles scientifiques**

- Rapport de synthèse ACPR de la Banque de France (2017), « transformation numérique dans le secteur bancaire français, numéro 131.
- Rapport « événements d'affaires » (2020), « technologie financière (fintech) », CANADA.

- Rapport KPMG (2018), « finance numérique et intelligente de KPMG ».

### **3. Etudes et documents :**

- Deloitte US (2017), « moment critique -la finance à l'ère numérique », volet 1.
- ITU News Magazine (2021), l'inclusion financière numérique », n°3.
- Lowagie V (2017), « fintech : nouvelles formes de financement des créances commerciales et leur impact sur les banques ». Université de Louvain.
- Steinville T (2019), « fintech et les nouveaux rapports de force sur le secteur bancaire et financier », Université Kedge Business School.
- Compte rendu de la journée internationale des droits de consommateurs (2022), « finance numérique équitable ».
- Vives C, (2022) « Fintech et inclusion financière », HAL. Grenoble.

**Titre :** La transition numérique en Algérie : État des lieux et impacts sur le développement de l'entrepreneuriat

Axe 4

**Résumé de la communication proposée par :**

- Oussaid aziz, Maitre-assistant -A- l'université de Tizi-Ouzou
- M. AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'université de Tizi-Ouzou.

A l'instar de la plupart des pays, l'Algérie a pris conscience de l'importance de la numérisation pour son développement et ce, dans tous les domaines. Accusant un énorme retard par rapport aux pays les plus avancés, l'Algérie s'est ouverte progressivement envers les nouvelles technologies et l'économie numérique à partir de la fin des années 90 et début des années 2000, notamment avec l'ouverture de ce secteur aux opérateurs privés (UNCTAD, 2019) et la création de l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT). Le lancement de la téléphonie mobile, de l'ADSL, la fibre optique, puis l'internet mobile (3G et 4G) ont été les véritables facteurs de numérisation de la société algérienne en générale et de son économie en particulier. Le dernier rapport du Ministère de la Poste et des Télécommunications, montre qu'au premier semestre 2023, le pays ne compte pas moins de 45.144.6095.09 abonnés à l'internet mobile et 5.712 à internet fixe, soit un taux de pénétration de 71% (Banque Mondiale, 2021).

Par ailleurs, l'introduction de ces nouvelles technologies ne peuvent conduire à plus d'efficacité sans qu'elles soient accompagnées par de véritables changements organisationnels et d'un recours massif aux services publics numériques par les citoyens et les entreprises (Algan, Bacache, & Perrot, 2016). Ainsi, voulant rattraper son retard en matière du numérique, l'Algérie a lancé le projet « E-Algérie 2013 », visant la modernisation de l'administration par l'introduction de ces technologies, d'une part, et le rapprochement de l'administration du citoyen par le développement des services en lignes, d'autre part. Ce projet colossal a été élaboré par plus de trois cents personnes, regroupant les institutions et administrations publiques, les opérateurs économiques publics et privés, les universités et les centres de recherche, les associations professionnelles (Taib, 2015). Ainsi, de nombreux domaines (marchands et non marchands) et pratiquement toutes les administrations, aussi bien locales que centrales, ont été touchés par cette transition numérique. En effet, pratiquement tous les ministères sont dotés d'un service et/ou des plateformes numériques, avec une création, à partir de 2020, d'un ministère de la numérisation et des statistiques.

Le secteur financier, quant à lui, accuse un énorme retard et ce, malgré les innovations observées en matière de e-paiement, dont la plus pertinente est celle d'Algérie Poste lancée en 2016, permettant aux particuliers et aux entreprises d'effectuer des règlements de leurs factures (énergie, assurance, communication, internet, billetterie, etc.) auprès de quelques entreprises publiques, telles que SEAL, SONALGAZ, ATM, AIR ALGERIE, etc. Les virements électroniques, le retrait via les cartes bancaires ainsi que le paiement deviennent aussi possibles grâce à l'installation des DAB et des GAB dans la plupart des banques ainsi que la dotation des grandes surfaces commerciales des TPE. Cependant, ces opérations ne sont pas encore généralisées sur toutes les activités économiques, ce qui freine le développement du commerce électroniques en Algérie.

L'engouement à la numérisation s'est accéléré avec la pandémie de la COVID19 qui a touché toutes les économies et toutes les activités. Des lors, nous observons des transformations numériques qui se manifestent intensément dans les secteurs des services, de la santé, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, mais aussi dans les administrations et des organismes de promotion des PME. D'ailleurs, selon l'enquête de l'ONU (2022), l'Algérie, en matière de

numérisation des administrations, est classée 112ème sur 193 pays, avec un indice de développement du e-Gouvernement de 0.5611 (Ministère de l'industrie, 2022). Ainsi, elle gagne 8 positions par rapport au classement de 2020, selon cette enquête. Ces transformations viennent consolider les différents programmes de mise à niveau des PME et apporteront certainement des solutions aux différents blocages administratifs dont souffrent les opérateurs économiques et amélioreront le climat des affaires en Algérie.

Au vu de ce qui précède, l'on se pose la problématique suivante : **Quelles sont les impacts de la transition numérique sur le développement de l'entrepreneuriat en Algérie ?**

Ainsi, l'objectif de cette communication est double. D'une part, il s'agit de mettre en lumière les différentes transformations numériques en Algérie et de dresser, ainsi, un état des lieux. D'autre part, il s'agit d'analyser les effets de ces transformations sur la création des entreprises et le développement de l'entrepreneuriat, de détecter les obstacles et d'essayer de proposer des perspectives.

Pour ce faire, nous appuierons sur les données institutionnelles et ministérielles relatives aux différentes politiques de numérisation en Algérie ainsi que sur les bilans des organismes de promotion de l'entrepreneuriat (ANGEM, ANADE, ANDI, etc.). D'autres données issues des rapports internationaux (Banque mondiale, UNCTAD, PNUD) seront utilisées afin de pouvoir comparer la situation algérienne à celles des économies voisines.



*Équipe de recherche PRFU :*  
***Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie***  
Journée d'étude portant sur :  
**Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie**



Communication intitulée:

La transition numérique en Algérie, état des lieux et impact sur le développement de l'entrepreneuriat

M. OUSSAID Aziz, MAA à l'UMMTO

M.AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO

## Introduction

I. Les programmes de numérisations en Algérie

II. Etat des lieux de la numérisation en Algérie

III. Impacts de la numérisation sur le développement de l'entrepreneuriat

## Conclusion

# INTRODUCTION

□ La transition numérique désigne le processus consistant à réaliser et/ou à faciliter toutes les activités économiques, sociales et administratives à l'aide des TIC.

□ Par définition, la « transformation numérique » fait référence aux effets économiques et sociétaux de la numérisation et du développement du numérique. (OCDE, 2019)

□ Cette transformation impacte profondément notre manière de travailler, de communiquer, de consommer et de vivre

# Introduction

La numérisation a engendré de nombreuses mutations :

- Le transport avec Uber
- La distribution avec Alibaba
- L'édition avec Amazon
- La presse avec Google et réseaux sociaux
- Le cinéma avec le streaming et Netflix
- L'enseignement avec E-learning
- Etc.

# INTRODUCTION

- ❑ L'Algérie, à l'instar de tous les pays du monde, a pris conscience de l'importance et des potentialités du numérique
- ❑ L'Algérie a engagé des plans de numérisation dans tous les secteurs d'activité
- ❑ Une transition accusant un retard, mais enregistrant des avancées notables

**Quels sont les impacts de la transition numérique sur le développement de l'entrepreneuriat en Algérie?**

# I. Les programmes de numérisation en Algérie

## 1. Stratégie e-Algérie 2013

Le programme « e-Algérie 2013 », lancé en 2008 et élaborée en 13 axes majeurs , dont les plus importants sont:

**Axe A:** l'accélération de l'usage des TIC dans les administrations publiques

**Axe B:** l'accélération de l'usage des TIC dans les entreprises

**Axe C:** l'accès des citoyens aux équipements et aux réseaux des TIC

**Axe D:** Impulsion du développement de l'économie numérique

# I. Les programmes de numérisation en Algérie

## 2. Numérisation de l'administration publiques

Parmi les actions les plus importantes:

- ❑ Mise en place de l'identité biométrique à partir de 2010;
- ❑ Numérisation des services d'état civil et de la justice;
- ❑ développement des services de e-gouvernement , avec la numérisation de tous les ministères;
- ❑ Numérisation des écoles et des universités (inscription, Progress, e-learning, etc.)

# I. Les programmes de numérisation en Algérie

## 3. Numérisation des institutions financières

- ❑ 1995: création de la Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique (SATIM) par 07 banques et une compagnie d'assurance;
- ❑ 2014: création du Groupement d'Intérêt Economique Monétique (GIE Monétique);
- ❑ 2017: modernisation des activités de l'Algérie Poste, avec le renforcement des DAB et GAB sur tout le territoire national et création de BardiMob;
- ❑ 2024: lancement de l'interopérabilité de paiement mobile (Switch mobile)

# I. Les programmes de numérisation en Algérie

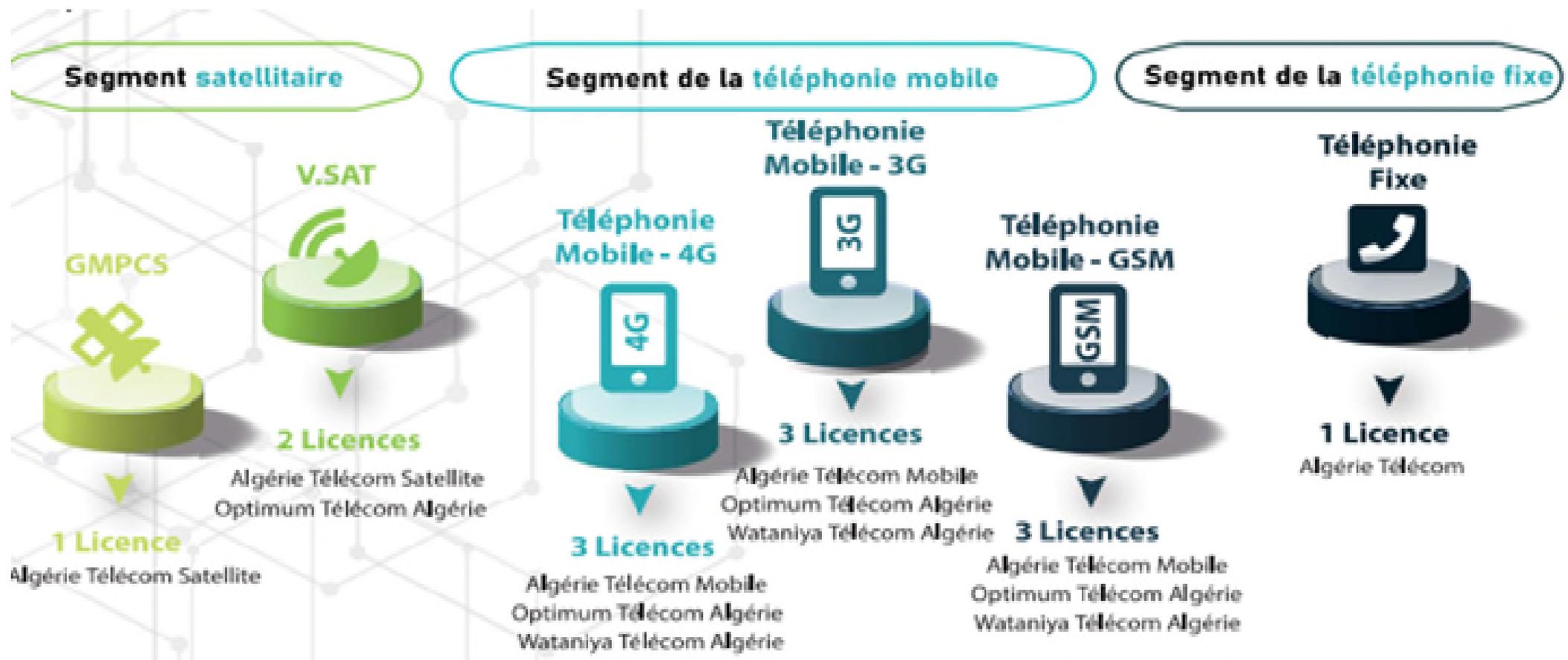
## 4. Programmes de numérisation destinés aux entreprises

- ❑ 2008 Euro-Développement PME II pour la maîtrise des TIC;
- ❑ Numérisation des organismes d'appui aux PME (ANSEJ; CNAC; ANDI, ANGEM);
- ❑ Numérisation du Centre National du Registre de Commerce (CNRC);
- ❑ Création de Ministère des Startup et Micro-entreprises
- ❑ Mise en place de la plateforme de l'Auto-entrepreneur

# II. État des lieux de la numérisation en Algérie

## 1. Communication et réseaux

Figure N° 01: Les opérateurs téléphoniques en Algérie

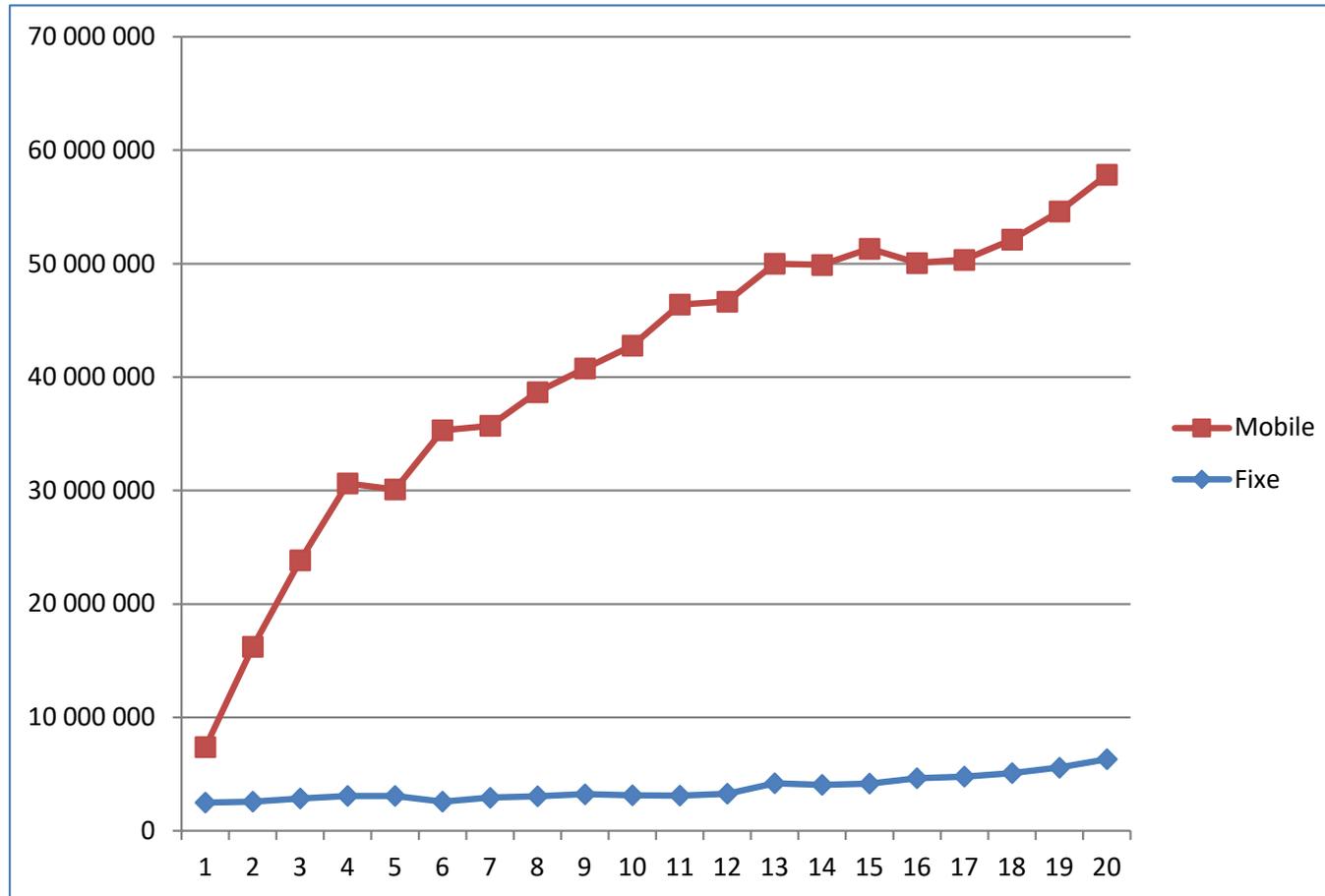


Source: (ARPCE, 2022)

# II. État des lieux de la numérisation en Algérie

## 1. Communication et réseaux

Graphique N° 01: évolution de nombre d'abonnés téléphoniques (2004/2024)



Nombre d'abonnés au  
31/12/23:

**Fixe:** 6.324.384

**Mobile:** 51.522.147

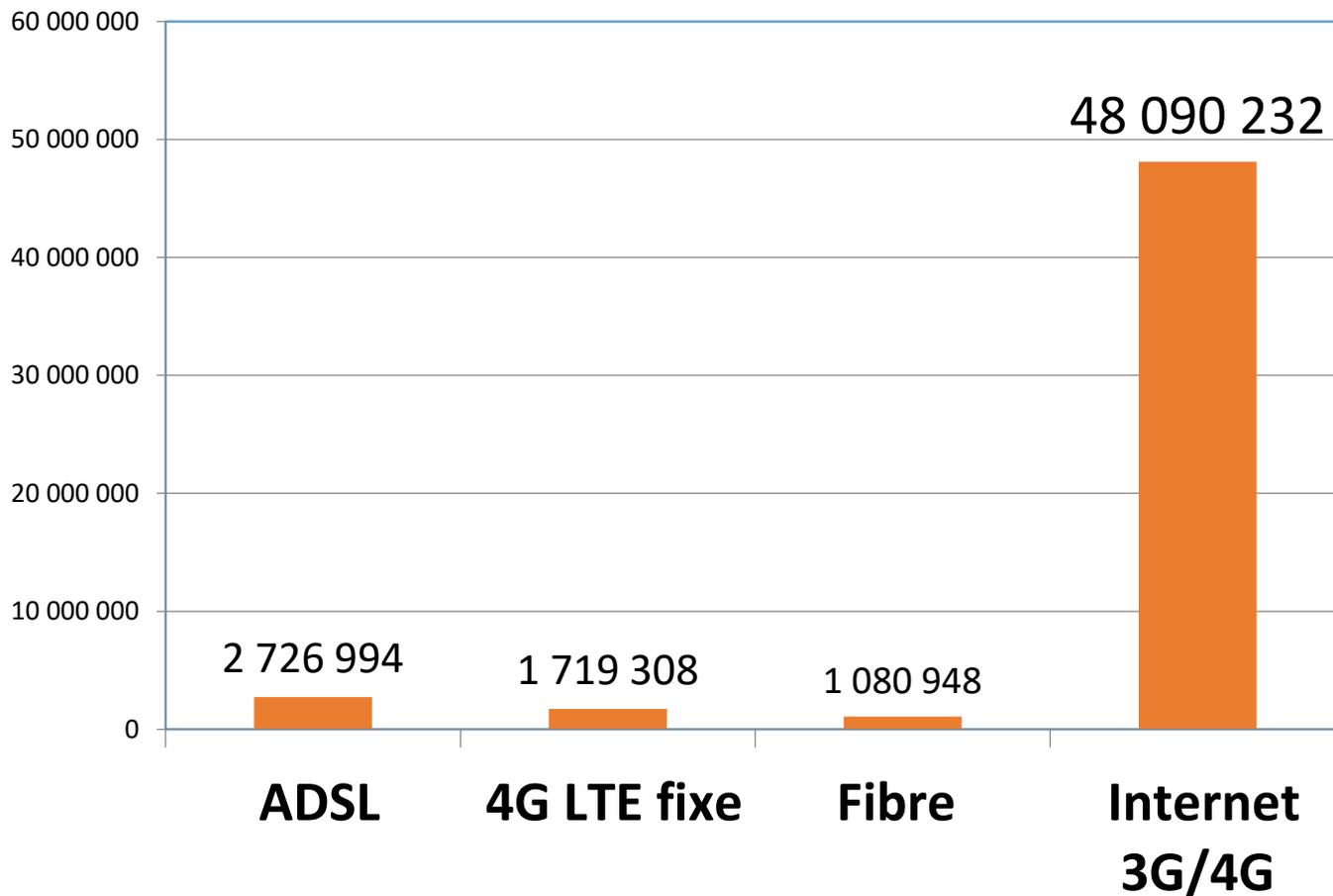
**Total:** 57.846.531

Source: (Nous-mêmes à partir de ARPCE)

## II. État des lieux de la numérisation en Algérie

### 1. Communication et réseaux

Graphique N°02: Nombre d'internautes en Algérie au 31/12/23



Nombre d'abonnés à internet au 31/12/23:

**53.617.484 abonnés**

Source: (ARPCE, 2023)

## II. État des lieux de la numérisation en Algérie

### 2. Situation du E-Banking en Algérie

Tableau N°01: Transactions par cartes bancaires (e-paiement) 2020

Volume en millions d'opérations et valeurs en milliards de dinars

Type d'opération	Volume	Valeur	Ratios Volume(%)	Ratios Valeur(%)
Retraits sur DAB/GAB	11,997	217,979	92,85%	98,01%
Paiements par cartes	0,920	4,409	7,12%	1,98%
Dont paiements sur TPE	0,439	3,441	3,40%	1,55%
Dont paiements par internet	0,481	0,968	3,72%	0,43%
Remboursements de paiements sur TPE	0,003	0,024	0,03%	0,01%
Total des transactions par cartes	12,920	222,411	100,00%	100,00%

Parc monétique  
31/12/23:

**16.509.507** CIB et  
Edahabia

**53.191** TPE

**3.847** GAB/DAB

Source: (Banque d'Algérie, 2020)

## II. État des lieux de la numérisation en Algérie

### 3. E-Gouvernement en Algérie

- ❑ 28 Ministères disposant d'un site internet
- ❑ Numérisation des différentes directions : CNRC; CNAS; CASNOS

Activités soumises à l'autorisation:

**98** Activités disposent de plateformes numériques

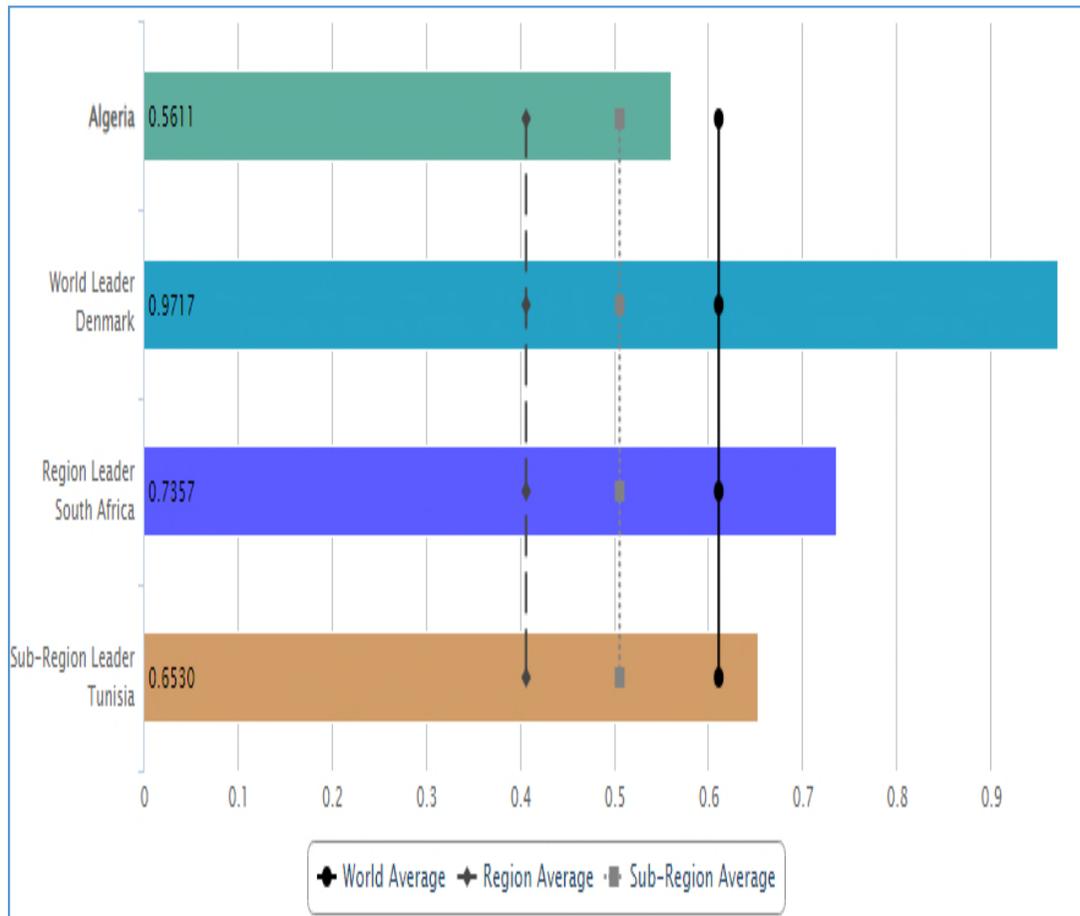
**174** Activités dont les plateformes sont en cours de réalisation

Mise en place du portail gouvernemental [www.bawabatic.dz](http://www.bawabatic.dz)  
Avec **300 services publics** numérisés (particuliers et entreprises) de **29 départements ministériels**

# II. État des lieux de la numérisation en Algérie

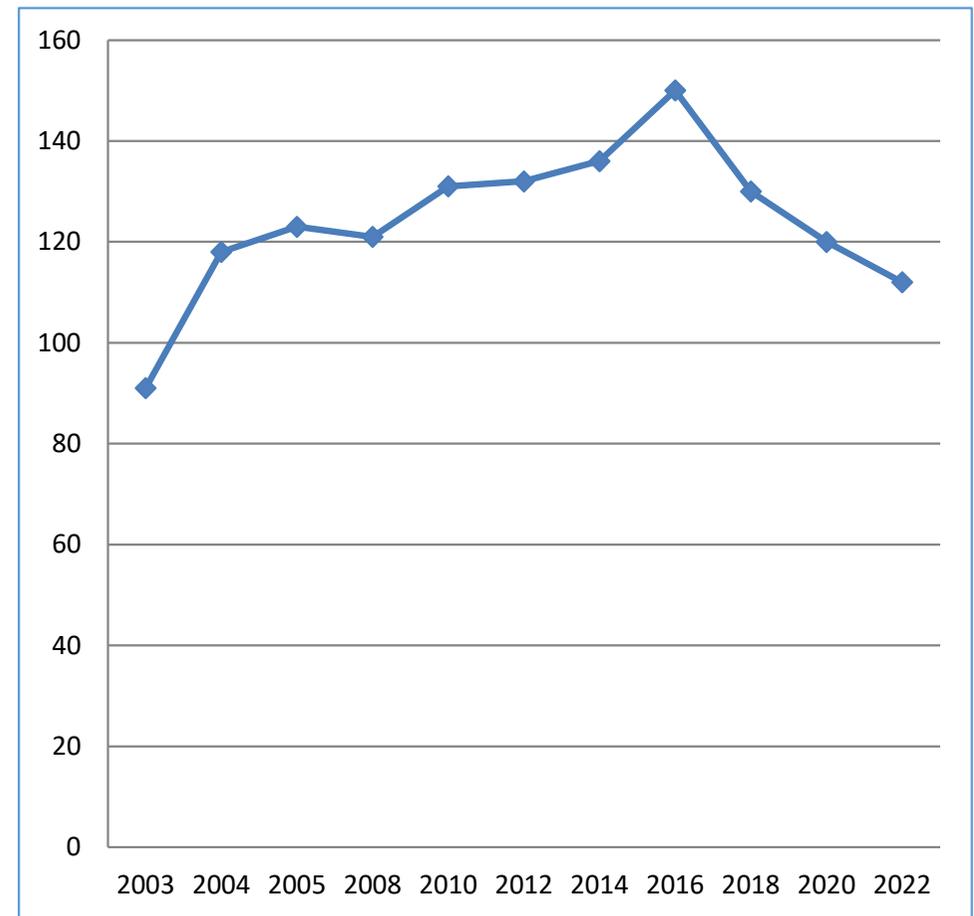
## 3. E-Gouvernement en Algérie

Graphique N° 04 : classement mondial de l'Algérie en matière de E-gouvernement en 2022



Source: (UN E-Government Survey ,2022)

Graphique N°05: évolution du e-gouvernement en Algérie



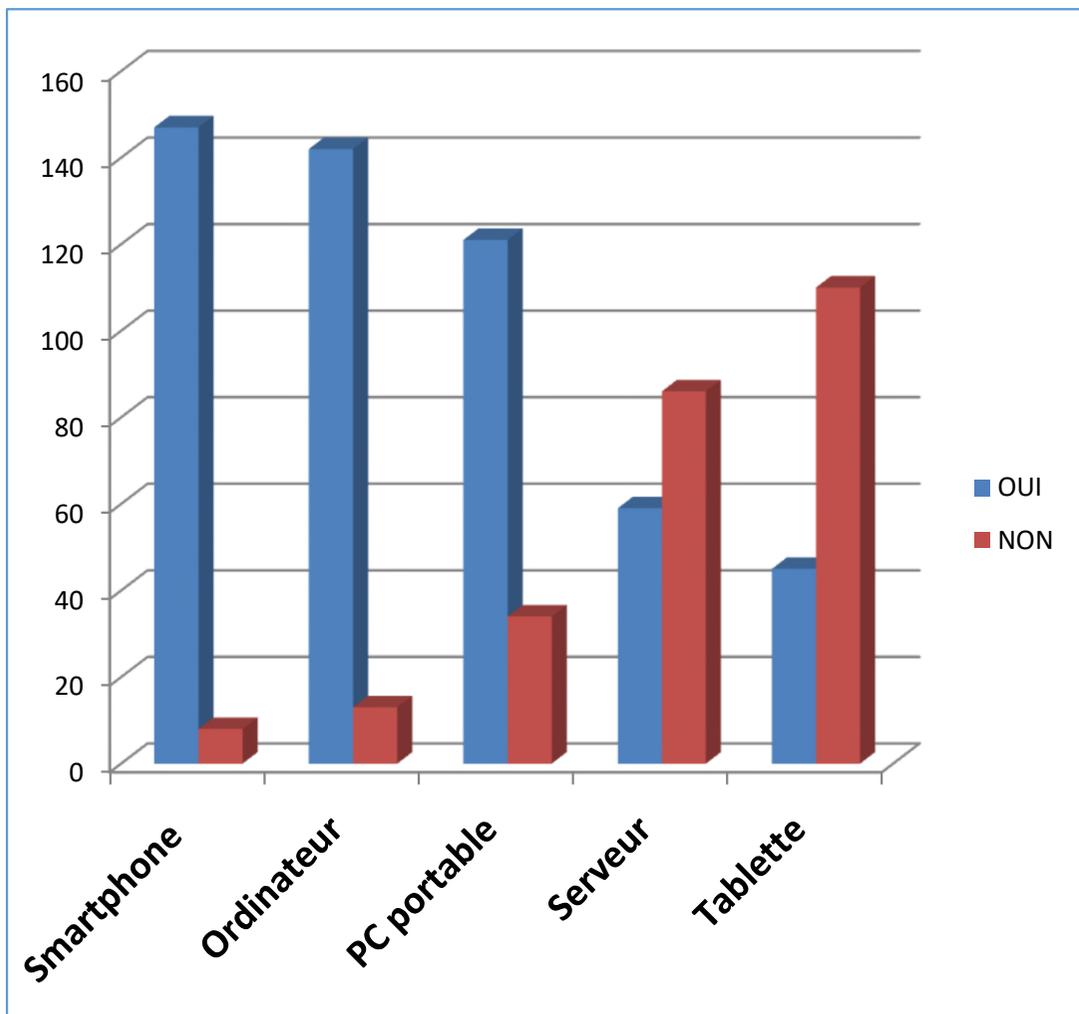
Source: Nous-mêmes, à partir de UN E-Government Survey

## II. État des lieux de la numérisation en Algérie

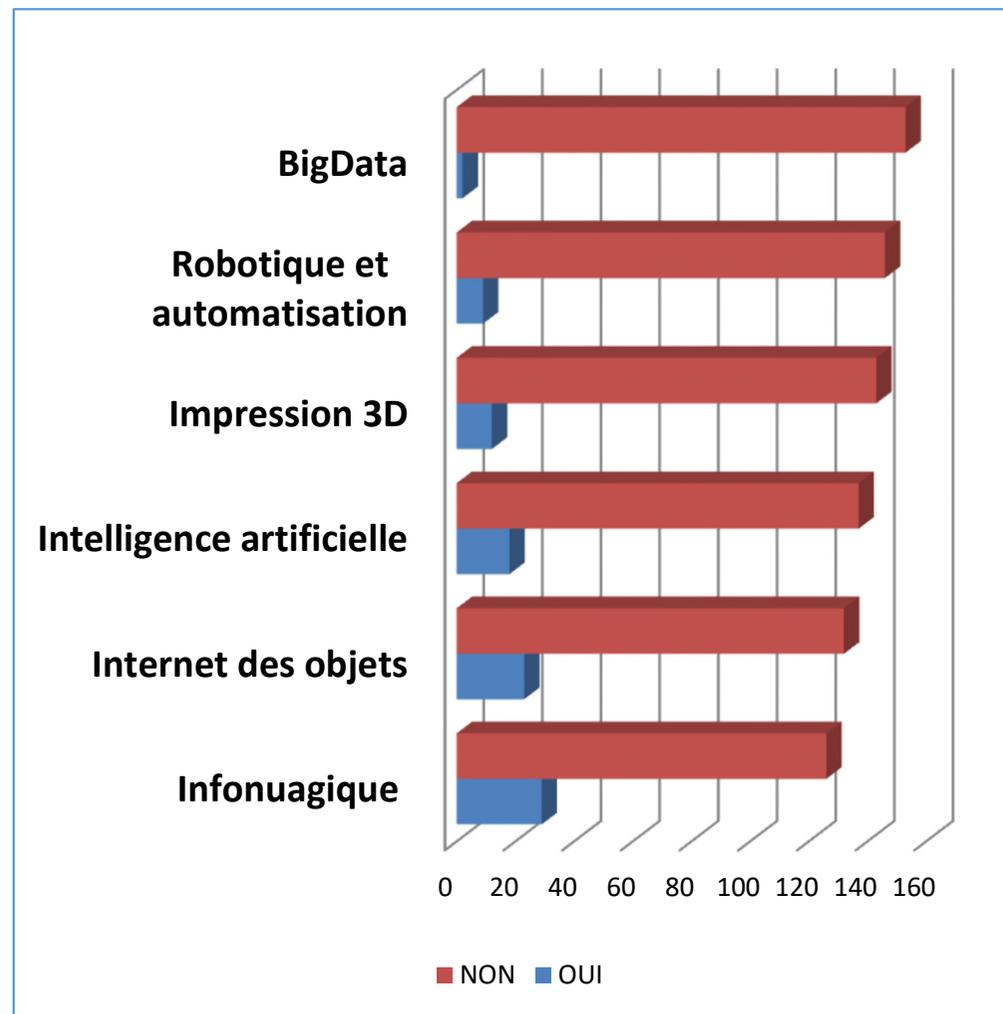
### 4. Numérisation des entreprises Algériennes

Graphique N° 06 : équipement des PME en TIC

Graphique N°07 PME et TIC avancées



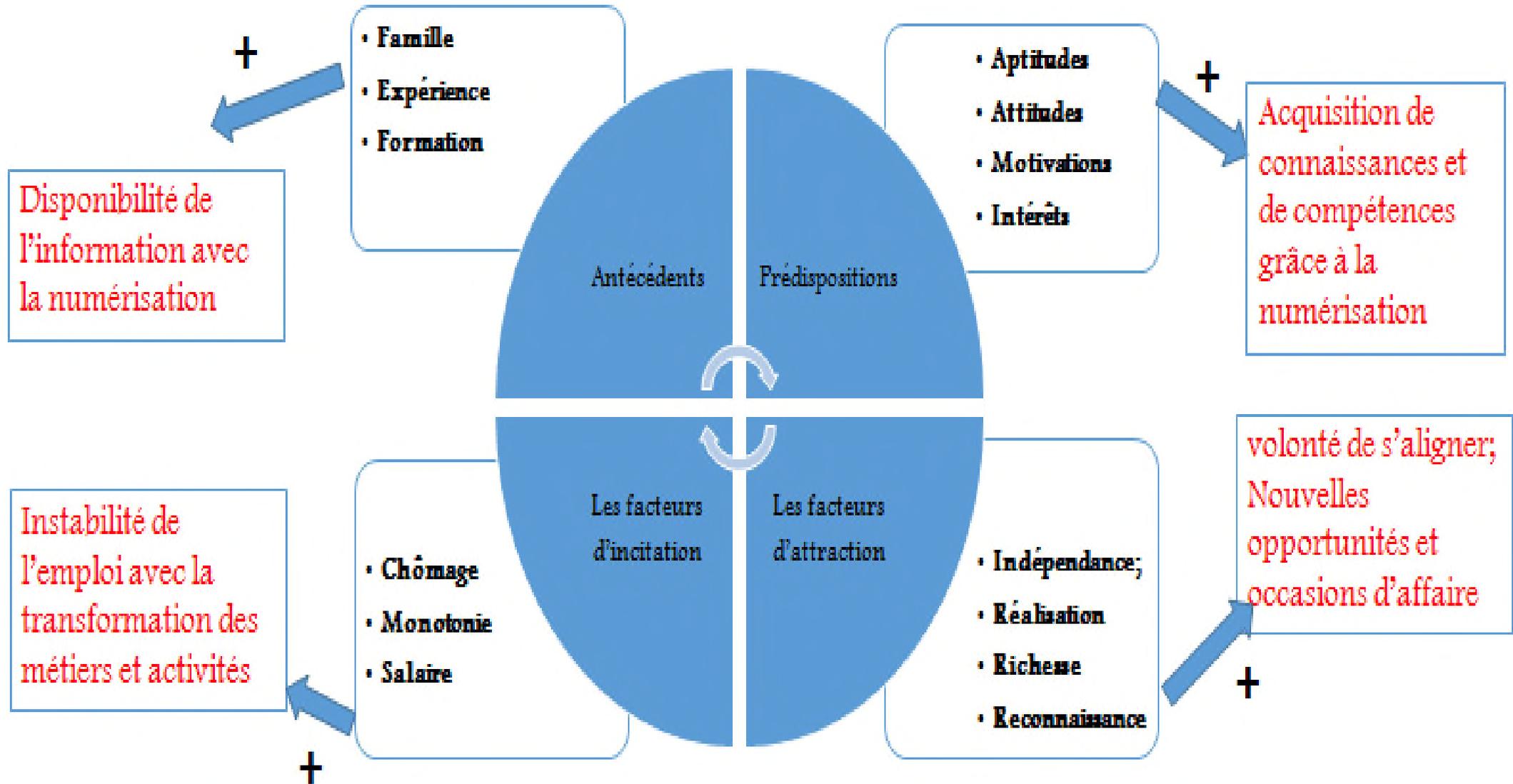
Source: (Nous-mêmes )



Source: Nous-mêmes

# III. Les impacts sur le développement de l'entrepreneuriat

## 1. Transition numérique et intention entrepreneuriale



### III. Les impacts sur le développement de l'entrepreneuriat

#### 2. Facilitation des procédures de création d'entreprises

- Numérisation de tous les formulaires et des procédures
- Réduction de nombre de procédures
- Enregistrement en ligne (CNRC; CNAS; CASNOS; NIF; NIS)
- Réduction des délais d'enregistrement et d'obtention du RC

# III. Les impacts sur le développement de l'entrepreneuriat

## 3. Startup, nouvelle tendance entrepreneuriale

- ❑ Création du ministère de l'économie de connaissance et des startups en 2022
- ❑ Arrêté 1275 en 2022 portant sur mécanisme –un diplôme /une startup
- ❑ Multiplication des incubateurs et de formations Startup

**Plus de 5000 Startups en 2023**

### III. Les impacts sur le développement de l'entrepreneuriat

#### 4. Transition numérique et auto-entrepreneuriat

Création de la plateforme auto-entrepreneur : Agence Nationale de l'Auto-Entrepreneur (ANAE)

- ❑ Activités répertoriées: **1300 Activités**
- ❑ Délai d'obtention de la carte d'auto-entrepreneur: **12 à 24h**
- ❑ Nombre d'auto-entrepreneurs en Janvier 2024: **plus de 41.764**

# Conclusion

L'Algérie a réalisé une avancée considérable en matière de transformation numérique grâce aux différents programmes lancés depuis le début des années 2000. Cependant, des problèmes considérés comme des freins à cette transition peuvent être signalés:

- ❑ Absence d'une vision éclairée permettant l'élaboration d'une stratégie à long terme
- ❑ Résistances aux changements observée dans les administrations, notamment par les seniors;
- ❑ La généralisation de cette transformation sur l'ensemble des secteurs
- ❑ la volonté excessive d'obtenir des résultats (quantitatifs) à court terme

# Merci de votre attention

## **INTELLIGENCE ECONOMIQUE TERRITORIALE, ENTRE THEORIES ET PRATIQUES**

### **Résumé de la communication proposée par :**

-TADJINE-DAHMOUNE Rhadia, Maitre de conférences classe A, faculté des Sciences économiques, Université Mouloud Mammeri, TIZI OUZOU, Algérie, rhadia.dahmoune@ummto.dz

-BENAMARA-SAIT Karima, Maitre de conférences classe B, faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, UMM TIZI OUZOU, Algérie, karima.sait@ummto.dz

### **Résumé**

Dans notre ère de connaissance sans cesse croissante, la recherche, le traitement, et la diffusion efficaces de l'information se positionnent au cœur des préoccupations des acteurs économiques. En effet, dans un environnement où la vitesse de réaction peut faire la différence entre le succès et l'échec, la capacité à anticiper et à naviguer à travers le flux incessant d'informations pertinentes est devenue une compétence essentielle.

L'intelligence économique émerge alors comme un phare dans cette mer d'informations, offrant aux entreprises les outils nécessaires pour naviguer avec agilité dans un paysage concurrentiel en constante évolution. Que ce soit pour élaborer des stratégies avant-gardistes, répondre de manière proactive à la concurrence, optimiser la chaîne de valeur des produits, ou encore prendre des décisions éclairées, l'intelligence économique s'avère être le pilier sur lequel reposent les succès des entreprises modernes.

Cet impératif se fait particulièrement ressentir au sein des pôles de compétitivité, ces écosystèmes où convergent les savoir-faire des industriels, des PME et des institutions académiques. Dans ce creuset d'innovation, la nécessité de tirer profit de l'information disponible et de la transformer en intelligence exploitable devient une priorité absolue.

D'autre part, l'intelligence territoriale élargit cette perspective en mettant en lumière les interactions complexes entre la sphère publique et le secteur privé, surtout dans le contexte urbain. En favorisant la collaboration entre les différentes parties prenantes, cette approche permet de catalyser le développement urbain de manière harmonieuse et durable.

Cet essor de l'intelligence territoriale représente une avancée majeure, non seulement en termes de compétitivité économique, mais également en ce qui concerne la qualité de vie des citoyens. En permettant une gestion plus efficace des ressources et une anticipation des besoins, elle ouvre la voie à un urbanisme plus inclusif et résilient.

La problématique soulevée par cette communication réside donc dans la mise en œuvre concrète des principes de l'intelligence économique territoriale. Comment ces concepts abstraits peuvent-ils être traduits en actions tangibles, capables de transformer la réalité urbaine et de renforcer l'attractivité d'un territoire donné ? C'est là le défi auquel sont confrontés les décideurs

et les acteurs de terrain, et dont dépend en grande partie le succès des initiatives visant à dynamiser nos villes et nos régions.

**Mots clés:** Intelligence économique -Ville -Territoire - Attractivité - Information

**Titre de la communication :** Les pôles émergents dans le secteur des TIC comme stratégie de développement économique des territoires en Algérie : le cas du pôle technologique de Sidi Abdallah

**HAMMOUTENE Ourdia, MCA, UMMTO**

**Email:** [ourdia.aiche@ummto.dz](mailto:ourdia.aiche@ummto.dz)

## **Résumé**

Aujourd'hui, le défi de l'Algérie est de casser les dynamiques rentières et de reconsidérer sa stratégie de développement économique qui reste basée sur les hydrocarbures. C'est d'autant plus urgent considérant que la croissance de demain repose sur le développement de l'économie numérique. A ce sujet, un semblant de consensus semble exister parmi les académiciens pour dire que l'économie numérique recouvre les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), les secteurs qui les utilisent et ceux qui ne pourraient exister sans ces technologies (Lemoigne et al ,2011).

Le paradoxe de la productivité (Solow, 1987) étant dépassé, les travaux récents se rapportant aux TIC se montrent plutôt favorables à l'égard des effets de ces technologies et reconnaissent pour la plupart leurs vertus. C'est ainsi que l'on considère que les applications des TIC peuvent devenir des moyens de rattrapage économique dans la stratégie de développement du pays. L'enjeu serait de ne pas manquer la symbiose TIC/économie, fondement de la nouvelle économie (Chettab, 2008).

Dans cet esprit, l'Algérie entame à partir de la fin des années 1990 des changements en espérant profiter des transformations liées à la quatrième révolution industrielle (Schwab, 2015). Ces deniers prennent lieu dans un contexte de globalisation croissante et de mise en œuvre des accords internationaux (Mezouaghi, 2001). Ils portent sur la reconsidération de l'environnement juridique et institutionnel du secteur de la poste et des TIC avec sa libéralisation et la régulation de ses activités.

Consciente de l'ampleur des attentes et des compétences souvent peu mobilisées et valorisées, l'Algérie met en œuvre des stratégies (e-Algérie 2013, le programme de modernisation des PME/PMI et le plan d'action du ministère de la poste et des TIC...) avec pour objectif la réduction de la fracture numérique. Parmi elles, la création des pôles technologiques reste sans nul doute la plus importante.

Cette forme d'organisation industrielle territorialisée incarne avec d'autres formes la même doctrine : la mise en réseau d'acteurs et leur coopération active est source de compétitivité et d'innovation pour les entreprises et les territoires (Porter, 2000). En effet, à travers la création de ces technopoles, on aspire à une concentration des ressources pour susciter des externalités

induites par la proximité géographique, sources de gains de productivité, d'appropriation technologique et d'innovation.

C'est précisément, dans cet esprit, qu'en 2007, l'Agence Nationale pour la Promotion et le Développement des parcs technologiques (ANPT) a été mise en place en Algérie. Etant sa première réalisation, le cyber-parc de Sidi Abdallah a pour vocation de devenir un pôle d'excellence dans le numérique pour faire des entreprises « Start-up » algériennes des entités innovantes compétitives sur le marché mondial dans le secteur des TIC.

**A l'état actuel des choses et à travers le cas du cyber parc de Sidi Abdallah, les pôles technologiques dans le secteur des TIC contribuent-ils au développement économique des territoires en Algérie ?** Telle est la problématique à laquelle cette communication va tenter de répondre.

En se basant sur la littérature relative à l'économie numérique, aux TIC, aux start-up et au développement des territoires (Lemoigne et al, 2011 ; Blank, 2013 ; Michalet, 1999 ...), sur des travaux académiques se rapportant au contexte algérien (Maherzi, 2013 ; Khelfaoui, 2007 ; Djeflat et al, 2017...), mais aussi les données diffusées par le Ministère algérien de la Poste et des Télécommunications (MPTIC), par l'Agence Nationale de la Promotion et de développement des Parcs Technologiques (ANPT), nous avons tenté de répondre à cette problématique.

Nos résultats semblent montrer l'importance de la disponibilité des espaces de travail et des infrastructures d'accompagnement de l'activité économique ainsi que les synergies qui découlent des différentes activités ancrées sur le territoire. Cependant, des difficultés existent et tiennent, pour la plupart, à l'absence de modalités favorisant l'épanouissement des entreprises. Les opérateurs se disent insatisfaits des services complémentaires qui sont quasi inexistantes et qui constituent la pierre angulaire dans les technopoles. Résultat, l'attractivité de la technopole se trouve compromise puisqu'une bonne partie des entreprises souhaite la quitter.

Ici, l'intervention de l'Etat est toute recommandée, mais avec des modes différents. Celui-ci devra jouer un rôle de facilitateur et d'accompagnateur dans l'attractivité des autres secteurs complémentaires et périphériques au secteur des TIC. Le but étant de faire de cet espace une technopole au sens propre du terme capable de drainer davantage d'investissements innovants aussi bien nationaux qu'étrangers. C'est, entre autres, dans ces conditions, que les pôles technologiques pourraient contribuer significativement au développement économique des territoires.

**Mots clés :** Pôle technologique, TIC, Développement économique, territoire.

#### **Références bibliographiques**

- Chettab, N. « Economie, TIC et bonne gouvernance en Algérie », CERIST, 2008. Consulté sur <http://www.drdsi.cerist.dz/SNIE/chettab.pdf>.

- Djeflat, A., Nafa, A. et Chiti, M. « Stratégies d'acteurs dans le développement économique des territoires .Le cas des pôles émergents dans le secteur des TIC », CREAD, 2017.
- Hammoutene, O. « Processus d'introduction des TIC au sein de l'entreprise publique industrielle algérienne et apprentissage organisationnel », thèse de doctorat Es sciences soutenue à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, le 16/10/2019.
- Khelfaoui, H. « Stratégies individuelles et collectives d'intégration des TIC en Algérie » in Mezouaghi, M. « Le Maghreb dans l'économie numérique », institut de la recherche sur le Maghreb contemporain, Edition Maisonneuve et Larose, 2007.
- Lemoine, P., Lavigne, B., et Zajac, M. « L'impact de l'économie numérique », revue Entreprise, 1<sup>er</sup> trimestre, 2011.
- Maherzi, L. « Le Maghreb face aux TIC, appropriation, usages et politiques publiques » in Ledjou, J.L., Rakotobe, H. R. « Des réseaux et des hommes, le sud à l'heure des technologies de l'information et communication », GEMDEV Karthala, 2013.
- Mezouaghi, M. « La libéralisation des télécommunications dans les pays du Maghreb : une réforme controversée » Annuaire de l'Afrique du nord, Tome XXXIX, 2001, CNR Editions.
- Touati, K. « Appropriation des technologies de l'information et de la communication par les pays arabes : difficultés d'adoption ou source de développement ? », Revue Mondes en Développement, N°151,2010/3.
- [www.mptic.dz](http://www.mptic.dz)

# **Journée d'étude**

## **INTELLIGENCE TERRITORIALE, TIC ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN ALGERIE**

**Le 23 juin 2024**

**Les pôles émergents dans le secteur des TIC comme  
stratégie de développement économique des territoires en  
Algérie : le cas du pôle technologique de Sidi Abdallah**

**Présentée par :**

**Dr HAMMOUTENE Ourdia,**

**Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie**

# Plan de la présentation

## **Introduction**

**1. Problématique de la recherche**

**2. Méthodologie de la recherche**

**3. Résultats de la recherche**

## **Conclusion**

# Introduction

- Aujourd'hui, il est largement admis que la croissance de demain repose sur le développement de l'économie numérique.
- Dans ce contexte, l'Algérie entame à partir de la fin des années 1990 des changements en espérant profiter des transformations liées à la quatrième révolution industrielle (Schwab, 2015).
- De nombreuses stratégies sont ainsi mises en œuvre en Algérie dans l'objectif de développer une véritable économie numérique.
- Parmi elles, la création des pôles technologiques reste sans nul doute la plus importante.

# 1. Problématique de la recherche

Le questionnement principal qui constitue notre problématique de recherche:

**A l'état actuel des choses et à travers le cas du cyber parc de Sidi Abdallah, les pôles technologiques dans le secteur des TIC contribuent-ils au développement économique des territoires en Algérie ?**

## 2.Méthodologie de la recherche

**La méthodologie de recherche est articulée autour de deux axes:**

### **1.Exploitation de la littérature consacrée**

- A l'économie numérique, aux TIC et aux pôles technologiques (Lemoigne et al, 2011; Blank, 2013...).
- Au contexte Algérien (Maherzi , 2013; Djeflat et al, 2017 ; Khelfaoui, 2007..... ).

## **2. Exploitation des données**

1. Du Ministère Algérien de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (MPTIC).

2. De l'Agence Nationale de la Promotion et de Développement des Parcs Technologiques (ANPT) .

## 3. Résultats de la recherche

### ▪ 3.1. Les politiques publiques pour le développement de l'économie numérique en Algérie

❖ A la fin des années 1990 et dans un contexte de globalisation croissante et de mise en œuvre des accords internationaux, l'Algérie entame une série de changements dans l'objectif de développer une économie numérique .

❖ Ces derniers ont porté sur la reconsidération de l'environnement juridique et institutionnel du secteur de la poste et des TIC avec sa libéralisation et la régulation de ses activités. Le nouveau cadre institutionnel est apporté par la loi 2000-03 fixant les règles relatives à la poste et aux télécommunications .

#### ▪ 3.1.1.Principaux programmes mis en œuvre

❖ A partir du début 2000, se sont succédées des réformes visant à réduire la fracture numérique . Il s'agit du : programme e-Algérie 2013 , du programme d'appui aux PME/PMI et du plan d'action du MPTIC.

❖ Les nouvelles orientations des politiques publiques visent particulièrement à répondre à la forte demande sur les TIC, l'accélération de l'usage de ces technologies tant au niveau de l'administration publique qu'au niveau des entreprises et de la société civile.

### ■ 3.1.2. Résultats obtenus

#### ❖ Une diffusion des TIC en Algérie

**Tableau 1 : Evolution du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile en Algérie**

Année	Nbre d'abonnés
2018	47 154 264
2019	45 425 533
2020	45 555 673
2021	47 015 757
2022	49 018 766

**Source : Construit par nos soins sur la base des données du ministère publiées sur [www.mptic.dz](http://www.mptic.dz)**

**Tableau 2 : Evolution du nombre d'abonnés à internet fixe et mobile en Algérie**

<b>Année</b>	<b>Internet fixe (ADSL, 4G LTE...)</b>	<b>Internet mobile (3G, 4G)</b>
<b>2018</b>	3 063 100	36 342 601
<b>2019</b>	3 580 456	36 911 428
<b>2020</b>	3 789 128	38 772 562
<b>2021</b>	4 175 372	41 780 199
<b>2022</b>	4 705 846	44 757 505

**Source : Construit par nos soins sur la base des données du ministère publiées sur [www.mptic.dz](http://www.mptic.dz)**

❖ **Une progression du score obtenu à l'occasion de classements internationaux :**

- ✓ Un classement à la 80<sup>ème</sup> place sur 152 pays selon l'indice mondial 2020 du commerce électronique B to C établi par la CNUCED et 4<sup>ème</sup> place en Afrique (17<sup>ème</sup> en 2018) .
- ✓ En 2023, l'Algérie a progressé de 14 places dans l'indice de développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), selon le dernier rapport de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

**Malgré quelques avancées, l'Algérie peine à s'aligner aux standards imposés par les pays développés et le secteur algérien des TIC est toujours exposé à des contraintes technologiques, économiques, politiques culturelles et institutionnelles.**

## ▪ 3.2. Les pôles technologiques comme principale politique pour la diffusion des TIC en Algérie

### ▪ 3.2.1. L'ANPT et la création des technopoles

- ❖ Depuis le début 2000, l'Algérie a adopté une politique dédiée à la création des pôles technologiques dans le but d'encourager l'économie numérique
- ❖ C'est dans ce cadre que l'Agence Nationale pour la Promotion et le Développement des parcs technologiques (ANPT) a été mise en place en 2007.
- ❖ Cette agence se veut l'instrument de l'Etat en matière de conception et de mise en œuvre de la politique nationale pour la promotion et le développement des pôles technologiques
- ❖ L'objectif visé à travers la création de ces technopoles est de concentrer les ressources pour susciter des externalités induites par la proximité géographique, sources de gains de productivité, d'appropriation technologique et d'innovation.
- ❖ Certains ont pour vocation de devenir des pôles d'excellence dans le numérique pour faire des entreprises « Start-Up » algériennes des entités innovantes compétitives sur le marché mondial dans le secteur des TIC.

- **3.2.2. Le cyber parc de Sidi Abdallah : première réalisation de l'ANPT**

Le cyber parc s'articulera principalement autour de trois districts, à savoir:

- **Un parc technopolitain** : susciter l'émergence d'une plateforme technologique
- **Un district d'innovation** : des centres de services, des centres de R&D, des universités et instituts universitaires (INI, USTHB...)
- **Des structures de soutien** : commerce, restauration, services professionnels et structures d'accueil pour les entreprises ..

### ▪ 3.3. Pôles technologiques des TIC et développement économique des territoires : contours théoriques et illustration par le cas du cyber parc de Sidi Abdallah

#### ▪ 3.3.1. De l'attractivité des territoires à leur durabilité

- ❖ Attirer l'investissement potentiel est un objectif majeur pour tous les territoires quelque soit leur niveau de développement (Michalet, 1999).
- ❖ Les entreprises cherchent des espaces où subsiste l'emploi qualifié, la qualité de l'environnement global , la sécurité et la disponibilité des ressources afin qu'elles puissent évoluer dans les meilleures conditions.
- ❖ C'est précisément, grâce à cette offre spécifique que le territoire peut devenir un champs de manœuvre de l'activité économique (Veltz, 1997).
- ❖ Il appartient aux pouvoirs publics de veiller à la mise en place des mécanismes qui permettraient aux territoires de devenir attractifs , se développer et s'auto-renforcer ( Duranto et Puga, 2004; Prager et Thisse, 2011).

### ▪ 3.3.2. **Eléments de bilan des réalisations de l'ANPT**

#### ❖ **Une recherche constante de l'excellence et de l'innovation au sein de l'écosystème :**

- Huit des Startups de l'ANPT ont été sélectionnées pour participer en tant qu'exposantes au Total Telecom Congress 2023, un événement majeur qui s'est déroulé les 21 et 22 novembre à Amsterdam.
- L'ANPT a étoffé la dernière édition d'Algeria Fintech & E-commerce Summit tenue les 18 et 19 février 2023 par la présence de ses startups qui activent dans divers domaines du digital : e-commerce, système d'information géographique (SIG), e-learning.

## ❖ **Le Cyber parc de Sidi Abdallah : un espace dont l'attractivité territoriale est compromise**

- Les résultats de certaines enquêtes nationales (CREAD ) montrent clairement l'importance de la disponibilité des espaces de travail et les infrastructures d'accompagnement de l'activité économique ainsi que les synergies qui découlent des différentes activités ancrées sur le territoire.
- Ils font cependant apparaître une insatisfaction auprès des opérateurs qui considèrent que toutes les modalités favorisant l'épanouissement de leurs entreprises ne sont pas présentes.
- L'insatisfaction des opérateurs vis-à-vis des services complémentaires qui sont quasi inexistants et qui constituent la pierre angulaire dans les clusters ou les technopoles, à savoir, les banques, la restauration, la poste, ...etc. 50% des entreprises enquêtées souhaitent quitter le cyber-parc de Sidi-Abdallah par exemple.

# Conclusion

- L'absence de certains services complémentaires dans le cyber parc de Sidi Abdallah constitue un facteur répulsif pour les entreprises.
- L'Etat doit jouer son rôle d'acteur principal en instaurant un climat favorable pour faire de cet espace, un espace technopolitain au sens vrai du terme.
- Il devra jouer plus le rôle de facilitateur et d'accompagnateur dans l'attractivité des autres secteurs complémentaires et périphériques au secteur TIC. Le but est de faire de cet espace une technopole au service des entreprises TIC pour drainer davantage d'investissements innovants aussi bien nationaux qu'étrangers.

*Merci pour votre attention*

### **Axe de recherche 3**

**Intitulé de la communication :** Le Big Data pour une progression durable des territoires

**Résumé de la communication proposée par :**

**-M BALOUL**

**Résumé :** L'intelligence territoriale, qui vise à collecter, traiter et diffuser des informations utiles à la décision publique et privée pour le développement des territoires, peut contribuer de manière significative à un développement durable des territoires. Les systèmes d'information, en tant qu'outils de collecte, de stockage, de traitement et de diffusion de l'information, sont essentiels pour la mise en place d'une intelligence territoriale efficace. Les travaux de recherche ont montré que les systèmes d'information géographique, la gestion des déchets, la mobilité durable et la participation citoyenne sont des domaines où les systèmes d'information peuvent jouer un rôle clé pour le développement durable des territoires. Cependant, leur utilisation efficace nécessite une coopération et une coordination entre les acteurs territoriaux et une gouvernance adaptée pour assurer une utilisation responsable et éthique des données territoriales.

Cette communication porte sur les défis et les opportunités liés à l'utilisation de la collecte et de l'analyse de données massives pour améliorer la gouvernance territoriale et la réorganisation de l'action publique, assurer un développement durable des territoires et faciliter l'identification de solutions durables aux défis environnementaux, économiques et sociaux.

Nous avons adopté une approche critique pour mettre en évidence les limites et les défis liés à l'utilisation des systèmes d'information actuels pour le développement territorial durable. Les données récoltées et traitées, issues du système d'information des 52 collectivités territoriales que compte la wilaya de Bejaia nous ont permis d'identifier les risques potentiels tels que la surveillance, la collecte de données inappropriées ou la marginalisation de certains groupes sociaux.

**Mots-clés :** intelligence territoriale, systèmes d'information, développement durable, planification territoriale, gestion des déchets, mobilité durable, participation citoyenne

## **Introduction :**

Dans un contexte de complexité et d'incertitude, les processus décisionnels peuvent s'avérer ardu, notamment lorsqu'il s'agit de prendre en compte les changements organisationnels et la tendance vers la transversalité. Toutefois, avec l'avènement des big data, il est désormais possible de collecter des données à grande échelle, ce qui peut aider les acteurs territoriaux à prendre des décisions éclairées et à anticiper les changements à venir. Dans cette optique, la mise en place de systèmes d'information constitue une voie prometteuse pour faciliter la prise de décision dans un contexte de complexité et d'incertitude. Ces systèmes permettent de collecter, stocker, analyser et visualiser les données de manière efficace et pertinente, grâce à l'utilisation d'algorithmes et d'outils d'analyse avancés. Les systèmes d'information en tant qu'ensembles organisés de ressources (humaines, matérielles, logicielles) permettant de collecter, stocker, traiter, analyser et diffuser des informations dans le but de répondre aux besoins de l'entreprise ou de l'organisation, jouent un rôle crucial dans la promotion du développement durable des territoires dans le monde. Ils permettent de soutenir la prise de décisions éclairées, la coordination des actions et la gestion efficace des ressources naturelles. Le développement durable repose sur une approche intégrée de l'environnement, du social et de l'économie, et les systèmes d'information contribuent à chacun de ces piliers en favorisant la durabilité environnementale, sociale et économique (Coussi et al., 2014).

De plus, les systèmes d'information contribuent à la durabilité environnementale en aidant à surveiller et à gérer les ressources naturelles, ainsi qu'à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils contribuent également à la durabilité sociale en facilitant la participation citoyenne et la transparence, ainsi qu'en facilitant l'accès aux services de base. Enfin, les systèmes d'information contribuent à la durabilité économique en favorisant l'innovation, la compétitivité et la croissance.

Ces contributions des systèmes d'information au développement durable font l'objet d'un intérêt croissant dans la communauté scientifique, ainsi que dans les secteurs publics et privés (Senecal & Hamel, 1996). Cependant, leur utilisation doit être guidée par une approche holistique et intégrée, qui tient compte des interdépendances entre les différents aspects du développement durable. De plus, leur adoption doit être accompagnée de politiques et de réglementations adaptées, ainsi que d'une sensibilisation accrue aux enjeux de durabilité.

Cette approche peut être appliquée dans différentes sphères, telles que la sphère publique, privée, sociale et académique. Les pratiques et les déploiements de l'intelligence territoriale peuvent varier en fonction des besoins et des priorités de chaque territoire, mais tous ont en commun l'objectif d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de stimuler le

développement économique et social. Les acteurs territoriaux peuvent collecter et analyser des données, créer des cartes et des visualisations, impliquer les citoyens dans le processus de décision, et favoriser la collaboration intersectorielle pour relever les défis communs (Ben Slymen, 2016).

Ainsi, il est important de discuter de l'importance des systèmes d'information dans le développement durable des territoires, ainsi que de leurs contributions spécifiques à la durabilité environnementale, sociale et économique. Les discussions devraient également porter sur les défis et les opportunités liées à l'adoption des systèmes d'information dans une perspective de durabilité, et sur les politiques et les réglementations nécessaires pour favoriser leur utilisation optimale vu que Les acteurs territoriaux, bien qu'ils soient conscients de l'importance de cette démarche, ne l'utilise pas, ou très peu, pour collecter et analyser des données, impliquer les citoyens dans le processus de décision, créer des cartes et des visualisations, et favoriser la collaboration intersectorielle (Ben Slymen, 2016). A première vue, L'état des lieux montre que les acteurs territoriaux sont encore loin de l'objectif de l'intelligence territoriale qui est d'améliorer la qualité de vie des citoyens et d'encourager le développement économique et social en comprenant les tendances et les enjeux territoriaux. Parallèlement, l'utilisation importante des systèmes d'information peut nécessiter des investissements en termes d'infrastructure, de logiciels et de personnel qualifié. Aussi, il peut y avoir des obstacles culturels et des systèmes organisationnels à l'adoption des d'information, tels que la résistance au changement, le manque de confiance dans les technologies de l'information, ou encore la culture bureaucratique qui peut freiner l'innovation et la prise de décision rapide (Pelissier & Pybourdin, 2009).

La présente contribution traitera dans un premier temps de l'intelligence territoriale en tant que démarche associée au développement durable ainsi que l'importance du déploiement des systèmes d'information afin d'atteindre des objectifs de co-construction territoriale. Dans un second temps, nous présenterons les données recueillies et les résultats obtenus au niveau des 52 communes de la wilaya de Bejaia dans l'optique d'avoir une vue d'ensemble sur les enjeux territoriaux et identifier les opportunités de développement durable dans la Wilaya de Bejaia.

## **I- Intelligence territoriale et système d'information : leviers pour un développement durable des territoires**

### **1- L'intelligence territoriale :**

C'est un concept économique émergent qui vise à mobiliser les ressources intellectuelles et matérielles d'un territoire pour favoriser son développement durable. Cette approche repose sur l'analyse fine des ressources disponibles, la connaissance des locaux, la collaboration entre les différents acteurs et la mise en place d'actions de développement économique et environnemental adaptées. Elle suppose donc la mise en place de modes de gouvernance transversaux et participatifs, comme dimension principale d'un développement soutenu (Pelissier, 2009).

Elle peut contribuer à la croissance économique des territoires en favorisant l'émergence de nouvelles activités économiques, en stimulant la compétitivité des entreprises locales, et en

favorisant l'emploi. En effet, une meilleure connaissance des ressources du territoire permet de valoriser les compétences locales, les ressources naturelles, et les infrastructures existantes. Cette valorisation peut prendre différentes formes, comme la mise en place de pôles d'excellence, la création de clusters d'entreprises, ou encore le développement de filières économiques(Zoreli, s. d.).

L'intelligence territoriale peut également favoriser le développement durable des territoires en encourageant la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux. En effet, cette approche repose sur une vision à long terme et une mobilisation des acteurs locaux, sur la base d'agendas locaux, autour d'objectifs communs par le biais de véritables dispositifs de concertation, de participation citoyenne, et de coopération entre les différents acteurs du territoire (contrats, convention, associations, groupements...). En œuvrant à l'entretien et à l'amélioration de la qualité des interactions entre acteurs, l'intelligence territoriale contribue à l'attractivité des territoires, à leur rayonnement et à l'amélioration de leur image de marque. En effet, une mise en valeur des atouts du territoire peut contribuer à attirer de nouveaux investisseurs, de nouveaux talents et de nouveaux visiteurs. Cette attractivité peut ainsi favoriser le développement économique et social des territoires, en contribuant à leur rayonnement à l'échelle nationale et internationale(Nahrath & Gerber, 2014).

## **2- Intelligence territoriale et développement durable :**

L'intelligence territoriale est une approche économique innovante qui peut contribuer au développement durable des pays et des territoires en favorisant la croissance économique, la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux, et l'attractivité des territoires. Cette approche repose sur une collaboration étroite entre les différents acteurs du territoire citoyen, en favorisant la participation, la concertation et la coopération. Dans cet ordre d'idées, l'intelligence territoriale peut être considérée comme un moyen de promouvoir un développement durable en mobilisant les compétences et les ressources locales pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux qui se mettent au niveau des territoires. Dans un contexte où les territoires sont de plus en plus en concurrence les uns avec les autres, l'intelligence territoriale peut être un moyen de renforcer leur attractivité et leur compétitivité tout en présentant leur résilience et leur capacité à faire face aux changements.

Du point de vue économique, l'intelligence territoriale peut contribuer à la croissance économique en favorisant l'innovation et la compétitivité des entreprises locales. Elle peut permettre d'identifier les atouts et les opportunités du territoire, de renforcer les filières d'excellence et de promouvoir l'émergence de nouvelles activités économiques. Elle peut également permettre de valoriser les ressources naturelles du territoire et de promouvoir une économie circulaire, en favorisant la mise en réseau des acteurs économiques et la création de synergies entre eux(State, 2015).

Sur le plan social, l'intelligence territoriale peut contribuer à renforcer la cohésion sociale et à améliorer la qualité de vie des habitants. Elle peut permettre de prendre en compte les besoins et les attentes des différentes parties prenantes du territoire, notamment les citoyens, les associations et les institutions locales. Elle peut également contribuer à contribuer aux liens

sociaux en favorisant la participation et la concertation, et en promouvant une culture locale forte et ouverte sur l'extérieur(Nahrath & Gerber, 2014).

Enfin, sur le plan environnemental, l'intelligence territoriale peut contribuer à la transition vers une économie verte et à la préservation des ressources naturelles du territoire. Elle peut permettre de mieux comprendre les enjeux environnementaux du territoire et de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement, telles que l'économie circulaire, l'agriculture durable, les énergies renouvelables et la mobilité douce(Duchemin, 2003).

Il est très important de souligner que l'intelligence territoriale est un levier pour le développement durable, en favorisant une gestion responsable des ressources du territoire, une collaboration renforcée entre les différents acteurs locaux, et une transition vers des modes de développement plus durables. Elle peut ainsi contribuer à renforcer la compétitivité et l'attractivité des territoires tout en diminuant la qualité de vie des habitants et en préservant l'environnement.

### **3- Les systèmes d'information**

Le contexte actuel est marqué par une croissance exponentielle de la quantité de données produites et stockées dans le monde entier. Selon des études menées par IBM et IDC, 2,5 trillions d'octets de données sont générés chaque jour, et la quantité de données créées et copiées annuellement devrait passer de 59 zettaoctets en 2020 à 163 zettaoctets d'ici 2025(Ciampi, 2021).

Les entreprises cherchent à exploiter ces données massives pour obtenir un avantage concurrentiel et améliorer leur prise de décision. Le marché mondial du big data et de l'analytique a atteint 274,3 milliards de dollars d'ici 2022, selon IDC. Les entreprises sont également de plus en plus nombreuses à adopter des technologies de stockage en cloud pour gérer de grandes quantités de données à moindre coût.

L'Internet des objets (IoT) contribue également à la croissance massive des données, avec un nombre d'appareils connectés qui devrait atteindre 75,44 milliards d'ici 2025 selon Statista. La pandémie de COVID-19 a également accéléré la transformation numérique des entreprises et a fait émerger de nouveaux besoins en matière de collecte et d'analyse de données.

Cependant, cette croissance exponentielle des données pose également des défis en matière de stockage, de gestion, d'analyse et de protection des données. Les entreprises doivent être capables de garantir la sécurité et la confidentialité des données qu'elles collectent, stockent et utilisent. En outre, la quantité croissante de données rend également la tâche d'analyse plus complexe, et nécessite des technologies d'analyse et de traitement de données sophistiquées(Sybord, 2015).

Les systèmes d'information, en tant qu'ensemble organisé de ressources (humaines, matérielles, logicielles et procédurales) qui permet de collecter, stocker, traiter, analyser et diffuser des informations à des fins d'utilisation interne ou externe, peuvent jouer un rôle clé dans le développement durable des territoires. En effet, ils permettent de collecter, stocker, traiter et diffuser des informations utiles à la gestion et à l'optimisation des ressources territoriales.

Tout d'abord, les systèmes d'information géographique (SIG) peuvent aider à la planification et à la gestion des territoires en permettant une visualisation et une analyse spatiale des données. Les SIG peuvent être utilisés pour cartographier les ressources naturelles, les infrastructures, les réseaux de transport et les zones d'activités économiques, ce qui permet de mieux comprendre les dynamiques territoriales et de planifier les actions en conséquence (Sybord, 2015). Ensuite, les systèmes d'information peuvent contribuer à la promotion d'une économie circulaire en facilitant la gestion des déchets et la mise en place des filières de recyclage. Les données relatives aux déchets peuvent être pondérées et analysées pour identifier les gisements de matières premières recyclables et pour optimiser les circuits de collecte et de traitement.

Les systèmes d'information peuvent également faciliter la mise en place de services de mobilité durable en permettant la collecte et l'analyse de données sur les déplacements des habitants. Ces données peuvent être utilisées pour développer des services de transport en commun, des infrastructures de mobilité douce et pour encourager le covoiturage. Aussi, les systèmes d'information contribuent à la promotion de la participation citoyenne et à la démocratie participative en permettant la collecte et la diffusion d'informations sur les projets territoriaux et en facilitant la participation des citoyens à leur élaboration et leur mise en œuvre (Sokoloff, 2016).

Les systèmes d'information sont un outil précieux pour le développement durable des territoires. Ils peuvent permettre une gestion plus efficace et plus responsable des ressources territoriales, favoriser la promotion des pratiques économiques et sociales durables, encourager la participation citoyenne et renforcer la résilience des territoires face aux défis environnementaux et économiques (Sybord, 2015).

Le développement durable des territoires est un enjeu majeur pour les sociétés modernes. Les systèmes d'information peuvent jouer un rôle clé dans l'analyse et la gestion des territoires en permettant une meilleure compréhension des dynamiques territoriales, une gestion plus efficace des ressources et une participation citoyenne accrue.

### **3.1 L'analyse des dynamiques territoriales : Une approche intégrée pour une gestion efficace des territoires**

Les systèmes d'information peuvent contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques territoriales en intégrant des données hétérogènes et en permettant leur analyse spatiale. Dans le contexte algérien, des travaux de recherche ont montré l'apport de la télédétection pour l'analyse de l'occupation du sol et des changements environnementaux (Djamel et al., 2017 ; Zemmouri et al., 2020). D'autres travaux ont montré l'apport de la modélisation pour la gestion intégrée des ressources en eau (Touaibia et al., 2021).

L'analyse des dynamiques territoriales est une approche intégrée qui permet de comprendre comment les différents éléments d'un territoire interagissent les uns avec les autres pour créer des dynamiques complexes. Cette approche implique de considérer les aspects économiques, sociaux, environnementaux et culturels d'un territoire dans leur ensemble, plutôt que de les aborder de manière isolée.

L'objectif de cette approche est de permettre une gestion efficace des territoires en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui influencent leur développement. Cela peut inclure la mise en place de politiques publiques cohérentes et durables, la promotion d'une économie locale prospère et la préservation des ressources naturelles (Peyrache-Gadeau et al., 2010).

Pour mener une analyse des dynamiques territoriales, il est important de rassembler des données sur différents aspects du territoire, tels que la démographie, l'économie, l'environnement et les aspects culturels. Ces données peuvent ensuite être analysées à l'aide de techniques statistiques et géo spatiales pour identifier les tendances et les relations entre les différents éléments du territoire : les SIG, les systèmes multi agents dans le cadre de la maîtrise de l'étalement urbain, l'exploitation des ressources naturelles

### **3.1.1 La gestion efficace et efficiente des ressources : un enjeu majeur pour le développement durable des territoires.**

Les systèmes d'information peuvent contribuer à une gestion plus efficace des ressources en permettant une meilleure planification et gestion des infrastructures. Dans le contexte algérien, des travaux de recherche ont montré l'apport des systèmes d'information géographique pour la planification des infrastructures de transport (Toudert et al., 2017) et pour la gestion des déchets (Zaidi et al., 2020). Des travaux ont également montré l'apport des systèmes d'information pour la gestion des ressources en énergie (Bouhouche et al., 2018).

La gestion efficace des ressources est un enjeu majeur pour le développement durable des territoires. Les ressources naturelles, telles que l'eau, l'air, les sols, les forêts, les écosystèmes, ainsi que les ressources humaines, économiques et culturelles, sont essentielles à la vie et au développement des communautés locales.

Cependant, la croissance démographique, l'urbanisation, l'industrialisation et l'exploitation non durable des ressources ont entraîné une pression croissante sur les écosystèmes et les ressources naturelles, menaçant ainsi leur pérennité et la qualité de vie des populations locales.

Pour y remédier, une gestion efficace des ressources est nécessaire pour assurer leur préservation et leur utilisation durable. Cette gestion doit prendre en compte les besoins des générations présentes et futures, ainsi que les objectifs de développement économique, social et environnemental.

Des stratégies de gestion efficace des ressources peuvent inclure la réduction de la consommation de ressources non renouvelables, la promotion de l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, la préservation des habitats naturels et des écosystèmes, la gestion durable des sols et des forêts, ainsi que la promotion d'une économie circulaire et d'une consommation responsable.

En Nouvelle-Zélande, la communauté locale de Ngāti Whātua Ōrākei a élaboré un plan de gestion des ressources naturelles qui prend en compte les connaissances traditionnelles et locales. Le plan vise à restaurer les écosystèmes et les ressources naturelles, à renforcer la biodiversité et à promouvoir l'utilisation durable des terres et de la mer.

En Afrique, le gouvernement du Rwanda a lancé un projet pour la conservation des sols et de l'eau. Ce projet comprend des mesures de gestion des bassins versants, de protection des écosystèmes, de conservation des sols et de promotion de l'agriculture durable.

En somme, la gestion efficace des ressources est essentielle pour un développement durable des territoires, permettant de préserver les ressources naturelles et de répondre aux besoins des populations locales tout en assurant un développement économique et social durable.

### **3.2 La mobilité durable** : une nécessité pour le développement durable des territoires

Les systèmes d'information peuvent contribuer à la mobilité durable en permettant une meilleure planification des infrastructures de transport et une gestion plus efficace des données de mobilité. Dans le contexte algérien, des travaux de recherche ont montré l'apport des systèmes d'information pour l'analyse des données de mobilité et la planification des infrastructures de transport (Djellouli et al., 2019 ; Bourenane et al., 2020).

La mobilité durable est une nécessité pour le développement durable des territoires. Les modes de transport traditionnels, tels que la voiture individuelle et les transports en commun polluants, sont une source importante de pollution de l'air et de gaz à effet de serre, contribuant ainsi au changement climatique et à la détérioration de la qualité de vie des populations locales. C'est une approche qui vise à répondre aux besoins de transport des populations locales tout en minimisant les impacts environnementaux et sociaux. Elle encourage l'utilisation de modes de transport plus durables, tels que le vélo, la marche, les transports en commun électriques, les voitures électriques et les carburants propres. Elle peut donc contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air, ainsi qu'à la diminution de la congestion routière et à l'amélioration de la qualité de vie des populations locales. Elle peut également encourager l'activité physique, réduire les coûts de transport et améliorer l'accessibilité aux services publics et aux emplois (Bourdages & Champagne, 2012).

Pour promouvoir la mobilité durable, il est important de développer des infrastructures adaptées, tels que les pistes cyclables, les trottoirs et les transports en commun électriques. Les politiques publiques doivent également encourager l'utilisation de modes de transport durables, par exemple à travers des incitations financières et fiscales, des campagnes de sensibilisation et la mise en place de mesures de restriction de circulation.

### **3.3 La participation citoyenne** : un levier pour une gouvernance territoriale responsable

Les systèmes d'information peuvent contribuer à la participation citoyenne en permettant une meilleure communication et consultation entre les décideurs et les citoyens. Dans le contexte algérien, des travaux de recherche ont montré l'apport des systèmes d'information pour la participation citoyenne dans la gestion des déchets (Koudil et al., 2018) et pour la planification participative de l'aménagement du territoire (Touahria et al., 2016).

La participation citoyenne est un levier important pour une gouvernance territoriale responsable. Elle permet aux citoyens de s'impliquer activement dans la prise de décisions qui les concernent et de participer à la gestion des affaires publiques au niveau local. Elle peut prendre différentes formes, telles que les consultations publiques, les réunions de quartier, les

comités de citoyens, les sondages d'opinion, les plateformes de participation en ligne et les processus de dialogue social.

La participation citoyenne peut avoir de nombreux avantages pour une gouvernance territoriale responsable, tels que :

- Une meilleure prise en compte des besoins et des préoccupations des citoyens dans les décisions qui les concernent.
- Un renforcement de la confiance et de la légitimité des autorités locales et des institutions publiques.
- Une amélioration de la qualité des politiques publiques et de leur acceptabilité sociale.
- Une réduction des risques de conflits sociaux et de contestations.

Cependant, la participation citoyenne peut également présenter des défis, tels que la représentativité des participants, la qualité de l'information fournie, la participation des groupes marginalisés ou encore la transparence des processus de décision(Zaza, 2016).

Pour encourager la participation citoyenne, il est important de créer un environnement favorable, en assurant notamment la transparence des informations, la facilitation des processus de participation et la reconnaissance des contributions des citoyens. Les autorités locales peuvent également faciliter la participation citoyenne en mettant en place des canaux de communication efficaces, en organisant des activités de sensibilisation et en reconnaissant la valeur ajoutée des contributions des citoyens. Elle permet de renforcer la légitimité et la qualité des politiques publiques et de favoriser la confiance et la coopération entre les citoyens et les autorités locales(Roche & Tremblay, 2015).

## **II - Enjeux de gouvernance, pratiques d'appropriation et résistance au changement pour un développement durable des territoires :**

Dans cette étude nous tenterons de mesurer la disponibilité de l'information concernant les 52 communes de la wilaya de Bejaia en Algérie, les sources de données, comment sont-elles stockées et traitées et quelles sont les informations diffusées. Les données ont été extraites à partir du système d'information de direction de l'administration locale (DAL Wilaya) et des données de la direction de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya de Bejaia (DPSB Bejaia) durant la période 2016 -2020.

Nos hypothèses de départ se basent sur le fait qu'il existe une quantité de données importante et croissante, traitée, certes, mais non exploitée de manière efficiente. Les données sont utilisées à des fins statistiques pour répondre à des besoins ponctuels (répartition des allocations, couffin de ramadan, prime scolaire, cartable scolaire, ...)

### **1. Méthodologie :**

Nous avons regroupé les données selon les axes suivants :

1. Les données démographiques et socio-économiques de chaque commune : population, tranches d'âge, sexe, parc logement et structures sanitaires.
2. Les données géographiques et d'occupation du sol : superficie de la commune, type d'occupation du sol, couverture végétale.

3. Les données de mobilité : parc roulant de transport de personnes, communal, intercommunal et wilaya ainsi que le réseau routier.
4. Les données environnementales : disponibilité et qualité de l'eau, taux de déchets
5. Les données de gouvernance et de participation citoyenne : nombre de réunions publiques organisées, taux de participation aux élections.

Ce regroupement nous a permis de sortir avec des groupes de données répondant pour chaque groupe à un besoin d'information territorial spécifique à savoir :

1. Analyser les besoins et les ressources de chaque commune.
2. Analyser les impacts de l'aménagement du territoire sur l'environnement et d'identifier les zones à potentiel de développement.
3. Analyser les problématiques liées à la mobilité urbaine et de proposer des solutions de transport durable.
4. Analyser les impacts de l'activité humaine sur l'environnement et de proposer des actions pour une gestion durable des ressources.
5. Analyser la qualité de la gouvernance locale et de proposer des actions pour renforcer la participation citoyenne.

**Tableau 01 : Population, sexe, parc logement et structures sanitaires par commune.**

COMMUNES	Population au 31/12/2020	Pop par Sexe		Superficies des communes Km 2	Densité de la population (Hab/Km2)	Parc logement	Parc Habité	TOL	CHU		EPH		EHS		POLYCLINIQUE			SALLE DE SOINS	PHARMACIE	
		Masculine	Féminine						Nbr	Nbre de lits	Nbr	Nbre de lits	Nbr	Nbre de lits	Nbr	Avec matern.	Nbre de lits		Officines PCA	Officines privées
Adekar	14 177	7 114	7 063	107,6	132	4 846	3 229	4,36												
Ait R'zine	15 797	8 011	7 786	74,56	212	5 703	3 834	4,1							1			4	1	2
Ait Smail	12 776	6 534	6 242	27,08	472	3 430	2 303	5,51							1			2		2
Akbou	57 804	29 225	28 579	52,18	1 108	15 485	10 628	5,41			1	196			1			5	3	17
Akfadou	7 976	4 103	3 872	42,01	190	3 386	2 273	3,49							1			3		1
Amalou	9 330	4 770	4 560	57,14	163	2 865	1 934	4,79							1			3	1	2
Amizour	40 750	20 937	19 813	109,36	373	9 990	6 762	5,99			1	200			1			7		9
Aokas	17 341	8 786	8 555	27,87	622	5 971	3 959	4,35			1	88			1			5	1	5
Barbacha	18 331	9 289	9 042	83,77	219	5 737	3 845	4,74							1	1	8	6	1	4
Bejaia	193 107	98 610	94 497	120,22	1 606	51 106	33 989	5,65	1	570					3			14	4	57
Beni Djellil	8 458	4 283	4 175	27,93	303	3 625	2 460	3,42							1			2		1
Beni K'sila	4 755	2 421	2 334	184,16	26	2 689	1 715	2,75							1			2		1
Beni Maouche	14 561	7 396	7 165	94,86	154	5 109	3 487	4,15							1	1	8	3		3
Beni Melikeche	9 222	4 637	4 585	42,8	215	3 124	2 106	4,35							1			4		1
Boudjellil	12 463	6 319	6 145	99,85	125	4 003	2 705	4,58							1			4	1	1
Bouhamza	9 899	5 150	4 749	77,86	127	4 122	2 786	3,53							1			5		2
Boukhlifa	9 504	4 949	4 555	116,38	82	4 149	2 800	3,37										6		1
Chellata	10 602	5 375	5 226	41,6	255	3 736	2 522	4,18							1			4		2
Chemini	16 572	8 437	8 135	39,04	424	6 578	4 443	3,71								1	10	3	1	3
Darguina	15 351	7 873	7 478	82,53	186	4 708	3 175	4,81							1	1	10	7	1	2
Draa El Gaid	31 697	16 228	15 469	123,34	257	6 596	4 442	7,09							1			10		6
El Flaye	6 981	3 554	3 426	9,48	736	2 324	1 571	4,42							1			2		1
El Kseur	32 369	16 721	15 649	94,06	344	8 039	5 825	5,52							1	1	8	3		11

Fenaia El Mathen	12 833	6 627	6 206	45,21	284	3 735	2 524	5,05					1	60	1			4		2
Feraoun	16 803	8 514	8 288	41,91	401	5 227	3 514	4,75							1			3	1	2
Ighil Ali	10 335	5 211	5 124	195,37	53	4 692	3 190	3,22							1			4	1	2
Ighram	13 433	6 704	6 729	50,11	268	5 092	3 426	3,9										5		2
Kendira	5 816	2 924	2 893	45,56	128	2 502	1 698	3,4							1			2	0	
Kherrata	38 052	19 485	18 567	97,69	390	9 383	6 327	5,98			1	136			2			7	1	8
M'cisna	8 612	4 349	4 262	39,12	220	3 008	2 020	4,24							1			3		1
Melbou	12 356	6 227	6 129	47,47	260	3 944	2 666	4,61							1	1	10	4		3
Oued Ghir	20 993	10 848	10 145	46,32	453	8 993	3 934	5,3							1			2		5
Ouzellaguene	24 645	12 561	12 084	61,4	401	8 720	5 883	4,16							1	1	8	4		6
Seddouk	22 306	11 335	10 971	54,42	410	6 893	4 562	4,86							1	1	8	3		4
Semaoun	14 782	7 529	7 252	33,98	435	3 773	2 544	5,77							1			1		3
Sidi Aich	14 946	7 699	7 247	7,7	1 941	4 154	2 783	5,34			1	283			1			2	2	8
Sidi Ayad	5 873	3 103	2 770	9,06	648	1 607	1 082	5,4										4		1
Souk El Tenine	15 238	7 883	7 355	26,28	580	4 869	3 274	4,63							1			4		4
Souk Oufella	9 689	5 052	4 637	13,82	701	3 383	2 278	4,23							1			3		2
Tala Hamza	12 663	6 575	6 088	38,83	326	3 163	2 132	5,9							1			1		2
Tamokra	4 355	2 262	2 093	68,4	64	2 270	1 530	2,83							1			2		1
Tamridjet	9 130	4 601	4 529	53,27	171	2 586	1 741	5,21							1			4		2
Taourirt Ighil	7 216	3 611	3 606	71,34	101	2 532	1 703	4,21										5		1
Taskriout	17 516	8 894	8 622	31,06	564	4 699	3 152	5,52							1			6	1	3
Tazmalt	31 348	15 802	15 546	34	922	7 377	4 912	6,34							1	1	10	3	1	7
Tibane	5 498	2 775	2 723	5,4	1 018	2 084	1 400	3,9							1			2		1
Tichy	17 951	8 719	9 232	56,66	317	6 432	4 353	4,1							1			5	1	3
Tifra	9 114	4 703	4 411	38,84	235	3 538	2 388	3,79							1			5		1
Timezrit	28 050	14 648	13 402	38,09	736	7 479	5 054	5,52							1	1	10	6	1	5
Tinebdhar	6 314	3 318	2 995	16,61	380	2 601	1 758	3,57							1					1
Tizi N'berber	13 700	6 965	6 734	52,76	260	4 674	3 119	4,37							2			8	1	2
Toudja	10 663	5 478	5 185	167,13	64	4 485	3 087	3,43							1			6		2

Source : Données de La DPSB Bejaia revisitées par l'auteur

**Tableau 02 : Superficie des communes, type d'occupation du sol, couverture végétale**

COMMUNES	TYPLOGIE	Superficies des communes Km2	Superficies forêts (Ha)	Superficies maquis (Ha)	Espèces
Adekar	Montagneuse	107,6	3401,72	484,55	Chêne liège, Chêne zeen et Chêne afares
Ait R'zine	Montagneuse, Plaines	74,56	-	-	-
Ait Smail	Montagneuse, Plaines	27,08	400	67	Chêne vert et Cèdre
Akbou	Montagneuse, Plaines	52,18	-	-	-
Akfadou	Montagneuse	42,01	1575	-	Chêne liège, Chêne zeen et Chêne afares
Amalou	Montagneuse	57,14	-	-	-
Amizour	Montagneuse, Plaines	109,36	365	206	Chêne liège
Aokas	Littorale, Montagneuse, Plaines	27,87	396,48	159,7	Chêne liège, Pain maritime, Eucalyptus, Cyprès et Casuarinas
Barbacha	Montagneuse	83,77	78,3	32	Chêne liège, Chêne vert et Pin d'Alep
Bejaia	Littorale, Montagneuse	120,22	986,87	141,22	Pin d'Alep, Eucalyptus, Chêne liège, Chêne kermes, Olivier et Cyprès
Beni Djellil	Montagneuse	27,93	100,05	30	Chêne liège
Beni K'sila	Littorale, Montagneuse	184,16	1421,26	847,67	Chêne liège
Beni Maouche	Montagneuse, Plaines	94,86	-	129,29	Chêne vert
Beni Melikeche	Montagneuse	42,8	-	56,87	Chêne vert
Boudjellil	Montagneuse	99,85	1130	-	Pin d'Alep
Bouhamza	Montagneuse	77,86	-	-	-
Boukhlifa	Littorale, Montagneuse, Plaines	116,38	4350,58	-	Chêne liège et Chêne zeen
Chellata	Montagneuse	41,6	-	433,32	Chêne vert
Chemini	Montagneuse	39,04	1038,66	-	Chêne liège et Chêne zeen
Darguina	Montagneuse	82,53	1628,77	1396	Chêne liège, Chêne vert et Chêne zeen
Draa El Gaid	Montagneuse	123,34	277	-	Pin d'Alep
El Flaye	Montagneuse	9,48	-	-	-
El Kseur	Plaines	94,06	1197,9	835,58	Chêne liège
Fenaia El Mathen	Montagneuse, Plaines	45,21	484	289,65	Chêne liège
Feraoun	Montagneuse	41,91	-	-	-
Ighil Ali	Montagneuse	195,37	6978,42	300	Pin d'Alep, Chêne vert
Ighram	Montagneuse	50,11	32	200,02	Chêne vert
Kendiria	Montagneuse	45,56	567,8	367	Chêne liège et Chêne vert
Kherrata	Montagneuse	97,69	251	988	Chêne vert, Chêne zeen et Pin d'Alep
M'cisna	Montagneuse	39,12	40	-	Pin d'Alep
Melbou	Littorale, Montagneuse, Plaines	47,47	2284,2	729	Chêne liège
Oued Ghir	Montagneuse, Plaines	46,32	1076,2	-	Chêne liège
Ouzellaguene	Montagneuse, Plaines	61,4	-	172	Chêne liège
Seddouk	Montagneuse	54,42	262	-	Pin d'Alep

Semaoun	Montagneuse	33,98	-	-	-
Sidi Aich	Montagneuse, Plaines	7,7	-	-	-
Sidi Ayad	Montagneuse	9,06	-	-	-
Souk El Tenine	Littorale, Montagneuse, Plaines	26,28	514,38	123	Chêne liège, Chêne zeen et Pin d'Alep
Souk Oufella	Montagneuse	13,82	-	-	-
Tala Hamza	Montagneuse, Plaines	38,83	510,65	-	Chêne liège
Tamokra	Montagneuse	68,4	-	-	-
Tamridjet	Typologie Montagneuse	53,27	991,14	705	Chêne liège, Chêne zeen et Pin d'Alep
Taurirt Ighil	Montagneuse	71,34	1353,96	551	Chêne liège
Taskriout	Montagneuse	31,06	270,65	426	Chêne liège, Chêne zeen et Pin d'Alep
Tazmalt	Montagneuse, Plaines	34	-	-	-
Tibane	Montagneuse	5,4	-	-	-
Tichy Typologie	Littorale, Montagneuse, Plaines	56,66	2886,25	73,22	Chêne liège
Tifra	Montagneuse	38,84	509,5	-	Chêne liège
Timezrit	Montagneuse	38,09	449,46	-	Chêne liège
Tinebdhar	Montagneuse	16,61	-	-	-
Tizi N'berber	Montagneuse	52,76	-	1291,17	Chêne liège, Chêne zeen et Casuarinas
Toudja	Littorale, Montagneuse, Plaines	167,13	3786,71	2798,75	Chêne liège
	Total	3223,49	41595,91	13833,01	

Source : DPSB Bejaia

**Tableau 03** : parc roulant de transport de personnes et réseau routier.

Communes	Nombre de Taxi	Stations	Bus Nbre de Transport Public de voyageurs	Nombre de Lignes	Routes nationales en KM	Chemins wilaya EN KM	Chemins communaux en KM
ADEKAR	12	2	42	10	44,75	10	57,8
AIT-R'ZINE	0	0	38	7	5	0	36
AIT-SMAIL	0	1	38	11	0	19	63
AKBOU	70	15	158	23	24,05	4,5	54,7
AKFADOU	1	0	27	6	0	11	48
AMALOU	8	1	13	6	0	18,2	49,5
AMIZOUR	31	4	120	15	15	41,8	97,9
AOKAS	13	2	70	11	7	4	62
BARBACHA	3	0	50	13	14	28,2	59,6
BEJAIA	380	22	565	51	22	21,8	300
Beni djellil	/	/	17	3	0	19,95	23,7
Beni maouche	16	2	63	8	17	26	63,9
Beni melikeche	0	0	52	1	0	13	25,5
BENI-K'SILA	1	0	24	5	24	22,5	90
BOUDJELLIL	2	0	18	4	1,5	15	54,7
BOUHAMZA	0	0	40	4	0	25,1	71,7

BOUKHLIFA	3	0	28	6	8	45,5	129,45
HELLATA	0	0	56	14	9,6	7	35,4
CHEMINI	1	0	80	9	1,3	6,1	69,25
D. EL-KAID	0	0	94	19	8,5	9	77,7
DARGUINA	1	1	68	9	11	18,6	71,7
EL KSEUR	42	2	85	7	16,5	10,2	57,5
Fenaia	0	0	23	3	17,4	12,8	43,4
FERAOUN	0	0	29	5	0	16,8	52,5
IGHIL-ALI	2	0	27	10	25	0	48,11
IGHRAM	0	0	61	18	0	13	48,3
KENDIRA	0	0	13	3	13	22	40,7
KHERRATA	23	1	147	12	17,6	26,8	91,9
LEFLAYE	0	0	35	5	2,3	3,2	11,35
M' CISNA	0	0	27	5	0	0	63,6
MELBOU	3	1	50	9	10,5	28,3	61,7
OUED-GHIR	5	1	38	5	15,5	6	46,6
OUZELLAGUEN	10	1	36	14	8,7	18,3	49,2
SEDDOUK	16	2	88	7	22	9	49
SEMAOUN	0	0	19	4	0	14,8	32,9
SIDI-AICH	45	4	53	7	8,9	4,8	29,29
SIDI-AYAD	0	0	34	2	0	10	23,55
Souk el tenine	20	1	82	15	11	0	57
SOUK-OUFELA	1	0	10	3	3,2	1,81	23
TALA-HAMZA	0	0	13	4	14	0	60
TAMOKRA	1	1	13	9	0	15,54	79,7
TAMRIDJET	0	0	48	7	0	8	59
Taourirt ighil	1	0	32	8	9	19	33,3
TASKRIOUT	0	0	116	16	6,5	15	66
TAZMALT	19	3	68	5	9,4	4	42
TIBANE	1	0	16	2	0	10,7	21,1
TICHY	38	4	59	15	7	32,2	62,2
TIFRA	1	0	48	7	0	23,6	31,2
TIMEZRIT	1	1	126	13	0	27,4	39,2
TINEBDHAR	2	0	38	2	0	9	50
Tizi nberber	6	0	98	10	0	11,8	81
TOUDJA	0	0	32	7	14	63,5	92,6
<b>T. WILAYA</b>	<b>773</b>	<b>62</b>	<b>3 076</b>	<b>401</b>	<b>444,2</b>	<b>803,8</b>	<b>3 088</b>

Source : Données de La DPSB Bejaia revisitées par l'auteur

Le réseau routier de la Wilaya est très dense et se compose de :

- R.N : 444 Kms dont 20 Kms non revêtus ;
- C.W : 803,8 Kms
- C.C : 3 200 Kms dont 1 000 Kms non revêtus.

Les principaux axes du réseau national sont dans un état relativement convenable, et desservent les centres les plus dynamiques de la Wilaya du point de vue économique. La RN 26 reliant Bejaia à Bouira, axe structurant par excellence, fait l'objet d'une modernisation afin de la valoriser et répondre au mieux aux besoins de transport de gros tonnage à partir des installations portuaires d'une part et l'adapter aux ambitions locales de développement économique et social, d'autre part.

**Tableau 04** : Disponibilité et qualité de l'eau, taux de déchets

COMMUNES	FORAGES EXISTANTS		FORAGES EXPLOITES		Puits M3/J	Sources M3/J	RESERVOIRS		CHATEAU D'EAU		NOMBRE DE STATION DE POMPAGE
	Nbre	Débits L/S	Nbre	Vol Expl.M 3/j			Nbre	Capacité M3	Nbre	Capacité M3	
ADEKAR	01	12,5	1	344	25	490	28	2770	01	50	07
TAOURIRT IGHIL	03	14	03	605	100	250	15	1630	00	-	02
BENI KSILA	14	72	09	1800	00	340	25	1780	00	-	10
IGHIL ALI	04	133	03	4234	244,8	120	17	2730	-	-	10
AIT REZINE	04	96	03	5011	-	-	12	2030	-	-	08
SEDDOUK	05	100	0	0	260	730	22	5850	-	-	04
AMALOU	05	90	0	0	759	800	15	2900	-	-	09
BOUHAMZA	07	90	5	4107	-	810	12	2450	-	-	10
M' CISNA	02	60	1	2592	150	650	14	1795	-	-	06
EL KSEUR	12	225	0	0	43	302	18	9500	-	-	07
FENAIA IL MATEN	08	169	03	3456	35	150	25	3000	-	-	13
TOUDJA	01	05	01	432	300	2084	36	5045	01	75	13
BENI MAOUCHE	06	42	04	840	-	-	20	3350	01	50	10
KHERRATA	03	19	01	260	129	4100	40	9600	-	-	17
DRA LE GAID	07	32	06	1036	300	750	47	9280	-	-	19
AOKAS	05	77	05	5098	60	300	14	3970	-	-	08
TIZI N'BERBER	01	30	01	2678	90	1200	27	3340	-	-	04
SOUK EL TENINE	07	146	05	6214	-	350	12	3150	-	-	10
MELBOU	04	120	02	2232	-	450	11	2100	-	-	06
TAMRIDJT	03	32	-	-	-	1600	13	1350	-	-	02
OUZELAGEN	05	99	01	427	850	2160	15	4750	-	-	03
SIDI AICH	03	112	02	5358	-	-	13	3650	-	-	06
EL FLAYE	02	115	01	4320	-	80	14	2150	-	-	05
TINEBDAR					-	80	12	1930	-	-	05
TIFRA	-	-	-	-	-	800	36	2990	-	-	03
SIDI AYAD	02	50	02	576	-	-	8	1650	-	-	07
TIMEZRIT	16	186	08	2054	-	450	24	2960	-	-	14
AMIZOUR	17	261	11	1865	460	-	38	13150	-	-	09
BENI DJELLIL	02	34	-	-	53	712	45	3660	-	-	04
FERAOUN	01	20	-	-	-	630	25	4300	-	-	04

SMAOUN	04	50	-	-	-	215	26	4270	-	-	05
BARBACH A	04	60	02	830	780	543	27	8480	-	-	04
KENDIRA	03	9	02	116	-	898	16	1720	-	-	03
BEJAIA	21	618	11	24192	4060	1900 0	56	54150	-	-	15
OUED GHIR	08	69	03	691	-	-	16	4400	-	-	03
DARGUIN A	-	-	-	-	-	5886	21	2330	-	-	07
TASKRIOU T	-	-	-	-	-	7862	31	3125	-	-	12
AIT SMAIL	02	02	1	86	86	1728	14	1850	-	-	04
AKBOU	13	308	04	6984	-	-	17	7300	-	-	08
IGHRAM	03	90	02	3456	-	1036	18	2950	-	-	07
CHELLAT A	1	-	-	-	691,2	1728	17	2500	-	-	06
TAMOKRA	3	-	-	-	691.2	-	05	1350	-	-	04
CHEMINI	05	43	02	437	-	150	15	2500	-	-	06
SOUK OUFELLA	03	55	02	900	-	75	25	5800	-	-	04
TIBANE	01	15	01	800	-	170	12	2650	-	-	05
AKFADOU	-	-	-	-	-	900	23	2840	-	-	00
TAZMALT	08	163	06	5616	1440	-	12	2850	03	600	05
BOUDJELL IL	08	140	06	3110	36	-	18	2530	-	-	08
BENI MELLIKEC HE	6	71	01	1296	108	1080	20	2490	-	-	05
TICHY	11	195	07	2800	280	700	33	4650	-	-	16
BOUKHLIF A	04	29	03	690	150	1500	41	4000	-	-	09
TALA HAMZA	-	-	-	-	2000	440	10	2250	--	-	-
<b>TOTAL WILAYA</b>	<b>258</b>	<b>4.358,5</b>	<b>131</b>	<b>107.534</b>	<b>14181,2</b>	<b>64.2 99</b>	<b>1.120</b>	<b>244.870</b>	<b>06</b>	<b>775</b>	<b>371</b>

la Wilaya de Bejaia	Quantité des déchets ménagers T/J		Nombre de centre d'enfouissement technique		Nombre de décharges contrôlées		Nombre de décharges non contrôlées	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
	1235	1450	01	01	01	01	41	41

Source : Données de La DPSB Bejaia revisitées par l'auteur

Les quantités des déchets spéciaux et spéciaux dangereux générés au niveau de la wilaya de Bejaïa en 2019 conformément au schéma directeur de la gestion des déchets spéciaux de la wilaya, se présentent comme suit :

- 2326956 (T) de déchets de classe spéciaux dont 90,81% est de forme liquide ;
- 133399 (T) de déchets de classe spéciaux dangereux dont 98,80% est de forme liquide ;
- 365 Tonnes de déchets de soins

Ces déchets sont traités au niveau des entreprises spécialisées agréées par le Ministère de l'environnement, ou stockée au niveau des unités industrielles, dans des niches et endroits conformes, en attendant leur destruction à l'étranger par des entreprises spécialisées.

## **2. Résultats et discussion :**

### **2.1 Aperçu des données traitées :**

Une quantité importante de données sont récoltées régulièrement au niveau des deux organismes constituant nos sources d'informations. Les extraits suivants montrent que ses données massives sont produites par chaque administration locale des 52 communes concernées par notre étude et transmises sous deux axes essentiels :

- Axe financier : destiné au système d'information de suivi budgétaire et financier des collectivités locales (SI-SBFCL)
- Axe statistique : destiné à la direction de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya de Bejaïa (DPSB)

Les données enregistrées et mises en forme dans le SI-SBFCL sont présentées sous forme de tableaux de consultation de données chiffrées des budgets des deux sections principales, équipement et de fonctionnement, de chaque commune. Les informations de base sont : les recettes et les dépenses communales, quelques ratios à titre indicatif (Ratio de rigidité budgétaire, ratio des dépenses par habitant, ratio des recettes par habitant et l'effort d'investissement)

**Figure 01 : SI-SBFCL, volet dépenses et recettes d'équipement et de fonctionnement**



Source : DAL Bejaia

Les données récoltées en masse par la DPSB de la wilaya de Bejaia sont présentées sous forme de tableaux statistiques :

**Figure 02 : DPSB, exemple de tableau statistique utilisé**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
	COMMUNE	population au 31/12/2019	Masculin	Féminin	Superficie des communes (km2)	Densité de la population (Hab/km2)	ACL	AS	ZE	Parc logement au 31/12/2018	Parc Habité au 31/12/2019	Population	TOL
1	Adekar	14 091	7 071	7 020	107,6	131	1 968	10 685	1 438	4 846	3 229	14 091	4,36
2	Ait R'zime	15 702	7 963	7 739	74,56	211	8 549	6 153	999	5 703	3 834	15 702	4,1
3	Ait S'Mail	12 699	6 495	6 204	27,08	469	3 686	6 632	2 381	3 430	2 303	12 699	5,51
4	Abou	87 453	29 048	28 406	82,18	1 601	41 273	15 997	184	15 485	10 628	87 453	5,41
5	Akfadou	7 927	4 078	3 849	42,01	189	6 857	974	97	3 386	2 273	7 927	3,49
6	Amalou	9 273	4 741	4 532	57,14	162	3 411	4 833	1 030	2 865	1 934	9 273	4,79
7	Amizour	40 503	20 810	19 693	109,36	370	21 901	10 991	7 611	9 990	6 762	40 503	5,99
8	Aokas	17 236	8 733	8 503	27,87	618	7 841	6 841	2 554	5 971	3 959	17 236	4,35
9	B. Mellikecha	9 166	4 609	4 558	42,8	214	8 702	-	464	5 737	3 845	18 220	4,74
10	Berbecha	18 220	9 232	8 988	83,77	218	3 446	13 015	1 759	51 106	39 989	191 936	5,65
11	Bejaia	191 936	97 523	94 413	120,22	1 597	189 938	505	1 494	3 625	2 460	8 406	3,42
12	Beni Djellil	8 406	4 257	4 150	27,93	301	2 834	5 256	316	2 689	1 715	4 726	2,75
13	Beni K'sila	4 726	2 406	2 320	184,16	26	1 106	2 182	1 438	5 109	3 487	14 473	4,15
14	Beni Maouche	14 473	7 351	7 122	94,86	153	4 583	7 254	2 636	3 124	2 106	9 166	4,35
15	Boudjellil	12 388	6 281	6 107	99,85	124	3 660	6 974	1 754	4 003	2 705	12 388	4,58
16	Bouhamza	9 839	5 118	4 721	77,86	126	5 078	4 190	571	4 122	2 786	9 839	3,53
17	Boukhilfa	9 446	4 919	4 527	116,38	81	943	3 880	4 624	4 149	2 800	9 446	3,37
18	Chellata	10 537	5 343	5 195	41,6	253	3 711	5 740	1 086	3 736	2 522	10 537	4,18
19	Chemini	16 472	8 386	8 086	39,04	422	10 099	6 372	-	6 578	4 443	16 471	3,71
20	Darguina	15 258	7 825	7 433	82,53	185	3 451	6 056	5 750	4 708	3 175	15 258	4,81
21	Drea El kaïd	31 505	16 130	15 375	123,34	255	1 504	11 644	18 358	6 596	4 442	31 505	7,09

Source : DPSB Bejaia

Présenter les données d'un système d'information sous forme de tableau peut présenter des avantages et des inconvénients. D'une part, les tableaux permettent une présentation définie et facile à lire des données limitées, en permettant une présentation exhaustive et une comparaison des différentes valeurs. D'autre part, cela peut être difficile à interpréter visuellement pour le public, en particulier si les données sont très nombreuses, et peut ne pas permettre une

présentation des tendances et des conclusions en termes efficaces de représentation graphique. De plus, le manque de contexte et le risque d'erreur peuvent également limiter l'efficacité de la présentation sous forme de tableau, surtout si les données sont très complexes. En fin de compte, il est recommandé de combiner différentes formes de présentation, notamment des graphiques et des cartes, pour présenter les données d'un système d'information de manière plus dynamique et visuellement attrayante. Cela permet de mettre en évidence les tendances et les relations entre les données plus facilement, tout en fournissant un contexte visuel pour les informations présentées. En outre, cela permet également de réduire le risque d'erreur et d'améliorer la compréhension globale des données pour le public. En résumé, la présentation des données d'un système d'information dépendra des objectifs de communication, de la complexité des données et du public visé, mais il est toujours recommandé de combiner différents formats de présentation pour maximiser l'impact et la compréhension des informations.

### **1<sup>ER</sup> Constat** : La résistance au changement

Un changement dans la manière dont l'information est transmise, traitée et stockée peut être difficile pour certains agents qui sont habitués à un processus de travail spécifique, en particulier si cela implique d'apprendre de nouvelles compétences ou de changer leur façon de travailler, il y a résistance au changement constaté au niveau de la majorité des agents de l'administration locale. Les raisons de cette résistance sont multiples. Les agents craignent de ne pas être en mesure de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies, ou de perdre leur expérience et leurs expertises acquises au fil des ans. Ils craignent également une charge de travail supplémentaire et une pression accrue pour produire des résultats. En outre, certains se sentent menacés par les changements proposés, craignant que leur position ou leur statut au sein de l'organisation ne soit remis en question.

Cependant, il est important de souligner que la résistance au changement peut également être un signe de préoccupation pour la réussite du projet. En effet, les agents qui sont impliqués dans la mise en œuvre de nouveaux systèmes peuvent fournir des commentaires et des suggestions qui peuvent améliorer le processus et contribuer à sa réussite. Pour rétablir cette résistance, il est important de mettre en place une communication ouverte et transparente pour expliquer les avantages du changement et répondre aux préoccupations des agents administratifs. Il est également important de fournir une formation adéquate et un soutien pour aider ces agents à s'adapter aux nouveaux processus et technologies.

### **2eme Constat** : Non partage de l'information

Les collectivités territoriales ne sont pas disposées à partager des informations avec les acteurs territoriaux. Cela est dû à divers facteurs tels que la concurrence politique, les préoccupations en matière de sécurité ou de confidentialité, et surtout un manque de confiance dans les autres acteurs territoriaux.

Cependant, il est important de noter que le partage d'informations peut avoir des avantages considérables pour la gestion territoriale. Les acteurs territoriaux peuvent mieux comprendre les enjeux locaux, prendre des décisions plus éclairées et réaliser leurs actions de manière plus efficace si les informations sont partagées. En outre, le partage d'informations peut contribuer à renforcer la confiance entre les différents acteurs territoriaux et à encourager la collaboration. Pour encourager le partage d'informations, il est important de mettre en place des mesures qui respectent la sécurité et la confidentialité des données. Les protocoles de partage d'informations

devraient également être clairement définis et transparents, afin de clarifier les responsabilités et les attentes de toutes les parties concernées. Des collaborations et des projets pilotes entre les collectivités territoriales et les territoriaux peuvent également contribuer à renforcer la confiance et à améliorer la compréhension mutuelle. En favorisant le partage d'informations, les collectivités territoriales et les acteurs territoriaux peuvent travailler ensemble pour améliorer la prise de décision, la coordination des actions et la prestation de services de qualité aux citoyens.

### **3eme Constat : Exclusion du citoyen de la gouvernance locale**

Le citoyen de ce territoire est connu pour sa méfiance du tout ce qui représente le pouvoir politique, il est d'ambly peu ou pas impliqué dans le processus décisionnel local. L'absence de canaux de communication clairs et accessibles, un manque de transparence dans le processus décisionnel creusent ainsi ce fossé entre le citoyen en tant qu'acteur territorial incontournable avec les autres acteurs territoriaux. Il est important de noter que la participation citoyenne peut avoir des avantages considérables pour la gouvernance locale. Les citoyens peuvent apporter des perspectives et des connaissances uniques, ainsi que contribuer à la légitimité et à la transparence des processus décisionnels. En outre, une participation citoyenne active peut contribuer à renforcer la confiance et l'engagement des citoyens envers les autorités locales.

En dehors de quelques collectivités locales : Akbou, Souk El Tenine, Melbou, Ait R'zine, Barbacha, qui présentent leurs bilans régulièrement dans des assemblées communales accessibles aux citoyens et favorisant le débat, les autres collectivités n'ont jamais essayées de développer leur communication envers les citoyens.

## **6. Conclusion :**

Un système d'information territorial permet de collecter, stocker, analyser et diffuser des informations géographiques pour comprendre les caractéristiques et les tendances d'un territoire donné. Les résultats attendus du traitement de données d'un système d'information territorial peuvent varier en fonction des besoins spécifiques de l'organisation ou de la communauté qui utilise le système, mais ils doivent principalement fournir des informations utiles et fiables pour comprendre et gérer le territoire de manière plus efficace. Les résultats comprennent la visualisation des données, l'analyse spatiale, la prise de décision, la gestion des ressources et la communication et la participation citoyenne. En utilisant les informations nécessaires par un système d'information territorial.

En outre, un système d'information territorial peut être utilisé dans divers domaines tels que l'urbanisme, l'environnement, la sécurité publique, l'aménagement du territoire, les transports, l'agriculture, la santé publique, etc. Pour assurer la qualité et la fiabilité des données, il est nécessaire de mettre en place des normes et des standards pour la collecte, la classification, la vérification et la mise à jour des données. La gestion de ces données nécessite également des outils et des compétences en matière de traitement de données, de géomatique, de statistiques, d'informatique et de communication.

Dans un contexte où les territoires sont de plus en plus interconnectés et où la concurrence entre les communes, les wilayas et les régions est de plus en plus forte, un système d'information territorial peut constituer un atout stratégique pour améliorer la compétitivité, l'attractivité et la qualité de vie des territoires. Cependant, la mise en place d'un tel système nécessite des

investissements importants en termes de ressources humaines, financières et technologiques, ainsi que des efforts de coordination et de collaboration entre les acteurs publics et privés.

## 7. Bibliographie :

- Ben Slymen, S. (2016). Acteurs locaux : Quelles pratiques communicationnelles pour une valorisation territoriale ? *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, 16, Art. 16. <https://doi.org/10.4000/communiquer.1901>
- Bourdages, J., & Champagne, E. (2012). Penser la mobilité durable au-delà de la planification traditionnelle du transport. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement, Hors-série 11*.
- Coussi, O., Krupicka, A., & Moinet, N. (2014). L'intelligence économique territoriale. *Communication et organisation. Revue scientifique francophone en Communication organisationnelle*, 45, Art. 45. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4607>
- Duchemin, É. (2003). Pierre André, Claude-E. Delisle, Jean-Pierre Revéret et A. Sene, L'évaluation des impacts sur l'environnement : Processus, acteurs et pratique. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. <https://doi.org/10.4000/vertigo.5098>
- Nahrath, S., & Gerber, J.-D. (2014). Pour une approche ressourcielle du développement durable. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 5, n°2, Art. Vol. 5, n°2. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10311>
- Pelissier, M. (2009). Étude sur l'origine et les fondements de l'intelligence territoriale : L'intelligence territoriale comme une simple déclinaison de l'intelligence économique à l'échelle du territoire ? *Revue internationale d'intelligence économique*, Vol 1(2), 291-303.
- Pelissier, M., & Pybourdin, I. (2009). L'intelligence territoriale. Entre structuration de réseau et dynamique de communication. *Les Cahiers du numérique*, 5(4), 93-109.
- Peyrache-Gadeau, V., Crevoisier, O., Kebir, L., Costa, P., & Ba, A. (2010). Ancrage et durabilité : Pierres angulaires de l'analyse des dynamiques territoriales. *Recherche menée pour le PUCA-Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer*.
- Roche, M., & Tremblay, S. (2015). *Démocratie, gouvernance et participation citoyenne*.
- Senecal, G., & Hamel, P. J. (1996). L'écologie humaine et le développement durable : La dialectique des écosystèmes et des systèmes sociaux. *Environnements*, 24, 43-64.
- Sokoloff, P. (2016). Le Big data et l'Open data au service des collectivités. *Annales des Mines-Responsabilité et environnement*, 4, 41-46.
- State, D. (2015). La qualité de la vie urbaine. Les indicateurs de la qualité environnementale urbaine. *Romanian Journal of Economics*, Volumul 41/2015. [https://www.academia.edu/37105327/La\\_qualite\\_de\\_la\\_vie\\_urbaine\\_Les\\_indicateurs\\_de\\_la\\_qualite\\_environnementale\\_urbaine](https://www.academia.edu/37105327/La_qualite_de_la_vie_urbaine_Les_indicateurs_de_la_qualite_environnementale_urbaine)

- Sybord, C. (2015). Intelligence économique et système d'aide à la décision : De l'opérationnel «big data» au stratégique «little knowledge». *Revue internationale d'intelligence économique*, 7(1), 83-100.
- Zaza, O. (2016). L'e-gouvernance pour la participation citoyenne : Imaginaires du futur, nouvelles compétences et impacts territoriaux. *Pyramides. Revue du Centre d'études et de recherches en administration publique*, 26/27, 163-190.
- Zoreli, M.-A. (s. d.). *La wilaya de Bejaia, vers le développement durable et global Par la construction d'une intelligence territoriale.*

**Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou**  
**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion**  
**Département des sciences économiques**  
**Équipe de recherche PRFU : Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie**

**Journée d'étude:**  
**« Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie »**

**« Le Big Data pour une progression durable des territoires »**

Mr Lotfi BAHLOUL  
Laboratoire LED  
Université de Bejaia

## *Contenu de la présentation:*

### Introduction

- Intelligence territoriale en tant que démarche
- Le développement durable
- Déploiement des systèmes d'information
- Enjeux de gouvernance
- Pratiques d'appropriation et résistance au changement
- les enjeux territoriaux et identifier les opportunités de développement durable dans la Wilaya de Bejaia.

### Conclusion

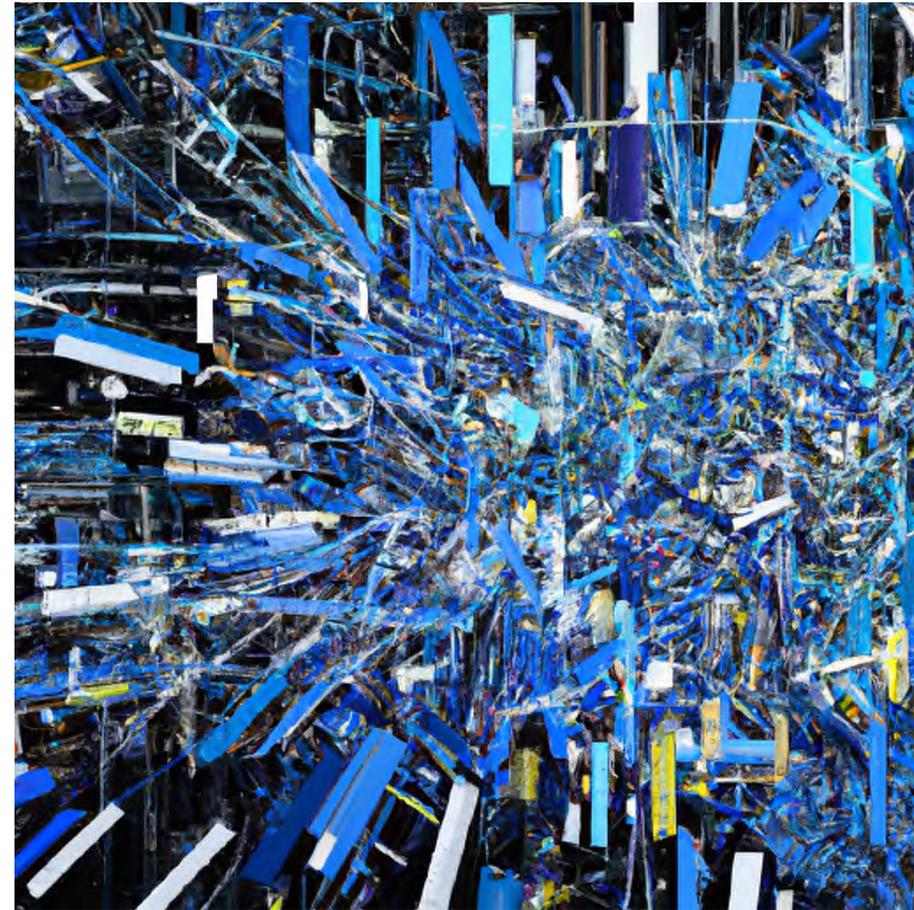


## Introduction

L'ère du big data a apporté des changements significatifs dans la manière dont l'action territoriale est organisée.

Les gouvernements locaux et les acteurs territoriaux sont confrontés à de nouveaux enjeux de gouvernance, de pratiques d'appropriation et de résistance au changement pour un développement durable des territoires.

Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre les défis auxquels sont confrontés les acteurs territoriaux et les stratégies qu'ils peuvent utiliser pour maximiser les avantages du big data tout en minimisant les risques associés.



## **Intelligence territoriale en tant que démarche**



# Intelligence Territoriale

## Le concept d'Intelligence Territoriale (IT)

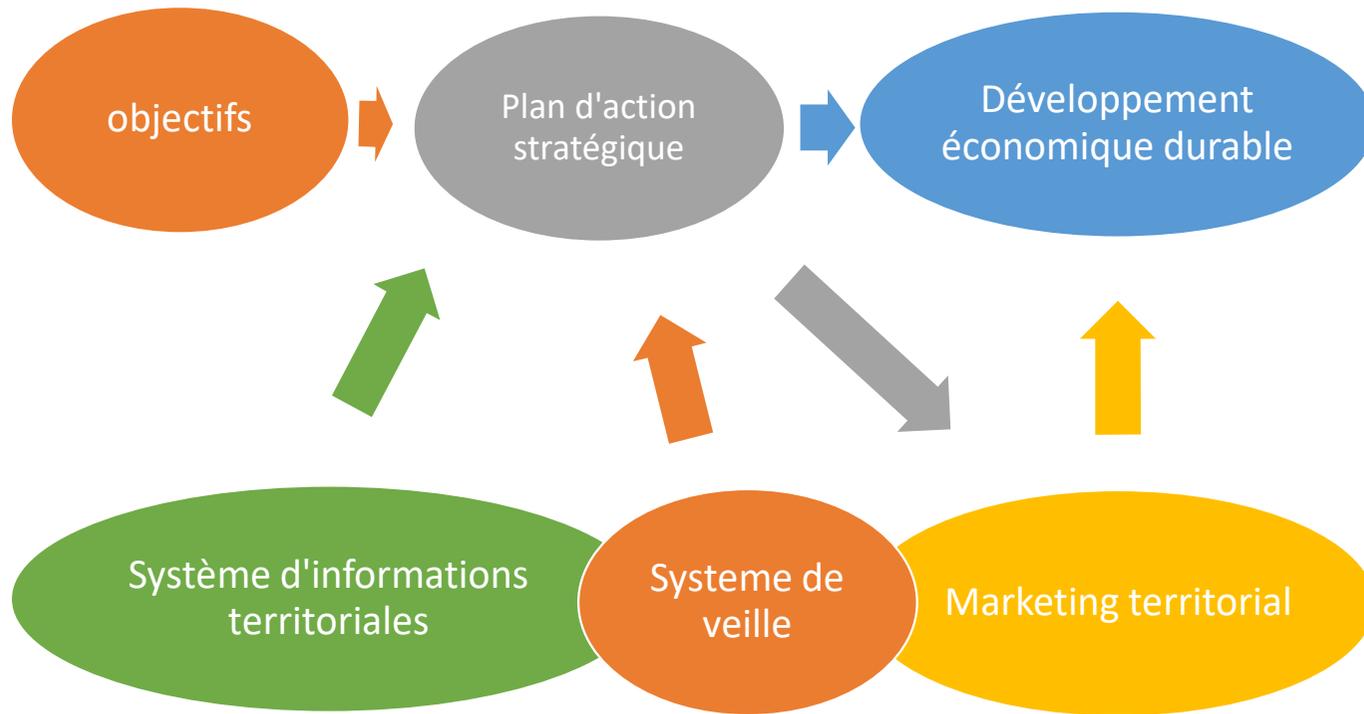
Se définit généralement comme la mise en application des principes de l'Intelligence Économique, dans le cadre d'une action publique, au service du développement économique et industriel d'un territoire. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision pour les collectivités.

La notion d'Intelligence Territoriale donne lieu à des définitions variées mais l'ensemble des experts s'accorde sur les fondamentaux.

L'Intelligence Territoriale se traduit par « l'organisation innovante, mutualisée et en réseau, de l'ensemble des informations et connaissances utiles au développement, à la compétitivité, à l'attractivité d'un territoire, collectivement et pour chacun de ses acteurs ».



## Processus d'intelligence territoriale



L'objectif étant d'optimiser les actions d'influence et de lobbying utiles pour le territoire et ses acteurs économiques, institutionnelles, associatifs.

Les enjeux de la mise en place d'une démarche d'intelligence territoriales sont :

Anticiper les mutations économiques, notamment les évolutions de marché, les ruptures et les risques sur les actifs industriels et les savoir-faire clés

Développer des projets créateurs d'emploi et de richesses

Promouvoir l'attractivité des territoires

Animer les réseaux de développement économique et social du territoire

## Les parties prenantes à la démarche d'intelligence territoriale



- **Administration et Institutions** : Banques, Services de Impôts,
- **Collectivités** : Wilaya, Dairas, Communes ..
- **Enseignement Supérieur** : Grandes Écoles, Écoles d'Ingénieurs, Universités, Écoles Privées,
- **Entreprises** : Entreprises Leaders, Start-up, Filières, Pépinières
- **Innovation** : Centres de Recherche, Laboratoires, Pôles de Compétitivité
- **Fédérations** : Salariales, Patronales et Métiers
- **Médias** : Presse, Radio, Télévision, Web
- **Associations** : Associations stratégiques et influentes
- **Personnalités** : Politiques, Ambassadeurs, Experts, Compétences
- **Événements** : Événements Business, Sportifs, Culturelles, Conférences
- **Culture** : Tradition, Musées, Tourisme, Gastronomie

## **Les outils de l'intelligence territoriale**

La veille territoriale

**Acteurs territoriaux  
stratégiques**

La veille extraterritoriale

**Sourcing stratégique**

Offre territoriale

**Compétences et  
ressources  
stratégiques**

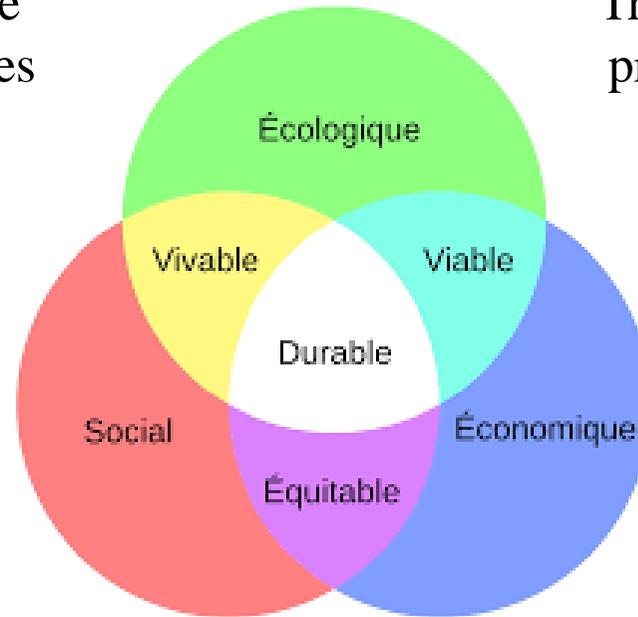
Marketing territorial

**Communication  
stratégique**

## Intelligence territoriale et développement durable :

Economie circulaire, l'agriculture durable, les énergies renouvelables et la mobilité douce

Transition vers une économie verte et à la préservation des ressources naturelles du territoire



Renforcer la cohésion sociale et à améliorer la qualité de vie des habitants

Favoriser la participation et la concertation

Promouvoir une culture locale forte et ouverte sur l'extérieur.

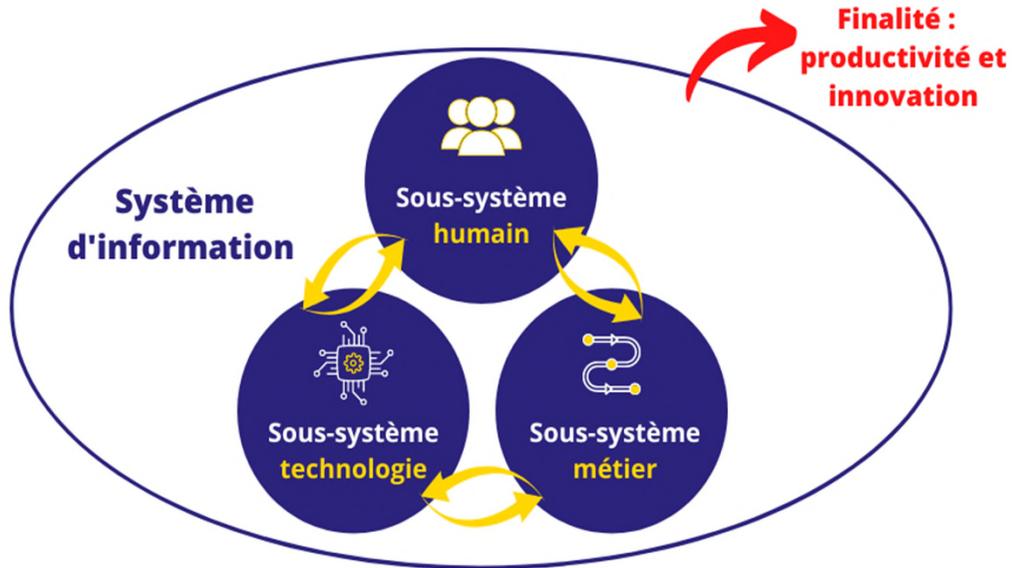
Innovation et la compétitivité des entreprises locales  
Atouts et les opportunités du territoire

Valoriser les ressources naturelles du territoire

## Déploiement des systèmes d'information



# Les systèmes d'information



**Finalité :  
productivité et  
innovation**



Les systèmes d'information, en tant qu'ensemble organisé de ressources (humaines, matérielles, logicielles et procédurales) qui permet de collecter, stocker, traiter, analyser et diffuser des informations à des fins d'utilisation interne ou externe, peuvent jouer un rôle clé dans le développement durable des territoires.

# Analyse des dynamiques territoriales

L'analyse des dynamiques territoriales



Une approche intégrée pour une gestion efficace des territoires



L'objectif de cette approche est de permettre une gestion efficace des territoires en prenant en compte



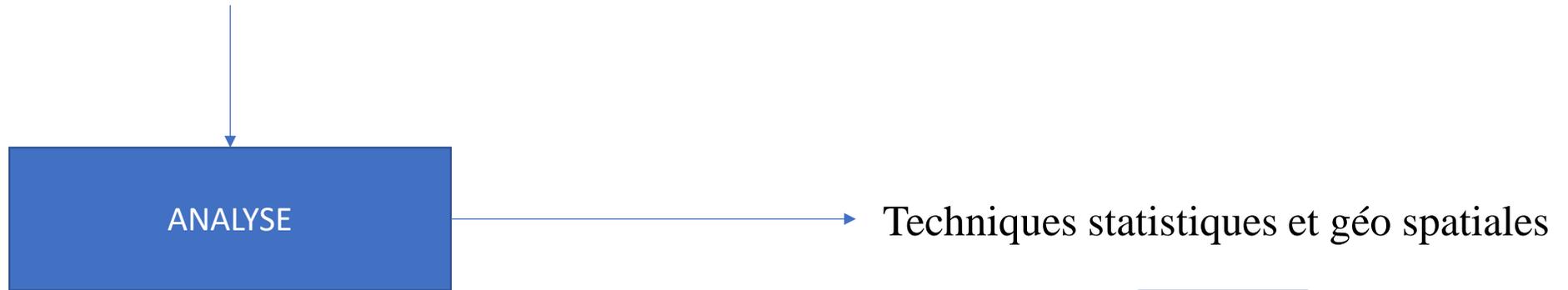
La mise en place de politiques publiques cohérentes et durables



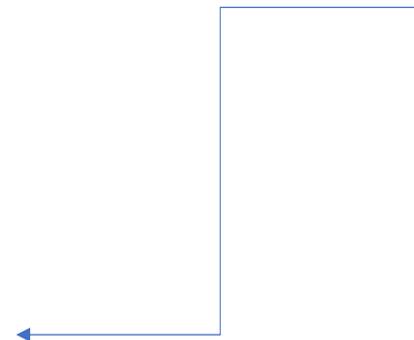
La promotion d'une économie locale prospère et la préservation des ressources naturelles.

## Analyse des dynamiques territoriales

Rassembler des données sur la démographie, l'économie, l'environnement et les aspects culturels.



Identification des tendances et des relations entre les différents éléments du territoire :  
les SIG, les systèmes multi agents dans le cadre de la maîtrise de l'étalement urbain, l'exploitation des ressources naturelles



## **La gestion efficace et efficiente des ressources**

Les systèmes d'information peuvent contribuer à une gestion plus efficace des ressources en permettant une meilleure planification et gestion des infrastructures

Les ressources naturelles, telles que l'eau, l'air, les sols, les forêts, les écosystèmes, ainsi que les ressources humaines, économiques et culturelles, sont essentielles à la vie et au développement des communautés locales.

La croissance démographique, l'urbanisation, l'industrialisation et l'exploitation non durable des ressources ont entraîné une pression croissante sur les écosystèmes et les ressources naturelles, menaçant ainsi leur pérennité et la qualité de vie des populations locales.

## **La mobilité durable**

Une meilleure planification des infrastructures de transport et une gestion plus efficace des données de mobilité.

développer des infrastructures adaptées, tels que les pistes cyclables, les trottoirs et les transports en commun électriques

# La participation citoyenne

Une meilleure communication et consultation entre les décideurs et les citoyens



## **La participation citoyenne**

La participation citoyenne peut avoir de nombreux avantages pour une gouvernance territoriale responsable, tels que :

- Une meilleure prise en compte des besoins et des préoccupations des citoyens dans les décisions qui les concernent.
- Un renforcement de la confiance et de la légitimité des autorités locales et des institutions publiques.
- Une amélioration de la qualité des politiques publiques et de leur acceptabilité sociale.
- Une réduction des risques de conflits sociaux et de contestations.

## Enjeux de gouvernance

Le big data soulève des questions de gouvernance importantes pour les acteurs territoriaux.

La collecte, le stockage et l'utilisation des données doivent être réglementés pour protéger la vie privée et éviter les abus.

En outre, les gouvernements locaux doivent être en mesure de gérer efficacement les données pour s'assurer que les politiques publiques sont fondées sur des données précises et fiables. Cela nécessite une collaboration étroite entre les différents acteurs territoriaux et une transparence accrue dans la gestion des données.



## Pratiques d'appropriation et résistance au changement

Les acteurs territoriaux doivent également être en mesure de s'appropriier les données pour les utiliser efficacement dans leurs activités quotidiennes.

Cela nécessite des compétences techniques et analytiques ainsi qu'une compréhension approfondie des implications éthiques et sociales de l'utilisation des données.

Les gouvernements locaux peuvent faciliter l'appropriation des données en fournissant des formations et des ressources pour aider les acteurs territoriaux à développer ces compétences et en encourageant la création de communautés de pratique pour partager les connaissances et les expériences.



## Pratiques d'appropriation et résistance au changement

La mise en place de nouvelles pratiques liées au big data peut rencontrer une certaine résistance de la part des acteurs territoriaux.

Certaines personnes peuvent craindre que l'utilisation des données ne réduise leur autonomie ou ne remette en question leurs compétences professionnelles.

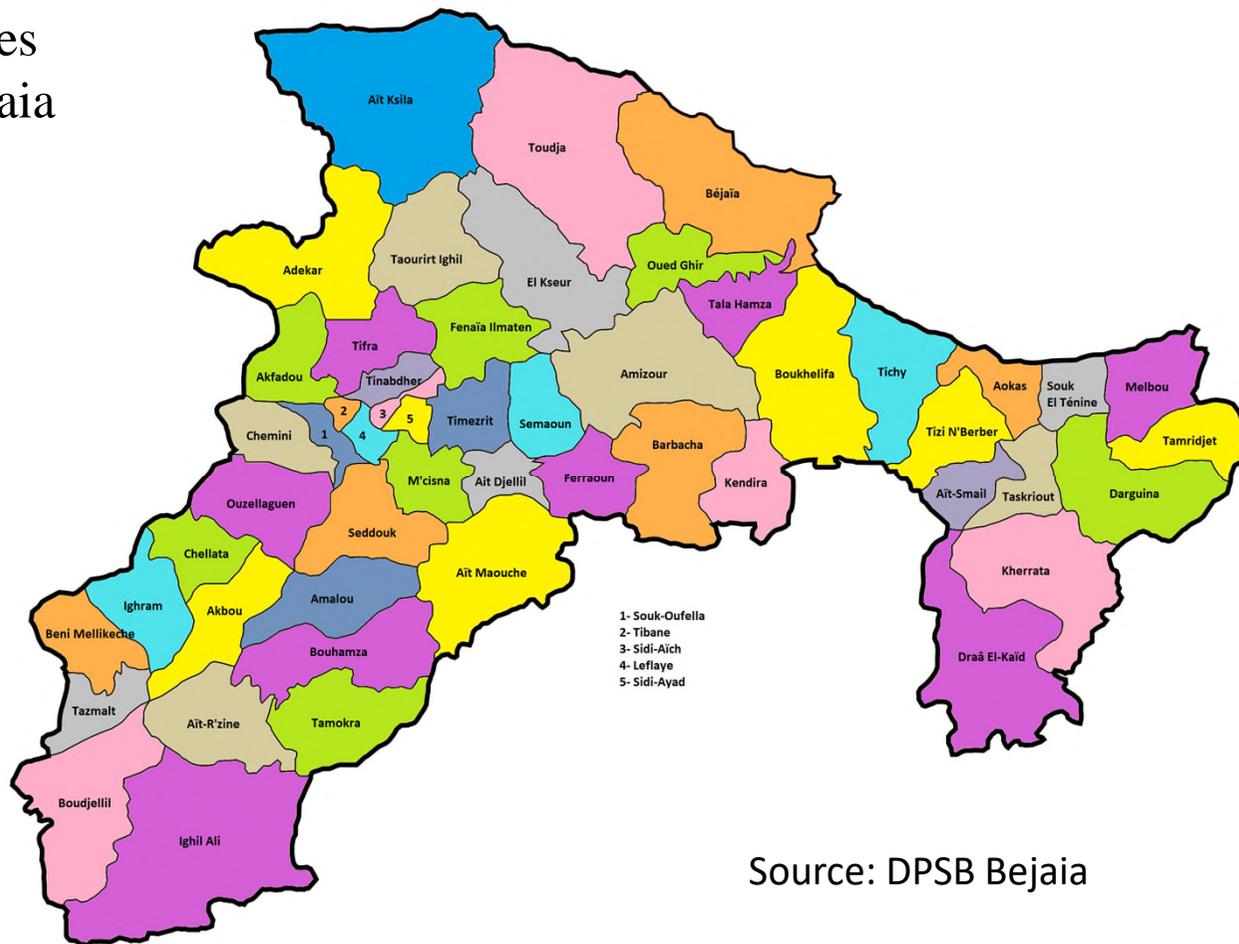
Pour surmonter cette résistance, il est important de communiquer clairement les avantages potentiels de l'utilisation du big data et de travailler avec les acteurs territoriaux pour identifier les moyens de les impliquer dans la prise de décision et la mise en œuvre des initiatives liées au big data.



**Enjeux de gouvernance, pratiques d'appropriation et résistance au  
changement pour un développement durable des territoires :**

# Présentation de la wilaya de Bejaia

Carte des communes  
de la Wilaya de Bejaia



Source: DPSB Bejaia

## Présentation de l'étude

Dans cette étude nous tenterons de mesurer la disponibilité de l'information concernant les 52 communes de la wilaya de Bejaia en Algérie, les sources de données, comment sont-elles stockées et traitées et quelles sont les informations diffusées. Les données ont été extraites à partir du système d'information de direction de l'administration locale (DAL Wilaya) et des données de la direction de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya de Bejaia (DPSB Bejaia) durant la période 2016 -2020.

Nos hypothèses de départ se basent sur le fait qu'il existe une quantité de données importante et croissante, traitée, certes, mais non exploitée de manière efficiente. Les données sont utilisées à des fins statistiques pour répondre à des besoins ponctuels (répartition des allocations, couffin de ramadan, prime scolaire, cartable scolaire, ...)

## **Méthodologie :**

Nous avons regroupé les données selon les axes suivants :

1. Les données démographiques et socio-économiques de chaque commune : population, tranches d'âge, sexe, parc logement et structures sanitaires.
2. Les données géographiques et d'occupation du sol : superficie de la commune, type d'occupation du sol, couverture végétale.
3. Les données de mobilité : parc roulant de transport de personnes, communal, intercommunal et wilaya ainsi que le réseau routier.
4. Les données environnementales : disponibilité et qualité de l'eau, taux de déchets
5. Les données de gouvernance et de participation citoyenne : nombre de réunions publiques organisées, taux de participation aux élections.

## **Méthodologie :**

Ce regroupement nous a permis de sortir avec des groupes de données répondant pour chaque groupe à un besoin d'information territorial spécifique à savoir :

1. Analyser les besoins et les ressources de chaque commune.
2. Analyser les impacts de l'aménagement du territoire sur l'environnement et d'identifier les zones à potentiel de développement.
3. Analyser les problématiques liées à la mobilité urbaine et de proposer des solutions de transport durable.
4. Analyser les impacts de l'activité humaine sur l'environnement et de proposer des actions pour une gestion durable des ressources.
5. Analyser la qualité de la gouvernance locale et de proposer des actions pour renforcer la participation citoyenne.

## Présentation des résultats

### Aperçu des données traitées :

Une quantité importante de données sont récoltées régulièrement au niveau des deux organismes constituant nos sources d'informations. Les extraits suivants montrent que ses données massives sont produites par chaque administration locale des 52 communes concernées par notre étude et transmises sous deux axes essentiels :

- Axe financier : destiné au système d'information de suivi budgétaire et financier des collectivités locales (SI-SBFCL)
- Axe statistique : destiné à la direction de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya de Bejaia (DPSB)

# Axe financier



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



---SYSTÈME D'INFORMATION DE SUIVI BUDJÉTAIRE ET FINANCIER DES COLLECTIVITÉS LOCALES---  
(SI-SBFCL)

  
**Accueil**

**UTILISATEUR:**

**COMMUNE:**

**WILAYA: BEJAJA**

[Quitter la wilaya](#)

[Quitter la commune](#)

  
**Déconnexion**

  
**Retour**

**Section:** EQUIPEMENT ET INVESTISEMENT

**Type Commune :** Ancienne Nomenclature

Consultation des Dépenses et Des Recettes:

**Année Budgétaire:**

Consultation Des Recettes:

N° Article	Nature de Recette	Prévision(Crédit ouvert au BP+OCA+AS)	Fixation	Réalisation	Ecart
------------	-------------------	---------------------------------------	----------	-------------	-------

Consultation des Dépenses :

N° Article	Nature de Dépense	Prévision(Crédit ouvert au BP+OCA+AS)	Fixation	Réalisation	Ecart
------------	-------------------	---------------------------------------	----------	-------------	-------

**SI-SBFCL, volet dépenses et recettes d'équipement et de fonctionnement**

# Axe statistique

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
	COMMUNE	population au 31/12/2019	Masculin	Féminin	Superficie des communes (km2)	Densité de la population (Hab/Km2)	ACL	AS	ZE	Parc logement au 31/12/2018	Parc Habité au 31/12/2019	Population	TOL
2	Adekar	14 091	7 071	7 020	107,6	131	1 968	10 685	1 438	4 846	3 229	14 091	4,36
3	Ait R'zine	15 702	7 963	7 739	74,56	211	8 549	6 153	999	5 703	3 834	15 702	4,1
4	Ait S'Mail	12 699	6 495	6 204	27,08	469	3 686	6 632	2 381	3 430	2 303	12 699	5,51
5	Akbou	57 453	29 048	28 406	52,18	1 101	41 273	15 997	184	15 485	10 628	57 453	5,41
6	Akfadou	7 927	4 078	3 849	42,01	189	6 857	974	97	3 386	2 273	7 927	3,49
7	Amalou	9 273	4 741	4 532	57,14	162	3 411	4 833	1 030	2 865	1 934	9 273	4,79
8	Amizour	40 503	20 810	19 693	109,36	370	21 901	10 991	7 611	9 990	6 762	40 503	5,99
9	Aokas	17 236	8 733	8 503	27,87	618	7 841	6 841	2 554	5 971	3 959	17 236	4,35
10	B. Melikeche	9 166	4 609	4 558	42,8	214	8 702	-	464	5 737	3 845	18 220	4,74
11	Barbacha	18 220	9 232	8 988	83,77	218	3 446	13 015	1 759	51 106	33 989	191 936	5,65
12	Bejaia	191 936	97 523	94 413	120,22	1 597	189 938	505	1 494	3 625	2 460	8 406	3,42
13	Beni Djellil	8 406	4 257	4 150	27,93	301	2 834	5 256	316	2 689	1 715	4 726	2,75
14	Beni k'sila	4 726	2 406	2 320	184,16	26	1 106	2 182	1 438	5 109	3 487	14 473	4,15
15	Beni Maouche	14 473	7 351	7 122	94,86	153	4 583	7 254	2 636	3 124	2 106	9 166	4,35
16	Boudjellil	12 388	6 281	6 107	99,85	124	3 660	6 974	1 754	4 003	2 705	12 388	4,58
17	Bouhamza	9 839	5 118	4 721	77,86	126	5 078	4 190	571	4 122	2 786	9 839	3,53
18	Boukhlifa	9 446	4 919	4 527	116,38	81	943	3 880	4 624	4 149	2 800	9 446	3,37
19	Chellata	10 537	5 343	5 195	41,6	253	3 711	5 740	1 086	3 736	2 522	10 537	4,18
20	Chemini	16 472	8 386	8 086	39,04	422	10 099	6 372	-	6 578	4 443	16 471	3,71
21	Darguina	15 258	7 825	7 433	82,53	185	3 451	6 056	5 750	4 708	3 175	15 258	4,81
22	Draa El kaid	31 505	16 130	15 375	123,34	255	1 504	11 644	18 358	6 596	4 442	31 505	7,09

Les données récoltées en masse par la DPSB de la wilaya de Bejaia sont présentées sous forme de tableaux statistiques

# Présentation des données d'un système d'information sous forme de tableaux

## Avantages

Présentation définie et facile à lire des données limitées

Présentation exhaustive et une comparaison des différentes valeurs

## Inconvénients

Interprétation visuelle difficile pour le public, en particulier si les données sont très nombreuses

Présentation des tendances et des conclusions inefficace

Manque de contexte et le risque d'erreur

## **1<sup>ER</sup> Constat** : La résistance au changement

1 / Un changement dans la manière dont l'information est transmise, traitée et stockée peut être difficile pour certains agents qui sont habitués à un processus de travail spécifique

2 / Les agents craignent de ne pas être en mesure de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies, ou de perdre leur expérience et leurs expertises acquises au fil des ans

3 / Ils craignent également une charge de travail supplémentaire et une pression accrue pour produire des résultats

4 / Certains se sentent menacés par les changements proposés, craignant que leur position ou leur statut au sein de l'organisation ne soit remis en question.

Pour rétablir cette résistance:

Mettre en place une communication ouverte et transparente pour expliquer les avantages du changement et répondre aux préoccupations des agents administratifs

Fournir une formation adéquate et un soutien pour aider ces agents à s'adapter aux nouveaux processus et technologies.

## **2eme Constat : Non partage de l'information**

Les collectivités territoriales ne sont pas disposées à partager des informations avec les acteurs territoriaux. Cela est dû à divers facteurs tels que la concurrence politique, les préoccupations en matière de sécurité ou de confidentialité, et surtout un manque de confiance dans les autres acteurs territoriaux.

Pour rétablir cette situation:

Les acteurs territoriaux peuvent mieux comprendre les enjeux locaux, prendre des décisions plus éclairées et réaliser leurs actions de manière plus efficace si les informations sont partagées

Le partage d'informations peut contribuer à renforcer la confiance entre les différents acteurs territoriaux et à encourager la collaboration

Les protocoles de partage d'informations devraient être clairement définis et transparents

### **3eme Constat : Exclusion du citoyen de la gouvernance locale**

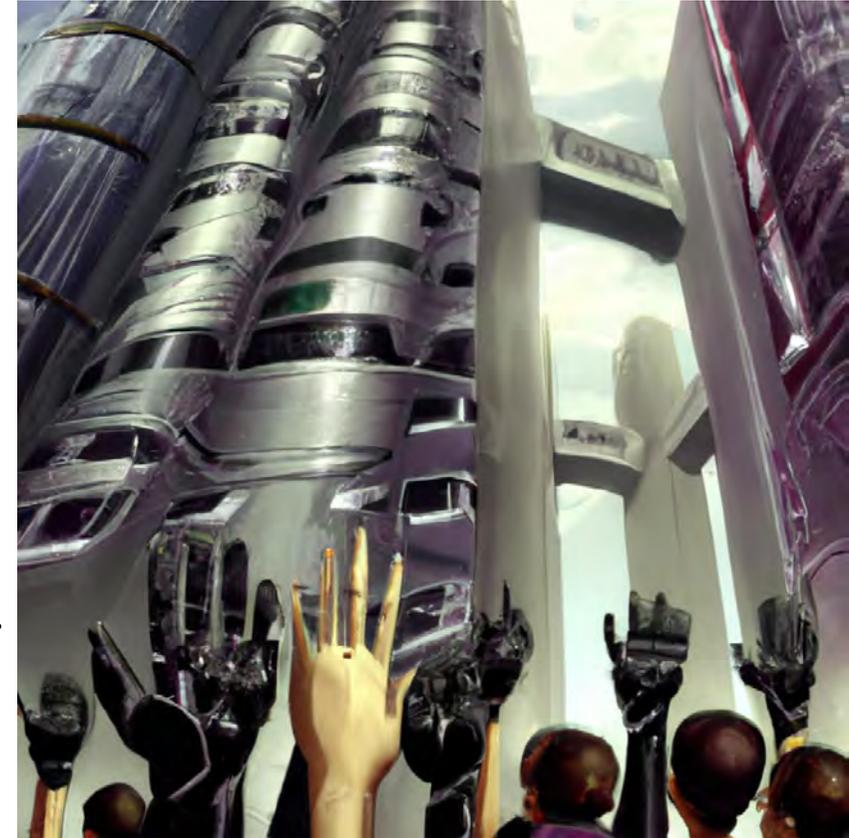
Le citoyen de ce territoire est connu pour sa méfiance du tout ce qui représente le pouvoir politique, il est d'ambly peu ou pas impliqué dans le processus décisionnel local

Absence de canaux de communication clairs et accessibles

Manque de transparence dans le processus décisionnel

## Conclusion

L'ère du big data offre de nombreuses opportunités pour les acteurs territoriaux de promouvoir un développement durable des territoires. Cependant, cela nécessite une gouvernance appropriée, des pratiques d'appropriation efficaces et une gestion de la résistance au changement. En fin de compte, le succès de l'utilisation du big data dépendra de la capacité des acteurs territoriaux à collaborer et à travailler ensemble pour maximiser les avantages tout en minimisant les risques associés.



**Merci pour votre attention**

# **Intitulé de la communication : Impact de la numérisation sur la responsabilité sociale des entreprises**

## **Proposée par :**

-BOUDEMAGH Mohamed Lamine, doctorant à l'UMMTO,

-AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO,

-BENMOUHOUB Thiziri, doctorante à l'UAM-Bejaïa

## **Résumé :**

Depuis la première publication académique intitulé « *The Changing Basis of Economic Responsibility* » daté de 1916 sur la RSE de John Morice Clark, qui définit cette dernière comme étant un contrôle social des affaires et un élargissement des responsabilités de l'entreprise dans le volet social (Clark, 1916), en passant par le premier ouvrage de Bowen de 1953 intitulé « *Social Responsibilities of the Businessman* » et dans lequel il explique qu'il y a quatre mécanismes pour assurer une responsabilité sociale des entreprises : la concurrence ; la régulation publique ; les contre-pouvoirs tels que syndicats, organisations de consommateurs; et l'autorégulation (Bowen, 1953), Jusqu'à ce que les tenants de la RSE s'accordent à fournir la définition suivante « c'est l'engagement continu des entreprises à se comporter de manière éthique et à contribuer au développement économique tout en améliorant la qualité de vie des travailleurs et de leurs familles ainsi que de la communauté et de la société locale en général » (Jones, 1980), L'objectif de tous les chercheurs travaillant sur cette thématique est de trouver des moyens pour mettre en place, surveiller et maintenir cette responsabilité.

Aujourd'hui en 2024, a l'air du numérique, de l'IA, des connexion très hauts débit et des NTIC, la question de la responsabilité sociale des entreprises est toujours d'actualité et elle mériterait sa part d'avantages de ce progrès technique, surtout qu'elle aussi a progressé notamment l'apparition des normes ISO 26000 voyant le jour en novembre 2010, et qui délimite le champ de la RSE avec sept thématiques qui sont les suivantes :

- la gouvernance de l'organisation,
- les droits de l'homme,
- les relations et conditions de travail,
- l'environnement,
- la loyauté des pratiques,
- les questions relatives aux consommateurs,
- les communautés et le développement local.

Cela nous mène à poser la question principale de notre travail qui est la suivante : y a-t-il un rapport entre la numérisation et la responsabilité sociale des entreprises ? et si oui lequel ?

Pour répondre à cette question nous émettons les deux hypothèses suivantes :

- H1 : il y a un rapport entre la numérisation et la RSE
- H2 : la numérisation conduit directement ou indirectement l'entreprise vers une responsabilité sociale

## **La méthodologie adoptée**

Pour répondre au questionnement et valider nos hypothèses, on présentera d'abord une revue de littérature relative au sujet traité, afin de bien saisir les différentes définitions des deux concepts et justifier la nature de la relation entre les deux concepts, et argumenter le choix de variables à étudier. Ensuite, nous procédons à la collecte des données, les analyser dans le but de déterminer les variables d'étude. Pour détecter une corrélation entre les deux variables de l'étude (Le terme « RSE/ Responsabilité sociale des entreprises » et le terme « Numérisation »), nous utilisons une approche quantitative qui est largement inspiré des travaux de (Merlet, 2020) dans sa thèse.

## **Les principaux résultats attendus**

Détecter une corrélation entre les variables utilisées (l'expression RSE et L'expression Numérisation) dans les travaux qui traitent de la thématique RSE en Algérie et conclure par le fait que la numérisation a comme résultat -de près ou de loin- une responsabilité sociale des entreprises par les biais de :

- la transparence ;
- la création d'emplois avec l'apparition de nouvelles technologies qui nécessitent de nouvelles maîtrises ;
- réduction de l'empreinte écologique ;
- l'inclusion sociale, en rendant les services plus accessibles par la population.

## **Liste des abréviations**

RSE : Responsabilité sociale/Sociétale des entreprises

IA : Intelligence artificielle

NTIC : Nouvelles technologies d'informations et de communication

ISO : International Organization for Standardization

## **Les références**

- Bowen, H. R. (1953). *Social Responsibilities of the Businessman* ([1st ed.]). Harper & Brothers.
- Clark, J. M. (1916). The Changing Basis of Economic Responsibility. *Journal of Political Economy*, 24(3), 209-229. <https://doi.org/10.1086/252799>
- Jones, T. M. (1980). Corporate Social Responsibility Revisited, Redefined. *California Management Review*, 22(3), 59-67. <https://doi.org/10.2307/41164877>
- Merlet, J. (2020). *Transformation numérique des entreprises, innovation et Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE)* [Phdthesis, Université de Rennes]. <https://theses.hal.science/tel-03191976>

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERRI DE TIZI OUZOU

Faculté de sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion  
Département des sciences économiques



# Impact de la numérisation sur la responsabilité sociale des entreprises

*Journée d'étude portant sur : Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie*



**BOUDEMAGH** Mohamed Lamine  
**Pr AIT-TALEB** Abdelhamid  
**BENMOUHOU** Thiziri

2023-2024

# Plan de presentation

- Introduction
- Méthodologie de recherche
- Résultats et discussion
- Conclusion

# Introduction

## La RSE

« A stakeholder in an organization is any group or individual who can affect or is affected by the achievement of the organization's objectives. »

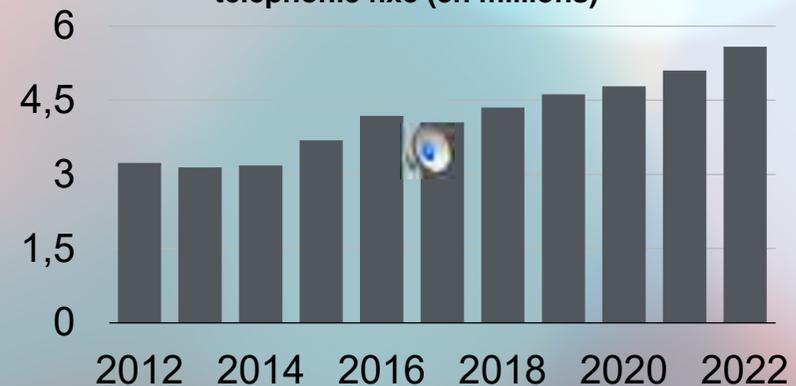
(Freeman 1984, p. 46)



## La numérisation

Le processus de conversion de données ou d'informations d'un format physique ou analogique en un format numérique.

Fig 1: Évolution du nombre d'abonnés aux de téléphonie fixe (en millions)

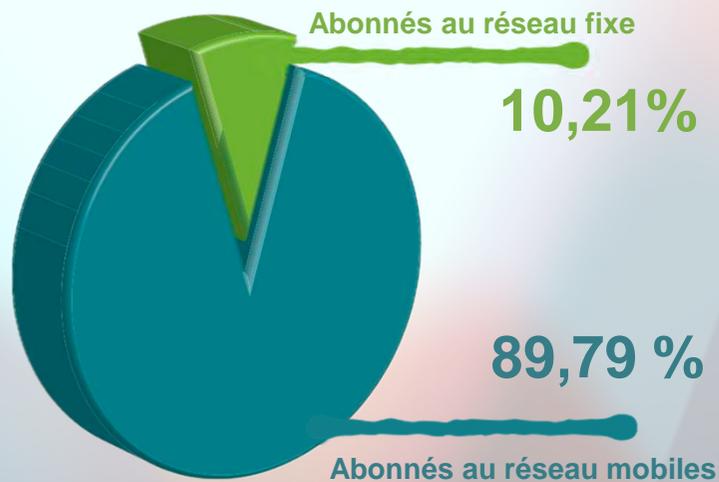


Source: (ARPC, 2022)

# Introduction

## Constat

Fig 2: Abonnés du marché de la téléphonie fixe et mobile 2022



Source: (ARPCE, 2022)

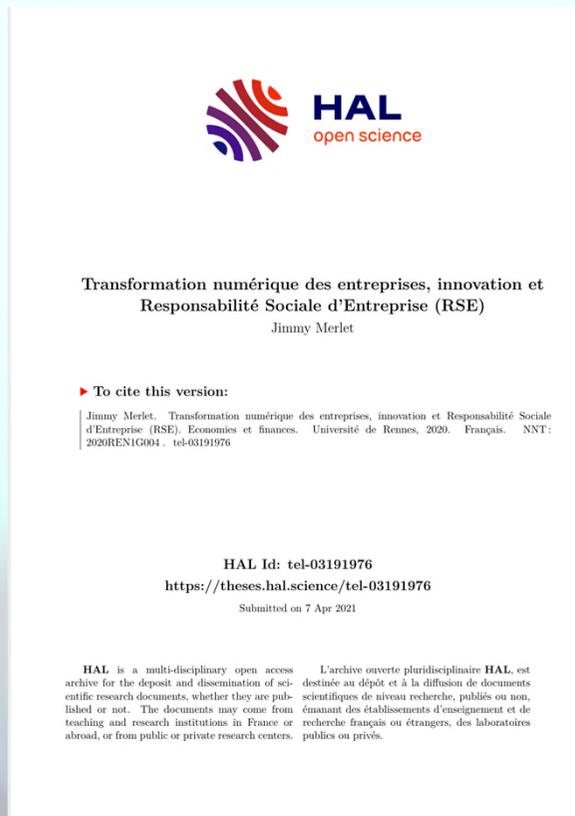
## La problématique

**La question principale:** La numérisation impact-t-elle la Responsabilité sociale des entreprises ?

**Questions secondaires:** Si oui comment ? Et si non pourquoi ?

**Nos hypothèses:** Oui la numérisation impact la responsabilité sociale des entreprises

# Méthodologie de recherche



Merlet, J. (2020). *Transformation numérique des entreprises, innovation et Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE)* [Phdthesis, Université de Rennes]. <https://theses.hal.science/tel-03191976>

ÉCHANTILLON: les rapports des entreprises du CAC40 (40 entreprises)

VARIABLES: les expressions (Numérisation, RSE, opportunité, menace, transformation, stratégie)

MODEL: Tobit (Univarié/multivarié)

RESULTAT: la relation entre les différents discours numériques (opportunité, menace, transformation, stratégie), est positive et significative au seuil de 1 %. Un discours porté sur un aspect numérique pousse donc à aborder d'autres aspects.

# Méthodologie de recherche

## La construction du Model

Cooccurrence

Coeficient de Jaccard:  $J(A, B) = \frac{|A \cap B|}{|A \cup B|}$

Où  $|A \cap B|$  est le nombre d'articles contenant les deux termes, et  $|A \cup B|$  est le nombre total d'articles contenant au moins un des deux termes.

VARIABLES: (Numérisation, Responsabilité sociale des entreprises/ RSE)



**ASJP**  
Algerian Scientific Journal Platform

**239 511 articles dans 871 revues**

20 juin 2024 a 23:50

**125 Résultats Trouvés : "RSE"**

10 juin 2024 a 20:00

# Résultats et discussion

## Les outils



V 4.4.0



V 2024.04.1



V GPT 4o



## Résultats

**01/04/2008 :**

Amara, A., & Bensebaa, F. (2008). La mise en oeuvre des pratiques socialement responsables : Entre déterminisme et comportements proactifs. *Revue d'ECONOMIE et de MANAGEMENT*, 7(1), 18-33.

Mekideche, M. (2008). Les pratiques de gouvernances des entreprises algériennes entre université et spécificité. *Revue d'ECONOMIE et de MANAGEMENT*, 7(1), 320-330.

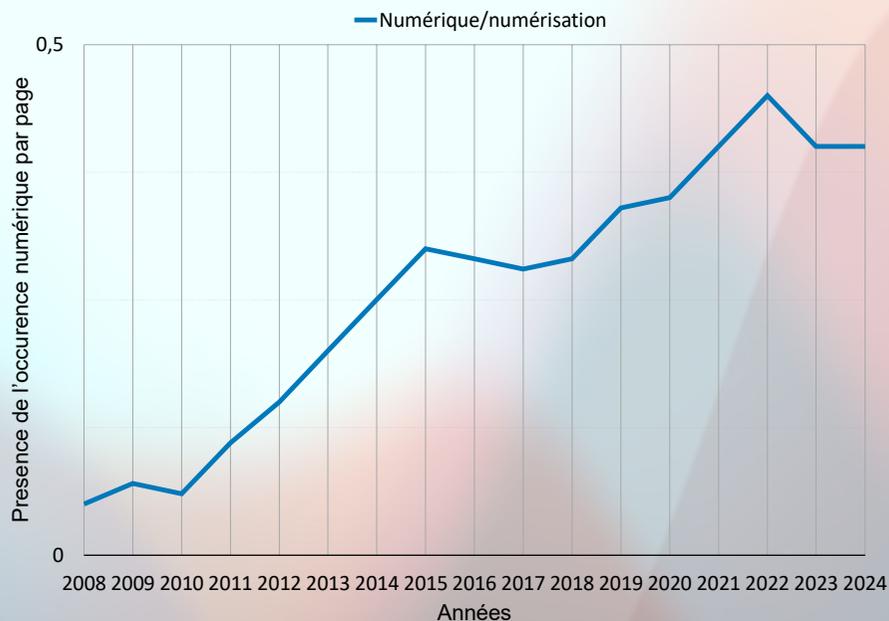
Capron, M. (2008). La responsabilité sociale d'entreprise est-elle destinée à satisfaire les intérêts des parties prenantes de l'entreprise enjeux théoriques et pratiques. *Revue d'ECONOMIE et de MANAGEMENT*, 7(1), 192-202.

**14/01/2024:**

Guerchouh, M., & Si-mohammed, D. (2024). LA RESPONSABILITE SOCIÉTALE DES ENTREPRISES : UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE. *Les cahiers du CREAD*, 39(4), 205-244.

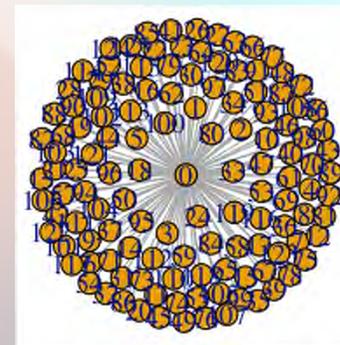
# Résultats et discussion

Fig 3: Moyennes d'occurrences lexicales du numérique de 2008 a 2024 par page



Généré par Numbers a base de données de R studio

Fig 4: Graphique de co-occurrence des expressions dans les articles



Généré par R studio

Fig 5: Resultat de la console de du coefficient de jaccard

```
> # Calculer l'indice de Jaccard  
> result <- jaccard(RSE, Numérisation)  
> print(result)  
[1] 0.25  
> 1- jaccard(RSE, Numérisation)  
[1] 0.75
```

Généré par R studio

75 % des articles contiennent les deux termes, et 25% des articles contiennent au moins un des deux termes.

# Conclusion

## Rappel de la problématique

### La question principale/Secondaires

La numérisation impact-t-elle la Responsabilité sociale des entreprises ?

Si oui, comment ? Si non pourquoi elle n'a pas d'impact sur la responsabilité sociale des entreprises ?

### Contraintes

Le manque d'usages des TIC par les entreprises Algérienne d'ou la difficulté de s'approcher de ces dernières

## Réponses

Oui, La numérisation a un impact sur la responsabilité sociale des entreprises, notamment en Algérie car on site beaucoup plus la numérisation avec la RSE dans les travaux récents que la RSE toute seules.

L'impact peut être positif ou négatif; mais notre étude n'a pas pu le démontrer vu le manques d'informations qui était a notre disposition



# Conclusion

## Recommandation

- Une formation du personnel dans le secteur privé et public est inévitable pour faire face à l'arrivée de la numérisation
- La numérisation des données format papiers est indispensable et ouvre les portes à d'énormes usages



## Perspectives

- Pousser la recherche avec des modèles plus approfondis et déterminer le types de relation entre RSE et Numérisation;
- Étudier l'impact de la Responsabilité sociale des entreprises sur la numérisation;



**Merci pour votre attention**



**CARTOGRAPHIER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE.**  
*Une voie de développement des vertus de l'attractivité et de la compétitivité territoriales.*

**Résumé de la communication proposée par :**

Mustapha BAKLI , Malek AMGHAR , Bahidjeddine HACHEMAOUI

LED, RMTQ, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, Algérie.

Mustapha.bakli@univ-bejaia.dz

Malek.amghar@univ-bejaia.dz

Bahidjeddine.hachemaoui@univ-bejaia.dz

**Résumé**

Cette contribution traite de l'opportunité que peut offrir l'établissement d'une cartographie des ressources du territoire dans l'analyse stratégique. Il constitue une carte d'identité du territoire, préalable de tout diagnostic territorial. Comme il permet de recenser les matériaux de terroir, les producteurs de matières premières, les fabricants et les entreprises proposant des solutions. Elle comprend aussi les associations et les structures d'intérêt collectif représentant les filières ainsi que quelques bâtiments inspirants. Cet outil collaboratif peut être développé, d'une manière collaborative, par les différents acteurs locaux.

Avec le développement phénoménal des SIG, les prises de vues aériennes par drones et l'intérêt grandissant accordé aux versions informatiques des connaissances, la représentation des données locales en la matière peut être exhaussée voire synthétisée pour une meilleure lisibilité et surtout maîtrise spatiale de ces ressources.

En Algérie, l'expérience en la matière est jeune, réservée à certains cercles fermés voire en souffrance notamment dans les espaces locaux (quartiers, Houma, douar, cités, etc.). Ce qui complique, parfois, le travail de l'exploration approfondie, de la connaissance des potentialités et rend difficile l'accès à l'information.

Hormis les maigres initiatives salutaires et passagères organisées dans le cadre des manifestations scientifiques et culturelles, aucun fichier national ni surtout local n'est établi jusque-là pour déboucher sur une carte des ressources du territoire.

C'est dans cet ordre d'idée que nous tenterons d'analyser, dans ce papier, cette problématique et proposer une alternative matérialisée par des enseignements de cette expérience pour mener à bonne fin sa gestions stratégique.

**Mots clés : carte des ressources du territoire, analyse stratégique, répartition géographique, diagnostic territorial, espace local, Algérie.**

**Summary**

This paper discusses the opportunity of mapping the resources of the territory. A tool, to be considered as an identity card of the territory, as a prerequisite territorial diagnosis. As it possible to identify local material, producers of raw materials, manufacturers and companies offering solutions. It also includes associations and structure of collective

interest representing the sectors as well as some inspiring buildings. This collaborative tool can be developed, in a collaborative way, by different local actors.

With the phenomenal development of local data in this field can be extended synthesized for a better control of these resources.

In Algeria, experience in this field is young or even lacking particularly in local areas (neighbourhoods, humma, douar, cities, etc.). This sometimes makes knowledge of potential low and access to information impossible.

Apart from the few salutary and temporary initiatives organized within the framework of scientific and cultural events, there is no national or, above all, local register to produce a map of the territory's resources.

It is with this in mind that we will try, in this paper, to analyse this problem and propose an alternative based on the lessons learned for strategic management.

**Key words : territorial resource map, strategic analysis, geographical distribution, territorial diagnosis, local space, Algeria.**

*« ...La cartographie des ressources du territoire, en particulier industriel et patrimonial, les citoyens vont pouvoir constater s'ils peuvent être utiles à la communauté territoriale, rechercher les opportunités qui leur permettraient d'être valorisés ou si nécessaire d'évoluer favorablement. Ce dispositif de visualisation globale des richesses et du potentiel humain, culturel, économique, doit aussi permettre aux décideurs de simuler les effets d'hypothétiques décisions pour estimer en toute lucidité celles qui doivent être prises. De surcroît,*

*L'accès de chacun à un dispositif permettant de visualiser les effets collectifs des actions de chacun est un facteur important de vivification du lien social, source comme nous le savons tous de la prospérité et de l'équilibre des territoires.* » (Authier, 2008)

« Chargées d'un message spirituel, les œuvres monumentales des peuples demeurent dans la vie présente le témoignage vivant de leurs traditions séculaires. L'humanité, qui prend chaque jour conscience de l'unité des valeurs humaines, les considère comme un patrimoine commun et vis-à-vis des générations futures, se reconnaît solidairement responsable de leur sauvegarde » (ICOMOS, 1964).

## **Introduction**

L'intérêt que la science économique porte aux richesses immatérielles est assez récent (Courlet et Pecqueur, 2013). A la prise de conscience progressive du poids relatif croissant de l'immatériel dans les productions et dans la valeur des produits, s'ajoute l'émergence d'un quatrième facteur de production qui est la « connaissance » combinée au travail, au capital et aux matières premières. Ainsi la structure de la richesse produite dans les économies évolue considérablement. Habituellement, en économie, on ne s'intéresse qu'aux ressources apparentes des territoires, c'est-à-dire aux facteurs de production dont ils disposent à savoir : travail, capital et matières premières. Considérer la localisation d'un territoire, son attractivité, c'est raisonner en matière de dotation de facteurs. Or, parler de ressources pour un territoire, ce n'est pas raisonner seulement en termes de richesses apparentes mais aussi de ressources potentielles, cachées et à construire. Une richesse cachée, inattendue, ne peut pas directement s'exploiter, il reste au préalable à la valoriser voire la transformer.<sup>1</sup> Ceci dit, la réflexion doit porter sur toutes les dynamiques qui se produisent en amont de la dotation de facteurs, car c'est là que gisent les nouvelles ressources (Pecqueur, 2022).

Ce type de ressources ne peut pas se mesurer en pourcentage du PIB, mais en analysant les résultats, ex-post : la quantité d'emplois créés, la mise en place d'une filière de production, etc.

Partant de ces soubassements, il devient indéniable d'accorder une attention à ces richesses dans un contexte de raréfaction des ressources financières des territoires et surtout de crise, cyclique, du modèle de développement par le haut.<sup>2</sup>

Il reste à définir le moyen idoine de rendre la visualisation globale de ces richesses accessible. L'identification de ces ressources ne suffit point, il y a lieu de les valoriser, les mettre à la connaissance des acteurs locaux et booster une dynamique concurrentielle entre les territoires afin d'attirer les entreprises et les porteurs de projets.

Par ailleurs, la mobilisation des ressources territoriales ne doit et ne peut être considérée comme une alternative à la production traditionnelle, mais comme un complément pour une dynamique de structuration de l'ensemble des productions du territoire (Dayan et al, 2011).

---

<sup>1</sup> Dinant, ville belge de 13000 habitants, a su développer toute une activité musicale, notamment autour du saxophone, simplement en partant du fait qu'Adolphe Sax, inventeur du saxophone, y a passé les six premiers mois de sa vie.

<sup>2</sup> Le développement par le haut est basé sur l'Etat et la grande firme comme mode de production. Ce modèle a fait ses preuves au lendemain de la deuxième guerre mondiale, d'où l'enregistrement d'une croissance économique rapide et régulière étalée sur trente ans. C'est la période des trente glorieuses, période de plein emploi et de consommation de masse.

Notre communication porte précisément sur la problématique de la production et du recours à l'information géographique en matière de recensement des ressources territoriales et à son accès notamment à l'échelle de l'entité locale.

L'objectif consiste à expliquer et à illustrer les potentialités de la cartographie 2.0 en termes d'outils et de méthodes pour la production de connaissances hybrides sur les territoires.

En Algérie, cette expérience reste à l'état embryonnaire limitée aux cercles très restreints<sup>3</sup> et ne sont point démocratisés pour diverses raisons.

La présentation vague et sommaire des ressources naturelles à valoriser renseigne<sup>4</sup> du peu d'intérêt accordé à la dimension micro-territoriale, c'est-à-dire la petite dimension d'une entité territoriale.<sup>5</sup>

D'un point de vue théorique, c'est à partir de l'espace local que les projets territoriaux durables<sup>6</sup> sont mis en exergue.

Notre travail s'articule autour de quatre points. D'abord, nous revenons préalablement sur les ressources et le pourquoi de l'intérêt qui leurs sont accordé. Nous présentons, ensuite, le comment s'effectue l'identification des ressources territoriales fondée sur les expériences étrangères. Le troisième propose une exploration des outils à mobiliser dans le travail de l'identification. Enfin, Le dernier point discute des modes de confections des cartes et de leurs intérêts

### **1. Les ressources, c'est ? pourquoi s'y intéresser ?**

On peut considérer comme « ressource » tout objet matériel (un produit par exemple) ou immatériel (un savoir-faire, un patrimoine culturel, etc.) dont la valeur est reconnue localement, et qui peut de ce fait faire l'objet d'une valorisation individuelle ou collective. Certaines peuvent être génériques, comme le pétrole, les produits alimentaires indifférenciés (lait, viande, etc.). D'autres sont spécifiques par leurs modes de production ou par leur forte interaction au territoire et à l'histoire des acteurs (Perron, 2014).

Les ressources spécifiques sont la « signature » et l'affirmation de la singularité du territoire, de ce qui le distingue des autres. Elles sont porteuses d'avantages comparatifs au sens de l'économiste David Ricardo susceptibles de glisser en avantages différenciatifs au sens de Pecqueur.

Cependant, elles sont épuisables par l'épuisement des acteurs qui les activent. Elles peuvent se banaliser et perdre leur valeur spécifique.

### **2. Identifier les ressources du territoire**

Il s'agit de recenser les richesses particulières au territoire, valorisées ou non. Inventorier, à partir de méthodes du type PHOTOLANGAGE<sup>7</sup> ou METAPLAN<sup>8</sup>, lesquelles sont spécifiques du lieu, de son histoire et sa culture.

---

<sup>3</sup> Les centres de recherche scientifique et l'institut national de cartographie et télédétection sis à Alger.

<sup>4</sup> Nous renvoyons le lecteur au Décret exécutif n° 22-301 du 11 Safar 1444 correspondant au 8 septembre 2022 fixant la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement. P3.

<sup>5</sup> En termes d'espaces où se pratique le développement local, la théorie économique retient plusieurs types : les espaces ruraux, les espaces urbains, la ville, l'agglomération, le site, les îlots, les centres, les banlieues, le district. En Algérie, on peut qualifier pour espace la Houma, El Arch, El Dechra, Douar.

<sup>6</sup> Le chapitre 28 de la déclaration de Rio, à propos de l'Agenda 21 local comme instrument de stratégie, préconise le travail, en partenariat, des collectivités avec tous les acteurs de la communauté (citoyens, associations, entreprises, etc.) pour élaborer un plan d'actions concrètes visant au développement durable de leur territoire.

Les ressources inventoriées peuvent être classées par thématiques ou types de ressources.

L'intérêt de cette étape repose en grande partie sur la constitution du collectif d'acteurs approprié : une bonne connaissance du territoire et des réseaux d'acteurs est nécessaire. Il est aussi particulièrement utile d'associer à la réflexion des acteurs extérieurs au territoire, porteurs d'une représentation sur son image et ses spécificités. La démarche est fondée sur le regard partagé porté par les acteurs sur les objets du territoire qu'ils jugent importants pour eux, que ce soit au plan économique, culturel, environnemental, etc. Il peut s'agir :

- D'objets matériels ou immatériels, un paysage, un produit<sup>9</sup>, un savoir-faire, une tradition culturelle, etc. déjà valorisés au plan économique, culturel, etc.
- D'objets encore non valorisés mais qui paraissent importants et/ou ont un potentiel de renforcement d'autres ressources, comme par exemple le paysage pour un produit agricole.

La dimension participative de cette démarche est essentielle. Elle peut consister en un atelier collectif d'auto-évaluation, assis sur l'expertise des participants, éventuellement complétée ou alimentée par une expertise technique / scientifique. Cette étape constitue le premier « temps fort partagé » d'une démarche territoriale de valorisation de ressources.

Le travail d'identification des ressources du territoire peut être amené à décrire les éléments constitutifs d'une ressource particulière (ex : pour un fromage, un savoir-faire, une race bovine, etc.) ou qui lui sont liées (ex : un paysage).

Il existe d'autres méthodes de questionnement collectif sur les spécificités d'un territoire :

- Les entretiens du terroir qui proposent un concept d'échanges et d'exploration collective des composantes d'un terroir.
- Les méthodes de Marketing territorial qui proposent des démarches d'élaboration collective de « Portrait Identitaire » destiné à faire émerger et formaliser les composantes identitaires d'un territoire (Tabet-Aoul, 2009).

Ces deux méthodes nécessitent de recourir à une prestation d'expertise et nécessitent un temps de réalisation parfois conséquent (plusieurs mois pour le portrait identitaire appliqué à une région).

### **3. Le outils d'identification du potentiel territorial, suggestions de mise en œuvre**

---

<sup>7</sup> Le recours aux supports photographiques favorise l'élargissement du regard, et facilite l'expression et les échanges. Cela permet de saisir, à partir des discours des acteurs, des représentations individuelles et collectives. Et cela amène également une dimension prospective, en renvoyant à un imaginaire où l'acteur se projette (éléments de son expérience personnelle), en sélectionnant un sens particulier, en privilégiant certains détails, en attribuant des propriétés à ce qui est représenté sur la photographie, à partir de ce qu'elle suscite pour lui.

<sup>8</sup> La méthode d'animation Metaplan permet d'animer, de façon à la fois structurée et très participative, des sessions de travail de 6 à 30 personnes ou plus, sur une grande variété de sujets : élaboration d'une vision, d'une stratégie, d'un plan d'actions, développement d'un partenariat, animation d'un réseau, échanges sur les pratiques, exploration d'un segment de marché, concertation avec des parties prenantes. C'est un outil particulièrement efficace pour aborder des sujets complexes ou que l'on veut traiter de façon collective, en impliquant l'ensemble des acteurs concernés, et en obtenant leur engagement d'agir ensemble.

<sup>9</sup> Il désigne tout résultat de secteur d'activité, qu'il soit agricole, artisanal, industriel, culturel, etc.

Dans une approche territoriale, de par les expériences réussies et sans cibler au préalable une ou des ressources particulières, elle peut être à l'initiative des élus ou techniciens d'une intercommunalité, d'acteurs d'associations de développement local.

Pour aborder ce travail, les acteurs initiateurs doivent logiquement mettre autour de la table une diversité d'autres acteurs : opérateurs touristiques, agriculteurs, artisans, sportifs et les artistes de tous bords. En choisissant la méthode, le repérage des ressources peut ainsi être réalisé pour aboutir à une collection qui constitue alors une base de travail. La démarche est identique si l'entrée du questionnement est une ressource déjà identifiée, si ce n'est que les acteurs à réunir sont alors directement ou indirectement concernés par la ressource considérée. Dans ce cas, il s'agit d'une réflexion sur ce qui compose la ressource, à la différence de l'inventaire dressé dans une entrée territoriale. Dans tous les cas le choix des acteurs à réunir peut-être plus ou moins centré autour des acteurs avec lesquels on souhaite élargir l'activation de la ressource : par exemple les restaurateurs ou les opérateurs touristiques en ce qui concerne un produit agricole. Un acteur public, type collectivité, paraît le plus légitime pour coordonner le plus tôt possible la démarche. Celle-ci peut alors s'organiser autour d'un comité de pilotage qui au besoin sollicite des ateliers de travail collectif sur des thèmes ou des espaces plus précis.

Dans la foulée la mobilisation, des associations de randonneurs et celles impliquées dans la promotion patrimoniale ou des produits prônant l'amélioration des pratiques de production, peut être utile dans l'activation de la méthode PHOTOLANGAGE. De même pour les prises de vues aériennes par drones et les résultats des enquêtes à but scientifique réalisées dans le cadre des projets de recherche ou de fin de cycle d'enseignement académique ou professionnel.

Les informations recueillies lors ou à l'issue de l'organisation des expositions, salons ou foire dédiés pour la circonstance peuvent faire objet un moyen de prospection opportun pour construire une base de donnée sur le potentiel d'un espace donné.

Les initiatives de science citoyenne<sup>10</sup>, lesquelles désignent des programmes de recherche associant des scientifiques à une participation d'amateurs volontaires (Irwin, 1995 ; Leach et al, 2005) évoluent rapidement avec la démocratisation d'outils comme les GPS autonomes ou les téléphones intelligents. Une grande partie des informations collectées par les volontaires dans le cadre de projets de science citoyenne est de nature géographique (localisation d'animaux ou de plantes, répartition des espèces, relevés atmosphériques, etc.). Afin d'ouvrir les sciences à la société civile, certains géographes anglo-saxons comme Goodchild (2009)<sup>11</sup> ou Haklay (2010)<sup>12</sup> suggèrent notamment de développer une approche hybride basée sur le recours aux dispositifs de géolocalisation, pour impliquer davantage les citoyens dans la collecte de données localisées et la réflexion géographique. Cette proposition repose sur l'idée de « citoyen capteur » (citizen as sensors), selon laquelle chaque être humain est capable d'agir comme un capteur intelligent.

---

<sup>10</sup> En pratique, les citoyens volontaires sont invités à des observations, des mesures ou des comptages. Les données collectées sont transmises aux scientifiques afin qu'elles soient traitées et analysées. Très populaire dans les pays anglo-saxons depuis près d'un siècle, la science citoyenne est largement reconnue et respectée dans plusieurs domaines (écologie, botanique, astronomie, zoologie, etc.).

<sup>11</sup> Cité in Mericskay (B), Roche (S), « La cartographie 2.0 au service de l'intelligence territoriale : de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour la production de connaissances hybrides sur les territoires », 1ère Conférence Intercontinentale d'Intelligence Territoriale "Interdisciplinarité dans l'aménagement et développement des territoires", Oct 2011, Gatineau, Canada. P6.

<sup>12</sup> Ibid.

#### **4. Carte d'identité du territoire, mode de confection et intérêts de son établissement**

Les étapes décrites plus haut permettront de la réalisation d'un portrait du territoire. La carte d'identité d'un territoire a pour objectif de présenter de façon brève, synthétique et générale les éléments qui le caractérisent. Il s'agit de recueillir de façon collaborative des données qualitatives issues des observations du territoire et/ou de la parole des personnes qui y habitent où y interviennent. Cette façon de procéder permet de cartographier les lieux clés et de signaler les secteurs qui sont sujets de préoccupation. En plus de ces données, la cartographie des ressources est une activité accessible et facile. Elle peut susciter de l'enthousiasme et sensibiliser les gens au projet. On y retrouve des données commentées sur :

- La géographie du territoire (limites administratives, superficie, occupation du sol, zones rurales, urbaines, naturelles, artificialisation des sols, etc.) ;
- La population (nombre, densité, catégories socioprofessionnelles, revenus, etc.)
- L'économie (principales activités, PIB, etc.)
- Les transports (densité des réseaux, carte de flux, etc.)
- Le logement (type d'habitat, années de construction, etc.).

##### **A. Comment créer une carte de base**

Les technologies de l'information géographique (TIG) ont profondément évolué dans la dernière décennie. Non réservées aux spécialistes, leurs accessibilité et usages se démocratisent au rythme du développement de l'Internet (cartes interactives, globes virtuels, GPS, services mobiles géolocalisés, etc.). Une nouvelle forme de cartographie en ligne émerge des pratiques et technologies du Web 2.0. Cette cartographie 2.0, à l'image de Google Maps ou OpenStreetMap permet au grand public de lire et d'écrire la carte.

Le passage de la consultation à l'interaction avec les contenus a introduit le concept d'information géographique volontaire (VGI) lequel caractérise les contenus géolocalisés produits par les usagers. Notre expérience en la matière, testée en ligne, repose sur les deux points ci-après :

- **Matériel requis**
  - Disposer d'un ordinateur ;
  - Avoir accès à Internet facilite la rapidité aux images satellitaires ;
  - A titre facultatif, disposer d'un logiciel SIG pour permettre le traitement des images.
- **Marche à suivre**
  - Allez à [www.openstreetmap.org](http://www.openstreetmap.org).
  - Saisir le nom d'une ville dans la barre de recherche. Agrandir la carte (« Zoom in ») pour trouver le quartier ou le territoire à l'étude.
  - Une fois que centré le quartier ou le territoire à l'écran, procéder par le clique sur l'onglet « Share » (Partager) sur le côté droit de la carte. Une boîte de dialogue apparaît à droite.
  - Dans cette boîte de dialogue, sous la rubrique « Image », cocher la case « Set custom dimensions » (Définir les dimensions personnalisées). Définir les dimensions de la carte en faisant glisser les coins du carré de couleur claire.
  - Toujours sous la rubrique « Image », à sélectionner le type de format de fichier à exporter (png, jpeg, svg, ou pdf. S'il y a recours à un logiciel SIG durant cette étape et s'il y a volonté de créer un fichier .osm, à reporter à la section Conseil. Choisir le type de fichier et procéder au clique sur

## B. Utilités de la cartographie des ressources du territoire

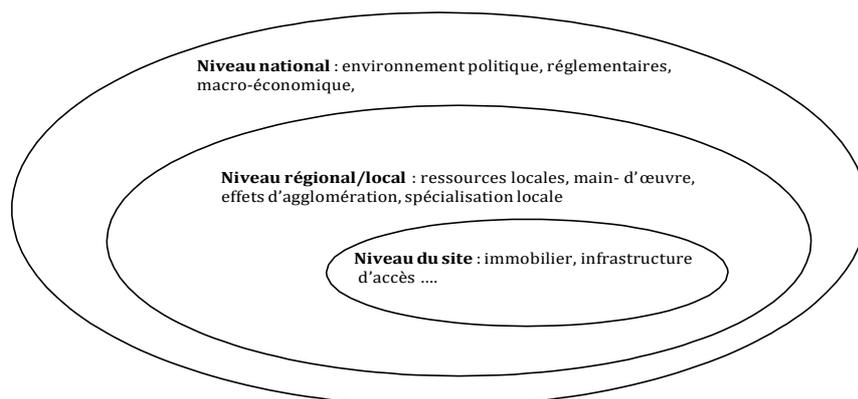
Nous recensons quatre niveaux d'intérêts à concevoir une cartographie des ressources territoriales, à savoir :

### - Développer les vertus de l'attractivité territoriale et favorise la compétitivité

Pour Fabrice Hatem l'attractivité correspond à « la capacité pour un territoire d'offrir aux acteurs des conditions qui les convainquent de localiser leur projets sur leur territoire plutôt que sur un autre »<sup>13</sup>, il distingue 3 approches de l'attractivité :

- L'approche macro qui a recours à des indicateurs globaux ;
- L'approche méso qui se concentre sur un secteur d'activité particulier ;
- L'approche micro qui correspond à une analyse projet par projet.

Figure 1 : une approche concentrique de l'attractivité



Source : In Boussag (K).Op. Cit.P29.

### - Aider à effectuer le diagnostic territorial et définir une stratégie d'action

La connaissance du territoire acquise, la cartographie des ressources permet une meilleure visibilité du potentiel tous azimuts du territoire en question et établir une analyse de ses forces et de ses faiblesses voire des opportunités à offrir, ses attentes et ses besoins. A ce stade, on recherche l'adhésion et les synergies entre acteurs pour aboutir à la production d'un projet auquel chacun peut prendre part. Cette démarche prospective permet de définir une stratégie d'action pour améliorer la situation initiale, l'adapter et l'optimiser.

### - Territorialisation, protection et labélisation des patrimoines

Les politiques patrimoniales font appel à deux dimensions devenues presque indissociables : protection d'une part et mise en valeur d'autre part. La première fait l'objet de nombreuses législations qui ont suivi le cours de l'évolution de la notion de patrimoine et la seconde s'est particulièrement concrétisée avec la mise en œuvre de labels dans le domaine du patrimoine. Outils de protection et labels demeurent intimement liés car même s'ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs, ils se font écho et

<sup>13</sup> In Boussag (K), « marketing territorial ou comment développer l'attractivité et l'hospitalité du territoire », revue Maârif n°23, 2017. P29.

fonctionnent ensemble dans une certaine mécanique, formant le diptyque presque parfait de la « bonne politique patrimoniale. » (Gigot, 2020).

#### - **La cartographie au service de l'intelligence territoriale en réseau**

Les possibilités d'arrimer la cartographie à la planification participative, comme aux sciences citoyennes, sont nombreuses même si elles demeurent aujourd'hui encore sous-exploitées. Plus largement, la démocratisation des technologies géospatiales auprès de la société civile nous amène à nous interroger sur le développement de l'intelligence territoriale qui repose pour beaucoup sur les démarches informationnelles et participatives. L'intelligence territoriale est une démarche d'information et de communication territoriale, de création de contenus territoriaux innovants susceptible de favoriser la collaboration et l'adhésion autour de projets nouveaux (Bertacchini, 2007 ; Herbaux, 2007). Le concept repose essentiellement sur la mise en réseau et la création de lien entre les acteurs du territoire.

Les systèmes d'information territoriaux permettent de créer un environnement d'apprentissage propice au développement territorial en offrant la possibilité d'une mutualisation et d'une diffusion de connaissances multiples et transdisciplinaires. Pour ce faire, l'utilisation d'outils d'analyse et de prospection comme les SIG permet aux organisations territoriales de mieux connaître leur territoire, de réagir en situation de crise et de mieux gérer et aménager le territoire. L'accessibilité et l'appropriation grandissante des TIC (dont les technologies géospatiales constituent un sous-ensemble) représentent un enjeu majeur de la participation et du partenariat (Girardot, 2004 ; Roche et Caron, 2009). Avec les outils de la cartographie 2.0, de nouvelles manières de diffuser, de produire et de partager de l'information géographique se profilent.

Les applications actuelles permettent d'organiser les échanges et le travail collectif des acteurs dans des environnements à la fois simples au niveau des interfaces tout en étant robustes techniquement. Les portails cartographiques comme ceux déployés par les collectivités apparaissent comme des instruments de mutualisation et de production d'informations et de connaissances. À cela s'ajoute la complémentarité avec les systèmes de gestions de contenu nouvelle génération à l'image des wikis pour la production collaborative de savoirs. Dans la lignée des réseaux ouverts, l'intelligence collective (Lévy, 1994) qui désigne la capacité d'un groupe d'acteurs à atteindre, dans le cadre d'une action, une performance d'un niveau supérieur se développe rapidement avec les outils du Web 2.0 à l'image d'initiatives cartographiques grands public comme Google Earth, Wikipédia<sup>14</sup> ou OpenStreetMap<sup>15</sup>. Plusieurs fondements à l'intelligence territoriale évoluent donc avec la cartographie 2.0. D'une part, l'accessibilité accrue aux technologies géospatiales induit une démocratisation de masse des usages de la géomatique (Google Earth compte aujourd'hui plus de 400 millions d'utilisateurs et on estime à plus de 400 millions le nombre de GPS automobiles en circulation et 500 millions celui de téléphones intelligents) (Mericskay, Roche, 2011). D'autre part, la mise en réseaux des acteurs est facilitée par le rôle d'intermédiation que jouent les portails cartographiques. Ces plateformes introduisent une rupture dans les pratiques amateurs telles qu'on les observait avant, une rupture quantitative qui repose sur la démocratisation des outils de publication, l'imbrication des logiques de communication personnelle et de masse, la cohabitation des pratiques amateurs et professionnelles (qui disposent d'instruments similaires) et la possibilité de toucher un public très large. En complément, les nouveaux formats d'échanges et langages permettent une

---

<sup>14</sup> Fusion entre Google maps et Wikipédia, Wikimapia compte plus de douze millions lieux répertoriés.

<sup>15</sup> Projet collaboratif de création d'une base de données libre et ouverte des rues et des routes du monde.

interopérabilité des applications plus poussée, favorisant ainsi les partenariats, les échanges de données et la production collaborative de contenus.

### **Conclusion**

Admettre l'existence de la ressource territoriale, c'est admettre qu'il n'y a pas de territoire condamné d'avance (Courlet et Pecqueur, 2013). Il n'existe que des territoires qui n'ont pas encore leur richesse à construire. Une richesse cachée, inattendue, ne peut pas directement s'exploiter. Sa valorisation et sa transformation s'imposent préalablement. Les projets de développement ne résident pas que dans la combinaison de ressources existantes mais aussi dans des ressources à faire surgir.

Dans cette contribution, nous avons mis l'accent sur l'intérêt de cartographier les ressources territoriales une fois recensées, inventoriées et découvertes. Une sorte de recommandation afin de sortir des constats et des initiatives folkloriques de circonstance qui consistent à valoriser les ressources territoriales dans le cadre de l'organisation de manifestations culturelles, scientifiques ou articles de presse.

La réalité actuelle montre, amèrement, l'absence quasi-totale d'informations sur les potentialités que regorgent nos espaces locaux.

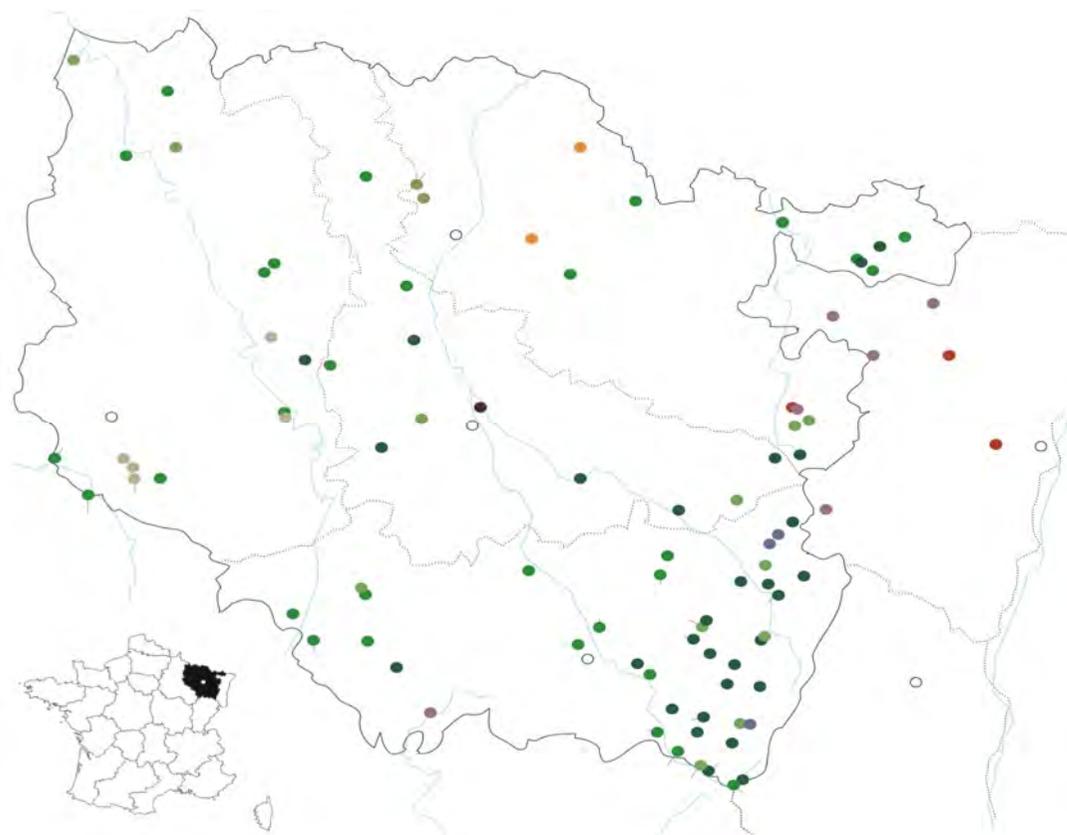
Cartographier ces ressources contribue, grandement, au travail de connaissance du territoire, aide le stratège public ou le porteur du projet à faire ressortir les forces et les faiblesses du territoire cible. De par cette cartographie, la valorisation des richesses du territoire est de mise du point de vue du développement des vertus du marketing territorial, de l'attractivité et de l'hospitalité du territoire (Boussag, 2017) auprès des potentiels investisseurs ou des porteurs de projets sera visible. Le diagnostic territorial repose sur ces informations caricaturées sur cet outil. Ce qui favorisera à effectuer une analyse stratégique objective en fonction des potentialités disponibles du territoire.

C'est un outil propice pour développer les vertus du Marketing territorial ou comment développer l'attractivité et l'hospitalité du territoire.

### **Liste des références bibliographiques**

1. Authier (M), « développer localement les richesses humaines », revue territoires, 2008.
2. Bertacchini (Y), « L'intelligence territoriale », Presses Technologiques, Toulon, 2007.
3. Benko (G), Pecqueur (B), « les ressources de territoires et les territoires de ressources », Géo Prodig, portail d'information géographique, consulté le 30 septembre 2022, <http://geoprodig.cnrs.fr/items/show/201134>.
4. Boussag(K), « marketing territorial ou comment développer l'attractivité et l'hospitalité du territoire », revue Mâarif n°23, 2017. PP23-37.
5. Colletis (G), Pecqueur (B), « révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement. Le rôle de la proximité géographique », In RERU, Numéro 2018/5 Décembre | pages 993 à 1011.
6. Courlet (C) et Pecqueur (B), « L'économie territoriale », Presses Universitaires de Grenoble, 2013. 142 p.
7. Dayan (L), Joyal (A), Lardon S. (dir.), « L'ingénierie de territoire à l'épreuve du développement durable », l'Harmattan, Paris, 2011. 281 p.
8. Décret exécutif n° 22-301 du 11 Safar 1444 correspondant au 8 septembre 2022 fixant la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement.

9. Di Meo G., 1998, « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie », revue *l'Information géographique*, vol. 62, n°3, p. 99-110. Fichier pdf généré le 09/05/2018.
10. Duvail(S), Hogan(R), Pili (M), Revocatus (X-N), Richard (F) et Olivier (H), « Apport de la cartographie à la gestion locale des ressources renouvelables dans les villages du district de Rufiji (Tanzanie) », *Norois*, 196 | 2005/3, mis en ligne le 15 décembre 2008, consulté le 25 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/norois/410> ; DOI.
11. Gigot (M), « Protection et labellisation des patrimoines : des outils complémentaires ou redondants ? », *Les labels dans le domaine du patrimoine culturel et naturel*, Presses universitaires de Rennes, 2020.
12. Girardot (J-J), « Intelligence territoriale et participation, 3ème rencontres TIC et territoires, quels développements ? », Lille, 2004.
13. Gumuchian(H), Pecqueur (B), « la ressource territoriale », Coéditions Economica/Anthropos, 2007.
14. Gillio (N) « Le foncier, une ressource territoriale pour le développement économique. Géographie ». Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, 2017.
15. ICOMOS. (1964). Charte Internationale sur la Conservation et la Restauration des Monuments et des Sites (Charte De Venise 1964). [https://www.icomos.org/charters/venice\\_f.pdf](https://www.icomos.org/charters/venice_f.pdf)
16. Herbaux (P), « Intelligence territoriale : repères théoriques », l'Harmattan, Paris, 2007.
17. Lajarge (R), Pecqueur (B), Landel (P-A), Lardon (S), « Ressources territoriales : gouvernance et politiques publiques », 2012.
18. Maillard (T), « Cartographie Participative (Partie 1 et 2). Licence. Cartographie participative », Saint-Denis, France. 2018.
19. Mericskay (B), Roche (S), « La cartographie 2.0 au service de l'intelligence territoriale : de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour la production de connaissances hybrides sur les territoires », 1ère Conférence Intercontinentale d'Intelligence Territoriale "Interdisciplinarité dans l'aménagement et développement des territoires", Oct 2011, Gatineau, Canada. pp.15.
20. Pecqueur (B), « La ressource territoriale, une opportunité pour le développement local dans les Suds. *The Journal of Rural and Community Development*, 17(2), 41-53, 2022.
21. Perron (L), « guide méthodologique valoriser les ressources territoriales, des clés pour l'action », 2014. Téléchargeable sur <https://suaci-alpes.fr/>
22. Senil (N), Hirczak (M), Hugues (F) « Diagnostic de territoire et ressource territoriale : apports croisés et opérationnalité. Workshop " Les dynamiques territoriales : quelles nouveautés ? », I.R.E.G.E. - E.D.Y.T.E.M., Mar 2006, Chambéry-Annecy, France. pp.15.
23. Tabet-Aoul (M-K), « le Marketing territorial, un outil de développement local », mémoire de Magister, Université de Tlemcen, 2009.



Répartition géographique des ressources territoriales de la LORRAINE (France)





**Titre de la communication**  
**CARTOGRAPHIER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE.**  
**Une voie de développement des vertus de l'attractivité et de**  
**la compétitivité territoriales.**

**Mustapha BAKLI , Malek AMGHAR , Bahidjeddine HACHEMAOUI**  
**LED, RMTQ, université Abderrahmane MIRA de Bejaia, Algérie.**  
**Mustapha.bakli@univ-bejaia.dz**  
**Malek.amghar@univ-bejaia.dz**  
**Bahidjeddine.hachemaoui@univ-bejaia.dz**

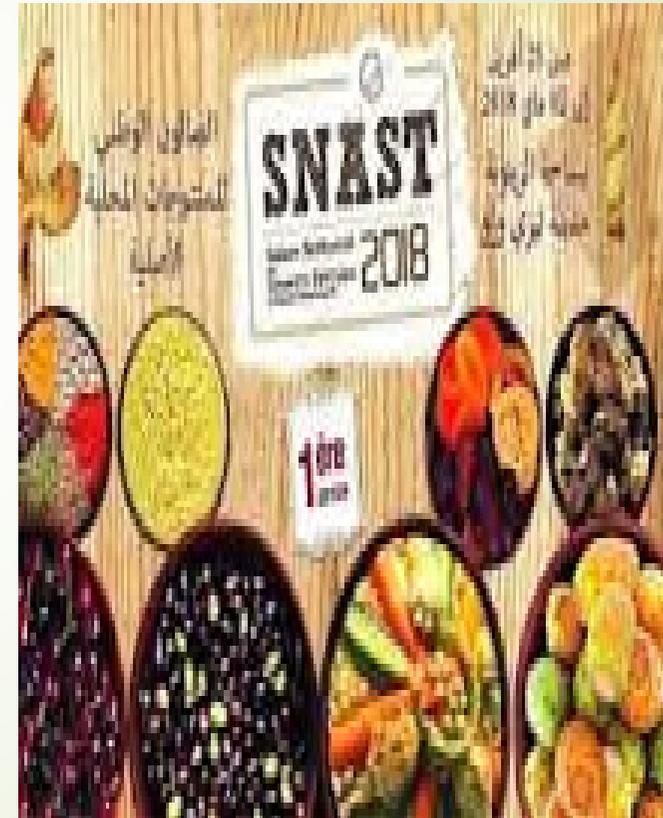
1

## PLAN DE LA PRÉSENTATION

- **Problématique et contexte du sujet**
- **Les ressources, c'est quoi ? pourquoi s'y intéresser ?**
- **Identifier les ressources du territoire**
- **Les outils d'identification du potentiel territorial**
- **Carte d'identité du territoire, mode de confection et intérêts de son établissement**

## Problématique, contexte du sujet et motivations

1. Constat
2. Expériences étrangères réussies
3. Raréfaction des ressources financières des territoires
4. Crise du schéma du développement par le haut
5. Aller vers une recommandation



# PRINCIPE DE DEPART

4

« ...La cartographie des ressources du territoire, en particulier industriel et patrimonial, les citoyens vont pouvoir constater s'ils peuvent être utiles à la communauté territoriale, rechercher les opportunités qui leur permettraient d'être valorisés ou si nécessaire d'évoluer favorablement. Ce dispositif de visualisation globale des richesses et du potentiel humain, culturel, économique, doit aussi permettre aux décideurs de simuler les effets d'hypothétiques décisions pour estimer en toute lucidité celles qui doivent être prises. De surcroît, l'accès de chacun à un dispositif permettant de visualiser les effets collectifs des actions de chacun est un facteur important de vivification du lien social, source comme nous le savons tous de la prospérité et de l'équilibre des territoires. »

**In Revue territoires novembre 2008,P26,**



**Michel Authier, mathématicien  
et inventeur de la version  
informatique des arbres de  
Connaissances,**

# LES RESSOURCES, C'EST QUOI ? POURQUOI S'Y INTÉRESSER ?

## C'EST QUOI?

Objet  
immatériel  
Ex, un savoir-  
faire, un  
patrimoine  
culturel, etc,

Objet  
matériel Ex  
un produit

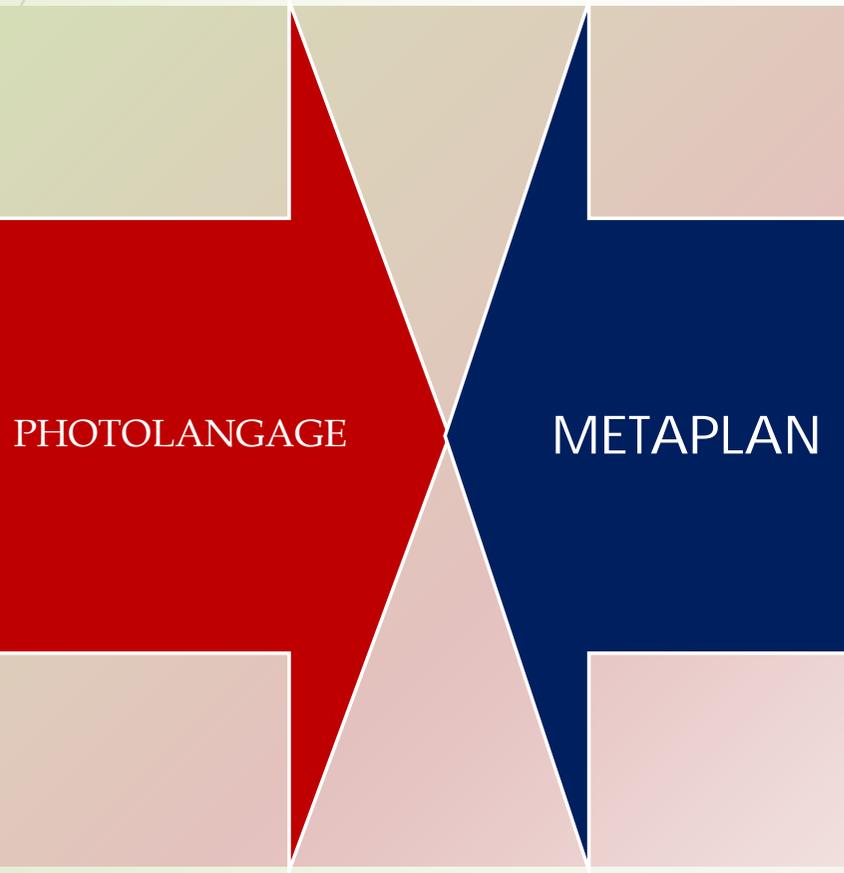
## POURQUOI S'Y INTÉRESSER ?

Affirmation  
de la  
singularité  
du territoire

Porteuses  
d'avantages  
comparatifs et  
différenciatifs

# IDENTIFIER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE

## MÉTHODE 01



## MÉTHODE 02

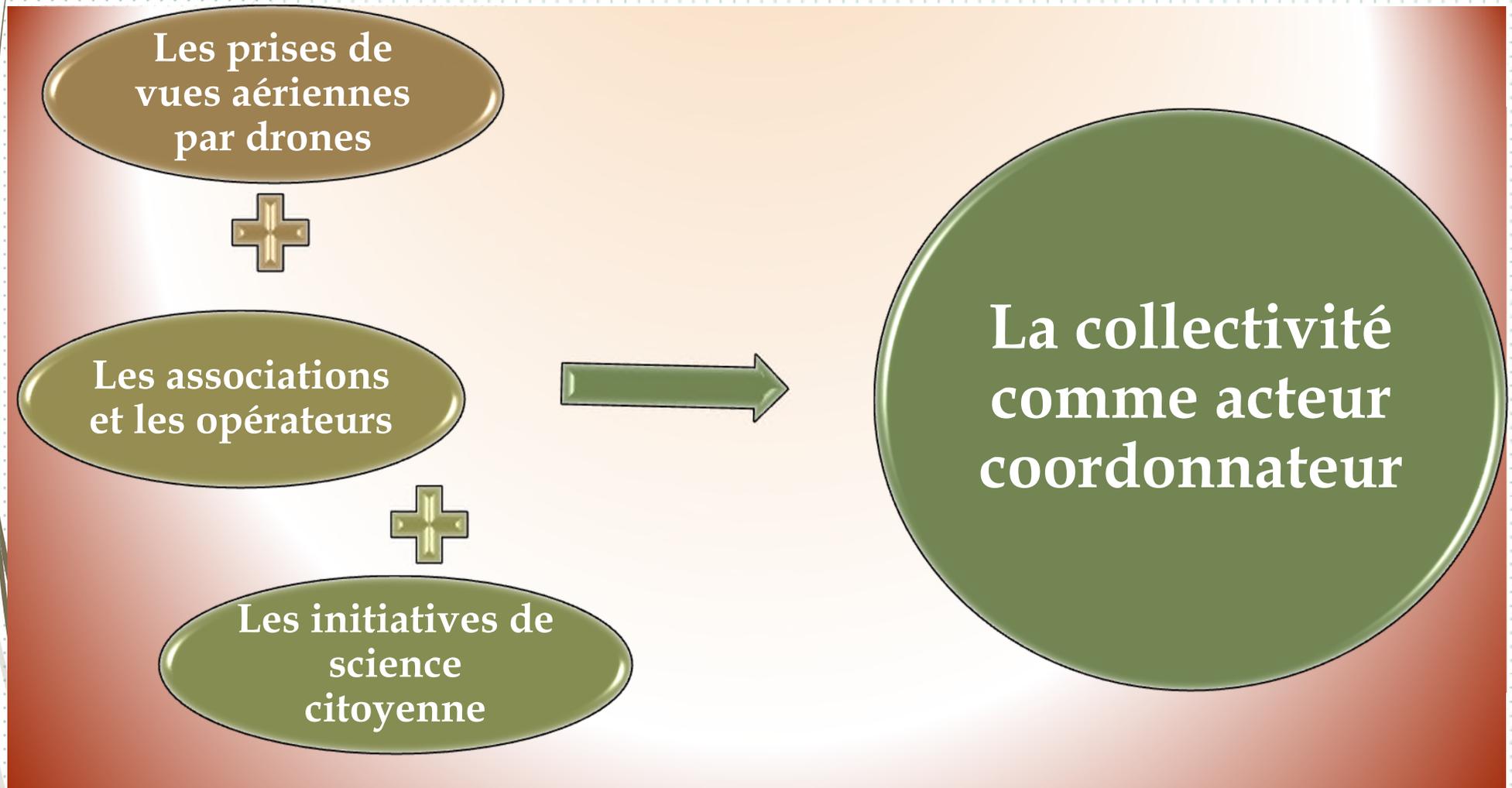


# QUELQUES ILLUSTRATIONS

7

Nature de la ressource	Matérielle	Immatérielle
<b>Plats traditionnels</b>		
<b>Plantes/ Plantes médicinales</b>		
<b>Ressources spécifiques</b>		

# Les outils d'identification du potentiel territorial (1)



# Les outils d'identification du potentiel territorial (2)

9

## LES ASSOCIATIONS ET LES OPÉRATEURS



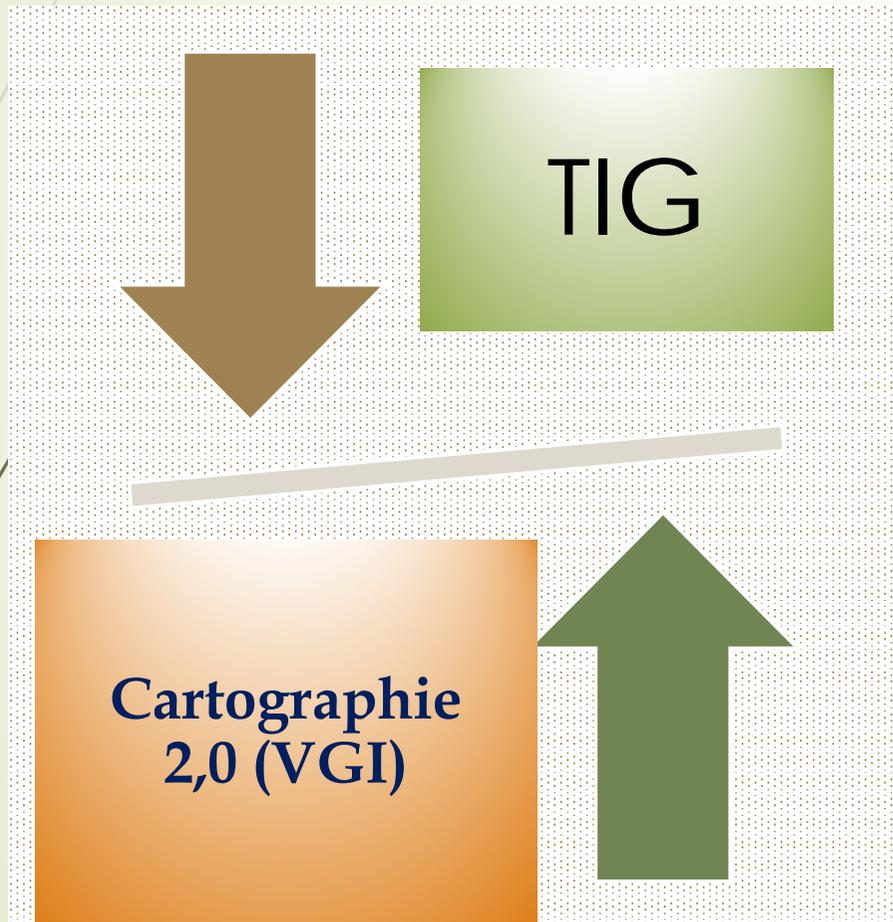
## CITOYEN CAPTEUR



# Carte d'identité du territoire, mode de conception et intérêts de son établissement

10

## Conception



## Intérêts

1

- Attractivité territoriale
- La compétitive territoriale

2

- Diagnostic territorial
- Stratégie d'action

3

- Protection du patrimoine
- Labélisation

**Merci pour votre aimable attention**

11



#### **Axe de recherche 4**

**Titre de la communication** : Le e-gouvernement en Algérie : Etat des lieux et perspectives

Le e-gouvernement en Algérie : Etat des lieux et perspectives

**Résumé de la communication proposée par :**

**-Mlle BOUDIA**

Les technologies de l'information et de la communication transforment notre façon de vivre, de travailler et de communiquer en les rendant plus facile et plus rapide. Le secteur public a été également révolutionné grâce à l'arrivée de l'e-gouvernement. Ce dernier a amélioré et accéléré les démarches administratives, rendant ainsi l'expérience du citoyen, de l'utilisateur du service public et de l'opérateur économique plus fluide.

A l'instar des autres pays, l'Algérie s'est engagée dans un processus de modernisation et de numérisation de son administration publique. Selon Tadjeddine Bachir (2023), l'Algérie a progressé en termes de connectivité et d'infrastructure technologique, mais elle connaît des insuffisances en termes de dématérialisation des démarches administratives et de culture numérique. Notre recherche vise à examiner les réalisations de l'Algérie ainsi que les défis auxquels elle fait face et les efforts nécessaires pour l'accélération du processus de dématérialisation des démarches administratives.

Il s'agit, dans notre présent travail de définir dans un premier temps les notions clés liées à l'e-gouvernement. Ensuite, nous allons présenter et analyser l'état des lieux du développement de l'e-gouvernement en Algérie en se basant sur l'indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI), ainsi que les défis dont l'Algérie fait face. Enfin, on essayera de donner des recommandations pratiques afin d'améliorer et d'accélérer le processus de numérisation de l'administration publique algérienne.

#### **Les principaux résultats**

L'Algérie est parmi les pays ayant un EGDI élevé égale à 0.5611 en 2022 contre un indice de 0.5173 et de 0.4227 en 2020 et 2018 respectivement. Un EGDI élevé mais inférieur à la moyenne mondiale estimé à 0.6. Ce que peut être expliqué dans ce qui suit :

- L'Indice des Services en Ligne (OSI) est égale à 0.3743 en 2022. Une valeur inférieure à la moyenne mondiale qui est de 0.566. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement algérien pour dématérialiser les démarches administratives, de nombreux services ne sont pas encore digitaliser et la culture numérique du citoyen algérien est également faible étant donné que l'Indice de Participation en Ligne EPI est de 0.2273 seulement.
- L'Indice d'Infrastructures de Télécommunication TTI est de 0.6133, dépassant la moyenne mondiale qui est de 0.573. cela peut être expliqué par le nombre important d'utilisateurs de téléphone portable (femmes 83.1%, hommes 92.6 %) ; le large accès à Internet par la population, la couverture de la population par technologie mobile 3G a atteint 98.1% et 85.9% pour la 4G ; le volume de l'investissement annuel dans les services de télécommunication qui a atteint 765 millions de dollars en 2022 et 852 millions de dollars en 2021.  
Malgré ces investissements, l'Algérie doit doubler d'effort afin d'améliorer d'avantage ses infrastructures technologiques et sa connectivité.
- L'Indice du Capital Humain HCI est égale à 0.6956 et relativement proche de la moyenne mondiale.
- L'indice de participation électronique EPI est de 0.2273, cette valeur est en dessous de la moyenne mondiale, ce qui signifie que l'Algérie n'est pas performante dans le domaine des TIC.

L'ensemble de ses indicateurs permettent de confirmer l'hypothèse de départ. L'Algérie a réalisé un progrès significatif mais doit améliorer son EGDI pour réussir son projet de gouvernement électronique.

### **Références bibliographique**

- Akhenak A. (2018). E-administration en Algérie : Etat des lieux et constats, The Future Journal of In-depth Economic Studies, vol. 01, n°01.
- Mohammed B., Zouaghi S., Lebbaz Abdelkader (2020). La numérisation de l'administration publique en Algérie. Journal of International Economy and Globalization. Vol 03, n°02.
- Service du Premier Ministre (2021). Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la république. Via le lien : <https://amb-algerie.fr/wp-content/uploads/2022/04/Pland-action-du-gouvernement-pour-la-mise-en-oeuvre-du-programme-du-president-de-la-republique-2021-fr.pdf> . Consulté le 28/02/2024.

-Tadjeddine B. (2023). E-Gouvernement en Algérie: Etat des lieux, obstacle et solutions. Ed Broché.

-United Nations. E-Government Survey 2022: The Future of Digital Government.

**UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU**

Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

**Département des Sciences Economiques**

*Équipe de recherche PRFU : Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie*

**Journée d'étude portant sur :**

**Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie**

*Le 23 juin 2024 à l'UMMTO (Algérie)*

**Intitulé de la communication:**

**Systeme d'Information Territoriale et  
Décision publique**

**Présentée par :**

**KHAZNADJI Mohammed, MCB à l'UMM de Tizi-Ouzou  
ALOUACHE Ouarda, Professeure à l'UMB de Boumerdès**

# Plan de la présentation

- 1. Introduction**
- 2. Éléments théoriques sur les SIT**
- 3. Éléments théoriques sur la décision publique**
- 4. Méthodologie de l'enquête**
- 5. Résultats de l'enquête**
- 6. Conclusion**

# 1- Introduction

**Information/Décision = Réduction de l'incertitude + Évaluation des alternatives + Justification des décisions**



**Pour les territoires = la mise en place des SIT est cruciale**

**Permettent:**

**Collecte et intégration** de données sur le territoire

**Représentations** simplifiées des données

**Interprétation** des données selon leur localisation géographique

**Modélisation** des scénarios et **anticipation** sur des situations futures



**SIT se présente comme un outils de gestion efficace des territoires et prise de décisions informées**

# 1- Introduction

## Problématique:

**Quelle est la situation actuelle des systèmes d'information au niveau communal ?**

## Hypothèses:

**H1:** Les SIT ne se pas suffisamment développés au niveau communal.

**H2:** Les responsables locaux sont conscients des avantages de la mise en place des SIT, notamment en ce qui concerne la prise de décision.

# 1- Introduction

## Méthodologie :

1

- **Revue de littérature** portant sur les **SIT** et **la décision publique**

2

- **Enquête par questionnaires** adressés aux responsables communaux, portant sur **la situation actuelle des SIT** au niveau communal.

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### a. Définition du SIT:

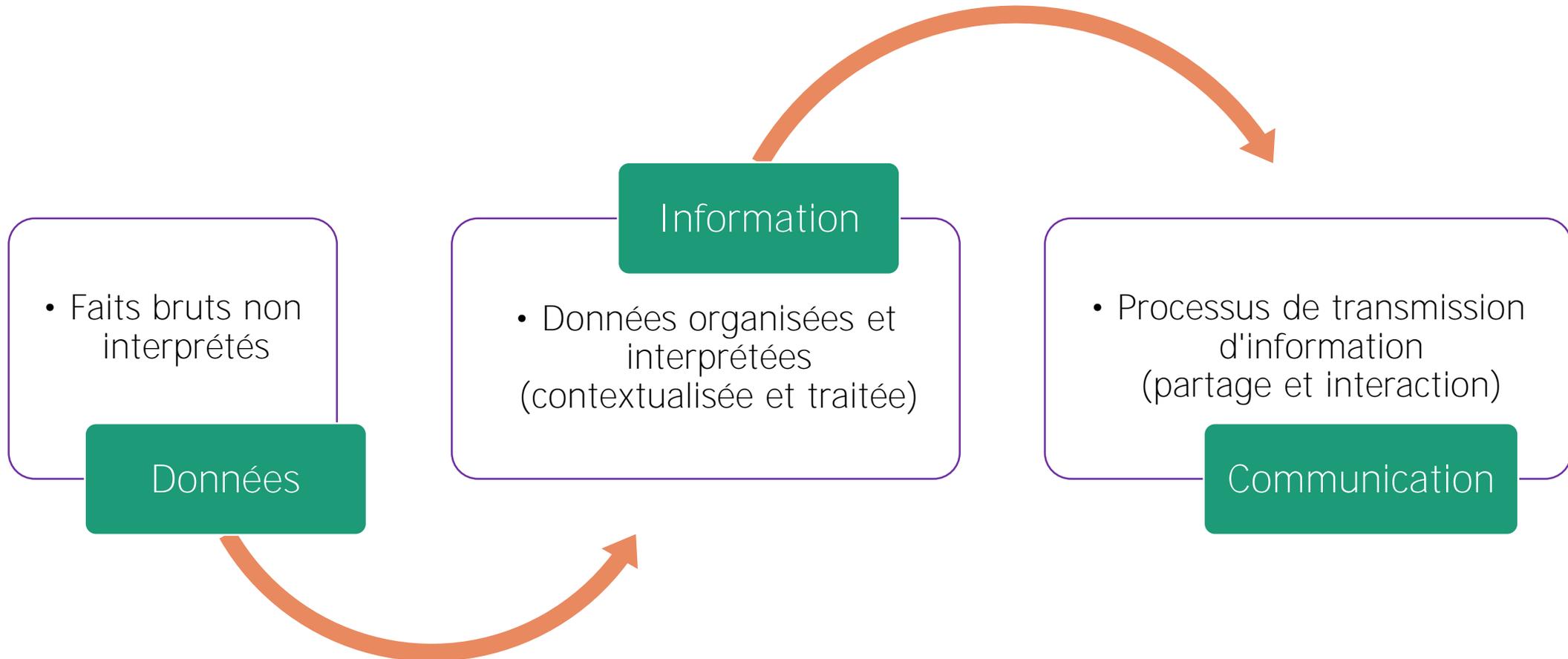
Un **dispositif mutualisé** des acteurs d'un territoire. Il rassemble les **données** produites par le territoire et ses partenaires. Il **organise, capitalise, valorise et confronte** ces données pour **fournir une aide** aux décideurs, habitants et visiteurs afin de mieux appréhender le territoire. *(PNR de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2024)*

Outils adaptés au **management du territoire** qui **s'appuient sur les TIC** à fort potentiel d'innovation. Les SIT jouent un **rôle de charnière** entre la définition et la caractérisation des éléments d'un territoire et leur localisation. *(Golay & Riedo; 2001)*

Un ensemble de **ressources humaines, matérielles et immatérielles** dédié à la collecte, la gestion, l'analyse, la modélisation et la visualisation des données relatives à un territoire. **L'objectif principal est de fournir des informations précises et pertinentes pour faciliter la prise de décisions** en matière d'aménagement, de développement, de gestion des ressources et de planification territoriale. *(Babey; 2021)*

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### b. Différences entre Données, Information et Communication:



# 2- Éléments théoriques sur les SIT

## c. Composantes principales d'un SIT:

### Données

- **Données géographiques:** cartes, images satellite, relevés topographiques, etc.
- **Données attributaires :** informations descriptives relatives aux entités géographiques (population, infrastructures, usages du sol, etc.).

### Technologies et outils

- **Systèmes de gestion de bases de données :** le stockage et la gestion des données.
- **Outils de visualisation :** logiciels de cartographie, tableaux de bord interactifs
- **Infrastructure informatique :** serveurs, réseaux, ordinateurs ...

### Ressources humaines

- **Experts** en manipulation et analyse des données.
- **Géomaticiens :** professionnels intégrant les aspects géographiques et informatiques.
- **Techniciens de Terrain** pour la collecte de données in situ.

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### d. Domaines d'application

<b>Domaine</b>	<b>Exemples</b>
<b>Aménagement du territoire</b>	Planification urbaine et rurale, zonage, gestion des infrastructures.
<b>Gestion des ressources naturelles</b>	Forêts, eaux, sols, biodiversité.
<b>Environnement et gestion des risques</b>	Surveillance des changements climatiques, gestion des catastrophes naturelles.
<b>Transport et mobilité</b>	Planification des réseaux de transport, gestion du trafic.
<b>Développement économique</b>	Analyse des potentialités économiques du territoire, suivi d'application des politiques économiques publiques.
<b>Services publics</b>	Gestion des services de santé, d'éducation, filet social

# 3- Éléments théoriques sur la décision publique

Plusieurs théories ont tenté de comprendre comment les décisions publiques sont prises. **La plupart converge sur l'importance de l'information.**

Théories	Éléments mis en évidence
<b>Rationalité limitée</b> ( <i>Simon</i> )	Information imparfaite
<b>Acteur-Réseau</b> ( <i>Latour, Callon, Law</i> )	Interactions et des relations dans le processus décisionnel.
<b>Théorie des jeux</b>	Réactions et stratégies des autres acteurs
<b>Rationalité instrumentale</b>	Rationalité des moyens plutôt que des objectifs
<b>Choix public</b> ( <i>Buchanan et Tullock</i> )	Prisme des intérêts individuels
<b>Modèle du processus graduel</b> ( <i>Lindblom</i> )	Ajustements marginaux aux politiques existantes
<b>Systemes</b>	Complexité et interdépendance des éléments impliqués dans le processus décisionnel.
<b>Groupes de pression</b>	Influence des groupes de pression et des lobbies
<b>Politiques publiques (Cycle)</b>	Cycle de prise de décision : identification, formulation, adoption, mise en œuvre, évaluation, révision.

# 3- Éléments théoriques sur la décision publique

## Impacts du SIT sur la décision publique.

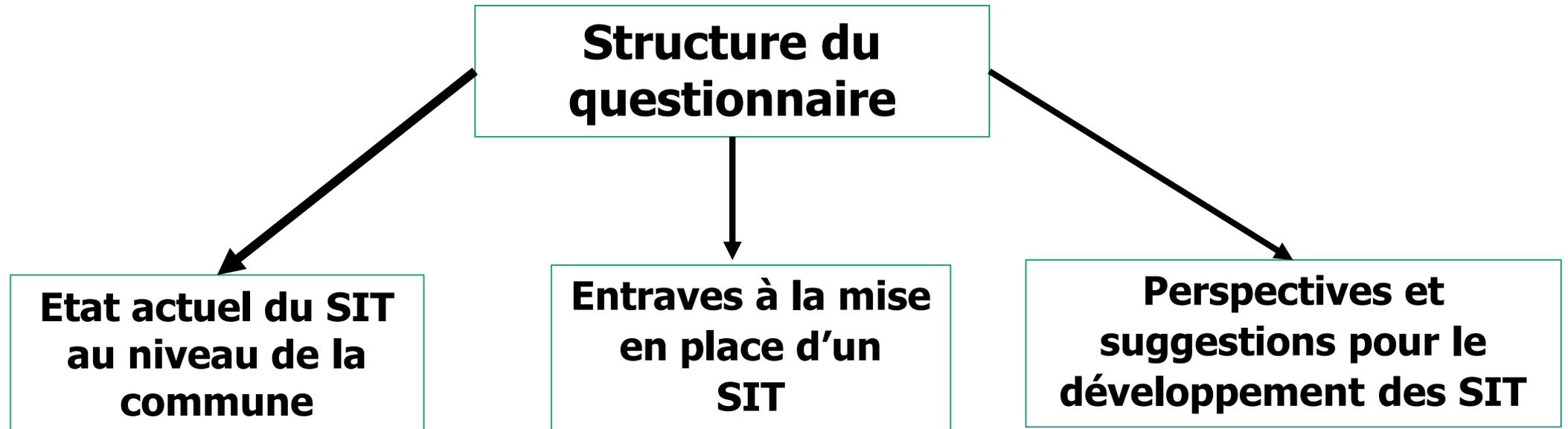
- **Prise de décision rapide, informée et avec moins d'erreurs**
- **Accès aux informations par le public, ce qui favorise la participation citoyenne dans les processus décisionnels**
- **Aide à la planification à long terme en fournissant des données précises et à jour**
- **Allocation optimale des ressources en tenant compte des besoins réels identifiés**

## 4- Méthodologie de l'enquête

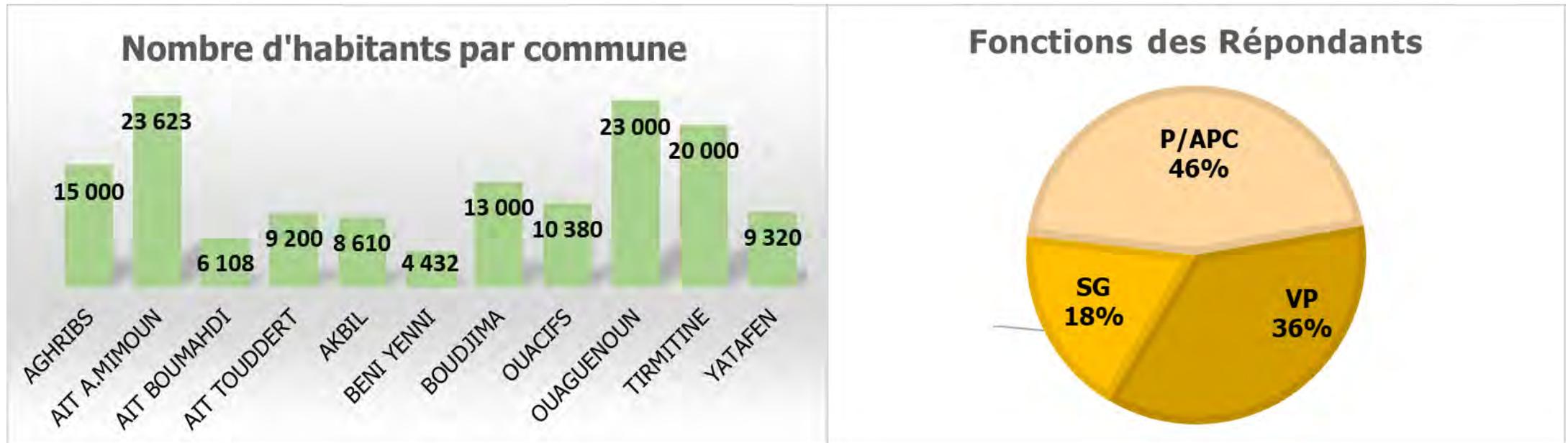
<b>Objectifs de l'enquête</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mieux comprendre l'état actuel du SIT au niveau communal</li><li>- Identifier les domaines nécessitant des améliorations.</li></ul>
<b>Outil</b>	Questionnaires adressés aux personnes impliquées dans la décision communale
<b>Personnes ciblées</b>	P/APC; Vice-Présidents d'APC; SG
<b>Communes enquêtées (11)</b>	Aghribs, Ait A.Mimoun, Ait Boumahdi, Ait Touddert, Akbil, Beni Yenni, Boudjima, Ouacifs, Ouaguenoun, Tirmatine, Yatafen.
<b>Durée de l'enquête</b>	06 jours

# 4- Méthodologie de l'enquête

Le questionnaire comporte 12 questions directes avec des réponses, pour la plupart, fermées.

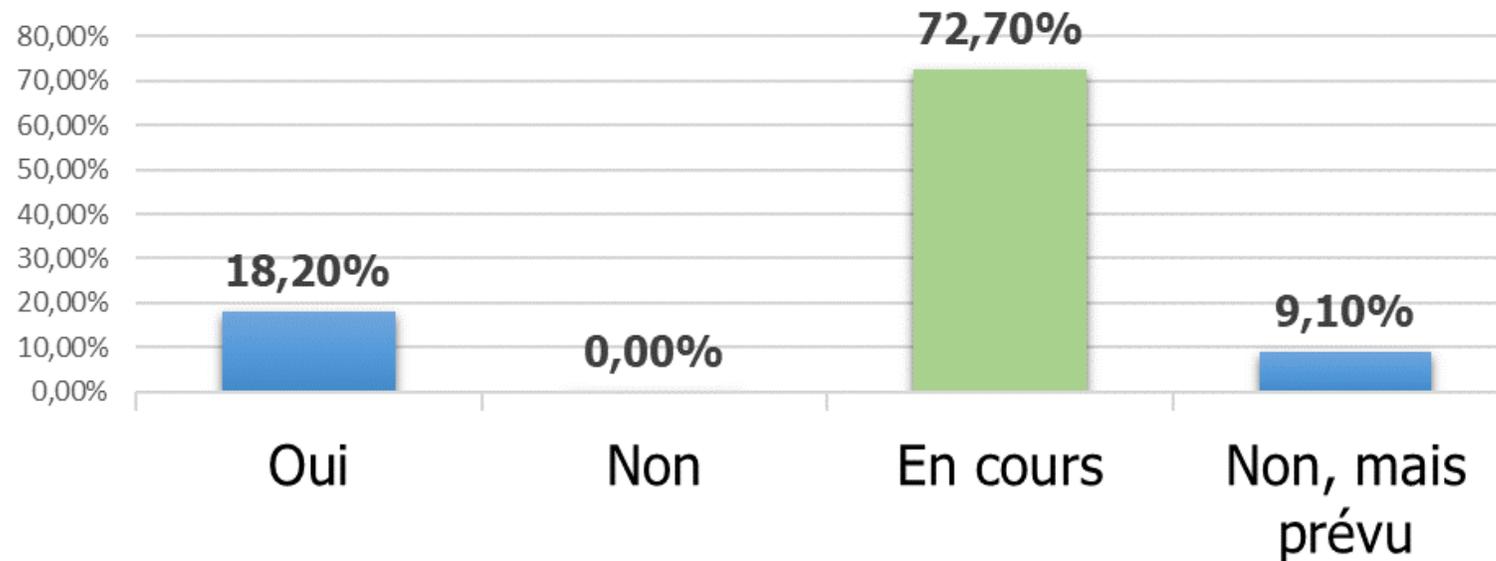


# 5- Résultats de l'enquête



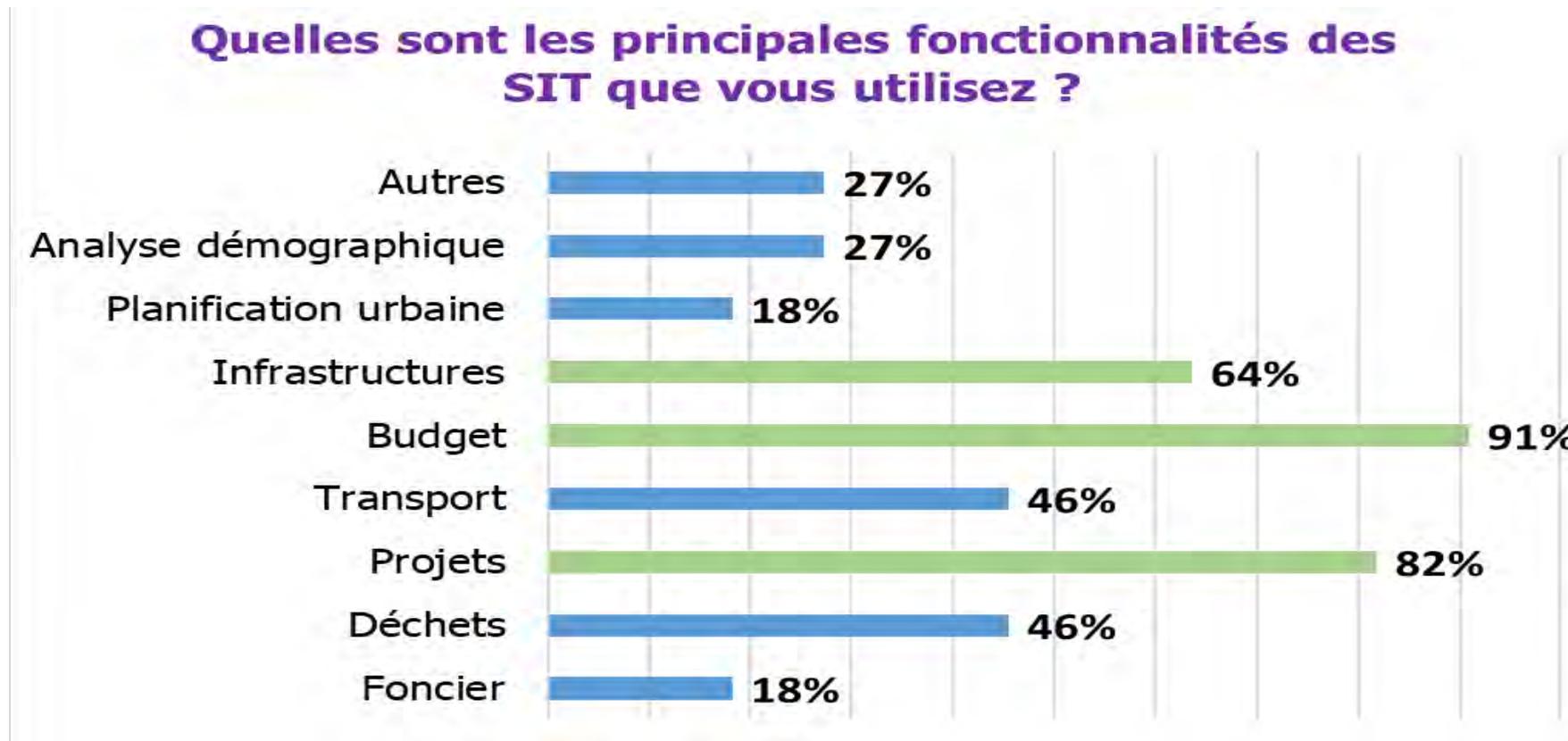
# 5- Résultats de l'enquête

**Votre commune dispose-t-elle actuellement un SIT ?**



**Ce qui confirme notre H1 : les SIT ne se pas suffisamment développés au niveau communal**

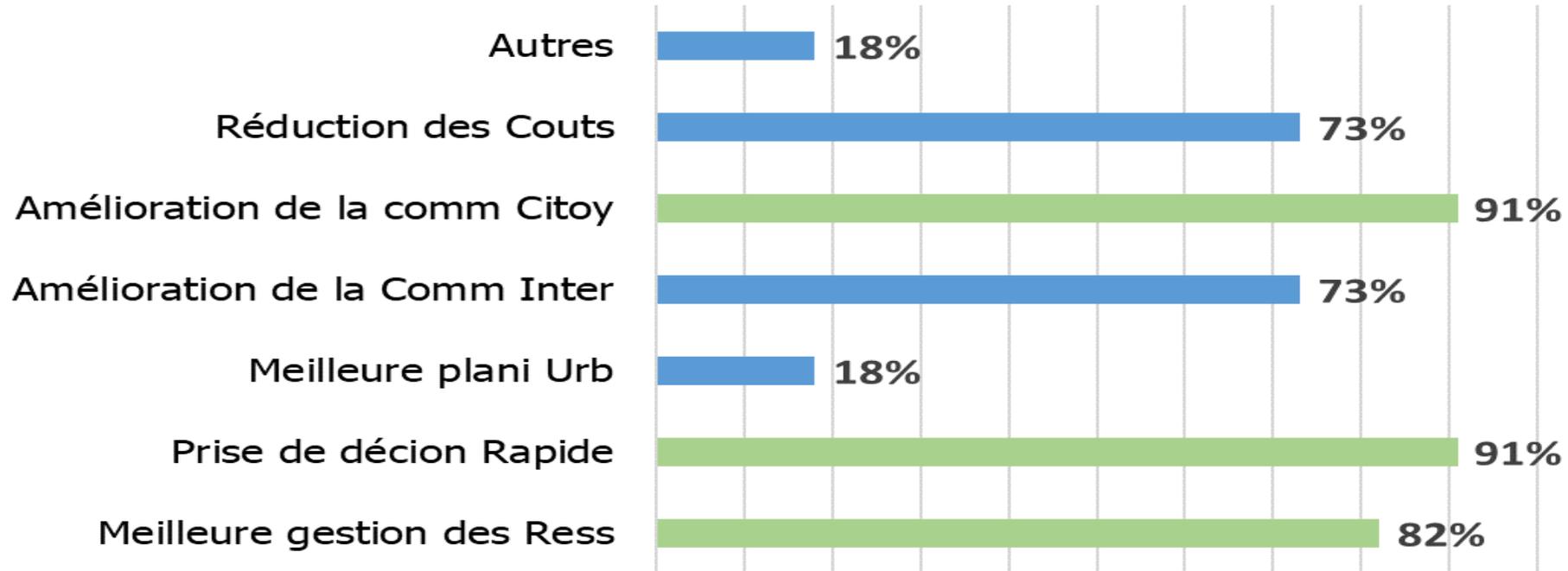
# 5- Résultats de l'enquête



**Ce résultat est la conséquence du processus de la numérisation initiée par les PP depuis 2008**

# 5- Résultats de l'enquête

Quels sont les principaux avantages espérés suite à l'utilisation des SIT ?



**Confirmation de H2 : les responsables locaux sont conscients des bienfaits de la mise en place des SIT, surtout en ce qui concerne la prise de décision.**

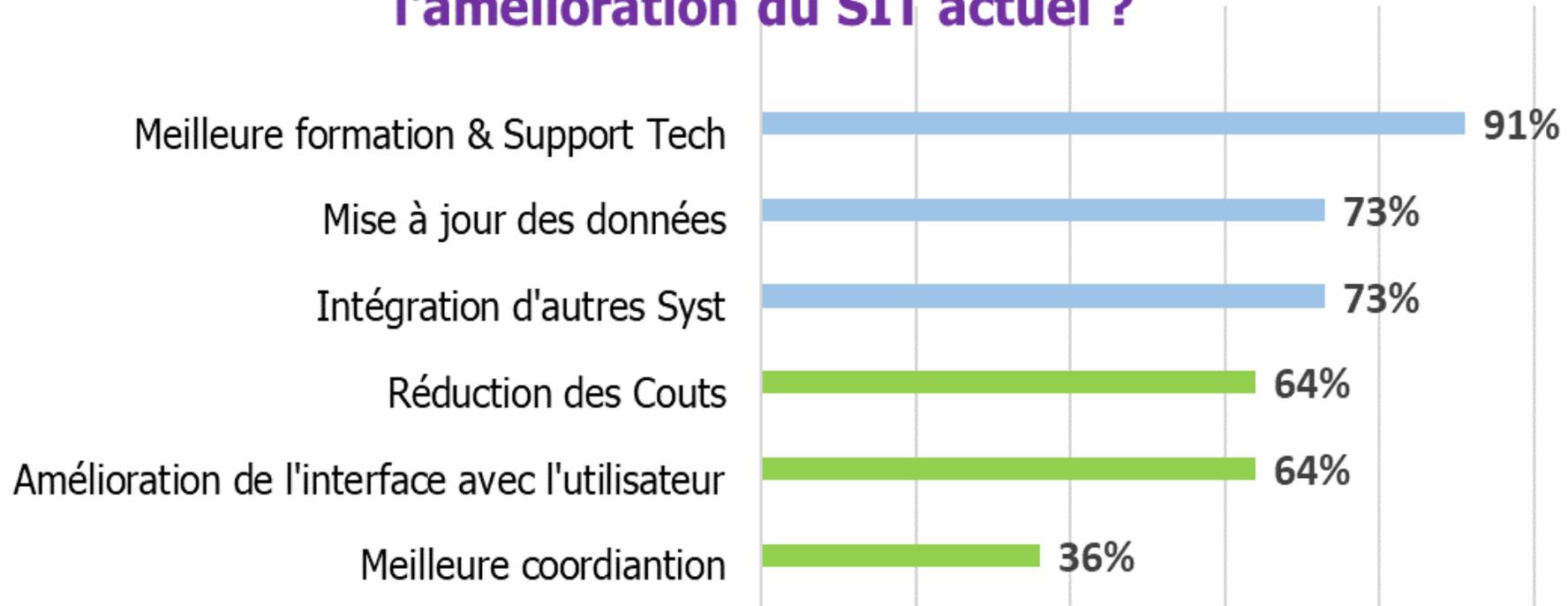
# 5- Résultats de l'enquête

**Quels sont les principales difficultés rencontrées lors de l'utilisation du SIT ?**

<b>Difficultés</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
<i>Couts de mise en place</i>	7	64%
<i>Manque de formation du personnel</i>	9	<b>82%</b>
<i>Difficulté d'intégration d'autres SI</i>	8	<b>73%</b>
<i>Problèmes techniques</i>	6	55%
<i>Manque de données précises</i>	8	<b>73%</b>
<i>Autres</i>	3	27%

# 5- Résultats de l'enquête

## Quelles améliorations suggèreriez-vous pour l'amélioration du SIT actuel ?



## 5- Résultats de l'enquête

**Toutes les communes  
enquêtées (100%)  
envisagent de développer  
davantage l'utilisation  
des SIT dans le future**

<b>Services ou fonctionnalités envisagés</b>	<b>%</b>
Gestion des Archives	<b>45,5%</b>
Gestion des écoles primaires	<b>27,3%</b>
Fichier des nécessiteux	
Gestion énergétique	<b>9,1%</b>
Gestion de projets	
Guichet d'état Civil	
Gestion du parc roulant	
Planification des travaux	
Recensement des besoins	
Services techniques	
Gestion des stocks	
Gestion urbain	

## 6- Conclusion

L'adoption des SIT figure parmi les moyens les plus efficaces pour la gestion du territoire et la prise de décision publique.

Les SIT offrent une multitude d'avantages, allant de l'amélioration de l'efficacité administrative à la promotion de la participation citoyenne.

Suite au processus de numérisation et au développement des TIC, les SIT en Algérie sont en voie de formation

Cependant, pour améliorer les SIT au niveau communal et en tirer pleinement profit, il est primordial de:

- Assurer des formations au personnel concerné
- Constituer des bases de données et de les mettre à jour périodiquement
- Intégrer les autres systèmes d'information
- Faciliter l'accès aux citoyens en s'appuyant sur les TIC

Enfin, il est important de souligner que les conclusions de cette enquête sont spécifiques aux communes étudiées et à la méthodologie adoptée.

*Merci de votre  
attention*

**UNIVERSITE MOULOUD MAMMARI DE TIZI-OUZOU**

Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

**Département des Sciences Economiques**

*Équipe de recherche PRFU : Intelligence Territoriale et Développement Économique en Algérie*

**Journée d'étude portant sur :**

**Intelligence territoriale, TIC et développement économique en Algérie**

*Le 23 juin 2024 à l'UMMTO (Algérie)*

**Intitulé de la communication:**

**Systeme d'Information Territoriale et  
Décision publique**

**Présentée par :**

**KHAZNADJI Mohammed, MCB à l'UMM de Tizi-Ouzou  
ALOUACHE Ouarda, Professeure à l'UMB de Boumerdès**

# Plan de la présentation

- 1. Introduction**
- 2. Éléments théoriques sur les SIT**
- 3. Éléments théoriques sur la décision publique**
- 4. Méthodologie de l'enquête**
- 5. Résultats de l'enquête**
- 6. Conclusion**

# 1- Introduction

**Information/Décision = Réduction de l'incertitude + Évaluation des alternatives + Justification des décisions**



**Pour les territoires = la mise en place des SIT est cruciale**

**Permettent:**

**Collecte et intégration** de données sur le territoire

**Représentations** simplifiées des données

**Interprétation** des données selon leur localisation géographique

**Modélisation** des scénarios et **anticipation** sur des situations futures



**SIT se présente comme un outils de gestion efficace des territoires et prise de décisions informées**

# 1- Introduction

## Problématique:

**Quelle est la situation actuelle des systèmes d'information au niveau communal ?**

## Hypothèses:

**H1:** Les SIT ne se pas suffisamment développés au niveau communal.

**H2:** Les responsables locaux sont conscients des avantages de la mise en place des SIT, notamment en ce qui concerne la prise de décision.

# 1- Introduction

## Méthodologie :

1

- **Revue de littérature** portant sur les **SIT** et **la décision publique**

2

- **Enquête par questionnaires** adressés aux responsables communaux, portant sur **la situation actuelle des SIT** au niveau communal.

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### a. Définition du SIT:

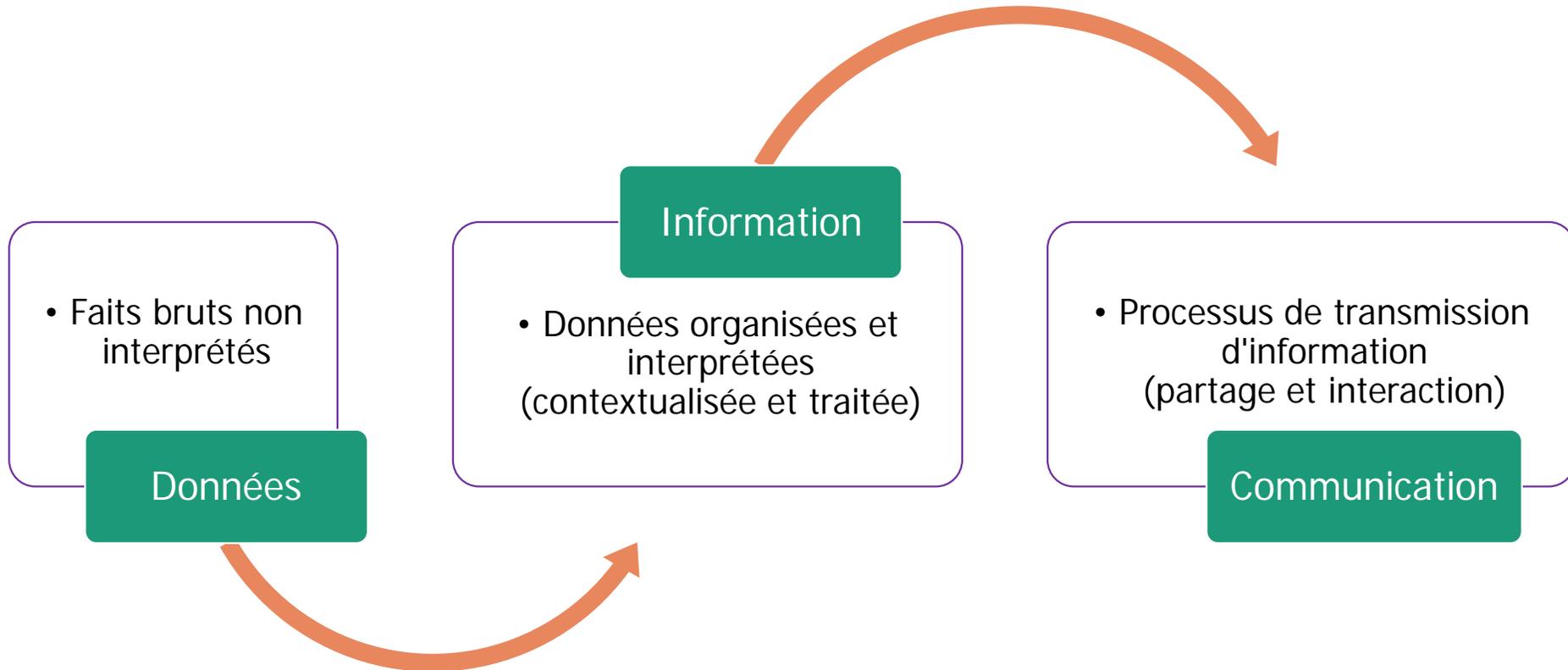
Un **dispositif mutualisé** des acteurs d'un territoire. Il rassemble les **données** produites par le territoire et ses partenaires. Il **organise, capitalise, valorise et confronte** ces données pour **fournir une aide** aux décideurs, habitants et visiteurs afin de mieux appréhender le territoire. *(PNR de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2024)*

Outil adapté au **management du territoire** qui **s'appuie sur les TIC** à fort potentiel d'innovation. Le SIT joue un **rôle de charnière** entre la définition et la caractérisation des éléments d'un territoire et leur localisation. *(Golay & Riedo; 2001)*

Un ensemble de **ressources humaines, matérielles et immatérielles** dédié à la collecte, la gestion, l'analyse, la modélisation et la visualisation des données relatives à un territoire. **L'objectif principal est de fournir des informations précises et pertinentes pour faciliter la prise de décisions** en matière d'aménagement, de développement, de gestion des ressources et de planification territoriale. *(Babey; 2021)*

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### b. Différences entre Données, Information et Communication:



## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### c. Composantes principales d'un SIT:

#### Données

- **Données géographiques:** cartes, images satellite, relevés topographiques, etc.
- **Données attributaires :** informations descriptives relatives aux entités géographiques (population, infrastructures, usages du sol, etc.).

#### Technologies et outils

- **Systèmes de gestion de bases de données :** le stockage et la gestion des données.
- **Outils de visualisation :** logiciels de cartographie, tableaux de bord interactifs
- **Infrastructure informatique :** serveurs, réseaux, ordinateurs ...

#### Ressources humaines

- **Experts** en manipulation et analyse des données.
- **Géomaticiens :** professionnels intégrant les aspects géographiques et informatiques.
- **Techniciens de Terrain** pour la collecte de données in situ.

## 2- Éléments théoriques sur les SIT

### d. Domaines d'application

<b>Domaine</b>	<b>Exemples</b>
<b>Aménagement du territoire</b>	Planification urbaine et rurale, zonage, gestion des infrastructures.
<b>Gestion des ressources naturelles</b>	Forêts, eaux, sols, biodiversité.
<b>Environnement et gestion des risques</b>	Surveillance des changements climatiques, gestion des catastrophes naturelles.
<b>Transport et mobilité</b>	Planification des réseaux de transport, gestion du trafic.
<b>Développement économique</b>	Analyse des potentialités économiques du territoire, suivi d'application des politiques économiques publiques.
<b>Services publics</b>	Gestion des services de santé, d'éducation, filet social

# 3- Éléments théoriques sur la décision publique

Plusieurs théories ont tenté de comprendre comment les décisions publiques sont prises. **La plupart converge sur l'importance de l'information.**

Théories	Éléments mis en évidence
<b>Rationalité limitée</b> ( <i>Simon</i> )	Information imparfaite
<b>Acteur-Réseau</b> ( <i>Latour, Callon, Law</i> )	Interactions et des relations dans le processus décisionnel.
<b>Théorie des jeux</b>	Réactions et stratégies des autres acteurs
<b>Rationalité instrumentale</b>	Rationalité des moyens plutôt que des objectifs
<b>Choix public</b> ( <i>Buchanan et Tullock</i> )	Prisme des intérêts individuels
<b>Modèle du processus graduel</b> ( <i>Lindblom</i> )	Ajustements marginaux aux politiques existantes
<b>Systemes</b>	Complexité et interdépendance des éléments impliqués dans le processus décisionnel.
<b>Groupes de pression</b>	Influence des groupes de pression et des lobbies
<b>Politiques publiques (Cycle)</b>	Cycle de prise de décision : identification, formulation, adoption, mise en œuvre, évaluation, révision.

## 3- Éléments théoriques sur la décision publique

### **Impacts du SIT sur la décision publique.**

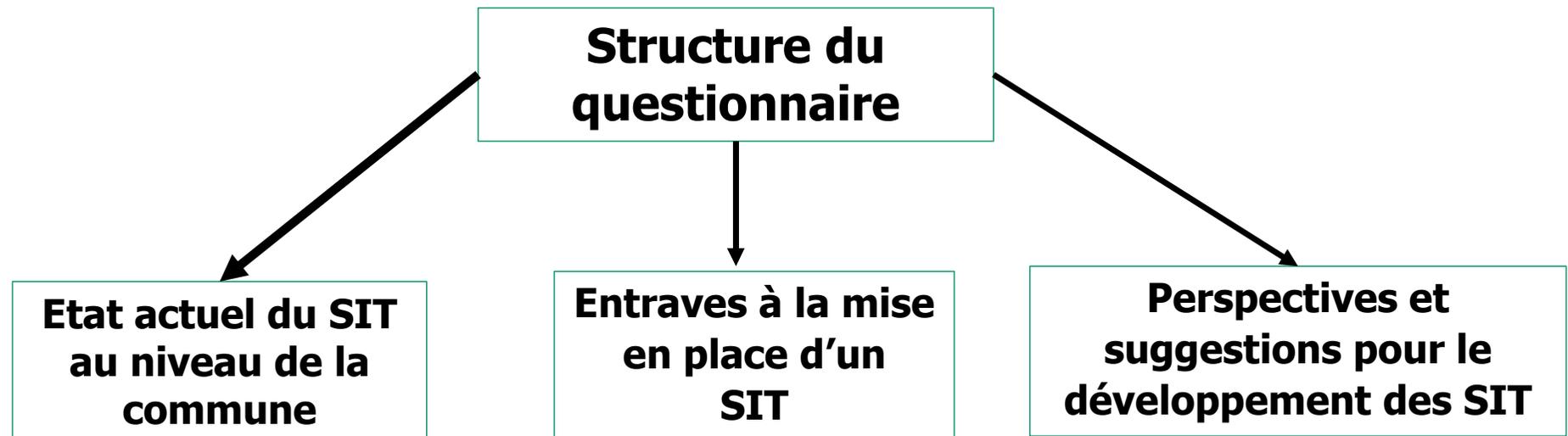
- **Prise de décision rapide, informée et avec moins d'erreurs**
- **Accès aux informations par le public, ce qui favorise la participation citoyenne dans les processus décisionnels**
- **Aide à la planification à long terme en fournissant des données précises et à jour**
- **Allocation optimale des ressources en tenant compte des besoins réels identifiés**

## 4- Méthodologie de l'enquête

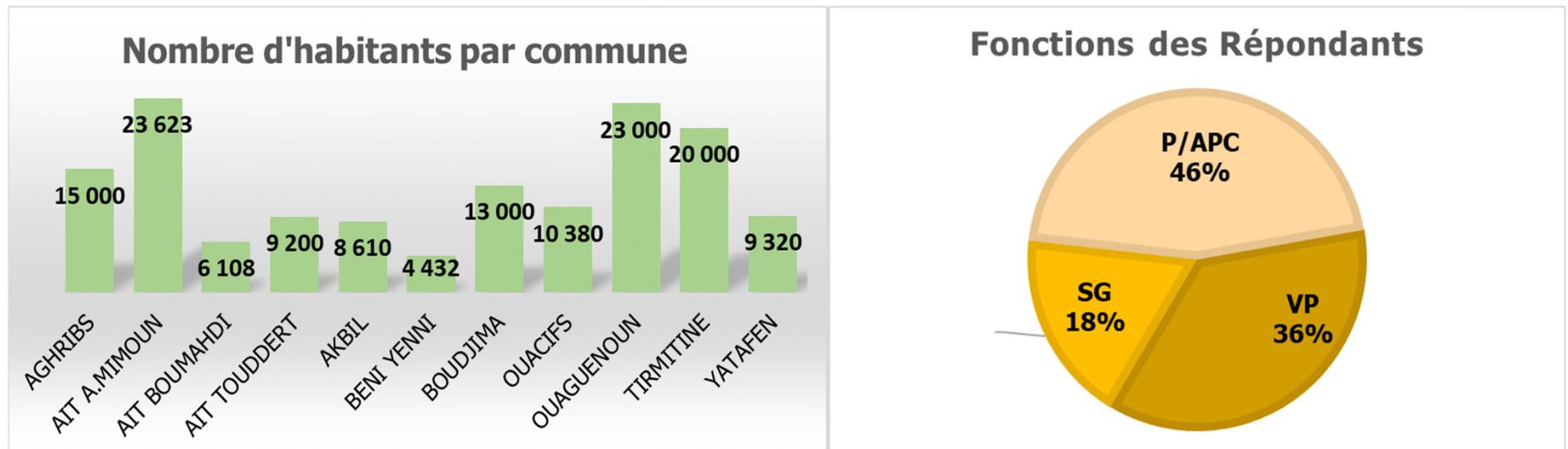
<b>Objectifs de l'enquête</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mieux comprendre l'état actuel du SIT au niveau communal</li><li>- Identifier les domaines nécessitant des améliorations.</li></ul>
<b>Outil</b>	Questionnaires adressés aux personnes impliquées dans la décision communale
<b>Personnes ciblées</b>	P/APC; Vice-Présidents d'APC; SG
<b>Communes enquêtées (11)</b>	Aghribs, Ait A.Mimoun, Ait Boumahdi, Ait Touddert, Akbil, Beni Yenni, Boudjima, Ouacifs, Ouaguenoun, Timitine, Yatafen.
<b>Durée de l'enquête</b>	06 jours

## 4- Méthodologie de l'enquête

Le questionnaire comporte 12 questions directes avec des réponses, pour la plupart, fermées.

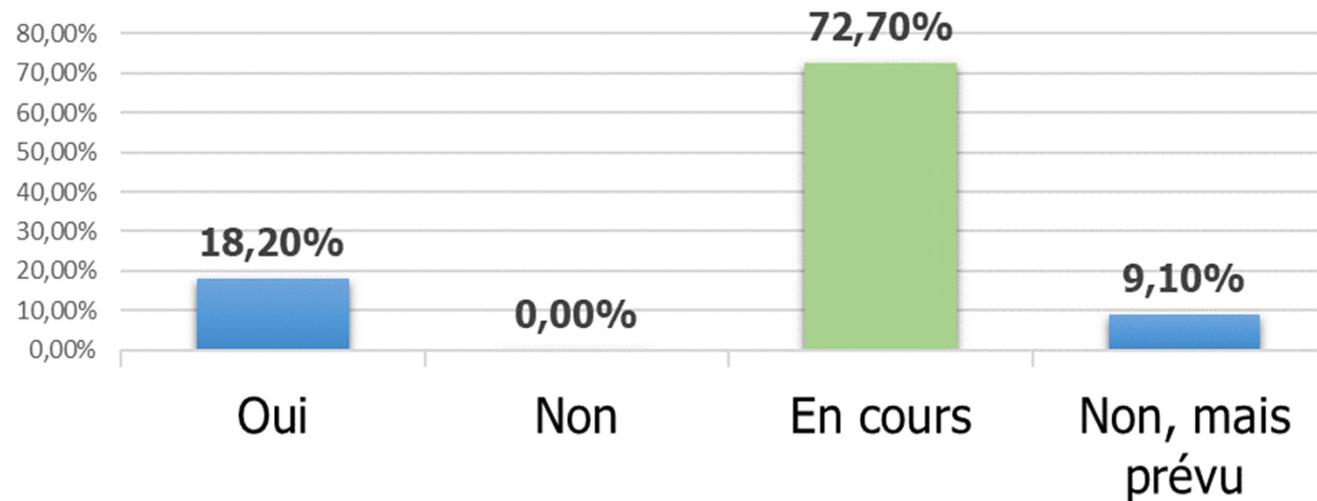


## 5- Résultats de l'enquête



## 5- Résultats de l'enquête

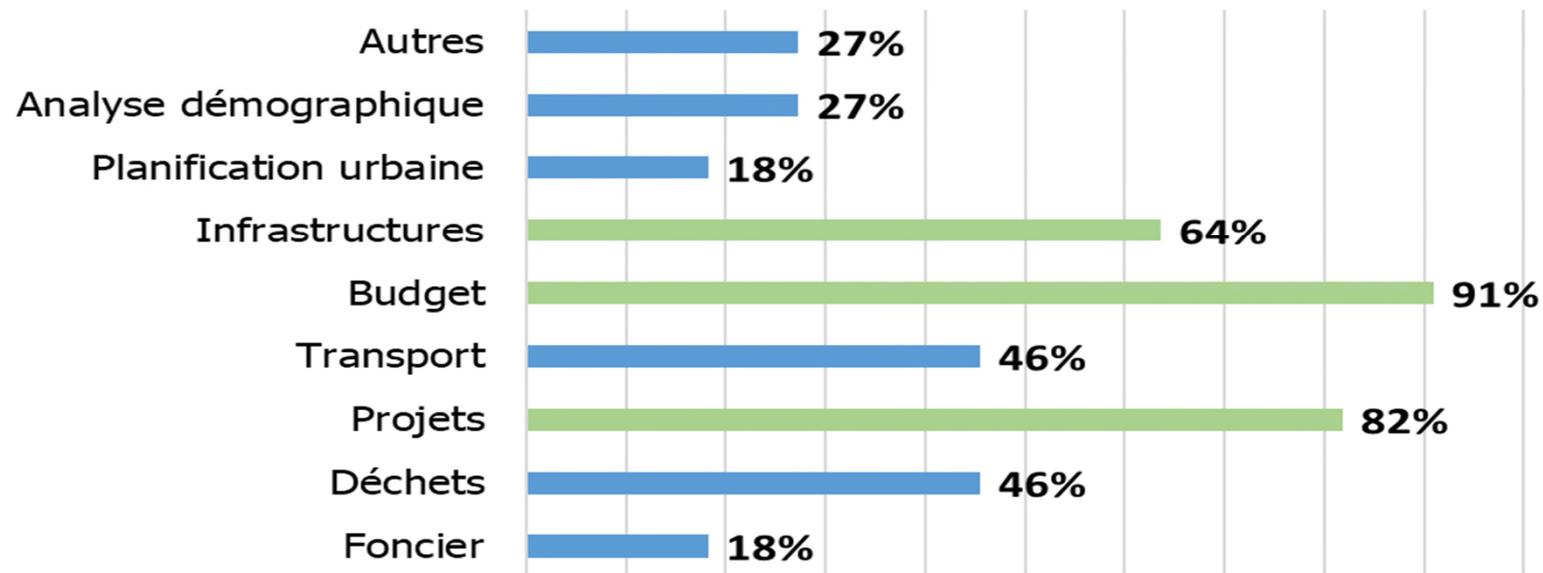
**Votre commune dispose-t-elle actuellement un SIT ?**



**Ce qui confirme notre H1 : les SIT ne se pas suffisamment développés au niveau communal**

## 5- Résultats de l'enquête

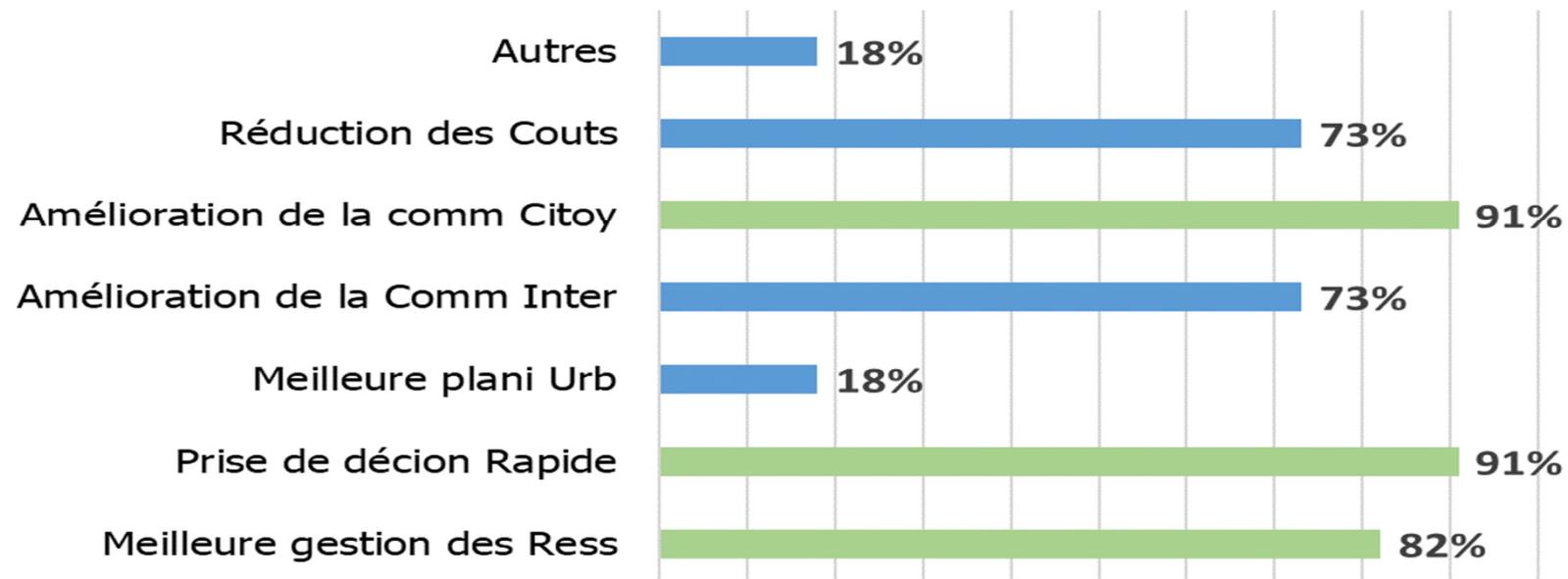
**Quelles sont les principales fonctionnalités des SIT que vous utilisez ?**



**Ce résultat est la conséquence du processus de la numérisation initiée par les PP depuis 2008**

## 5- Résultats de l'enquête

**Quels sont les principaux avantages espérés suite à l'utilisation des SIT ?**



**Confirmation de H2 : les responsables locaux sont conscients des bienfaits de la mise en place des SIT, surtout en ce qui concerne la prise de décision.**

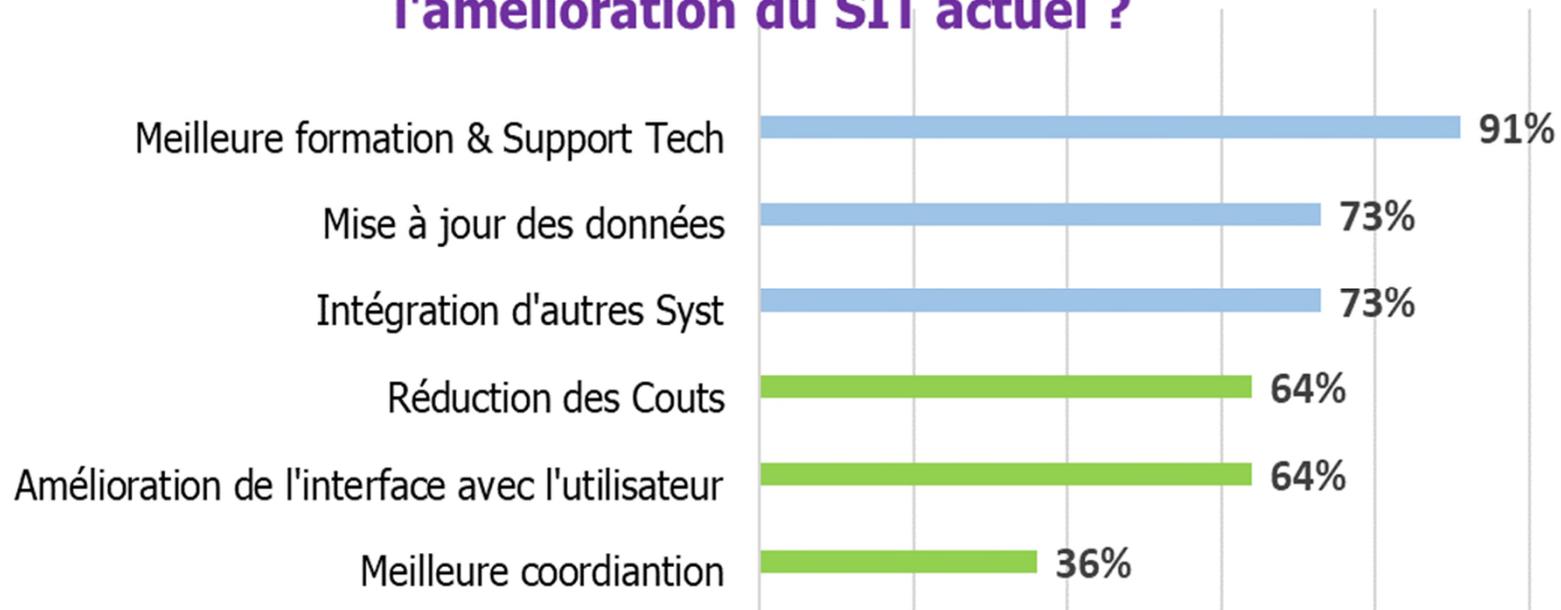
## 5- Résultats de l'enquête

**Quels sont les principales difficultés rencontrées lors de l'utilisation du SIT ?**

<b>Difficultés</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
<i>Couts de mise en place</i>	7	64%
<i>Manque de formation du personnel</i>	9	<b>82%</b>
<i>Difficulté d'intégration d'autres SI</i>	8	<b>73%</b>
<i>Problèmes techniques</i>	6	55%
<i>Manque de données précises</i>	8	<b>73%</b>
<i>Autres</i>	3	27%

## 5- Résultats de l'enquête

### Quelles améliorations suggéreriez-vous pour l'amélioration du SIT actuel ?



## 5- Résultats de l'enquête

**Toutes les communes  
enquêtées (100%)  
envisagent de développer  
davantage l'utilisation  
des SIT dans le future**

<b>Services ou fonctionnalités envisagés</b>	<b>%</b>
Gestion des Archives	<b>45,5%</b>
Gestion des écoles primaires	<b>27,3%</b>
Fichier des nécessiteux	
Gestion énergétique	<b>9,1%</b>
Gestion de projets	
Guichet d'état Civil	
Gestion du parc roulant	
Planification des travaux	
Recensement des besoins	
Services techniques	
Gestion des stocks	
Gestion urbain	

## 6- Conclusion

L'adoption des SIT figure parmi les moyens les plus efficaces pour la gestion du territoire et la prise de décision publique.

Les SIT offrent une multitude d'avantages, allant de l'amélioration de l'efficacité administrative à la promotion de la participation citoyenne.

Suite au processus de numérisation et au développement des TIC, les SIT en Algérie sont en voie de formation

Cependant, pour améliorer les SIT au niveau communal et en tirer pleinement profit, il est primordial de:

- Assurer des formations au personnel concerné
- Constituer des bases de données et de les mettre à jour périodiquement
- Intégrer les autres systèmes d'information
- Faciliter l'accès aux citoyens en s'appuyant sur les TIC

Enfin, il est important de souligner que les conclusions de cette enquête sont spécifiques aux communes étudiées et à la méthodologie adoptée.

*Merci de votre  
attention*

# **Impact de la numérisation sur la qualité de vie des habitants de la ville de Tizi Ouzou**

## **Proposée par :**

-COULIBALY Samuel Losin, doctorant à L'UMMTO

-AIT TALEB Abdelhamid, Professeur à l'UMMTO

## **Résumé :**

La numérisation, caractérisée par l'intégration croissante des Technologies de l'information et de la Communication (TIC) dans divers aspects de la vie quotidienne des habitants d'un territoire, transforme les sociétés contemporaines. Elle englobe une vaste gamme de technologies, notamment l'internet, les réseaux sociaux, les smartphones, et les plateformes numériques, qui modifient les modes de communication, de travail, et de consommation.

Dans ce nouveau contexte mondial, l'Algérie et plus précisément la ville de Tizi Ouzou, n'échappe pas à ces transformations. Cette communication tente d'examiner l'impact de cette transformation numérique sur la qualité de vie des habitants de la ville de Tizi Ouzou, en se basant sur une enquête par questionnaire afin de bien recenser les perceptions locales et les changements observés sur le comportement des résidents de cette ville.

## **Objectifs de l'étude**

Les principaux objectifs de cette recherche sont les suivants :

- ✓ Évaluer l'impact de la numérisation sur la qualité de vie des habitants de Tizi Ouzou.
- ✓ Analyser la perception des habitants concernant les effets de la numérisation.

## **Méthodologie**

Dans le but d'atteindre les objectifs fixés, nous avons mobilisé d'une part, une démarche théorique qui vise à mettre en lumière tous les éléments en rapport avec la thématique traitée. Pour ce faire, nous avons consulté et exploité des ouvrages spécialisés (individuels et collectifs) qui relèvent de plusieurs disciplines, notamment d'économie, de sociologie, de psychologie..., des dictionnaires, des textes règlementaires et juridiques, des revues et articles scientifiques, des thèses, ainsi que des sites internet. D'autre part, nous avons adopté une approche mixte combinant une enquête par questionnaire et des entretiens auprès d'un échantillon tiré de la population de la ville de Tizi-Ouzou.

## Résultats provisoires

➤ Sur le plan économique : La numérisation influence profondément l'économie locale de Tizi Ouzou. L'émergence des plateformes de commerce électronique, des services en ligne, et des technologies de l'information a créé de nouvelles opportunités d'emploi et a stimulé l'entrepreneuriat. Toutefois, cette transition comporte aussi des défis, notamment en termes de réorientation des compétences et de gestion de la transition pour les travailleurs traditionnels.

➤ Sur le plan social : La numérisation transforme les modes de communication et les interactions sociales. Les résidents de la ville de Tizi Ouzou, en particulier les jeunes, utilisent largement les réseaux sociaux et les applications de messagerie pour rester connectés. Cette hyper-connectivité peut améliorer le sentiment de communauté et l'engagement social, mais elle peut aussi mener à une réduction des interactions en face à face et à une augmentation des sentiments d'isolement pour certains.

➤ Sur la qualité de vie : la numérisation a un impact sur la qualité de vie des habitants de la ville Tizi Ouzou. Elle facilite l'accès à l'éducation et aux autres services publics et améliore ainsi le bien-être général des habitants de cette ville. Cependant, les préoccupations liées à la cybersécurité, à la vie privée et aux effets psychologiques de l'exposition prolongée aux écrans sont également des aspects importants soulevés par ces mêmes habitants.

La numérisation au niveau de la ville de Tizi-Ouzou, comme dans beaucoup d'autres villes de l'Algérie, présente un mélange d'opportunités et de défis. Ainsi, comprendre son impact et ses perceptions est crucial pour élaborer des politiques publiques qui maximisent les bienfaits de la numérisation, tout en minimisant ses inconvénients.

Enfin, nous espérons que d'autres études se poursuivront et une adaptation flexible des stratégies par les pouvoirs publics est nécessaires pour s'assurer que tous les segments de la société bénéficient des avantages de cette transformation numérique.

## Références :

- Bittman, M., Brown, J. E., & Wajcman, J. (2009). The mobile phone, perpetual contact and time pressure. *Work, Employment and Society*, 23, 673–691. <https://doi.org/10.1177/0950017009344910>
- Boswell, Wendy & Olson-Buchanan, Julie. (2007). The Use of Communication Technologies After Hours: The Role of Work Attitudes and Work-Life Conflict. *Journal of Management - J MANAGE*. 33. 592-610. 10.1177/0149206307302552

- Bourdin, S. & Cornier, T. (2017). Au-delà de la mesure du bien-être en milieu urbain : quelle perception de la qualité de vie dans les villes européennes ? Géographie, économie, société, 19, 3-31. <https://doi.org/10.3166/ges.19.2017.0001>